Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 26 mai 2021

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

12 – Orientation

12.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.009 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.012 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.013 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.014 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.015 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.017 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat de construction

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1218304002

Accorder un contrat à CBCI Télécom Canada inc., pour la fourniture et installation des systèmes multimédia du projet Métamorphose de l'Insectarium de Montréal - Dépense totale de 427 700,76 $, taxes et contingences incluses (contrat : 356 417,30 $ + 71 283,46 $ contingences) - Appel d'offres public IMM-15716 (5 soumissionnaires)

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de la concertation des arrondissements* - 1217286001

Accorder un contrat à la firme Services d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté au centre-ville pour 6 mois - Dépense totale 495 985,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public numéro 21-18805 - 3 soumissionnaires

20.003 Contrat de services professionnels

CE *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1210649001

Accorder un contrat de services professionnels à la firme Géninovation inc. pour la caractérisation des sols, suite à l'appel d'offres public no. 1732 dans le cadre de projets de construction, de branchement et de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 236 746,75 $ (taxes incluses) - (2 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cet effet

20.004 Entente

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1214970001

Approuver le protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de leur appel à projets 2021-2023, pour la mise en oeuvre d'un projet pilote sur l'amélioration des actions municipales grâce à l'évaluation du bien-être / Autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (40 000 $) de Metropolis à cette fin / Autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (40 000 $) équivalent au revenu de la subvention

20.005 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1217840001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 428 527 $ à divers partenaires, arrondissements et organismes de loisirs, communautaires ou culturels dans le cadre du Programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2020-21 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM)

20.006 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1214407001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 733 700 $ à 47 projets d'organismes culturels dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2020-2021 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM)

20.007 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie* - 1218906001

Accorder une contribution financière non-récurrente de 45 000 $ à l'organisme à but non lucratif Cultiver Montréal pour la planification et l'animation des éditions 2021 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises et approuver une convention à cet effet

20.008 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218741002

Accorder un soutien financier de 50 000 $, pour l'année 2021, à la Société de développement social pour la réalisation de son projet "Pôle de services en itinérance dans le métro" dans le cadre du financement du ministère de la Sécurité publique pour la bonification des interventions communautaires dans l'espace public - Approuver le projet de convention à cet effet

20.009 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217796008

Accorder un soutien financier non récurrent de 130 000 $, pour l'année 2021, à la société de développement commercial Montréal Centre-Ville en appui à la tenue de ses projets mobilisateurs, dans le cadre du programme PRAM-Sainte-Catherine - Approuver un projet de convention à cet effet

20.010 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218329005

Accorder un soutien financier de 25 000 $ au Centre de prévention des agressions de Montréal afin de réaliser le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes », pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

20.011 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218329004

Accorder un soutien financier de 5 000 $ à Fondation Émergence afin de tenir la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver le projet de convention à cet effet

20.012 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1217722002

Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de deux murales en 2021, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 99 314 $ (incluant les frais de jury), à l'organisme MURAL et au montant indiqué en regard de chacun des projets. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel / Approuver les projets de convention à cet effet

20.013 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218377001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 55 877 $, à deux organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville de Dollard-des-Ormeaux - ville liée / Approuver les projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté

20.014 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service de la culture* - 1218021002

Accorder un soutien financier de 10 000 $ pour le Grand prix de la danse de Montréal 2021. Approuver le projet d'entente à cet effet

20.015 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international* - 1218006002

Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 10 000 $ à l'Organisation universitaire interaméricaine pour l'édition 2021 du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 - Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.016 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217956002

Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, sur une période allant de 2021 à 2024 afin d'assurer la mise en oeuvre de projets liés à son plan stratégique / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

30 – Administration et finances

30.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.002 Budget - Taxe / Compte

CE *Service des finances , Direction des revenus* - 1218210001

Fixer la date de la vente d'immeubles par le greffier pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations

30.003 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service de la concertation des arrondissements* - 1217286002

Autoriser un virement budgétaire de 142 220,68 $ en provenance du Service de la concertation des arrondissements vers l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du plan de relance du centre-ville pour déployer un programme spécifique de propreté et accroître les interventions de juin à décembre 2021

30.004 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218444001

Autoriser un virement budgétaire de 600 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration locale vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la bonification du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes afin de soutenir les interventions en matière de prévention en sécurité urbaine dans les arrondissements du Nord-Est

30.005 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217796005

Autoriser un virement budgétaire de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie en appui à la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne le règlement d'un litige. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.008 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de sécurité incendie de Montréal* - 1212675030

(AJOUT) Renouveler, pour une quatre-vingt-dixième fois, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est l'élaboration et l'adoption du schéma de sécurité civile et du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1217796009

Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont-La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie

40.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.003 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service de la diversité et de l'inclusion sociale* - 1218798004

Édicter une ordonnance en vertu de l'article 123 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045), afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 4 000 familles montréalaises à faible revenu pour une visite au Jardin botanique, du 26 juin au 1er septembre 2021

40.004 Règlement - Adoption

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1215330005

Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A

Compétence d'agglomération : Acte mixte

50 – Ressources humaines

50.001 (AJOUT) L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CG *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports* - 1208172001

Déposer le document intitulé Plan nature et sports

Compétence d'agglomération : Acte mixte

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 30
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 10
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 9

CE : 12.001

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.002

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.003

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.004

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.005

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.006

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.007

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.008

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.009

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.010

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.011

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.012

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.013

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.014

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.015

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.016

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.017

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218304002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à CBCI Télécom Canada inc., pour la fourniture et installation des systèmes multimédia du projet Métamorphose de l'Insectarium de Montréal - Dépense totale de 427 700,76 $, taxes et contingences incluses (contrat : 356 417,30 $ + 71 283,46 $ contingences) - Appel d'offres public IMM-15716 (5 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à CBCI Télécom Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et installation des systèmes multimédia du projet Métamorphose de l'Insectarium de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 356 417,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (IMM-15716);

2. d'autoriser une dépense de 71 283,46 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2021-05-17 09:16

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218304002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à CBCI Télécom Canada inc., pour la fourniture et installation des systèmes multimédia du projet Métamorphose de l'Insectarium de Montréal - Dépense totale de 427 700,76 $, taxes et contingences incluses (contrat : 356 417,30 $ + 71 283,46 $ contingences) - Appel d'offres public IMM -15716 (5 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

L'Insectarium est considéré comme l'un des plus importants musées consacrés aux insectes en Amérique du Nord. Après avoir accueilli plus de 8,5 millions de visiteurs, le bâtiment a fermé ses portes en mars 2019 afin de subir une transformation majeure. Le futur Insectarium de Montréal, dont l'ouverture est prévue pour 2021, invitera son public à de nouvelles rencontres inoubliables avec les insectes. Tablant sur la tradition d'innovation qui le caractérise, l'Insectarium amorce le projet Métamorphose comme une véritable transformation architecturale et scénographique qui réinvente notre rapport aux insectes. En plus d'offrir aux visiteurs un parcours muséal immersif et éducatif, le nouvel aménagement audacieux permettra de vivre des expériences sensorielles et des rencontres inédites.
Afin de mener à bien ce parcours muséal, un contrat de service professionnel à une firme spécialisée en multimédia a été octroyé (gré à gré) à la firme GO Multimedia Inc. De ce fait, afin de compléter les besoins audiovisuels de l'ensemble du musée, l'Insectarium désire faire l'acquisition de différents systèmes et équipements multimédia afin d'offrir une expérience immersive inédite aux visiteurs.

L'appel d'offres public # IMM-15716 a été publié le 11 mars 2021, sur le site SÉAO ainsi que dans le Journal de Montréal. Les soumissions ont été reçues et ouvertes le 13 avril 2021. La période d'appel d'offres public a été de trente-quatre (34) jours calendrier.

Trois (3) addendas ont été émis durant la période d'appel d'offres (voir le tableau ci-dessous).

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2021-03-25	Modifications mineures au devis	aucun
2	2021-04-08	Réponses aux questions reçues	aucun
3	2021-04-08	Réponses aux questions reçues	aucun

La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours calendrier, soit jusqu'au 10 août 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande #1447060 - 14 décembre 2020 - Services professionnels à la firme GO Multimedia Inc.

CM 19 0198 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à K.F. Construction inc. pour les travaux de construction du nouvel Insectarium de Montréal situé au 4581, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie - Dépense totale de 31 042 341,54 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5969 (7 soum.).

CM 171323 - 27 novembre 2017 - Autoriser une dépense additionnelle de 502 967,00 $, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux de construction du projet Métamorphose de l'Insectarium dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Kuehn Malvezzi/Pelletier De Fontenay/Jodoin Lamarre Pratte, société d'architectes en consortium, Dupras Ledoux et NCK inc. (CM15 1344), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 887 273 $ à 3 390 240 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de modification no.1 à cet effet.

CM15 1344 - 23 novembre 2015 - Accorder un contrat de services professionnels à Kuehn Malvezzi/Pelletier DeFontenay/Jodoin Lamarre Pratte, société d'architectes en consortium/Dupras Ledoux/NCK, équipe lauréate du concours d'architecture Espace pour la vie, volet « Métamorphose de l'Insectarium » pour la réalisation des plans et devis et la surveillance les travaux de construction de la Métamorphose de l'Insectarium -Dépense totale de 3 366 560,19 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat pour la fourniture et l'installation des systèmes multimédia du projet Métamorphose de l'Insectarium de Montréal.
Les différents systèmes sont :

- Un système de sonorisation avec zonage;
- Un système d'écrans et un mur vidéo pour de l'affichage dynamique;
- Un système de contrôle intuitif pour la gestion des différents scénarios.

Le bordereau de soumission ne prévoit pas un montant pour les contingences. Cependant, il est recommandé de prévoir une enveloppe prévisionnelle pour répondre aux possibles imprévus du chantier.

Un budget de contingence de 71 283,46 $ incluant les taxes, soit 20 % du montant du contrat, est requis afin de pallier aux imprévus.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site de SÉAO (voir la liste des preneurs en pièce jointe no.1). Parmi les huit (8) preneurs, cinq (5) preneurs ont déposé leur soumission, ce qui représente 65 % du nombre total des preneurs du cahier des charges. Les trois (3) autres preneurs n'ayant pas

soumissionné n’ont pas communiqué leurs motifs de désistement. Les cinq (5) soumissions déposées ont été analysées et jugées conformes (voir le tableau d’analyse d’admissibilité et de conformité en pièce jointe no.2).

L’analyse des soumissions conformes se détaille comme suit :

Firmes soumissionnaires	Prix soumissionnés (Taxes incluses) $	Autres Contingences (Taxes incluses) $	Total (Taxes incluses) $
CBCI Télécom Canada inc	356 417,30		356 417,30
XYZ Technologie culturelle inc	366 713,74		366 713,74
Applied électronique Limited	373 116,87		373 116,87
TKNL inc	379 980,66		379 980,66
Solotech inc	395 372,58		395 372,58
			0,00
Dernière estimation réalisée par les professionnels	489 461,22		489 461,22
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-133 043,92
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100)			-27,18%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			10 296,44
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100)			2,89%

Le montant total du contrat à accorder est de 356 417,30 $, incluant les taxes.

L'écart de -27,18 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme et la dernière estimation des professionnels s'explique principalement par une forte compétition dans le domaine du multimédia, où il semble y avoir un ralentissement du nombre d’ouvrages d’envergures disponibles dans ce domaine.

L'écart de 2,89 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'explique essentiellement sur une différence du coût de la main-d'oeuvre.

Par ailleurs, l'entreprise CBCI Télécom Canada inc. n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), elle n'a pas de restriction imposée

sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et n'est pas rendue non-conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle son attestation de Revenu Québec est valide. L'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ces travaux.

Le présent contrat n'a pas fait l'objet d'évaluation de risque conformément à la directive administrative C-OG-APP-D-21-001 (Évaluation du rendement des adjudicataires), puisque l'appel d'offres public a été lancé avant le 16 mars 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet est prévu au programme décennal d'immobilisations (PDI) d'Espace pour la vie dans le programme des Grands projets. Le coût total brut du contrat à octroyer est de 356 417,30 $ (taxes incluses mais excluant les contingences).

Le budget de contingences est de 71 283,46 $ (taxes incluses), soit 20 % du coût du contrat.

La dépense totale brute est de 427 700,76 $ (taxes incluses).

La dépense nette après ristourne de taxes est de 371 994,57 $. Espace pour la vie reçoit 100 % de ristourne.

Cette dépense sera financée à 100 % par la ville centre par le règlement d'emprunt de compétence locale #18-043 Projet métamorphose de l'Insectarium Espace pour la vie. Référence au projet Simon 177528. Les travaux seront entièrement réalisés en 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ensemble des travaux devra être réalisé selon la Politique du développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. Les choix des matériaux de construction et des équipements utilisés respecteront les directives et les procédures du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il s'agit de travaux qui doivent être entamés pendant la période d'installation des équipements en muséologie dès juin 2021. Les systèmes multimédia sont primordiaux au bon fonctionnement de l'Insectarium et doivent être installés et fonctionnels pour l'ouverture du bâtiment.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Outre les mesures recommandées par la CNESST, la COVID-19 n'a pas d'impact sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat CE: 26 mai 2021
Exécution des travaux : juin à août 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maxim LARRIVÉE, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katia LAMALLE
Gestionnaire de projets

Tél : 514 241 3393
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-05

Jean BOUVRETTE
Chef de division projets immobiliers-Sécurité publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2021-05-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2021-05-12

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**15716**
Titre d'AO :	**ACQUISITION ET INSTALLATION DES SYSTÈMES MULTIMÉDIA - MÉTAMORPHOSE DE L'INSECTARIUM DE MONTRÉAL**
Date d'ouverture :	**13 avril 20121**
Heure d'ouverture :	**13H30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	CBCI TÉLÉCOM CANADA INC
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	356 417,30 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	366 713,74 $
Dernière estimation :	489 461,22 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-27%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	3%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	CBCI TÉLÉCOM CANADA INC	427 700,76 $	Conforme	Conforme	/ (erreur du fichier excel (au passage évolution) montant à rajouter (à été ajusté) / 15 millions versus 5 millions au CCAS
2	XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC	440 056,88 $	Conforme	Conforme	/ Lettre non jointe / 5 Millions
3	APPLIED ELECTRONIQUE LIIMITED	447 740,24 $	Conforme	Conforme	/ (erreur du fichier excel (au passage évolution) montant à rajouter
4	TKNL INC	455 976,79 $	Conforme	Conforme	
5	SOLOTECH	474 447,09 $	Conforme	Conforme	/ (erreur du fichier excel (au passage évolution) montant à rajouter
6					
7					
8					
9					
10					

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

Prix de soumissions indiqués + 20% du coût du contrat taxes incluses

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	katia Lamalle	2020-05-04
Vérifiée par :	Date :	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : IMM-15716
Numéro de référence : 1460587
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition et installation des systèmes multimédia - Métamorphose de l'insectarium de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Monsieur Luc Claveau Téléphone : 514 354-0609 Télécopieur :	**Commande : (1865802)** 2021-03-11 22 h 55 **Transmission :** 2021-03-11 22 h 55	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Applied Electronique Ltée 1260 Kamato Road Mississauga, ON, L4W 4N9 http://www.appliedelectronique.com NEQ : 1160095791	Monsieur Etienne Lechuga Téléphone : 514 333-3324 Télécopieur : 514 333-1512	**Commande : (1866165)** 2021-03-12 10 h 58 **Transmission :** 2021-03-12 17 h 37	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 51 - Messagerie 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CBCI Telecom Canada Inc. 2260 46 ieme avenue Montréal, QC, H8T 2P3 http://www.cbcitelecom.com NEQ : 1147421458	Madame Jennifer Jallet Téléphone : 514 422-9333 Télécopieur : 514 422-9661	**Commande : (1865045)** 2021-03-11 8 h 55 **Transmission :** 2021-03-11 8 h 55	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CONSTRUCTION FLUET INC. 2250, rue Girouard Ouest, suite 12 Saint-Hyacinthe, QC, J2S 3A8 NEQ : 1169370047	Monsieur Jarod Hart Téléphone : 514 402-5363 Télécopieur :	**Commande : (1877271)** 2021-03-31 9 h 55 **Transmission :** 2021-03-31 11 h 27	3486554 - Addenda 1 2021-03-31 9 h 55 - Messagerie 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 52 - Messagerie

				3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Laudiom inc 931 Gaudette Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, j3b7s7 NEQ : 1169593879	Monsieur Denis Marsan Téléphone : 450 347-7329 Télécopieur :	**Commande : (1865629)** 2021-03-11 15 h 06 **Transmission :** 2021-03-11 20 h 46	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 53 - Messagerie 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Solotech Inc. 5200, rue Hochelaga Montréal, QC, H1V 1G3 http://www.solotech.com NEQ : 1162827803	Madame Diana Silva Téléphone : 514 526-7721 Télécopieur : 514 526-7727	**Commande : (1866304)** 2021-03-12 13 h 15 **Transmission :** 2021-03-12 13 h 15	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TKNL 905-2120 Rue Sherbrooke E Montréal, QC, H2K 1C3 http://www.tknl.com NEQ : 1143934629	Monsieur Gilles Trudel Téléphone : 450 449-1717 Télécopieur : 450 449-1739	**Commande : (1866136)** 2021-03-12 10 h 38 **Transmission :** 2021-03-12 10 h 38	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	XYZ Technologie Culturelle Inc 5700 rue Fullum Montréal, QC, H2G 2H7 http://xyz-tc.com NEQ : 1162680186	Madame Appel d'offres Téléphone : 514 340-7717 Télécopieur : 514 658-1254	**Commande : (1865632)** 2021-03-11 15 h 10 **Transmission :** 2021-03-11 15 h 10	3486554 - Addenda 1 2021-03-25 11 h 49 - Courriel 3495912 - Addenda 2 (devis) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3495913 - Addenda 2 (plan) 2021-04-08 8 h 44 - Courriel 3497280 - Addenda 3 2021-04-08 15 h 26 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218304002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat à CBCI Télécom Canada inc., pour la fourniture et installation des systèmes multimédia du projet Métamorphose de l'Insectarium de Montréal - Dépense totale de 427 700,76 $, taxes et contingences incluses (contrat : 356 417,30 $ + 71 283,46 $ contingences) - Appel d'offres public IMM-15716 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1218304002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-10

Laura VALCOURT
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217286001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Accorder un contrat à la firme Services d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté au centre-ville pour 6 mois - Dépense totale 495 985,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public numéro 21-18805 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :
1- Il est recommandé d'accorder un contrat à la firme Services d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté au centre-ville, pour une période de six (6) mois - Dépense totale de 495 985,59$ taxes incluses - Appel d'offres public numéro 21-18805 - 3 soumissionnaires;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-05-17 09:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217286001**
Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Accorder un contrat à la firme Services d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté au centre-ville pour 6 mois - Dépense totale 495 985,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public numéro 21-18805 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

L'octroi de ce contrat s'inscrit dans les priorités du plan stratégique Montréal 2030 en contribuant à la qualité des milieux de vie, à des quartiers plus vivants.
Ce programme de propreté pour le centre-ville du Service de la concertation des arrondissements sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie fait également partie de la phase 2 du plan de relance économique de la Ville pour l'année 2021 et la mesure 1 visant à améliorer l'expérience des visiteurs au centre-ville en investissant dans des initiatives d'embellissement et de propreté des lieux.

L'octroi de ce contrat permettra de renforcer et de bonifier le service offert en matière de propreté au centre-ville. Il se veut complémentaire aux actions entreprises en matière de propreté par l'arrondissement et le Service de la concertation des arrondissements.

Le déploiement de ces brigades s'effectuera de juin à novembre sur des plages horaires de jour, soir et de fin de semaine déterminées par l'arrondissement.

Conformément à la convention collective des cols bleus, article 27, la Ville peut octroyer un contrat forfaitaire dans la mesure où celui-ci n'occasionne pas directement la réduction des effectifs des employés titulaires. Elle ne peut cependant confier ce contrat à un organisme à but non lucratif, à moins que celui-ci ne l'obtienne par le biais d'un appel d'offres. Or, l'objectif du projet étant d'ajouter des effectifs temporaires aux employés réguliers dans les secteurs où l'achalandage requiert des ressources supplémentaires, et le processus ayant passé par un appel d'offres public, le projet est en conformité avec la convention collective. L'option d'embaucher des employés réguliers supplémentaires pour ces tâches a été évaluée, mais le budget ayant été prévu pour des brigadiers, à taux horaire étudiant, cela aurait entraîné une baisse d'effectifs considérable, soit de plus de 50 %, ce qui aurait eu des impacts importants sur la propreté.

L'appel d'offres public a été lancé le 21 avril 2021. La réception des soumissions a été prévue le 11 mai 2021. L'appel d'offres était donc d'une durée de 16 jours ouvrables, ce qui est conforme aux processus établis. L'appel d'offres a été publié dans le SEAO ainsi que dans le Journal de Montréal.

Pendant la durée de l'appel d'offres, 1 addenda a été publié :

- Addenda 1, 10 mai 2021: Précisions sur la nature du travail à effectuer.

Cet addenda n'ayant une incidence sur le coût des contrats, la date d'ouverture a été maintenue.

Les soumissions reçues sont valides pour une période de 90 jours après la date d'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 1315 du 15 décembre 2020 - Accorder trois contrats à Service d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Plateau-Mont-Royal, du Sud-Ouest et de Ville-Marie, pour une période de 24 mois - Dépense totale 4 333 545,72 $ taxes incluses - Appel d'offres public 20-18513 (5 soum.)
CM20 0498 du 26 mai 2020 - Accorder un contrat à Services d'entretien Alphanet inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les services de gestion des brigades de propreté alternées dans 15 arrondissements, pour une période de 36 mois - Dépense totale de 1 101 980,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18127 (2 soum.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise l'octroi d’un (1) contrat pour la gestion des brigades de propreté au centre-ville dans les secteurs suivants :

- Secteur dans le Quartier Latin
- Secteur dans le Vieux Montréal
- Secteur Ontario
- Secteur Atwater
- Secteur St Laurent
- Secteur Berri
- Secteur à déterminer

La firme retenue aura à rendre, dans le cadre de ces contrats, les services suivants, décrits de façon sommaire:
· Embaucher les brigadiers à la propreté et superviseurs de propreté;
· Veiller à ce que les brigadiers et superviseurs participent aux formations données par la Ville;
· Élaborer et gérer les horaires, déplacements et affectations des brigadiers et superviseurs de façon à assurer une propreté optimale des territoires désignés par la Ville;
· Faire porter aux brigadiers et superviseurs des vêtements adéquats et tout élément d'uniforme fourni par la Ville;
· Fournir tous les outils de travail nécessaires au contrat, incluant les véhicules;
· Fournir toutes les autres ressources humaines et techniques nécessaires à la bonne marche des services de nettoyage du domaine public.

Les brigadiers devront être présents, aux horaires déterminés par la Ville qui seront

complémentaires aux actions de l'arrondissement de Ville-Marie, dans les territoires d'assignation pour effectuer le nettoyage du domaine public. Leurs tâches incluent, notamment, l'enlèvement des déchets sur le domaine public, le balayage des trottoirs, l'enlèvement de l'affichage ainsi que l'enlèvement des mauvaises herbes et la collecte des cendriers de la Ville. Les superviseurs devront s'assurer du bon déroulement des opérations, superviser les brigadiers, transporter leur matériel et participer activement aux activités de propreté. Ils auront aussi la responsabilité de signaler à la Ville tout besoin d'entretien et de propreté non couvert par le contrat.

Le devis prévoit aussi que le salaire minimal octroyé aux brigadiers soit de 14 $ de l'heure, hors charges sociales, soit un montant équivalent à celui des brigadiers embauchés par la Ville et encourage la démarche de réinsertion sociale.

À noter également que le contrat est effectif pour une durée de six (6) mois et qu'aucune option de prolongation n'est prévue.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de l'appel d'offres public numéro 21-18805 visant la gestion des brigades de propreté au centre-ville, il y a eu 6 preneurs de cahier des charges et 3 soumissionnaires conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
ADJUDICATAIRES		
Services d'entretien Alphanet inc.	495 985,59 $	495 985,59 $
Conciergerie SPEICO inc.	582 750,10 $	582 750,10 $
Sogep inc.	606 734,80 $	606 734,80 $
Dernière estimation réalisée ($)	495 985,59 $	495 985,59 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)		561 823,50 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)		13,27%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)		110 749,21 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)		22,33%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)		0,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		0,00%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)		86 764,51 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)		-17,49%

La concordance entre le prix du plus bas soumissionnaire et l'estimation s'explique par l'utilisation du taux horaire obtenu à l'octroi du dernier contrat en décembre 2020 (moins de six (6) mois).
Le présent appel d'offres visait la même nature de travail à effectuer et le plus bas soumissionnaire ayant répondu au présent appel d'offres public est le même fournisseur qui a obtenu le dernier contrat. Ce dernier a maintenu ses mêmes taux horaires.

Le contrat étant d'une valeur inférieure à 1 million de dollars, ce dernier n'est pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. L'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) n'est donc pas requise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce contrat pour une durée de six (6) mois est de 495 985,59$ toutes taxes incluses. La dépense relève à 100 % de la Ville de Montréal. Ce budget relève du Service de la concertation des arrondissements. Aucune contingence et aucune prolongation ne sont prévues dans le cadre de l'octroi de ce contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N\A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence d'octroi de ce contrat, les effectifs réguliers de la Ville de Montréal s'avéreront insuffisants pour assurer, dans les secteurs très achalandés du centre-ville, un niveau de propreté similaire à celui des années précédentes, notamment quant aux plages horaires à couvrir (soir et fins de semaine). En cas de report de la décision, le déploiement tardif des effectifs sur le terrain pourrait entraîner un niveau plus élevé de malpropreté.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les opérations requises par ce contrat permettent de suivre les mesures sanitaires et les recommandations émises par la Direction de santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de l'octroi du contrat par le comité exécutif: 26 mai 2021
Déploiement des effectifs dans les secteurs ciblés: juin à novembre 2021
Fin du contrat: 1er décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrice P BLANCHETTE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chloé ROUMAGÈRE
Conseillère en planification

Tél : 514 451-5097
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets

Tél : 514 241-6507
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2021-05-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1217286001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à la firme Services d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté au centre-ville pour 6 mois - Dépense totale 495 985,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public numéro 21-18805 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

21-18805 intervention.pdf 21-18805 SEAO _ Liste des commandes.pdf 21-18805_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrice P BLANCHETTE
Agent d'approvisionnement niv.2
Tél : 514-872-5514

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-13

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 21-18805 — No du GDD : 1217286001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de services de gestion de brigades de propreté pour le centre-ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 4 - 2021

Ouverture originalement prévue le : 11 - 5 - 2021

Ouverture faite le : 11 - 5 - 2021

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 10 - 5 - 2021

Délai total accordé aux soumissionnaires : 19 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 8 - 2021

Date d'échéance révisée : 9 - 8 - 2021

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Services d'entretien Alphanet inc.	495 985,59 $	√	
Conciergerie SPEICO inc.	582 750,10 $		
SOGEP inc.	606 734,80 $		

Information additionnelle

Un des fournisseurs n'a pas eu le temps de déposer une soumission. Étant donné que les délais étaient très serrés, nous n'avons pas repousser la date d'ouverture.

Préparé par : Patrice Blanchette — Le 13 - 5 - 2021

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
21-18805

Agent d'approvisionnement
Patrice Blanchette

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Services d'entretien Alphanet inc.										
	LOT1	Secteur 1 - centre-ville	1	Brigadiers de propreté	19440	heure	1	14,00 $	272 160,00 $	312 915,96 $
			2	Taux horaire supplémentaire pour les frais directs et indirects liés aux brigadiers à la propreté	19440	heure	1	5,49 $	106 725,60 $	122 707,76 $
			3	Superviseurs de propreté	1500	heure	1	35,00 $	52 500,00 $	60 361,88 $
Total (Services d'entretien Alphanet inc.)									**431 385,60 $**	**495 985,59 $**
Conciergerie SPEICO inc.										
	LOT1	Secteur 1 - centre-ville	1	Brigadiers de propreté	19440	heure	1	14,00 $	272 160,00 $	312 915,96 $
			2	Taux horaire supplémentaire pour les frais directs et indirects liés aux brigadiers à la propreté	19440	heure	1	8,76 $	170 294,40 $	195 795,99 $
			3	Superviseurs de propreté	1500	heure	1	42,93 $	64 395,00 $	74 038,15 $
Total (Conciergerie SPEICO inc.)									**506 849,40 $**	**582 750,10 $**
SOGEP inc.										
	LOT1	Secteur 1 - centre-ville	1	Brigadiers de propreté	19440	heure	1	14,00 $	272 160,00 $	312 915,96 $
			2	Taux horaire supplémentaire pour les frais directs et indirects liés aux brigadiers à la propreté	19440	heure	1	10,58 $	205 675,20 $	236 475,06 $
			3	Superviseurs de propreté	1500	heure	1	33,25 $	49 875,00 $	57 343,78 $
Total (SOGEP inc.)									**527 710,20 $**	**606 734,80 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 21-18805
Numéro de référence : 1479608
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de services de gestion de brigades de propreté pour le centre-ville de Montréal

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Conciergerie SPEICO Inc 7651 rue Cordner arr. LaSalle Montréal, QC, H8N 2X2 http://speico.com NEQ : 1172627250	Monsieur Carlos Gomes Téléphone : 514 364-0777 Télécopieur : 514 364-6779	**Commande : (1889302)** 2021-04-22 11 h 26 **Transmission :** 2021-04-22 11 h 26	3521260 - 21-18805 Addenda 1 2021-05-10 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Éco Entreprises Québec 1600, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 600 Montréal, QC, H3H 1P9 NEQ : 1161481032	Madame Alexandra Verner Téléphone : 514 987-1491 Télécopieur :	**Commande : (1891687)** 2021-04-27 14 h 19 **Transmission :** 2021-04-27 14 h 19	3521260 - 21-18805 Addenda 1 2021-05-10 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GDI Services (Québec) SEC. 695 90e Avenue Montréal, QC, H8R 3A4 http://www.gdi.com NEQ : 3368751924	Madame Marine Retailleau Téléphone : 514 886-9473 Télécopieur : 514 368-1691	**Commande : (1892157)** 2021-04-28 10 h 05 **Transmission :** 2021-04-28 10 h 05	3521260 - 21-18805 Addenda 1 2021-05-10 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe de sécurité Garda SENC 1390, rue Barré Montréal, QC, H3C 1N4 http://www.garda.com NEQ : 3368599133	Monsieur Gilbert Couture Téléphone : 514 281-2811 Télécopieur : 514 281-2860	**Commande : (1889925)** 2021-04-23 9 h 51 **Transmission :** 2021-04-23 9 h 51	3521260 - 21-18805 Addenda 1 2021-05-10 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Service d'entretien Alphanet 640, boul. Guilmond Longueuil, QC, J4G1P8 NEQ : 1143257690	Monsieur Alejandro Figueroa Téléphone : 450 651-1490 Télécopieur : 450 651-2614	**Commande : (1888775)** 2021-04-21 15 h 13 **Transmission :** 2021-04-21 15 h 13	3521260 - 21-18805 Addenda 1 2021-05-10 12 h 19 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sogep inc. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 http://www.sogep.ca NEQ : 1145758992	Monsieur Jean-Guy Cadorette Téléphone : 450 646-1903 Télécopieur : 450 442-9996	**Commande : (1889876)** 2021-04-23 9 h 21 **Transmission :** 2021-04-23 9 h 21	3521260 - 21-18805 Addenda 1 2021-05-10 12 h 18 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2021 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217286001

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Objet :	Accorder un contrat à la firme Services d'entretien Alphanet inc. pour la fourniture de services de gestion des brigades de propreté au centre-ville pour 6 mois - Dépense totale 495 985,59 $, taxes incluses - Appel d'offres public numéro 21-18805 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217286001 Brigade .xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-13

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1210649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Géninovation inc. pour la caractérisation des sols, suite à l'appel d'offres public no. 1732 dans le cadre de projets de construction, de branchement et de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 236 746,75 $ (taxes incluses) - (2 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. de conclure une entente-cadre, de services professionnels avec la firme Géninovation inc. pour la caractérisation des sols, suite à l'appel d'offres public no. 1732 dans le cadre de projets de construction, de branchement et de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 236 746,75 $ (taxes incluses)

2. d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et la firme Géninovation inc. à cet effet;

3. d'autoriser le président de la CSEM à signer le projet de convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2021-05-12 14:24

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1210649001**

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Géninovation inc. pour la caractérisation des sols, suite à l'appel d'offres public no. 1732 dans le cadre de projets de construction, de branchement et de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 236 746,75 $ (taxes incluses) - (2 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'appel d'offres concerne des services professionnels de caractérisation des sols, préalablement aux travaux de modifications et additions au réseau municipal de conduits souterrains à divers endroits sur le territoire de la Ville de Montréal..
Les services visés par le présent contrat sont principalement régis par:

- L'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement
- La politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés MDDLCC
- Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés (RESC)

Processus d'appel d'offres

L'appel d'offres public no. 1732 a été publié dans le système SEAO le 9 mars 2021.
L'ouverture des soumissions a eu lieu le 21 avril 2021.
La durée initiale de publication était de 30 jours.
Les soumissions sont valides pendant 90 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 21 juillet 2021.

TABLEAU 1 : Caractéristiques de l'appel d'offres

Principaux éléments		
Date de parution (SEAO)		9 mars 2021
Disponibilité des documents		9 mars 2021
Date de fin de la période d'appel d'offres		8 avril 2021
Durée de l'appel d'offres		30 jours
Preneur d'un cahier de charges :		11 entreprises
N'ayant pas soumissionné	8418748 Canada inc., DEC inc., GBi Experts-Conseils, Solmatech inc., Stantec, Terrapex Environnement Ltée, TORNGATS Services Techniques inc., Vinci Consultants, WSP Canada inc.	9 entreprises

ayant soumissionné	Voir tableau 2,	2 entreprises

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1915 - CM20 1321 (1200649009) Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Groupe ABS inc. pour la caractérisation des sols, au montant de 652 845,30 $ (taxes incluses) appel d'offres 1722.

DESCRIPTION

Les services requis permettent d'identifier la nature et le degré de contamination des sols excavés pour en disposer adéquatement selon les normes du MDDELCC. Il s'agit d'un contrat général, subdivisé par la suite en plusieurs demandes de travaux à différents emplacements de construction de construction de la CSEM. Chacune des demandes est encadrée d'une estimation précise du nombre de forages à planifier et les différentes tâches et analyses qui s'y rattachent.

JUSTIFICATION

La firme retenue sera sélectionnée sur la base de son pointage technique et de l'enveloppe de prix. Elle exécutera, à la demande et sous la supervision de la Division Réalisation des travaux, différents mandats de caractérisation environnementale des sols. La totalité des frais d'honoraires ne pourra excéder l'enveloppe maximale qui aura été octroyée à la firme retenue.
La grille standard d'évaluation applicable spécifiquement pour l'octroi de contrat de services professionnels dans des domaines exigeant principalement l'expérience et l'expertise des ressources professionnelles qui réaliseront les mandats a été utilisée.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (Contingences + variation de quantités)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Géninovation (9152-4629 Québec inc.)	73,20	4,74	236 746,75 $	0 000 000 $	236 746,75 $
Groupe ABS	92,80	3,55	402 487,23 $	0 000 000 $	402 487,23 $
Dernière estimation réalisée			346 490,49 $	0 000 000 $	346 490,49 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire – estimation)					-109 743,74 $

Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire – estimation)/estimation) x 100]	-31,67 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (2e meilleure note finale – adjudicataire)	165 740,48 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(2e meilleure note finale – adjudicataire)/adjudicataire) x 100]	70,00 %

Écart de -31,67 % entre la dernière estimation et l'adjudicataire : L'adjudicataire est une petite firme, possiblement moins occupé que les plus grandes firmes, et a donc réduit ses prix afin d'augmenter ses chances

Écart de 70 % entre la 2e note et l'adjudicataire : La 2e note représente une firme trop occupée présentement. C'est pour cette raison que les prix ont été augmentés, mais ont quand même soumissionné pour connaître le marché.

- Nous avons seulement reçu 2 soumissions pour cet appel d'offres.
- Les prix soumis par le consultant plus haut (Groupe ABS) étaient beaucoup plus élevés que leurs prix habituels.
- Groupe ABS est une grande firme et ils sont certainement très occupés ces temps-ci. Nous pensons que pour cette raison, ils ont augmenté leurs prix pour cet appel d'offres.
Pour la même raison, plusieurs consultants n'ont pas pris la peine de soumissionner.
- Géninovation inc., une plus petite firme, est possiblement moins occupé que les grandes firmes, et a donc réduit ses prix afin d'augmenter ses chances.
- Le prix soumis par ce dernier pour l'article le plus important de l'appel d'offres (450 forages en formule tout inclus) est beaucoup plus bas que la moyenne.

Les marchés de la construction sur l'Ile de Montréal sont actuellement très sollicités. Les fournisseurs de services professionnels sont en général au maximum de leurs capacités.

Les validations requises à l'effet que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Le contrat ne fera pas l'objet d'une évaluation de rendement, car le montant du contrat de services professionnels est inférieur à 500 000 $ (encadrement C-OG-APP-D-21-001).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires de ces services professionnels sont répartis à chacune des demandes de travaux de la CSEM. Cette dépense est financée par le PTI, remboursée par redevances aux usagers de la CSEM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La CSEM favorise de remblayer avec les sols excavés à l'extérieur des surfaces de chaussée et de trottoirs, partout où l'espace d'entreposage du matériel en vrac le permet.
Sous la chaussée et les trottoirs, les remblais doivent respecter les directives de la Ville sur la nature et la compaction des matériaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il n'y a pas d'impact majeur

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pas de lien avec les communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 26 mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La CSEM a procédé à l'appel d'offres public 1732, le 21 avril 2021. Il est conforme aux orientations et aux politiques de la Ville (Guide de référence des systèmes de pondération et d'évaluation, des comités
de sélection et des comités techniques. Guide de référence en matière d'octroi et de gestion de contrats de services professionnels) pour ce genre de contrat où l'on vise à octroyer un mandat à la firme
présentant le meilleur pointage cumulatif.

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

Le conseil d'administration de la CSEM a entériné la recommandation du comité de sélection le 30 avril 2021 (séance 15.T.1)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe administrative au président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514-384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Contrat 1732

Acquisition de services professionnels pour des services- caractérisation environnementale des sols	Présentation de l'offre	Compréhension du mandat	Capacité de production et échéancier	Expertise de la firme en caractérisation	Expertise du chargé de projets et de son équipe	Pointage intérimaire	Prix	Pointage final		COMITÉ	
FIRME	**10%**	**15%**	**20%**	**25%**	**30%**	**100%**	**$**		**Rang**	**Date**	**21-Apr-21**
Groupe ABS inc	9.17	13.33	18.33	23.67	28.33	92.80	402 487.23 $	**3.55**	**2**	**Heure**	**14:00**
Géninovation inc	7.17	11.00	14.67	19.00	21.33	73.20	236 746.75 $	**4.74**	**1**	**Lieu**	**50 boulevard Crémazie ouest 7e étage**
											Multiplicateur d'ajustement
Responsable de l'appel d'offres	**Matthew Postash, ing.**										

CONVENTION DE SERVICES

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Serge Boileau, ing., président de la Commission des services électriques de Montréal, autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____adoptée par le Comité exécutif à sa séance du _____2021.

No d'inscription TPS : 121364749 RT0001
No d'inscription TVQ : 1006001374 TQ0002

(la **"Ville")**

ET : **GÉNINOVATION INC** personne morale ayant une place d'affaires au **125, rue Gagnon, suite 102, Montréal (Québec) H4N 1T1** agissant et représentée par **M. Jean-François Séguin , autorisé aux fins des présentes;**

(le **"Contractant")**

No d'inscription T.P.S. 845057942 RT0001
No d'inscription T.V.Q. 1208613436 TQ0001

Relative à L'OBJET suivant :

Services professionnels de la firme **GÉNINOVATION INC.** jusqu'à concurrence d'une dépense de 236 746,75 $ incluant les taxes, les frais de déplacement, frais administratifs et les profits, pour **la caractérisation des sols dans le cadre de projets de construction, de branchements et de modifications du réseau souterrain de la CSEM**

L'appel d'offres # 1732 est partie intégrante de la présente convention.

Les parties, ayant élu domicile aux adresses indiquées à la présente convention, conviennent de ce qui suit:

1. LE CONTRACTANT:

1.1 rend avec diligence les services professionnels ci-haut décrits et plus amplement détaillés, s'il y a lieu, à l'annexe ci-jointe ;

1.2 réalise les objectifs de la convention en respectant l'échéancier prévu à cette fin ;

1.3 n'entreprend aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

1.4 assume tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention ;

1.5 cède à la Ville tous ses droits d'auteur sur les documents réalisés dans le cadre de la présente convention, renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci et garantit être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention ;

1.6 soumet à la Ville, selon la fréquence déterminée par celle-ci, une ou des factures détaillées décrivant les services rendus et précisant le taux et le montant des taxes applicables à ceux-ci, de même que son numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. ;

1.7 le contractant déclare qu'il a pris connaissance du Règlement de gestion contractuelle, tel que décrit à l'appel d'offres, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application du Règlement comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend l'engagement de respecter intégralement le Règlement sur la gestion contractuelle (18-038).

1.8 le contractant peut mettre fin à cette convention, suite à un avis écrit, en cas de défaut de la Ville.

2. LA VILLE :

2.1 verse une somme maximale de DEUX CENT TRENTE SIX MILLE SEPT CENT QUARANTE SIX DOLLARS ET SOIXANTE-QUINZE (236 746,75 $), en paiement de tous les services rendus et incluant toutes les taxes applicables à ceux-ci, selon les modalités prévues à l'article 2.2; la responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention étant strictement limitée à cette somme maximale

2.2 acquitte la ou les facture(s) visée(s) à l'article 1.6 dans les trente (30) jours de leur réception pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par l'article 1.6; aucun paiement ne constituant cependant une reconnaissance que les services rendus sont satisfaisants ou conformes ;

2.3 **peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sans indemnité ou dommages pour le Contractant.**

3. LOIS APPLICABLES :

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR LE CONTRACTANT**
_____	_____
Serge A. Boileau, ing. Président, CSEM	Jean-François Séguin Président, GÉNINOVATION
Date : _____	Date _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1210649001

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à la firme Géninovation inc. pour la caractérisation des sols, suite à l'appel d'offres public no. 1732 dans le cadre de projets de construction, de branchement et de modification du réseau souterrain de la CSEM au montant de 236 746,75 $ (taxes incluses) - (2 soumissionnaires) - Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certificat de fonds CR1732 GDD1210649001 serv prof - caract. des sols.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1214970001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de leur appel à projets 2021-2023, pour la mise en oeuvre d'un projet pilote sur l'amélioration des actions municipales grâce à l'évaluation du bien-être / Autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (40 000 $) de Metropolis à cette fin / Autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (40 000 $) équivalent au revenu de la subvention

Il est recommandé :

1. d'approuver le protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de leur appel à projets 2021-2023, pour la mise en oeuvre d'un projet pilote sur l'amélioration des actions municipales grâce à l'évaluation du bien-être;
2. d'autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (40 000 $) de Metropolis à cette fin;
3. d'autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (40 000 $) équivalent au revenu de la subvention;
4. d'autoriser la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale à signer ledit protocole d'entente, pour et au nom de la Ville;
5. d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-05 09:59

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214970001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de leur appel à projets 2021-2023, pour la mise en oeuvre d'un projet pilote sur l'amélioration des actions municipales grâce à l'évaluation du bien-être / Autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (40 000 $) de Metropolis à cette fin / Autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (40 000 $) équivalent au revenu de la subvention

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre d'un appel à projets de Metropolis visant la collaboration entre les villes, Montréal, à titre de leader, accompagnée de Barcelone (Espagne) et de Bruxelles (Belgique), a déposé une candidature commune. Par ce projet, les trois villes visent à accroître l'efficacité de la planification urbaine et la mesure d'impact grâce à l'évaluation du bien-être et de la qualité du cadre de vie des populations.
Pour ce faire, elles entendent proposer un cadre de référence commun destiné aux villes et à leurs partenaires, pour mesurer le bien-être et la qualité du cadre de vie de manière objective et subjective afin d'accroître l'efficacité de la planification urbaine. Ce projet de collaboration entre les trois villes a été retenu par Metropolis en novembre 2020, la proposition de Montréal se classant 3e sur douze projets analysés. Metropolis est le réseau mondial des grandes villes et régions métropolitaines. Ce réseau sert de plate-forme pour que les villes puissent se connecter, partager leurs expériences et se mobiliser sur un large éventail de problèmes locaux et mondiaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0786 du 8 mai 2019
Approuver un projet de protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de la coopération entre les Laboratoires d'innovation publics pour un engagement accru des citoyens 2019-2021, entre les Villes de São Paulo, de Montevideo et de Montréal / Autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (39 000 $) de Metropolis à cet effet / Autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (39 000 $) équivalant au revenu de la subvention / Autoriser le directeur du Laboratoire d'innovation urbaine à signer ledit protocole d'entente, pour et au nom de la Ville

DESCRIPTION

Face aux défis contemporains, les villes détiennent un rôle majeur pour développer un cadre de vie durable favorisant le bien-être de leurs populations. Pour y parvenir, de nouvelles

façons de faire, tenant mieux compte des besoins de la population, de leur diversité, sont nécessaires.

Parmi ces bonnes pratiques, la mise en place d'indicateurs, y compris perceptuels, liés au sentiment de bien-être de la population et d'appréciation de leur cadre de vie, afin d'améliorer l'impact des planifications urbaines sera mise en oeuvre dans le cadre de projet de diplomatie urbaine et dans une perspective de transparence, d'ouverture et de coopération avec les partenaires des villes.

JUSTIFICATION

La collaboration entre les trois villes a pour objectifs :

- d'identifier les indicateurs du bien-être et de la qualité du cadre de vie les plus pertinents, les tester par des projets pilotes ciblés et évaluer les résultats de la mise en œuvre;
- de partager cette connaissance au sein des appareils administratifs, mais également des partenaires des municipalités et des acteurs locaux, afin de développer leur expertise en matière d'indicateurs du bien-être et du cadre de vie et de maximiser l'impact des actions dans les quartiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel en revenu et dépenses équivalent à la subvention de Metropolis est requis à la hauteur de 26 000 euros, soit environ 40 000 $ au taux de conversion en date du 10 mars 2021.
Sur le plan budgétaire, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et en dépenses. Ce montant additionnel devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mesure du bien-être, un outil d'aide à la prise de décision stratégique que le Service de la diversité et de l'inclusion sociale veut mettre en place, vient répondre à l'ambition d'impact, de cohérence et d'efficience incluse dans le Plan stratégique Montréal 2030, qui défend l'objectif de rehausser la résilience économique, sociale et écologique de la métropole pour accroître la qualité de vie de l'ensemble de la population montréalaise. Plus particulièrement, la mesure du bien-être vise à accroître l'impact des décisions publiques, y compris en matière d'aménagements urbains écologiques et résilients, à s'assurer que nul individu n'est laissé de côté en matière de bien-être et de qualité de vie, ainsi que de résilience face aux urgences climatiques et sanitaires. À travers la collaboration ouverte par ce projet, la Ville de Montréal entend s'inspirer des meilleures pratiques adoptées par les grandes métropoles mondiales.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La crise de la COVID-19 a non seulement frappé plus durement les personnes vulnérables, pour ce qui est de leur santé, mais également sur les plans sociaux et économiques. Elle a également forcé Montréal à concentrer ses efforts humains et budgétaires afin de leur venir en aide. Le développement d'une plus grande intelligence sociale par l'administration municipale, fondée sur une meilleure connaissance des besoins et des sentiments de la

population, à travers la mise en place de la mesure du bien-être et l'analyse de ses résultats, accroîtrait sa réactivité et son efficacité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pour ce qui est de l'impact en matière de collaboration dans le cadre de ce projet, des actions de communication sont prévues lors des réunions officielles avec les trois villes partenaires de ce projet, soit Barcelone, Bruxelles et Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2021 : Échanges virtuels entre les trois villes.
2022 : Deux visites officielles de travail dans les deux villes européennes partenaires
2023 : Visite officielle des deux partenaires européens à Montréal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude THERRIEN, Direction générale

Lecture :

Marie-Claude THERRIEN, 14 avril 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia MCMULLEN
Agente de recherche

Tél : 514-868-5579
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-25

Patrice ALLARD
c/d diversite sociale

Tél : 514-872-1274
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice SDIS
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-04-06

metropolis world association of the major metropolises

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
19 avril 2021
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ACCORD DE COLLABORATION ENTRE L'ASSOCIATION MONDIALE DES GRANDES MÉTROPOLES ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET PILOTE

Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être

Ref. PP 03/2021

RÉUNIES ENSEMBLE:

La première partie, l'Association mondiale des grandes métropoles (ci-après "Metropolis"), dont les bureaux, à des fins de communication, sont situés à Calle Avinyó 15, Barcelone, Espagne, et dont le numéro d'identification fiscale espagnol est G65011652, représentée par M. Octavi de la Varga, secrétaire général de cette organisation, nommé par le conseil d'administration de Metropolis le 30 novembre 2020.

La deuxième partie, la Ville de Montréal, l'organisme qui dirige le projet pilote, dont le siège social est situé au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, Canada, représentée par Mme Nadia Bastien, directrice par intérim du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (ci-après le « SDIS »).

DÉCLARENT

Premièrement : Que le Conseil d'administration de Metropolis, réuni en procédure écrite et virtuelle du 9 au 20 novembre 2020, a approuvé 7 projets pilotes présentés par des membres de Metropolis dans le cadre de l'appel à projets pilotes 2021 - 2023 de Metropolis.

Deuxièmement : Que ces projets pilotes créent des espaces d'échange et d'apprentissage dans différentes sphères de la vie métropolitaine; ces espaces doivent être cohérents avec la vision de l'association et fondés sur l'un de ses axes stratégiques : la gouvernance métropolitaine, le développement économique, la durabilité, la cohésion sociale, l'égalité des sexes et la qualité de vie.

Troisièmement : Que parmi ces projets pilotes, le projet **Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être**, présenté par la Ville de Montréal, l'organisme qui dirige le projet pilote, a été approuvé.

Quatrièmement : Que le projet **Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être** sera réalisé en collaboration avec les membres suivants de Metropolis et/ou avec des alliés non membres :

1.- Bruxelles Région Capitale, de la région Europe ;

2.- La Mairie de Barcelone, de la région Europe.

ACCORDS

Premièrement : Objet

L'objet de cet accord est d'établir un cadre de collaboration entre Metropolis et la Ville de Montréal, l'organisme qui dirige le projet pilote, afin de réaliser le projet **Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être** dans le cadre du Plan d'action 2021-2023 de Metropolis.

Deuxièmement : Objectifs principaux et additionnels

Objectif principal

Proposer un cadre de référence commun destiné aux métropoles et à leurs partenaires, pour mesurer le bien-être et la qualité du cadre de vie de manière objective et subjective afin d'accroître l'efficacité de la planification urbaine

Objectifs complémentaires

- OC1: Identifier les indicateurs du bien-être et de la qualité du cadre de vie les plus pertinents, les tester par des projets pilotes ciblés et évaluer les résultats de la mise en œuvre.

- OC2: Partager cette connaissance au sein des appareils administratifs, mais également des partenaires des municipalités et des acteurs locaux, afin de développer leur expertise en matière d'indicateurs du bien-être et du cadre de vie et de maximiser l'impact des actions dans les quartiers.

Troisièmement: Résultats attendus du projet

1. Développer un cadre de référence commun

    a. Amélioration des savoir-faire collectifs des villes partenaires en vue d'optimiser l'impact des plans et des politiques urbaines, notamment celles liées à la planification et à l'aménagement de la ville.

2. Identifier, mettre en œuvre et évaluer les indicateurs

    a. Développement de méthodologies adaptées au territoire des villes partenaires, y compris identification d'indicateurs mobilisables pour caractériser le bien-être et la qualité du cadre de vie.
    b. Par la mise en œuvre de pilotes, appropriation par les acteurs des gouvernements locaux des indicateurs de bien-être.

3. Partager cette connaissance au sein des appareils administratifs

    a. Communication des résultats du projet aux publics cibles (partenaires des municipalités, associations locales, etc.).

b. Utilisation des résultats à des fins de planification et d'élaboration de politiques, stratégies et plans d'action.

Quatrièmement: Indicateurs de projet

L'évaluation des rapports narratifs de projet prendra en compte les indicateurs suivants comme preuve de la réussite ou de l'échec du projet :

En lien avec l'objectif principal du projet :

Indicateur 1: - Élaboration d'un document commun en matière de mise en place d'une mesure du bien-être et du cadre de vie (méthodologie & cadre de référence communs).

En lien avec les objectifs secondaires du projet :

Indicateur 2: Réalisation de 3 visites d'étude si le contexte nous le permet.

- Réalisation de 3 visites d'étude si le contexte nous le permet, remplacée dans le cas contraire par un séminaire en ligne mettant en vedette l'une des villes partenaires (rencontres virtuelles avec les partenaires, ateliers de réflexion).

Indicateur 3: Réalisation d'au minimum un test pilote dans chacune des villes partenaires.

Indicateur 4: Réalisation de 2 échanges à haut niveau avec au moins 5 élus et/ou hauts fonctionnaires en format virtuel ou présentiel si le contexte le permet.

Indicateur 5 : Au moins 10 partenaires et professionnels des appareils municipaux/régionaux ayant suivi au moins l'une des présentations liées à l'élaboration des mesures du bien-être et du cadre de vie.

Indicateur 6 : Diffusion des résultats via différents supports médiatiques.

- Diffusion des résultats sur une page Internet dédiée pour chacune des villes participantes. Rédaction d'un communiqué de presse transmis aux médias de chacune des régions participantes.

Cinquièmement: Obligations du leader de projet

En signant cet accord, la Ville de Montréal, organisme responsable du projet pilote, s'engage à:

5.1. Désigner une personne qui coordonnera le suivi du projet et tenir le responsable de coordination du projet pilote au Secrétariat général de Metropolis informé de toute nouvelle pertinente au projet.

5.2. Inclure au moins deux des membres de Metropolis indiqués dans la section quatre en tant que collaborateurs au projet, et veiller à ce que ces collaborateurs soient géographiquement diversifiés.

5.3. Veiller au respect des objectifs, des activités et des résultats attendus du projet, et allouer les ressources exclusivement à cette fin.

5.4. Recevoir et gérer les fonds reçus de Metropolis conformément au calendrier établi dans les dispositions financières.

Les fonds reçus de Metropolis seront utilisés uniquement et exclusivement pour couvrir les dépenses liées au projet dans le cadre du présent contrat, la Ville de Montréal s'assurant du respect de toutes les lois, tous les règlements et toutes les exigences applicables, y compris les règles de transparence.

5.5. Dans l'éventualité où la Ville de Montréal, l'organisme responsable du projet pilote, ne pourrait pas recevoir lui-même ces fonds, désigner un organisme indépendant pour recevoir et gérer les fonds de Metropolis décrits au paragraphe 5.4 et communiquer le nom de cet organisme indépendant. Dans ce cas, un addenda au présent accord doit être signé par les trois parties. En toute circonstance, la Ville de Montréal demeure le chef de file du projet et maintient une communication directe avec le secrétariat général de Metropolis.

5.6. Présenter périodiquement au Secrétariat général de Metropolis des rapports sur les activités et les finances dans l'une des trois langues de travail de Metropolis (espagnol, anglais et français), conformément aux phases prévues dans le calendrier du projet et décrit à la clause 7 : dispositions financières du présent accord.

5.7. Préparer un produit final sur les principaux résultats, la forme sera choisie par consensus entre les membres du projet, en accord avec Metropolis.

5.8. Intégrer une perspective de genre dans la gestion du projet et la production de contenus, à savoir :

- Instaurer la parité homme femme dans la réalisation des activités du projet (conférenciers invités, experts, etc.) chaque fois que cela est possible.
- Données métropolitaines actuelles classées par sexe.

5.9. Faire figurer le logo de Metropolis sur tous les matériels liés aux activités du projet, conformément au manuel de style et d'image graphique de Metropolis. À cette fin, l'entité leader du projet peut utiliser les marques et les symboles de Metropolis. Toutefois, elle n'aura aucun droit sur ces marques et ne pourra enregistrer aucune marque, aucun nom commercial ou aucun symbole de Metropolis sans le consentement écrit préalable de Metropolis.

L'utilisation des marques et symboles de Metropolis n'implique aucun type d'emploi ou autre relation différente de celle décrite dans le présent contrat.

Le droit accordé pour l'utilisation des marques de commerce, des noms et symboles de marque, des adresses électroniques ou des domaines de courrier cessera immédiatement à la fin de cette relation pour une raison ou une autre.

Sixièmement: Obligations de Metropolis

En signant cet accord, Metropolis s'engage à:

6.1 Désigner un responsable de la coordination du projet pilote pour le suivi et l'évaluation du projet.

6.2 Veiller au respect des objectifs, des activités et des résultats attendus du projet.

6.3 Promouvoir les synergies et la coordination entre tous les projets pilotes, et entre les projets pilotes et d'autres activités stratégiques.

6.4 Fournir un montant maximum de 26 000 (vingt-six mille) euros à la Ville de Montréal, organisme responsable du projet pilote, selon les modalités, dates et montants établis à la section 7 des provisions financières.

6.5 Encourager le rayonnement international et la promotion du projet par ses canaux de communication officiels et lors des principaux événements de Metropolis ou événements d'importance identifiés.

Septièmement: Provisions financières

Le Secrétariat général de Metropolis fournira un montant maximum de 26 000 € (vingt-six mille) euros au projet. Et ce montant sera distribué comme suit :

Premier versement

- 7 000 € (sept mille) euros à la signature de cet accord.

Deuxième versement

- Entre le 1er janvier 2022 et le 15 février 2022, le leader de projet présente le premier rapport financier et narratif pour les dépenses encourues en 2021, pour un montant maximum de 7 000 €. Si les dépenses encourues sont inférieures à 7 000 €, le solde sera déduit du décaissement suivant.
- Le deuxième versement sera d'un montant maximum de 11 000 € (onze mille) euros et sera déduit du solde du versement précédent et de toute dépense non éligible selon les critères énoncés dans le présent document.
- Le versement doit être effectué au plus tard deux semaines après l'approbation du rapport financier justifié.

Troisième versement

- Entre le 1er janvier 2023 et le 15 février 2023, le leader de projet présente le deuxième rapport financier et narratif pour les dépenses encourues en 2022. Si les dépenses encourues sont inférieures à 11 000 €, le solde sera déduit du décaissement suivant.
- Le troisième versement sera d'un montant maximum de 4,000 € (quatre mille) euros, et sera déduit du solde du versement précédent et de toute dépense non éligible selon les critères énoncés dans le présent document.
- Le versement doit être effectué au plus tard deux semaines après l'approbation du rapport financier justifié.

Quatrième versement, versement final

- Entre le 1er juillet 2023 et le 15 septembre 2023, le leader de projet présente le rapport financier et narratif pour les dépenses encourues entre le 1er janvier 2023 et le 30 juin 2023.
- Le quatrième et dernier versement est la différence entre la somme totale justifiée et approuvée et la somme totale déboursée au cours du projet.
- Le versement doit être effectué au plus tard deux semaines après l'approbation du rapport financier justifié.

Chaque versement est effectué par virement bancaire sur le compte indiqué par le leader du projet.

Les rapports financiers doivent justifier toutes les dépenses du projet, et le bénéficiaire doit présenter des copies des factures et reçus correspondants aux dépenses encourues, qu'elles soient au nom du leader de projet ou au nom des organisations mentionnées dans la section quatre. Seules les dépenses encourues entre la date de signature de la convention et le 30 juin 2023 sont acceptées.

Les ressources doivent être affectées exclusivement à des activités d'échange de connaissances et de pratiques qui servent à l'apprentissage, à l'élaboration de diagnostics sur des problèmes métropolitains et à l'expérimentation de solutions communes, et non à la mise en œuvre directe des projets sur le terrain.

Par conséquent, les ressources doivent être utilisées exclusivement pour couvrir les dépenses liées aux objectifs. Les dépenses éligibles comprennent : *l'organisation d'événements, d'ateliers et d'autres activités d'apprentissage ; la création de produits d'apprentissage et de communication ; la consultation d'experts dans les domaines abordés par le projet ; le soutien à la participation aux activités des représentants des institutions collaboratrices - c'est-à-dire les frais de déplacement et de logement.*

Les coûts administratifs, les coûts fixes et la rémunération du personnel ne sont pas des coûts éligibles. Toutes les factures soumises doivent être au nom du leader ou du partenaire du projet pour être acceptées par Metropolis.

Les "cartes d'embarquement" pour l'avion et/ou le train des voyages doivent être présentées à Metropolis en même temps que les rapports financiers, afin d'être éligibles.

Les rapports financiers doivent justifier toutes les dépenses du projet, et les copies des factures correspondantes des dépenses effectuées par rapport aux paiements reçus doivent être soumises soit au leader du projet, soit aux entités mentionnées ci-dessus.

Dans l'éventualité où il y aurait des surplus ou des montants non justifiés à la fin du projet, ou en cas d'annulation anticipée, la Ville de Montréal s'engage à retourner les surplus et les fonds non justifiés. Ce paiement doit être effectué dans les 30 jours suivant la fin ou l'annulation du projet.

Seules les dépenses engagées entre la date de signature de l'accord et le 30 juin 2023 seront acceptées.

Les contributions versées par Metropolis pour la réalisation de ce projet constituent une collaboration pour le développement de celui-ci par la Ville de Montréal, dans le cadre de ses objectifs d'intérêt général, sans être considérées comme la contrepartie d'un service, et ne sont pas assujetties à la TVA. En cas de paiement d'une taxe indirecte sur ces contributions, celle-ci sera comprise dans le montant consigné.

Si la réglementation prévoit l'application de retenues sur les montants versés, celles-ci seront déduites des montants à transférer et versées à l'Administration publique correspondante.

Sans préjudice de ce qui précède, dans le cas où, en raison de circonstances de force majeure ou d'événements imprévisibles de nature essentielle, Metropolis ne serait pas en mesure de respecter les paiements prévus, elle pourra choisir entre demander les meilleurs efforts pour respecter le contrat, une fois surmontée la cause empêchant le respect du contrat, ou résilier unilatéralement le contrat, sans plus rien demander ni réclamer entre les parties.

Huitième: Durée de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à la date de la dernière signature et prendra fin une fois que le versement final aura été effectué ou au plus tard le 31 mars 2024.

Neuvième: Motifs de cessation

Les circonstances suivantes constituent des motifs de résiliation du présent accord :

1. Une violation grave et répétée de l'une des dispositions essentielles de l'accord par l'une des parties.

2. Un accord mutuel des deux parties.

Toute violation des stipulations du présent accord habilite la partie lésée, si elle le souhaite, à exiger le respect ou la résiliation de l'accord.

Dixième : Juridiction compétente

Tout litige qui pourrait survenir entre les signataires du présent accord sera résolu à l'amiable.

Et, en foi de quoi, les deux parties signent le présent accord en double exemplaire au lieu et à la date indiqués ci-dessous.

Signé à Barcelone, ce 12/05/ 2021

Mr. Octavi de la Varga, secrétaire Général
Metropolis

Signé à Montréal, ce 2021

Mme Nadia Bastien, directrice par intérim, SDIS
Ville de Montréal

Pilot project

Increasing the effectiveness of urban planning and impact measurement by assessing the well-being and quality of people's living environment.

Site web du projet :

Digital tools such as a platform for collaboration will be used. However, it is considered to disseminate the results of our collaboration via the web pages of our institutions, those of our external partners and/or via the Metropolis Observatory.

Brève description du projet :

Cities have a major role to play in developing a sustainable living environment that promotes the well-being of their populations. Faced with the health, industrial, technological and climatic dangers that threaten us, it is essential to develop new ways of doing things that take better account of the needs of the population and their diversity.

This project consists in opening up a space for the exchange of good practices, aiming at setting up indicators, including those linked to the population's feeling of well-being and appreciation of their living environment, in order to improve the impact of plans and policies in the neighbourhoods. This will build on existing literature, indices and indicators such as the OECD's. These indicators must be designed with a view to transparency and cooperation with the cities' partners.

Connection with the specific objectives of the Metropolis vision

- Metropolitan governance
- Economic Development
- Sustainability
- Social Cohesion
- Gender Equality
- Quality of Life

Members of Metropolis involved

- City of Montréal
- Brussels-Capital Region
- Ciudad de Barcelona

Other local governments, or academic, private sector entities or civil society organisations involved

[Included in the first form due to the limitation of characters]

Some cities and their partners, as well as research institutes, will be invited to share their best practices for these indicators with us. Among those identified: Melbourne, Amsterdam, Helsinki, Oslo, Auckland, Birmingham.

[For further information for Metropolis]

Other cities :

Some cities with best practices in quality of living environment indicators will be invited to collaborate, including by sharing their best practices with the group. The following cities have been identified as relevant potential interlocutors: Melbourne, Amsterdam, Helsinki, Oslo, Auckland, Birmingham.

Universities, local planning and research agencies

- McGill University (Institute for Health and Social Policy ; Centre for Interdisciplinary Research on Montreal)
- Regional Directorate of Public Health (Montréal)
- Brussels Planning Office (several departments, including the Brussels Institute for Statistics and Analysis)
- Institute of Metropolitan and Regional Studies (IERMB, Barcelona) (to be confirmed)

Organismes locaux et internationaux

- Foundation of Greater Montreal (to be confirmed)
- David Suzuki Foundation (to be confirmed)
- CIDOB (Barcelona Centre for International Affairs), Global cities and metropolises research programme (to be confirmed)

Main objective of the project

To propose a common reference framework for cities and their partners to measure well-being and the quality of the living environment objectively and subjectively in order to increase the effectiveness of urban planning.

Additional objectives

1. Identify the most relevant indicators of well-being and quality of living environment, test them through targeted pilot projects and evaluate the results of implementation.
2. Share this knowledge within the administrative apparatus, but also with partners in the municipalities and local actors, in order to develop their expertise on indicators of well-being and living environment and to maximise the impact of actions in the neighbourhoods.

Synergies with other projects

[Included in the first form due to the limitation of characters]

Montréal: Strategic planning for the City, in collaboration with the Vital Signs of the Foundation of Greater Montréal (based on the development objectives). Brussels: Creation of the 'Care in the city' network to integrate spatial planning and the health sector.

[For further information for Metropolis]

Montréal :

- ➔ Reflection underway for the implementation of the City's strategic planning document (to be released shortly) based on the sustainable development objectives (SDO), the success of which will depend on collaboration with our stakeholders and our ability to equip ourselves with common measurement and evaluation tools.

- ➔ Collaboration with the Foundation of Greater Montreal, as part of their Vital Signs project based on the SDOs (https://fgmtl.org/) in order to share our socio-economic data on Montreal's population and, ultimately, to improve plans and policies for vulnerable populations.

Bruxelles :

- ➔ Study on the indicators of the living environment in the Brussels-Capital Region (2020-2021), conducted by perspective.brussels

- ➔ Reflection on the integration of health and well-being in the missions of the Brussels Planning Office (2020- ...), including the creation of a 'Care in the city' network to bridge the gap between spatial planning and the health and care sector, led by perspective.brussels.

Barcelona :

- ➔ **Localization of the Agenda 2030 in Barcelona** based on the UN SDG targets adapted to the socioeconomic and environmental parameters of the city. One or several quantified targets have been defined for each localized SDG target, along with the necessary key indicators to measure their evolution and benchmark with other cities. Most of the SDG targets identified by Barcelona derive from existing sectorial and cross-sectorial strategies and plans, and their achievement concerns not only the City Council, but the city as a whole.

- ➔ **Yearly Voluntary Local Review of the achievement of Agenda 2030** in Barcelona, from 2021 onwards. The review will consider each of Barcelona SDG targets, taking into account the key indicators along with municipal performance indicators, private sector commitment indicators and qualitative inputs from city officers and experts. A significant aim of the project will be the detection of interconnections (synergetic, zero-sum…) between targets across different SDGs. Overall, this project should provide the necessary solid evidence-based criteria to be able to make decisions regarding the City Council’s priorities and policies.

- ➔ **Strategy on Inclusion and the Reduction of Social Inequality**. It is the result of joint work between Barcelona City Council and 128 social organizations and networks, under the umbrella of the Citizen Agreement for an Inclusive Barcelona. Its 41 goals direct the activity of the city’s social players towards a city model which safeguards social rights,, where differences are respected and appreciated and which

acts as a benchmark for fairness, respect, positive community life and solidarity. A habitable and hospitable city that welcomes every one working and living in it, that socially revitalizes its neighborhoods and tackles the processes of eviction caused by financial globalization. An educating city that opens up a wide range of opportunities for everyone throughout their life. A feminist city, where gender fairness is a reality. And a healthy city, that looks after everyone and where sustainability and environmental justice are inalienable.

Please define how your project contributes to the objectives of the Sustainable Development Agenda 2030; and/or to the implementation of the New Cities Agenda, and/or to the Paris Climate Agreements.

The COVID-19 pandemic, with which this new decade began, further illustrates the need for resilience in the face of the health, industrial, technological and climate challenges ahead. Specially for metropolises, where the densification of neighbourhoods can encourage the emergence of innovative solutions or, on the contrary, exacerbate inequalities, the challenge is twofold.

Conventional indices deal with the issue of well-being on the basis of objective indicators. Most of them are not able to assess the subjective dimension of citizen satisfaction: for example, what it really means to be rich, poor or to have decent housing in a pleasant and sustainable neighbourhood.

Our project consists in providing our metropolises with a measure of well-being and living environment, composed of relevant, reliable and up-to-date indicators adapted to their context. These indicators will be complementary to the qualitative and quantitative indicators and also related to SDGs.

These indicators will make it possible to assess the contribution of our metropolises to the objectives of sustainable development in a cross-cutting manner. Some SDGs are particularly relevant to this approach, such as SDG 3 (Health and well-being), SDG 11 (Sustainable cities and communities), SDG 12 (Responsible consumption and production) and SDG 13 (Measures to combat climate change).

Expected results of the project

Main objective result : Develop a common frame of reference

- Improvement of the collective know-how of the partner cities with a view to optimising the impact of urban plans and policies, especially those related to urban planning and development.

Additional objective 1: Identify, implement and evaluate indicators...

- Development of methodologies adapted to the territory of the partner cities, including the identification of indicators that can be mobilised to characterise the well-being and quality of the living environment.
- Through the implementation of pilots, appropriation of well-being indicators by local government actors.

Additional objective 2: to share this knowledge within the administrative apparatus...

- Communication of the project results to target audiences (partners from municipalities, local associations...)
- Use of results for planning and development of policies, strategies and action plans

Project indicators

Linked to the main objective of the project :

Elaboration of a common document on the implementation of a measure of well-being and living environment (common methodology & reference framework)

Linked to the additional objectives of the project :

Carrying out 3 study visits - if the context allows it.

Carrying out at least one pilot test in each of the partner cities.

Carrying out 2 high-level exchanges (elected officials and/or senior civil servants) in virtual or face-to-face format - if the context allows it.

Dissemination of the results to the target audiences:

- Number of partners and professionals from municipal/regional bodies who have attended at least one of the presentations related to the development of well-being and living environment measures.Frais de taxis ou transports en commun
- Dissemination of the results via different media.

Project milestones

Phase 1 (from January 1st 2021 to December 31st 2021) - 7000€

Spring 2021 : Portrait of the participating cities, mapping of their stakeholders and inventory of their various indicators of well-being and living environment. Recruitment of a consultant required.

Winter-Summer 2021 : Discussions on the methodology (selected indicators, analysis grid, data collection, frequency...). Implementation of a collaborative platform.

Summer-Fall 2021 : First test measurements in the neighbourhoods selected by each of the three cities.

Phase 2 (from January 1st 2022 to December 31st 2022) - 11000€

Winter 2022: Working meeting in one of the partner cities (public authorities and local partners interested in the project). Sharing of results and experiences in order to improve the relevance of the tool. Travel expenses.

Spring 2022 : Adjustments for the implementation of new measures of well-being and quality of living environment.

Summer 2022: New implementation of the measures of well-being and quality of living environment in the other neighbourhoods identified.

Autumn 2022: Working meeting in the other partner city (public authorities and local partners interested in the project). Discussions about the communication of the indicators and their purpose to our internal and external partners. Travel expenses.

Phase 3 (from January 1st 2023 to June 30th 2021) - 8000€

- Winter 2023: Final working meeting in Montreal. Presentation to our respective decision-makers. Travel expenses.
- Spring 2023 :
    - Joint reporting to Metropolis. Contract to harmonize the document.
    - Reporting to our respective administrative administrations, with the collaboration of our respective partners, with a view to the renewal and sustainable use of the indicators developed.

City of Montréal

Nom Thibaut Temmerman

Organisation Ville de Montréal

Titre du poste Agent de recherche

Adresse électronique thibaut.temmerman@montreal.ca

Numéro de téléphone +1 514 872-8863

Contact persons of the Metropolis "Partners" members involved in the project

Région Bruxelles-Capitale

Nom Elisa Donders

Organisation perspective.brussels

Titre du poste Chargée de mission

Adresse électronique edonders@perspective.brussels

Numéro de téléphone T +32 2 435 43 05

Ciudad de Barcelona

Nombre Ramon Canal-Oliveras

Organización Ayuntamiento de Barcelona

Título del trabajo Director del Gabinete Técnico de Programación (Agenda 2030)

Correo electrónico rcanalo@bcn.cat

Número de teléfono T +34 645964415

metropolis

Name of the Project	Average	Position	Comments from the Jury
Shared experiences in Sustainable Mobility and Social Inclusion during COVID19 times **(Bogotá (L), Madrid, Séoul)**	**100**	**1**	**Recommended for selection**
Mobility in African city regions: Towards better indicators and improved metropolitan governance **(Gauteng (L), Dakar, AMB + Maputo)**	**96,75**	**2**	**Recommended for selection**
Increasing the effectiveness of urban planning and impact measurement by assessing the well-being and quality of people's living environment. **(MTL (L), BCN, BXL)**	**91,75**	**3**	**Recommended for selection**
Metropolitan areas dialogue on green infrastructure: overcoming challenges and enhancing benefits **(CDMX (L), AMB, Valle de Aburrá)**	**91,75**	**3**	**Recommended for selection**
Healthcare Strategies for Metropolitan Public Health: Energy from Community-based Healthcare Squads **(Guangzhou (L), Madrid, MVD)**	**88,25**	**5**	**Recommended for selection with some adjustments**
Development of a reference framework for municipal policies on living together **(MTL (L), Doula, Rabat)**	**88,5**	**6**	**Integrating the "Reserve List" as Montréal is already leading a selected proposal**
Co-creation of a sustainable model of metropolitan management of urban solid waste **(Rosario (L), Belo Horizonte, Torino, Rio)**	**79**	**7**	**Integrating the "Reserve List"**
Design of Technical Guidelines in the Construction of Local Migratory Public Policies **(Medellín (L), Madrid, CDMX, MTL)**	**76**	**8**	**Not recommended for selection**
Creative Horizon **(Belo Horizonte (L), Medellín, Nanjing)**	**74,5**	**9**	**Not recommended for selection**
My Mind My City **(Gaziantep (L), Sarajevo)**	**68,75**	**10**	**Not recommended for selection**
Reheating urban gastronomy: strategy of re-signification of the public space after the pandemic **(Buenos Aires (L), Madrid, Rio)**	**68,25**	**11**	**Not recommended for selection**
Internationalization & Colored Economies: Strategies towards Local Economic Development in metropolitan areas **(Brasilia (L), Cordoba, BXL)**	**64,25**	**12**	**Not recommended for selection**
Participatory Accountability toward Sustainable Cities **(Bandar)**	/		**Discarded for not complying with the ToRs**
Harnessing International Networks to Accelerate Action on Reducing Violence Against Women to Deliver Peace in Our Cities **(Not a member as Leader, Colombo, Durban)**	/		**Discarded for not complying with the ToRs**
Establishment of the Centre on African Public Spaces (CAPS) **(Johannesburg (L), Accra)**	/		**Discarded for not complying with the ToRs**

STEP BY STEP TO SUBMIT YOUR PILOT PROJECT BUDGET PROPOSAL

1. Please fill out only the cells marked in yellow, for the three budget years in three separate tabs (2021, 2022, 2023)

2. Please fill out the cell B3 (Project Leader) with the official name of your institution, which is a member of Metropolis. Do not insert your own name. You just need to fill this out in the 2021 tab (the others will be filled out automatically).

3. Please name the Activities of the "Budget Lines" column (A) in accordance to the information submitted in your application form, in the section "Milestones". You may add from two to six activities, each one corresponding to a milestone of your project.

TThe Secretary General of Metropolis shall provide a maximum amount of €26,000 to each project, the amount shall be disbursed as follows:

First disbursement

•€7,000, after the signing of the grant agreement [November 2nd – December 31st 2020: period to sign grant agreements] and from 01/01/2021.

Second disbursement

•Between January 1st – February 28th, 2022, the project leader shall present the first financial report for expenses incurred in 2021, for a maximum amount of 7,000€.

•Should the expenses incurred be less than 7,000€, the balance will be deducted from the 2nd disbursement.

•The second disbursement shall be for a maximum amount of 11,000€, and will be reduced by the balance of the previous disbursement and any expense not eligible according to the criteria herein.

•The disbursement shall be made no later than two weeks after the approval of the financial report.

Third disbursement

•Between January 1st – February 29th 2023, the expenses incurred between January 1st, 2022 and December 31st, 2022 must be justified.

•Should the expenses incurred be less than 11,000€, the balance will be deducted from the 3rd disbursement

•The third disbursement shall be for a maximum amount of 4,000€, and will be reduced by the balance of the previous disbursement and any expense not eligible according to the criteria herein.

•The disbursement shall be made no later than two weeks after the approval of the justified financial report.

Fourth and final disbursement

•Between July 1st – September 15th 2023, the expenses incurred between January 1st, 2023 and June 30th, 2023 must be justified.

•The fourth and final disbursement shall be the difference between the total sum justified and approved, and the total sum disbursed during the project.

•The disbursement shall be made no later than two weeks after the approval of the justified financial report.

Each disbursement shall be made by bank transfer to the account indicated by the project leader.

4. Please name the titles under each activity (e.g. "Travel", "Accommodation", "Consultancies") in accordance with the type of expenses that you foresee for your project.

5. Please note that the resources from Metropolis must be applied exclusively to activities of knowledge and practice exchanges that serve the purposes of learning, developing diagnosis of metropolitan issues and testing common solutions, and not to direct implementation of the projects in the field. Hence, the resources must be used exclusively to cover expenses towards the ends above, namely: organization of events, workshops and other learning activities; creation of learning and communication products; consultancy of experts in the fields addressed by the project; support to the participation of representatives from collaborating institutions in the activities (i.e. travel and accommodation costs).
All boarding passes (plane, train) must be kept and added to the financial report in order to be deductible in the budget

6. The receipts/payment notes/invoices will need to be issued to the project leader or one its partners in the project to be accepted by Metropolis

7. Filling out the yellow cells of the column "Other funding sources" is required only if your project counts on additional resources from the participating members or third-party entities.

8. All the other fields must NOT be filled out. They will be used in the future in the execution of the budget, in case your project is selected.

9. Once you finish your budget proposal, please save it in your device and upload it to your project's application form.

10. If you have any questions regarding your application, please contact Mr Guillaume Berret at the Metropolis Secretariat General: gberret@metropolis.org

PROJECT NAME	Increasing the effectiveness of urban planning and impact measurement by assessing the well-being and quality of people's living environment
PROJECT ID:	
PROJECT LEADER:	Montréal
PERIOD:	2021-2023
MAXIMUM BUDGET FOR: 2021	€ 7 000
2022	€ 11 000
2023	€ 8 000

metropolis

BUDGET YEAR	2021

PAYMENTS FROM METROPOLIS	AMOUNT	APPROVED ON	PAYMENT DATE
100%	7 000.00	[AGREEMENT SIGNATURE DATE]	
	7 000.00		

	FORECAST		METROPOLIS BUDGET EXECUTION							
	METROPOLIS	OTHER FUNDING SOURCES								
2021	€ 7 000	€ 6 000								
BUDGET LINES			SUPPLIER / BENEFICIARY	INVOICE/DOC. NO.	INV/DOC DATE	AMOUNT LOCAL CURRENCY	EXCHANGE RATE (INFOREURO INVOICE DATE)	AMOUNT EURO	PAYMENT DATE	BALANCE
Activity 1 - Portrait of the participating cities	€ 7 000.00	€ 2 000.00								
Consultancies	€ 7 000.00	€ -								
Recruitment of a consultant to produce a portrait of the three participating cities, mapping their stakeholders and listing their various indicators of well-being and living environment.	€ 7 000.00							€ -		€ 7 000.00
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Consultancies	€ -	€ 2 000.00								
		€ 2 000.00						€ -		€ -
Preparation, facilitation and follow-up of the exchange meetings between the participating cities								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Catering	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Consultancies	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Other (please specify)	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ 7 000.00
Activité 2 - Mise en place de la collaboration	€ -	€ 4 000.00								
Equivalence	€ -	€ 4 000.00								
Time for virtual meetings		€ 3 000.00						€ -		€ -
Time for general administration		€ 1 000.00						€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Accommodation	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Catering	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Consultancies	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Other	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -

Activity 3	€ -	€ -					
Travel	€ -	€ -		€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
Accommodation	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
Catering	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
Consultancies	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
Other	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-

TOTAL PER FUNDING SOURCE	€	7 000.00	€	6 000.00	SPENT	€	- BALANCE € 7 000.00
TOTAL PROJECT BUDGET			€	13 000.00			

PROJECT NAME	Increasing the effectiveness of urban planning and impact measurement by assessing the well-being and quality of people's living environment		
PROJECT ID:			
PROJECT LEADER:	Montréal		
PERIOD:	2021-2023		
MAXIMUM BUDGET FOR:	2021	€	7 000
	2022	€	11 000
	2023	€	8 000

metropolis

BUDGET YEAR	2022

PAYMENTS FROM METROPOLIS	AMOUNT	APPROVED ON	PAYMENT DATE
100%	4 000.00	[DATE OF APPROVAL OF PHASE 1 REPORTS]	
	4 000.00		

	FORECAST		METROPOLIS BUDGET EXECUTION							
	METROPOLIS	OTHER FUNDING SOURCES								
2022	€ 11 000	€ 9 000								
BUDGET LINES			SUPPLIER / BENEFICIARY	INVOICE/DOC. NO.	INV/DOC DATE	AMOUNT LOCAL CURRENCY	EXCHANGE RATE (INFOREURO INVOICE DATE)	AMOUNT EURO	PAYMENT DATE	BALANCE
Activité 1 - 1e Rencontre de travail dans l'une des villes partenaires	€ 5 500.00	€ 4 500.00								
Travel	€ 3 400.00	€ -								
Flight tickets (Montreal - Europe)	€ 2 400.00							€ -	€	2 400.00
Plane/train (Europe)	€ 900.00							€ -	€	900.00
Taxi or public transport fares	€ 100.00							€ -	€	100.00
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Accommodation	€ 1 200.00	€ -								
Hotel nights (2 *3 persons)	€ 1 200.00							€ -	€	1 200.00
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Catering	€ 1 200.00	€ -								
Catering - Business meeting - Lunch	€ 200.00							€ -	€	200.00
Catering for two evenings	€ 1 000.00							€ -	€	1 000.00
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Following of the collaboration	€ -	€ 4 500.00								
Preparation, animation and follow-up		€ 1 000.00						€ -	€	-
Time for virtual meetings		€ 3 000.00						€ -	€	-
Time for general administration		€ 500.00						€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Other (please specify)	€ -	€ -								
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	**5 800.00**
Activité 2 - 2e Rencontre de travail dans l'une des villes partenaires	€ 5 500.00	€ 4 500.00								
Travel	€ 3 400.00	€ -								
Flight tickets (Montreal - Europe)	€ 2 400.00							€ -	€	2 400.00
Plane/train (Europe)	€ 900.00							€ -	€	900.00
Taxi or public transport fares	€ 100.00							€ -	€	100.00
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Accommodation	€ 1 200.00	€ -								
Hotel nights (2 *3 persons)	€ 1 200.00							€ -	€	1 200.00
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Catering	€ 1 200.00	€ -								
Catering - Business meeting - Lunch	€ 200.00							€ -	€	200.00
Catering for two evenings	€ 1 000.00							€ -	€	1 000.00
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Following of the collaboration	€ -	€ 4 500.00								
Preparation, animation and follow-up		€ 1 000.00						€ -	€	-
Time for virtual meetings		€ 3 000.00						€ -	€	-
Time for general administration		€ 500.00						€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-
Other	€ -	€ -								
								€ -	€	-
								€ -	€	-
								€ -	€	-

				€	-	€		
				€	-	€		5 800.00
Activity 3	€	-	€	-				
Travel	€	-	€	-				
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
Accommodation	€	-	€	-				
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
Catering	€	-	€	-				
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
Consultancies	€	-	€	-				
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
Other	€	-	€	-				
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-
				€	-	€		-

TOTAL PER FUNDING SOURCE	**€**	**11 600.00**	**€**	**9 000.00**	SPENT	**€**	- **BALANCE**	**€**	**11 600.00**
TOTAL PROJECT BUDGET			**€**	**20 600.00**					

PROJECT NAME	Increasing the effectiveness of urban planning and impact measurement by assessing the well-being and quality of people's living environment	
PROJECT ID:		
PROJECT LEADER:	Montréal	
PERIOD:	2021-2023	
MAXIMUM BUDGET FOR:	2021	€ 7 000
	2022	€ 11 000
	2023	€ 8 000

metropolis

BUDGET YEAR	2023

PAYMENTS FROM METROPOLIS	AMOUNT	APPROVED ON	PAYMENT DATE
50%	-7 600.00	[DATE OF APPROVAL OF PHASE 2 REPORTS]	
BALANCE	-3 400.00	[DATE OF APPROVAL OF FINAL REPORTS]	
	-11 000.00		

	FORECAST			METROPOLIS BUDGET EXECUTION							
	METROPOLIS	OTHER FUNDING SOURCES									
2023	€ 8 000	€ 5 000									
BUDGET LINES			SUPPLIER / BENEFICIARY	INVOICE/DOC. NO.	INV/DOC DATE	AMOUNT LOCAL CURRENCY	EXCHANGE RATE (INFOREURO INVOICE DATE)	AMOUNT EURO	PAYMENT DATE	BALANCE
Activité 1 - Rencontre finale de travail à Montréal	€ 7 300.00	€ 5 000.00								
Travel	€ 4 900.00	€ -								
Flight tickets to Montreal	€ 4 800.00							€ -		€ 4 800.00
Taxi or public transport fares	€ 100.00							€ -		€ 100.00
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Accommodation	€ 1 200.00	€ -								
Two hotel nights (2 *3 persons)	€ 1 200.00							€ -		€ 1 200.00
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Catering	€ 1 200.00	€ -								
Catering - Business meeting - Lunch	€ 200.00							€ -		€ 200.00
Catering for two evenings	€ 1 000.00							€ -		€ 1 000.00
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Consultancies	€ -	€ 5 000.00								
Preparation, animation and follow-up		€ 1 000.00						€ -		€ -
Time for virtual meetings		€ 3 000.00						€ -		€ -
Time for general administration		€ 1 000.00						€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Other (please specify)	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ 7 300.00
Activité 2 - Reddition de compte	€ 3 000.00	€ -								
Consultancies	€ 3 000.00	€ -								
	€ 3 000.00							€ -		€ 3 000.00
Recruitment of a consultant to support the finalisation and harmonisation of joint reporting to Metropolis								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Accommodation	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Catering	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Consultancies	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
Other	€ -	€ -								
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -
								€ -		€ -

				€	-	€	
				€	-	€	3 000.00
Activity 3	€ -	€ -					
Travel	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	
Accommodation	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	
Catering	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	
Consultancies	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	
Other	€ -	€ -					
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	-
				€	-	€	
				€	-	€	-
				€	-	€	-

TOTAL PER FUNDING SOURCE	**€**	**10 300.00**	**€**	**5 000.00**	SPENT	**€**	**-** **BALANCE** **€** **10 300.00**
TOTAL PROJECT BUDGET			**€**	**15 300.00**			

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1214970001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Approuver le protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de leur appel à projets 2021-2023, pour la mise en oeuvre d'un projet pilote sur l'amélioration des actions municipales grâce à l'évaluation du bien-être / Autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (40 000 $) de Metropolis à cette fin / Autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (40 000 $) équivalent au revenu de la subvention

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Puisque les parties ne spécifient pas dans l'accord de collaboration les lois applicables et que ce sont les règles de droit international privé qui trouvent application, nous ne pouvons qu'attester que si l'accord est régi par les lois du Québec, il serait valide.

FICHIERS JOINTS

2021-04-15 V-6 v. finale Accord projet pilote-def_FR-Montréal 150421.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-20

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
19 avril 2021
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ACCORD DE COLLABORATION ENTRE
L'ASSOCIATION MONDIALE DES GRANDES MÉTROPOLES ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET PILOTE

Améliorer l'impact des actions métropolitaines
grâce à l'évaluation du bien-être

Ref. PP 03/2021

RÉUNIES ENSEMBLE:

La première partie, l'Association mondiale des grandes métropoles (ci-après "Metropolis"), dont les bureaux, à des fins de communication, sont situés à Calle Avinyó 15, Barcelone, Espagne, et dont le numéro d'identification fiscale espagnol est G65011652, représentée par M. Octavi de la Varga, secrétaire général de cette organisation, nommé par le conseil d'administration de Metropolis le 30 novembre 2020.

La deuxième partie, la Ville de Montréal, l'organisme qui dirige le projet pilote, dont le siège social est situé au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, Canada, représentée par Mme Nadia Bastien, directrice par intérim du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (ci-après le « SDIS »).

DÉCLARENT

Premièrement : Que le Conseil d'administration de Metropolis, réuni en procédure écrite et virtuelle du 9 au 20 novembre 2020, a approuvé 7 projets pilotes présentés par des membres de Metropolis dans le cadre de l'appel à projets pilotes 2021 - 2023 de Metropolis.

Deuxièmement : Que ces projets pilotes créent des espaces d'échange et d'apprentissage dans différentes sphères de la vie métropolitaine; ces espaces doivent être cohérents avec la vision de l'association et fondés sur l'un de ses axes stratégiques : la gouvernance métropolitaine, le développement économique, la durabilité, la cohésion sociale, l'égalité des sexes et la qualité de vie.

Troisièmement : Que parmi ces projets pilotes, le projet **Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être**, présenté par la Ville de Montréal, l'organisme qui dirige le projet pilote, a été approuvé.

Quatrièmement : Que le projet **Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être** sera réalisé en collaboration avec les membres suivants de Metropolis et/ou avec des alliés non membres :

1.- Bruxelles Région Capitale, de la région Europe ;

2.- La Mairie de Barcelone, de la région Europe.

ACCORDS

Premièrement : Objet

L'objet de cet accord est d'établir un cadre de collaboration entre Metropolis et la Ville de Montréal, l'organisme qui dirige le projet pilote, afin de réaliser le projet **Améliorer l'impact des actions métropolitaines grâce à l'évaluation du bien-être** dans le cadre du Plan d'action 2021-2023 de Metropolis.

Deuxièmement : Objectifs principaux et additionnels

Objectif principal

Proposer un cadre de référence commun destiné aux métropoles et à leurs partenaires, pour mesurer le bien-être et la qualité du cadre de vie de manière objective et subjective afin d'accroître l'efficacité de la planification urbaine

Objectifs complémentaires

- OC1: Identifier les indicateurs du bien-être et de la qualité du cadre de vie les plus pertinents, les tester par des projets pilotes ciblés et évaluer les résultats de la mise en œuvre.

- OC2: Partager cette connaissance au sein des appareils administratifs, mais également des partenaires des municipalités et des acteurs locaux, afin de développer leur expertise en matière d'indicateurs du bien-être et du cadre de vie et de maximiser l'impact des actions dans les quartiers.

Troisièmement: Résultats attendus du projet

1. Développer un cadre de référence commun

    a. Amélioration des savoir-faire collectifs des villes partenaires en vue d'optimiser l'impact des plans et des politiques urbaines, notamment celles liées à la planification et à l'aménagement de la ville.

2. Identifier, mettre en œuvre et évaluer les indicateurs

    a. Développement de méthodologies adaptées au territoire des villes partenaires, y compris identification d'indicateurs mobilisables pour caractériser le bien-être et la qualité du cadre de vie.
    b. Par la mise en œuvre de pilotes, appropriation par les acteurs des gouvernements locaux des indicateurs de bien-être.

3. Partager cette connaissance au sein des appareils administratifs

    a. Communication des résultats du projet aux publics cibles (partenaires des municipalités, associations locales, etc.).

b. Utilisation des résultats à des fins de planification et d'élaboration de politiques, stratégies et plans d'action.

Quatrièmement: Indicateurs de projet

L'évaluation des rapports narratifs de projet prendra en compte les indicateurs suivants comme preuve de la réussite ou de l'échec du projet :

En lien avec l'objectif principal du projet :

Indicateur 1: - Élaboration d'un document commun en matière de mise en place d'une mesure du bien-être et du cadre de vie (méthodologie & cadre de référence communs).

En lien avec les objectifs secondaires du projet :

Indicateur 2: Réalisation de 3 visites d'étude si le contexte nous le permet.

- Réalisation de 3 visites d'étude si le contexte nous le permet, remplacée dans le cas contraire par un séminaire en ligne mettant en vedette l'une des villes partenaires (rencontres virtuelles avec les partenaires, ateliers de réflexion).

Indicateur 3: Réalisation d'au minimum un test pilote dans chacune des villes partenaires.

Indicateur 4: Réalisation de 2 échanges à haut niveau avec au moins 5 élus et/ou hauts fonctionnaires en format virtuel ou présentiel si le contexte le permet.

Indicateur 5 : Au moins 10 partenaires et professionnels des appareils municipaux/régionaux ayant suivi au moins l'une des présentations liées à l'élaboration des mesures du bien-être et du cadre de vie.

Indicateur 6 : Diffusion des résultats via différents supports médiatiques.

- Diffusion des résultats sur une page Internet dédiée pour chacune des villes participantes. Rédaction d'un communiqué de presse transmis aux médias de chacune des régions participantes.

Cinquièmement: Obligations du leader de projet

En signant cet accord, la Ville de Montréal, organisme responsable du projet pilote, s'engage à:

5.1. Désigner une personne qui coordonnera le suivi du projet et tenir le responsable de coordination du projet pilote au Secrétariat général de Metropolis informé de toute nouvelle pertinente au projet.

5.2. Inclure au moins deux des membres de Metropolis indiqués dans la section quatre en tant que collaborateurs au projet, et veiller à ce que ces collaborateurs soient géographiquement diversifiés.

5.3. Veiller au respect des objectifs, des activités et des résultats attendus du projet, et allouer les ressources exclusivement à cette fin.

5.4. Recevoir et gérer les fonds reçus de Metropolis conformément au calendrier établi dans les dispositions financières.

Les fonds reçus de Metropolis seront utilisés uniquement et exclusivement pour couvrir les dépenses liées au projet dans le cadre du présent contrat, la Ville de Montréal s'assurant du respect de toutes les lois, tous les règlements et toutes les exigences applicables, y compris les règles de transparence.

5.5. Dans l'éventualité où la Ville de Montréal, l'organisme responsable du projet pilote, ne pourrait pas recevoir lui-même ces fonds, désigner un organisme indépendant pour recevoir et gérer les fonds de Metropolis décrits au paragraphe 5.4 et communiquer le nom de cet organisme indépendant. Dans ce cas, un addenda au présent accord doit être signé par les trois parties. En toute circonstance, la Ville de Montréal demeure le chef de file du projet et maintient une communication directe avec le secrétariat général de Metropolis.

5.6. Présenter périodiquement au Secrétariat général de Metropolis des rapports sur les activités et les finances dans l'une des trois langues de travail de Metropolis (espagnol, anglais et français), conformément aux phases prévues dans le calendrier du projet et décrit à la clause 7 : dispositions financières du présent accord.

5.7. Préparer un produit final sur les principaux résultats, la forme sera choisie par consensus entre les membres du projet, en accord avec Metropolis.

5.8. Intégrer une perspective de genre dans la gestion du projet et la production de contenus, à savoir :

- Instaurer la parité homme femme dans la réalisation des activités du projet (conférenciers invités, experts, etc.) chaque fois que cela est possible.
- Données métropolitaines actuelles classées par sexe.

5.9. Faire figurer le logo de Metropolis sur tous les matériels liés aux activités du projet, conformément au manuel de style et d'image graphique de Metropolis. À cette fin, l'entité leader du projet peut utiliser les marques et les symboles de Metropolis. Toutefois, elle n'aura aucun droit sur ces marques et ne pourra enregistrer aucune marque, aucun nom commercial ou aucun symbole de Metropolis sans le consentement écrit préalable de Metropolis.

L'utilisation des marques et symboles de Metropolis n'implique aucun type d'emploi ou autre relation différente de celle décrite dans le présent contrat.

Le droit accordé pour l'utilisation des marques de commerce, des noms et symboles de marque, des adresses électroniques ou des domaines de courrier cessera immédiatement à la fin de cette relation pour une raison ou une autre.

Sixièmement: Obligations de Metropolis

En signant cet accord, Metropolis s'engage à:

6.1 Désigner un responsable de la coordination du projet pilote pour le suivi et l'évaluation du projet.

6.2 Veiller au respect des objectifs, des activités et des résultats attendus du projet.

6.3 Promouvoir les synergies et la coordination entre tous les projets pilotes, et entre les projets pilotes et d'autres activités stratégiques.

6.4 Fournir un montant maximum de 26 000 (vingt-six mille) euros à la Ville de Montréal, organisme responsable du projet pilote, selon les modalités, dates et montants établis à la section 7 des provisions financières.

6.5 Encourager le rayonnement international et la promotion du projet par ses canaux de communication officiels et lors des principaux événements de Metropolis ou événements d'importance identifiés.

Septièmement: Provisions financières

Le Secrétariat général de Metropolis fournira un montant maximum de 26 000 € (vingt-six mille) euros au projet. Et ce montant sera distribué comme suit :

Premier versement

- 7 000 € (sept mille) euros à la signature de cet accord.

Deuxième versement

- Entre le 1er janvier 2022 et le 15 février 2022, le leader de projet présente le premier rapport financier et narratif pour les dépenses encourues en 2021, pour un montant maximum de 7 000 €. Si les dépenses encourues sont inférieures à 7 000 €, le solde sera déduit du décaissement suivant.
- Le deuxième versement sera d'un montant maximum de 11 000 € (onze mille) euros et sera déduit du solde du versement précédent et de toute dépense non éligible selon les critères énoncés dans le présent document.
- Le versement doit être effectué au plus tard deux semaines après l'approbation du rapport financier justifié.

Troisième versement

- Entre le 1er janvier 2023 et le 15 février 2023, le leader de projet présente le deuxième rapport financier et narratif pour les dépenses encourues en 2022. Si les dépenses encourues sont inférieures à 11 000 €, le solde sera déduit du décaissement suivant.
- Le troisième versement sera d'un montant maximum de 4,000 € (quatre mille) euros, et sera déduit du solde du versement précédent et de toute dépense non éligible selon les critères énoncés dans le présent document.
- Le versement doit être effectué au plus tard deux semaines après l'approbation du rapport financier justifié.

Quatrième versement, versement final

- Entre le 1er juillet 2023 et le 15 septembre 2023, le leader de projet présente le rapport financier et narratif pour les dépenses encourues entre le 1er janvier 2023 et le 30 juin 2023.
- Le quatrième et dernier versement est la différence entre la somme totale justifiée et approuvée et la somme totale déboursée au cours du projet.
- Le versement doit être effectué au plus tard deux semaines après l'approbation du rapport financier justifié.

Chaque versement est effectué par virement bancaire sur le compte indiqué par le leader du projet.

Les rapports financiers doivent justifier toutes les dépenses du projet, et le bénéficiaire doit présenter des copies des factures et reçus correspondants aux dépenses encourues, qu'elles soient au nom du leader de projet ou au nom des organisations mentionnées dans la section quatre. Seules les dépenses encourues entre la date de signature de la convention et le 30 juin 2023 sont acceptées.

Les ressources doivent être affectées exclusivement à des activités d'échange de connaissances et de pratiques qui servent à l'apprentissage, à l'élaboration de diagnostics sur des problèmes métropolitains et à l'expérimentation de solutions communes, et non à la mise en œuvre directe des projets sur le terrain.

Par conséquent, les ressources doivent être utilisées exclusivement pour couvrir les dépenses liées aux objectifs. Les dépenses éligibles comprennent : *l'organisation d'événements, d'ateliers et d'autres activités d'apprentissage ; la création de produits d'apprentissage et de communication ; la consultation d'experts dans les domaines abordés par le projet ; le soutien à la participation aux activités des représentants des institutions collaboratrices - c'est-à-dire les frais de déplacement et de logement.*

Les coûts administratifs, les coûts fixes et la rémunération du personnel ne sont pas des coûts éligibles. Toutes les factures soumises doivent être au nom du leader ou du partenaire du projet pour être acceptées par Metropolis.

Les "cartes d'embarquement" pour l'avion et/ou le train des voyages doivent être présentées à Metropolis en même temps que les rapports financiers, afin d'être éligibles.

Les rapports financiers doivent justifier toutes les dépenses du projet, et les copies des factures correspondantes des dépenses effectuées par rapport aux paiements reçus doivent être soumises soit au leader du projet, soit aux entités mentionnées ci-dessus.

Dans l'éventualité où il y aurait des surplus ou des montants non justifiés à la fin du projet, ou en cas d'annulation anticipée, la Ville de Montréal s'engage à retourner les surplus et les fonds non justifiés. Ce paiement doit être effectué dans les 30 jours suivant la fin ou l'annulation du projet.

Seules les dépenses engagées entre la date de signature de l'accord et le 30 juin 2023 seront acceptées.

Les contributions versées par Metropolis pour la réalisation de ce projet constituent une collaboration pour le développement de celui-ci par la Ville de Montréal, dans le cadre de ses objectifs d'intérêt général, sans être considérées comme la contrepartie d'un service, et ne sont pas assujetties à la TVA. En cas de paiement d'une taxe indirecte sur ces contributions, celle-ci sera comprise dans le montant consigné.

Si la réglementation prévoit l'application de retenues sur les montants versés, celles-ci seront déduites des montants à transférer et versées à l'Administration publique correspondante.

Sans préjudice de ce qui précède, dans le cas où, en raison de circonstances de force majeure ou d'événements imprévisibles de nature essentielle, Metropolis ne serait pas en mesure de respecter les paiements prévus, elle pourra choisir entre demander les meilleurs efforts pour respecter le contrat, une fois surmontée la cause empêchant le respect du contrat, ou résilier unilatéralement le contrat, sans plus rien demander ni réclamer entre les parties.

Huitième: Durée de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à la date de la dernière signature et prendra fin une fois que le versement final aura été effectué ou au plus tard le 31 mars 2024.

Neuvième: Motifs de cessation

Les circonstances suivantes constituent des motifs de résiliation du présent accord :

1. Une violation grave et répétée de l'une des dispositions essentielles de l'accord par l'une des parties.

2. Un accord mutuel des deux parties.

Toute violation des stipulations du présent accord habilite la partie lésée, si elle le souhaite, à exiger le respect ou la résiliation de l'accord.

Dixième : Juridiction compétente

Tout litige qui pourrait survenir entre les signataires du présent accord sera résolu à l'amiable.

Et, en foi de quoi, les deux parties signent le présent accord en double exemplaire au lieu et à la date indiqués ci-dessous.

Signé à Barcelone, ce 2021

_____
Mr. Octavi de la Varga, secrétaire Général
Metropolis

Signé à Montréal, ce 2021

_____
Mme Nadia Bastien, directrice par intérim, SDIS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214970001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , -
Objet :	Approuver le protocole d'entente entre Metropolis et la Ville de Montréal dans le cadre de leur appel à projets 2021-2023, pour la mise en oeuvre d'un projet pilote sur l'amélioration des actions municipales grâce à l'évaluation du bien-être / Autoriser l'acceptation d'une subvention de 26 000 Euros (40 000 $) de Metropolis à cette fin / Autoriser un budget de dépense additionnelle de 26 000 Euros (40 000 $) équivalent au revenu de la subvention

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1214970001 Entent Metropolis et ville de MTL euro.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : (514) 872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-22

Jean-François DOYLE
Chef de section
Tél : (514) 217-3574
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217840001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 428 527 $ à divers partenaires, arrondissements et organismes de loisirs, communautaires ou culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du Programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2020-21 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

Il est recommandé

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 428 527 $ à divers partenaires, arrondissements et organismes de loisirs, communautaires ou culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du Programme La pratique artistique amateur: vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2020-2021 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM):

Organismes	Subvention accordée
Accueil Bonneau	18 000,00 $
Arrondissement Outremont	4 000,00 $
Association québécoise des personnes aphasiques	17 500,00 $
Casteliers	11 500,00 $
Centre d'intégration à la vie active pour les personnes vivant avec un handicap physique (CIVA)	18 000,00 $
Centre de Développement Communautaire Autochtone à Montréal	15 000,00 $
Centre des femmes de Saint-Laurent	8 200,00 $
Ciné-Verdun	10 720,00 $
Cirque Hors Piste	16 650,00 $
Compagnie artistique Forward Movements	16 500,00 $
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce	18 000,00 $

Corpuscule Danse	13 000,00 $
CÔTÉ COUR CÔTÉ JARDIN	10 500,00 $
CRÉCA - Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes	9 471,00 $
Danse Imédiat (Festival Quartiers Danses)	9 000,00 $
Earthbound Futures	16 500,00 $
Événements Prima Danse	15 000,00 $
Halte la Ressource Inc	9 525,00 $
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	15 000,00 $
L'Imagerie Local des Jeunes	6 700,00 $
Le Milieu, coopérative de solidarité créative	18 000,00 $
Les Petits Renards CPSC Verdun	18 000,00 $
Missions Exeko	10 000,00 $
MU	10 000,00 $
Organisation des Jeunes de Parc-Extension (PEYO)	19 000,00 $
Oxy-Jeunes	18 000,00 $
PAAL Partageons le monde	15 000,00 $
Partageons l'espoir	10 657,00 $
Sans oublier le sourire	15 604,00 $
Société Alzheimer de Montréal	13 000,00 $
Théâtre Aphasique	8 500,00 $
Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur (YQQ)	14 000,00 $

2. d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-13 13:02

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217840001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 428 527 $ à divers partenaires, arrondissements et organismes de loisirs, communautaires ou culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du Programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2020-21 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'axe 2 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal qui favorise «Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne», le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal ont mis en place le programme de soutien financier La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers.
Le programme permet le développement et la réalisation de projet novateurs et structurants en pratique artistique amateur. Il favorise le renouvellement de l'offre municipale en loisir culturel et pratique artistique amateur tout en permettant l'inclusion des Montréalais.es de tous les arrondissements. Le programme vise également à soutenir des projets qui utilisent la culture comme outil d'intervention permettant d'agir sur des enjeux sociaux.

Dans le cadre de l'appel à projets 2020-2021 du programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers, dont la date de tombée était le 22 février 2021, le Service de la culture a reçu soixante-deux (62) projets provenant d'arrondissements, d'organismes de loisirs, communautaires ou culturels, totalisant des demandes de 1 000 230 $. Composé d'un représentant du milieu du loisir culturel issu de la diversité, d'un représentant du milieu communautaire issu de la diversité, d'un représentant du ministère de la Culture et des Communications et d'un représentant de la Ville de Montréal, le comité d'évaluation a analysé les projets déposés et, selon les critères du Programme, a retenu trente-deux (32) projets pour un soutien totalisant 428 527$.
Le nombre de projets recommandés permet de soutenir 52 % des demandes. Par ailleurs, 11 nouveaux organismes seront soutenus par le Programme, ce qui représente 34 % des

soutiens recommandés. Les projets se déploieront partout dans la ville : 11 arrondissements sont représentés directement (provenance des organismes) et les 32 projets retenus ciblent des participants qui proviennent d'arrondissements différents de leur siège social. Ainsi, des activités se dérouleront avec des citoyens provenant de tous les arrondissements. Ces données permettent de démontrer à quel point les organismes ont réussi à étendre leurs territoires de rayonnement pour développer des projets dans la majorité des arrondissements de Montréal, avec des partenaires communautaires ou culturels locaux pour des actions structurantes de proximité.

De plus, les 32 projets retenus ciblent des populations éloignées de l'offre culturelle montréalaise, dont des personnes vulnérables et marginalisées, issues des communautés culturelles, ainsi qu'ayant des limitations fonctionnelles. Cela rejoint bien nos objectifs d'inclusion et d'accessibilité. Au total, 24 projets sur 32 rejoignent des populations issues de la Diversité (Autochtones, communautés culturelles, francisation, LGBTQ++ et limitations fonctionnelles), soit 75 % des projets. Les 8 autres projets ciblent quant à eux des personnes vulnérables ou marginalisées (2 projets pour personnes en situation d'itinérance, 2 en alphabétisation, 4 pour des enfants et adolescents issus de milieux défavorisés). On constate ainsi la réussite du programme à rejoindre les populations éloignées de l'offre et à développer des projets inclusifs et accessibles de grande qualité et adaptés aux populations.

En terminant, plusieurs projets visent la mixité sociale, l'intergénérationnel ou le partage de savoirs. Cela rejoint l'objectif de créer des rencontres et de favoriser la création du tissu social. Les organismes développent des projets qui misent sur l'échange, ce qui favorise la compréhension de l'autre, le respect et le dialogue, trois éléments pour une réelle cohésion sociale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0099 – 22 janvier 2020: d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 325 513 $ à divers partenaires et organismes de loisirs, communautaires ou culturels, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme de soutien financier 2019-2020 « La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers » de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC / Ville 2018-2021 (EDCM).
CE19 0291 – 20 février 2019 : d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 527 108 $ à 41 projets d'arrondissements, organismes de loisirs, communautaires ou culturels, ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du Programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM)

CE18 1323 – 8 août 2018 : d'approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente; de mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme

CE18 0068 – 10 janvier 2018 d'accorder un soutien financier totalisant 29 665 $ à 3 organismes de loisir, pour le montant indiqué en regard de chacun, pour la réalisation d'activités de loisir culturel dans le cadre du programme Collaboration Loisir et Culture de l'Entente 2017-2018 sur le développement culturel de Montréal entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications

CE17 1233 – 2 août 2017 d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 99 773 $ aux organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets novateurs en pratique artistique amateur, dans le cadre du programme Inclusion et innovation 2017 de l'Entente 2017-2018 sur le développement culturel de Montréal entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications

CE16 1964 - 7 décembre 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 72 257 $ aux 10 organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets novateurs en pratique artistique amateur, dans le cadre du programme Inclusion et innovation 2017 de l'Entente 2016-2017 sur le développement culturel de Montréal entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications;

CE16 1229 - 3 août 2016
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 58 320$ à 10 organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de projets novateurs en pratique artistique amateur, dans le cadre du programme Inclusion et innovation 2016 de l'Entente 2016-2017 sur le développement culturel de Montréal entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications.

CE16 1230 – 3 août 2016 d'accorder un soutien financier totalisant 56 227 $ à 3 organismes de loisir et à 3 organismes culturels, pour le montant indiqué en regard de chacun, pour la réalisation d'activités de loisir culturel dans le cadre du programme Artistes-animateurs en milieu de loisir 2016-2017 de l'Entente 2016-2017 sur le développement culturel de Montréal entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications

CE15 1163 - 10 juin 2015
Accorder un soutien financier totalisant 55 915 $ à 3 organismes de loisir et à 3 organismes culturels, pour le montant indiqué en regard de chacun, pour la réalisation d'activités de loisir culturel dans le cadre du programme Artistes-animateurs en milieu de loisir 2015-2016 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications.

DESCRIPTION

Voici la liste des 32 partenaires, arrondissements et organismes retenus dans le cadre du programme:

Organismes	Subvention accordée	% budget total
Accueil Bonneau	18 000,00 $	64%
Arrondissement Outremont	4 000,00 $	36%
Association québécoise des personnes aphasiques	17 500,00 $	75%
Casteliers	11 500,00 $	64%
Centre d'intégration à la vie active pour les personnes vivant avec un handicap physique (CIVA)	18 000,00 $	69%

Centre de Développement Communautaire Autochtone à Montréal (Montréal Autoctones)	15 000,00 $	12%
Centre des femmes de Saint-Laurent	8 200,00 $	85%
Ciné-Verdun	10 720,00 $	80%
Cirque Hors Piste	16 650,00 $	40%
Compagnie artistique Forward Movements	16 500,00 $	62%
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce	18 000,00 $	31%
Corpuscule Danse	13 000,00 $	81%
CÔTÉ COUR CÔTÉ JARDIN	10 500,00 $	79%
CRÉCA - Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes	9 471,00 $	82%
Danse Imédiat (Festival Quartiers Danses)	9 000,00 $	48%
Earthbound Futures	16 500,00 $	54%
Événements Prima Danse	15 000,00 $	56%
Halte la Ressource Inc	9 525,00 $	80%
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	15 000,00 $	42%
L'Imagerie Local des Jeunes	6 700,00 $	83%
Le Milieu, coopérative de solidarité créative	18 000,00 $	62%
Les Petits Renards CPSC Verdun	18 000,00 $	50%
Missions Exeko	10 000,00 $	27%
MU	10 000,00 $	17%
Organisation des Jeunes de Parc-Extension (PEYO)	19 000,00 $	75%
Oxy-Jeunes	18 000,00 $	39%
PAAL Partageons le monde	15 000,00 $	56%
Partageons l'espoir/Share the Warmth	10 657,00 $	80%
Sans oublier le sourire	15 604,00 $	71%
Société Alzheimer de Montréal	13 000,00 $	74%
Théâtre Aphasique	8 500,00 $	85%
Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur (YQQ)	14 000,00 $	40%
Total des soutiens recommandés	**428 527,00 $**	**--**

Note: la colonne « % du budget» correspond à la contribution de la subvention par rapport au coût de l'ensemble du projet.

Le programme prévoit que la contribution financière accordée par projet ne peut excéder 20 000 $ et 85 % des dépenses admissibles. Ainsi, la variation entre les soutiens aux organismes dépend de l'ampleur de leur projet, du montage budgétaire, notamment des autres sources de financement et des dépenses admissibles (dépenses de développement, de mise en place, d'achat de matériel, etc.).

JUSTIFICATION

Le programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers propose six objectifs prioritaires, en concordance avec la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal «Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité», la Politique culturelle du Québec «Partout, la culture» ainsi que les orientations stratégiques de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et vise à susciter des initiatives permettant de :

- Favoriser l'inclusion culturelle des citoyens en vue de les engager dans une démarche de citoyenneté culturelle;
- Favoriser l'accessibilité à la culture en déployant des projets qui favorisent l'accès le plus vaste possible. L'accessibilité doit être pensée en termes de coûts, d'horaires, d'emplacement géographique. Elle doit également faire appel à des approches adaptées pour des personnes ayant des limitations fonctionnelles, au transfert de savoirs mutuels, ou encore à l'accessibilité quelle que soit la langue parlée, etc.;
- Permettre l'expression culturelle des citoyens en misant sur la participation active à des activités ou à des ateliers de pratique artistique amateur qui mettent l'accent autant sur le processus que sur la finalité de l'objet culturel produit. Ces activités doivent avoir des retombées dans l'atteinte des objectifs des plans locaux de développement culturel des arrondissements montréalais et de la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal ainsi que de la Politique culturelle du Québec, *Partout, la culture* .
- Contribuer à l'autonomisation et à l'émancipation du citoyen, c'est-à-dire au processus d'amélioration de sa qualité de vie et de son environnement;
- Favoriser l'innovation culturelle de façons variées, autant dans la démarche, dans l'approche et dans le processus que dans l'adaptabilité à une clientèle et dans le recrutement;
- Créer des partenariats diversifiés ou permettre la durabilité de partenariats existant entre l'organisme, ses partenaires et ses collaborateurs. Il s'agit également de développer des partenariats entre des organismes de loisir culturel et des organismes communautaires ou en intervention sociale et des organismes ou des ressources culturels professionnels afin d'enrichir l'offre régulière en pratique artistique amateur avec l'aide d'une expertise professionnelle dans la discipline ciblée.

Les demandes ont été évaluées à partir des critères annoncés dans le Programme, notamment la qualité et la pertinence des apprentissages culturels proposés et le caractère inclusif des populations ciblées, l'innovation en matière de culture, l'engagement culturel et citoyen des participants, ainsi que les collaborations et les rencontres initiées.

Cette démarche s'inscrit dans l'alignement stratégique 2030 de la Ville, notamment dans l'axe des quartiers culturels, en favorisant leurs développements au sein d'une ville humaine. Elle vise à offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie de qualité, et constitue une réponse de proximité à leurs besoins en contribuant à bonifier l'offre culturelle de proximité par des projets qui favorisent l'émergence d'initiatives et la participation culturelle citoyenne. Le loisir culturel et la pratique artistique amateur contribuent à susciter la vitalité culturelle des quartiers et constituent un des éléments clé du développement culturel local afin de favoriser la mixité, le lien social, l'engagement des citoyens dans leur milieu et rehausser la qualité de vie dans les quartiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 428 527 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 20-033 Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-21 CM20 0837.
Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

La dépense de 428 527 $ est subventionnée à 214 263,50 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 214 263,50 $ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes:

- 18-02.03.04.00-0179 : 72 604 $
  - 36 302 $ EDCM-MCC
  - 36 302 $ Ville
- 18-02.04.01.00-0180 : 24 000 $
  - 12 000 $ EDCM-MCC
  - 12 000 $ Ville
- 19-02.03.03.00-0181 : 8 700 $
  - 4 350 $ EDCM-MCC
  - 4 350 $ Ville
- 20-02.03.02.00-0182 : 221 703 $
  - 110 851,50 $ EDCM-MCC
  - 110 851,50 $ Ville
- 20-02.02.02.00-0183 : 101 520 $
  - 50 760 $ EDCM-MCC
  - 50 760 $ Ville

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme de soutien financier La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers atteint plusieurs objectifs de l'Agenda 21 de la culture:

- favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle par des projets inclusifs;
- soutenir la créativité et la liberté d'expression;
- améliorer la qualité de vie de publics ciblés, tels les jeunes, les communautés immigrantes, les populations marginalisées ou vulnérables et les familles;
- contribuer à la diversité et au dynamisme culturel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville et le MCC conjuguent leurs efforts pour permettre aux citoyens de s'approprier la culture et pour contrer l'exclusion culturelle sur tout le territoire de la Ville. Le versement des sommes à ces organismes culturels, communautaires et de loisirs ainsi qu'à cet arrondissement contribuera à l'atteinte des objectifs de la Ville en matière d'accès à la culture et de participation des citoyens au développement culturel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les projets se réaliseront même en temps de pandémie COVID-19 et les projets respecteront les mesures sanitaires et de distanciation physique émises par la Santé publique en vigueur lors de leurs mises en place.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021: Octroi des subventions aux organismes
Mai 2021 à Mai 2022: Réalisation des projets par les organismes
Juin 2022: Dépôt des bilans des projets par les organismes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec les pouvoirs du comité exécutif en regard de subvention de moins de 150 000 $. Le service des Affaires juridiques a autorisé la fiche d'inscription comme étant le protocole d'entente valide lors de l'octroi d'une subvention dans le cadre de ce programme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève C COURCHESNE
Commissaire à la culture

Tél : 514 872-2014
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-06

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - programmation et diffusion par interim

Tél : 514 872-7404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice - développement culturel
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-05-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-05-13



Programme de soutien financier
2020-2021

La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers

Service de la culture
Ville de Montréal

Montréal Québec

Il s'agit du seul appel à projets lancé en 2020.

Date limite du dépôt des demandes :
le lundi 22 février 2021.

Les organismes demandeurs sont appelés à élaborer des projets en pratique artistique amateur qui se réaliseront dans les douze mois suivant la date de leur acceptation par la Ville (c'est-à-dire approximativement entre la fin mai 2021 et la fin mai 2022.

Les organismes pourront, après avoir respecté certaines conditions, soumettre le même projet pour plus d'un appel. Cependant, il ne pourra être soutenu plus de trois fois. De plus, les projets se déroulant dans les résidences pour aînés, les HLM, les centres de détention, les centres jeunesse et dans le milieu de la santé sont admissibles.

Les organismes pourront également soumettre un projet pluriannuel se déroulant en deux phases (sur deux ans). Toutefois, ils ne pourront être financés plus d'une fois.

Table des matières

1. Avant-propos 4
Favoriser la cohésion sociale dans les quartiers culturels 4
2. Description 5
2.1 pratique artistique amateur 5
2.2 Disciplines artistiques 5
2.3 Populations ciblées 5
2.4 Nature des activités 5
3. Objectifs 6
4. Critères d'évaluation 7
5. Organismes admissibles 8
5.1 Conditions spécifiques d'admissibilité des arrondissements et des organismes 8
5.2 Conditions générales d'admissibilité des projets 8
6. Nature de l'aide financière accordée 10
6.1 Dépenses admissibles 11
6.2 Dépenses non admissibles 11
7. Documents à soumettre 12
7.1 Documents requis pour les demandes de soutien déposées par les ARRONDISSEMENTS 12
7.2 Documents requis pour les demandes de soutien déposées par les ORGANISMES 12
8. Date de tombée 13
8.1 Date limite de dépôt de projet 13
8.2 Annonce des résultats 13
9. Envoi de la demande 13
10. Renseignements 14
10.1 Séance d'information virtuelle 14
10.2 Renseignements – Service de la culture, Ville de Montréal 14

Photo couverture : PAAL Partageons le monde, Annik Boivin.

1. Avant-propos

Le programme d'aide financière *La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers* s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, conclue entre la Ville de Montréal (Ville) et le gouvernement du Québec. Cette entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit le patrimoine, les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne, le numérique et l'entrepreneuriat culturel. Le présent programme répond aux objectifs de l'axe « Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne ». Il correspond également aux enjeux définis dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal[1] *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, en favorisant une approche transversale qui mise sur le pouvoir de la culture comme levier de développement. Il s'appuie aussi sur l'orientation 1 de la nouvelle Politique culturelle du Québec *Partout, la culture*[2] « Contribuer à l'épanouissement individuel et collectif grâce à la culture », particulièrement sur les objectifs 1.2 « Soutenir une participation culturelle élargie et inclusive » et 1.5 « Accroître la synergie des secteurs culturels et sociaux ».

Favoriser la cohésion sociale dans les quartiers culturels

La culture est le langage universel qui permet de créer des communautés à la fois fortes et ouvertes aux apports des autres. Elle contribue de façon remarquable au partage de cette richesse collective en favorisant l'innovation. La cohésion sociale se nourrit d'une expérience culturelle riche par et pour tous les citoyens. Cette expérience culturelle, dont le point d'ancrage se trouve dans leur milieu de vie, est susceptible de stimuler leur engagement. Elle vise à ce que toutes et tous, sans égard à leur genre, à leur origine, à leur religion, à leur langue ou à leurs limitations fonctionnelles, partagent le même droit d'être à la fois spectateurs et acteurs de culture, d'y accéder et d'y participer librement.

Les quartiers culturels se définissent comme des milieux de vie où l'on trouve une concentration de services et d'activités culturelles et artistiques de proximité. Ils sont issus d'une volonté d'enrichir les expériences vécues en matière de culture par les Montréalaises et les Montréalais, non seulement au centre-ville, mais sur tout le territoire.

L'objectif général de l'axe d'intervention « Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne » se définit ainsi :

- Consolider et développer des espaces culturels exceptionnels et mettre en valeur les richesses patrimoniales, artistiques, architecturales et naturelles présentes dans les quartiers, le tout en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux, entre autres les artistes, les organismes culturels, les sociétés de développement commerciales et les commerçants.

Le présent programme soutient cet objectif en mettant en valeur les richesses culturelles et patrimoniales montréalaises à travers des projets novateurs en pratique artistique amateur développés et réalisés par des organismes de loisir culturel ou par des organismes communautaires ou en intervention sociale.

Ces projets visent à favoriser l'accessibilité à la culture et à susciter l'engagement culturel et citoyen. Ils cherchent à positionner la culture comme vecteur de liens sociaux et contribuent ainsi au développement des communautés locales, notamment à la construction identitaire, à la cohésion sociale, au développement économique et à l'amélioration de la qualité de vie et de l'environnement.

1 ville.montreal.qc.ca/culture/politique-de-developpement-culturel-2017-2022
2 partoutlaculture.gouv.qc.ca/politique

2. Description

Le programme *La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers* permet d'offrir une aide financière pour le développement et la réalisation de projets novateurs et structurants en pratique artistique amateur. Il vise à améliorer l'infiltration de la culture à l'échelle montréalaise grâce à des projets qui valorisent l'autonomisation du citoyen dans sa pratique artistique amateur. Ce programme veut instaurer des conditions favorables pour que la culture soit omniprésente dans le quotidien du citoyen, c'est-à-dire qu'elle se déploie dans des lieux insoupçonnés, qu'elle crée de l'enthousiasme, qu'elle suscite de la surprise et de l'inspiration.

Le programme vise également à soutenir des projets qui utilisent la culture comme outil d'intervention permettant d'agir sur des enjeux sociaux. À cet égard, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville souhaitent mettre à contribution des organismes communautaires ou en intervention sociale en partenariat avec des organismes culturels ou des ressources professionnelles en culture.

Les projets doivent s'insérer dans les orientations des plans locaux de développement culturel des arrondissements montréalais[3] et de la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal afin de favoriser un impact local. Les projets contribuent ainsi au développement des quartiers culturels. Ces derniers agissent comme des milieux de vie animés, où la présence des arts et de la culture est essentielle au développement harmonieux des communautés locales, notamment en ce qui a trait au sentiment d'appartenance, à la vitalité économique, aux relations entre citoyens, à la qualité du milieu de vie, etc.

Les projets peuvent être déposés par des arrondissements ou par des organismes montréalais.

2.1 Pratique artistique amateur

La pratique artistique amateur permet au citoyen d'expérimenter un processus de création dans une discipline artistique durant ses temps libres, ce qui lui donne l'occasion d'exprimer sa créativité. Les activités de pratique artistique amateur doivent respecter les valeurs liées à l'offre de services publique en loisir, entre autres, l'accessibilité, la diversité (sociale, culturelle, etc.) et la mise en place de partenariats.

2.2 Disciplines artistiques

Ce programme cible les arts du cirque, les arts urbains, visuels et numériques, la création et les performances littéraires, la danse, les métiers d'art, la musique, les nouvelles pratiques artistiques ainsi que le théâtre. Les projets déposés peuvent être multidisciplinaires.

2.3 Populations ciblées

Les activités privilégiées par ce programme doivent rejoindre une diversité de publics, notamment les populations qui sont éloignées de l'offre culturelle montréalaise, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, les Autochtones, les personnes issues des communautés culturelles ou les personnes vulnérables. De plus, l'activité proposée doit répondre à des besoins qui sont spécifiques à une clientèle, par exemple les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les aînés, les familles, etc.

2.4 Nature des activités

Les ateliers d'expérimentation et de création en pratique artistique amateur et loisir culturel, suivis ou non d'expositions ou de spectacles, constituent les activités privilégiées par ce programme.

3 À ce jour, les arrondissements suivants se sont dotés d'un plan local de développement culturel: Ahuntsic-Cartierville, LaSalle, Le Plateau-Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Montréal-Nord, Rosemont-La-Petite-Patrie, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Verdun et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. En cours d'élaboration: Anjou, Outremont, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Pierrefonds-Roxoboro et Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles.

3. Objectifs

Le programme vise à :

- Favoriser l'inclusion culturelle des citoyens en vue de les engager dans une démarche de citoyenneté culturelle;
- Favoriser l'accessibilité à la culture en déployant des projets qui privilégient l'accès le plus vaste possible. L'accessibilité doit être pensée en termes de coûts, d'horaires et d'emplacement géographique. Elle doit également faire appel à des approches adaptées pour des personnes ayant des limitations fonctionnelles, au transfert de savoirs mutuels, ou encore à l'accessibilité quelle que soit la langue parlée, etc.;
- Permettre l'expression culturelle des citoyens en misant sur la participation active à des activités ou à des ateliers de pratique artistique amateur qui mettent l'accent autant sur le processus que sur la finalité de l'objet culturel produit. Ces activités doivent avoir des retombées dans l'atteinte des objectifs des plans locaux de développement culturel des arrondissements montréalais et de la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal ainsi que de la Politique culturelle du Québec, Partout, la culture
- Contribuer à l'autonomisation et à l'émancipation du citoyen, c'est-à-dire au processus d'amélioration de sa qualité de vie et de son environnement;
- Favoriser l'innovation culturelle de façons variées : dans la démarche, dans l'approche, dans l'adaptabilité à une clientèle, dans le recrutement, etc.;
- Créer des partenariats diversifiés ou permettre la durabilité de partenariats existant entre l'organisme, ses partenaires et ses collaborateurs. Il s'agit également de développer des partenariats entre des organismes de loisir culturel et des organismes communautaires ou en intervention sociale et des organismes ou des ressources culturels professionnels[4] afin d'enrichir l'offre régulière en pratique artistique amateur avec l'aide d'une expertise professionnelle dans la discipline ciblée.

Cette approche de la pratique artistique amateur et du loisir culturel s'inscrit dans une perspective de changement sur le plan personnel, collectif ou social en favorisant le développement et l'autonomisation culturelle des communautés, la transformation des rapports sociaux et la production de nouvelles formes de cohésion sociale. En cela, la pratique artistique amateur rejoint les objectifs transversaux du développement durable tels que repris dans les quatre orientations de la Politique culturelle du Québec *Partout, la culture*.

4 Consultez le Répertoire des organismes culturels professionnels ville.montreal.qc.ca/cultureloisir/repertoire-dorganismes-culturels-professionnels

4. Critères d'évaluation

Le Service de la culture mettra en place un comité d'évaluation constitué de représentants de la Ville, du MCC, du milieu du loisir culturel, du milieu de l'éducation et des milieux communautaires et d'intervention sociale. Une attention particulière sera accordée à la diversité des membres du comité d'évaluation.

Les demandes de soutien seront analysées et évaluées selon les critères suivants :

La qualité générale du projet (30 %)

- Encourager une approche d'inclusion en vue d'intégrer des citoyens de tous horizons et des pratiques artistiques variées, et ce, dans l'ensemble du projet;
- Adapter le projet aux publics ciblés et prendre en considération la diversité des clientèles (pertinence de la proposition et du choix de la ou des disciplines pour les participants);
- Favoriser des propositions innovantes en matière de culture aux citoyens, autant dans les lieux de pratique que dans les approches, les démarches, etc.

Les impacts du projet (30 %)

- Susciter l'engagement culturel et citoyen de la clientèle ciblée (implication et participation de la population ciblée, moyens pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie, durée des activités, qualité des apprentissages, etc.);
- Démontrer les retombées sur le milieu: organisme, participants, communauté, etc.

Les collaborations et les rencontres initiées par le projet (20 %)

- Provoquer des partenariats, des collaborations et des rencontres pour élargir la notion de culture (implication des partenaires et des collaborateurs ainsi que des participants);
- Démontrer la qualité du ou des partenariat(s);
- Inscrire le partenariat dans une démarche à long terme, s'il y a lieu.

L'expertise de l'organisme (20 %)

- Démontrer sa capacité à bien gérer le projet : programmation, profil du personnel affecté au projet (formation et expérience), etc.;
- Rendre compte de la faisabilité du projet : réalisme des étapes de réalisation, de la logistique et des prévisions budgétaires, pertinence des moyens prévus pour recruter les participants, promotion et diffusion, etc.

5. Organismes admissibles

Ce programme s'adresse aux arrondissements de la Ville de Montréal et aux organismes montréalais (loisirs culturels ou communautaire ou en intervention sociale).

5.1 Conditions spécifiques d'admissibilité des arrondissements et des organismes

Pour être admissibles, les arrondissements et les organismes doivent répondre aux critères et aux exigences suivants :

Pour les ARRONDISSEMENTS :

- Déposer un projet qui enrichira sa programmation municipale en loisir culturel;
- Faire approuver et signer la demande de soutien financier par un chef de division (culture, sport, loisir ou développement social) de l'arrondissement.

Pour les ORGANISMES montréalais :

- Faire approuver et signer la demande de soutien financier par un chef de division (culture, sport, loisir ou développement social) de l'arrondissement où se déroule le projet;
- Être un organisme sans but lucratif, enregistré depuis au moins un an, à la date de dépôt de la demande;
- Avoir respecté ses engagements lors d'une attribution de soutien financier antérieur et être en règle avec les diverses instances gouvernementales et les différents services de la Ville de Montréal;
- Avoir son siège social et réaliser le projet sur le territoire de la Ville de Montréal;
- Démontrer une saine gestion.

Ne sont pas admissibles :

- Les organismes recevant une subvention annuelle supérieure à 375 000 $ de la Ville (Service de la culture, arrondissements et Conseil des arts de Montréal (CAM)) ou du gouvernement du Québec (MCC, Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ) et Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)) ne sont pas admissibles à ce programme;
- Les organismes en situation d'infraction en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

5.2 Conditions générales d'admissibilité des projets

Pour être admissibles, les projets doivent répondre aux conditions suivantes :

- S'inscrire dans un ou plusieurs champs disciplinaires de la pratique artistique amateur;
- Permettre à des Montréalaises et à des Montréalais de participer à une activité de pratique artistique amateur dans un contexte de loisir municipal;
- Favoriser la participation de populations ciblées, qu'il s'agisse de personnes autochtones, de personnes ayant des limitations fonctionnelles, de personnes issues des communautés culturelles, de personnes vulnérables, ou encore des enfants, des adolescents, des jeunes adultes, des familles, des adultes, des aînés, etc.;
- Pour les organismes communautaires ou en intervention sociale, le projet doit être réalisé en partenariat avec un organisme culturel professionnel ou avec une ressource professionnelle en culture. Une exception pourrait s'appliquer si le demandeur possède lui-même une expertise culturelle;
- **Être réalisés entre la fin mai 2021 et la fin mai 2022**
  - Pour les projets pluriannuels, la phase 1 doit être réalisée entre la fin mai 2021 et la fin mai 2022. La phase 2 doit être réalisée entre la fin mai 2022 et la fin mai 2023, sous condition de la remise d'un bilan à la satisfaction du représentant de la Ville, un mois après la fin de la phase 1.

Ne sont pas admissibles :

- Les projets qui ont déjà été soutenus trois fois dans le cadre du présent programme ou qui ont déjà été soutenus antérieurement aux appels 2017-2018 d'*Inclusion et innovation en loisir culturel* et *Collaboration Loisir et culture*;
- Les projets déjà déposés ou déjà soutenus dans le cadre d'un autre programme du Service de la culture ou du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville;
- Les projets déjà soutenus dans le cadre d'un programme du MCC;
- Les projets réalisés par les bibliothèques municipales et les projets réalisés par les établissements scolaires;
- Les projets déjà inscrits dans la programmation régulière ou annuelle de l'organisme ou de l'arrondissement;
- Les projets axés sur la performance et les activités qui se déroulent sous forme de concours ou de compétitions;
- Les activités promotionnelles ou de collecte de fonds.

6. Nature de l'aide financière accordée

L'aide financière peut être accordée de deux façons :

1. Un financement annuel;
2. Un financement pluriannuel.

En aucun cas, le présent programme ne doit être considéré comme une aide financière récurrente. Un organisme pourra bénéficier d'un seul soutien par année. L'aide financière est remise en deux versements : un premier, qui représente 90 % de la somme accordée et un versement final de 10 % du soutien qui sera remis à l'organisme sur approbation du bilan par le représentant de la Ville.

Le financement annuel

Si un financement annuel est accordé à un projet, l'organisme peut le soumettre à nouveau lors d'un appel subséquent. Un même projet peut recevoir du financement jusqu'à un maximum de trois fois.

- La contribution financière accordée par projet ne pourra excéder 20 000 $ et 85 % des dépenses admissibles;
- Veuillez noter que les projets ayant reçu un soutien financier dans le cadre d'*Inclusion et innovation en loisir culturel* ou de *Collaboration Loisir et culture* pour l'année 2017-2018 sont autorisés à déposer une demande pour un deuxième ou un troisième soutien dans le présent appel. Par contre, les projets qui ont reçu un soutien avant les appels 2017-2018 ne sont pas admissibles.

Si le projet n'est pas terminé lors de l'appel subséquent, l'organisme peut tout de même soumettre une demande. Il devra fournir un bilan intérimaire dans le formulaire lors du dépôt de la demande. Toutefois, si le financement est accordé pour une deuxième ou une troisième année, il sera conditionnel à la remise d'un bilan, à la satisfaction du représentant de la Ville au cours du mois suivant la fin du projet.

Si son projet est refusé, l'organisme pourra le soumettre à nouveau ou concevoir un autre projet pour les appels suivants.

Le financement pluriannuel

Un organisme peut concevoir un projet se déroulant en deux phases d'un an. Chacune des phases doit être distincte, mais en continuité avec les objectifs du projet. À la fin de la phase 1, l'organisme doit produire un bilan, à la satisfaction du représentant de la Ville. L'aide financière pour la phase 2 sera accordée uniquement si le bilan est satisfaisant.

- La contribution financière accordée par phase ne pourra excéder 20 000 $ et 85 % des dépenses admissibles, pour un maximum de 40 000 $ pour les deux phases.
- Veuillez noter qu'il est impossible de soumettre à nouveau ce projet pluriannuel après la réalisation des deux phases.

6.1 Dépenses admissibles

- Les dépenses pour le développement, la mise en place, la réalisation et la promotion d'activités de pratique artistique amateur directement liées au projet;
- Les dépenses pour l'achat de matériel nécessaire à la réalisation du projet;
- Les dépenses liées à l'achat d'équipement nécessaire à la réalisation du projet (cadre de sérigraphie, appareil photo, etc.) jusqu'à un maximum de 15 % du budget total;
- Les frais de location d'équipement;
- L'administration du projet (maximum de 15 % du budget total).

6.2 Dépenses non admissibles

- Les dépenses d'immobilisation;
- Les dépenses liées directement à la programmation régulière des organismes ou de l'arrondissement ainsi que les dépenses de fonctionnement de l'organisme;
- Les dépenses liées à la rémunération d'employés des arrondissements.

7. Documents à soumettre

La demande de soutien doit être remplie au moyen du formulaire prévu à cet effet. Vous pouvez l'obtenir aux adresses suivantes :

https://ville.montreal.qc.ca/cultureloisir/soutien-financier-et-professionnel/la-pratique-artistique-amateur-vers-une-citoyennete-culturelle-dans-les-quartiers-2020-2021/

ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

7.1 Documents requis pour les demandes de soutien déposées par les ARRONDISSEMENTS

Les documents obligatoires :

- Le formulaire signé par un chef de division (culture, sport, loisir ou développement social) de l'arrondissement.
- Le curriculum vitæ du coordonnateur du projet;
- Un document présentant clairement la programmation 2020 des activités de pratique artistique amateur de l'arrondissement où se déroule le projet;

Les documents recommandés :

- Les lettres d'intention de collaboration d'organismes partenaires;
- Les curriculum vitæ des animateurs et des artistes.

7.2 Documents requis pour les demandes de soutien déposées par les ORGANISMES

Les documents obligatoires :

- Le formulaire signé par le représentant de l'organisme et par un chef de division (culture, sport, loisir ou développement social) de l'arrondissement où se déroule le projet.

Les documents de présentation regroupés dans un PDF :

- Un historique de l'organisme;
- Le curriculum vitæ du coordonnateur du projet;
- Un document présentant clairement la programmation 2020 des activités de pratique artistique amateur de l'organisme.

Les documents administratifs regroupés dans un PDF :

- Une copie des lettres patentes de l'organisme (document complet);
- Les états financiers du dernier exercice de l'organisme demandeur;
- Une copie des règlements généraux de l'organisme (document complet);
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande.

Les documents recommandés :

- Les lettres d'intention de collaboration d'organismes partenaires;
- Les curriculum vitæ des animateurs et des artistes.

8. Date de tombée

8.1 Date limite de dépôt de projet

Le formulaire rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le **lundi 22 février 2021 à 17 h**. Vous recevrez un accusé de réception au plus tard une semaine après la date de dépôt. Il est de votre responsabilité de nous contacter si vous ne l'avez pas reçu.

8.2 Annonce des résultats

Il faut prévoir un délai approximatif de quatre mois entre le dépôt de la demande et l'annonce de la décision.

9. Envoi de la demande

La demande doit être numérisée et envoyée par courriel à bureauduloisir@montreal.ca

Veuillez noter que :

- Les envois par la poste ne sont pas acceptés;
- Les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet (les textes annexés ne seront pas transmis au comité d'évaluation);
- Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés.

IMPORTANT

L'organisme ou l'arrondissement a la responsabilité de s'assurer que le formulaire rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires soient parvenus au Service de la culture de la Ville de Montréal avant la date limite.

Aucun document ne sera accepté après le lundi 22 février 2021 à 17 h.

10. Renseignements

10.1 Séance d'information virtuelle

Une séance d'information virtuelle sur le programme *La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers* se tiendra en novembre 2020 :

Mercredi 25 novembre 2020, 14 h à 15 h 30

Vous trouverez les détails de la séance d'information virtuelle et le lien pour s'inscrire à l'adresse suivante :

https://forms.gle/HyWQf52soEcoLkyBA

* Pour rejoindre la rencontre en vidéo sur google meet, veuillez utiliser le navigateur google chrome et cliquer sur le lien de l'identifiant. Vous pouvez également vous brancher par téléphone au numéro identifié : (ca)+1 514 405-9589 / nip : 818 416 311#

*** Inscription requise ***

10.2 Renseignements – Service de la culture, Ville de Montréal

Service de la culture, Ville de Montréal
ville.montreal.qc.ca/cultureloisir/soutien-financier-et-professionnel

Équipe du Bureau du loisir
bureauduloisir@montreal.ca

Marie-Ève Courchesne, commissaire au loisir culturel et pratique artistique amateur

514 872-2014 ou
marie-eve.courchesne@montreal.ca

Pour consulter la liste complète des programmes du Service de la culture
ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

Autres programmes offerts dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal

Pour les arrondissements et le réseau Accès culture

Programme de médiation culturelle des arrondissements montréalais
ville.montreal.qc.ca/culture/mediation-culturelle-des-arrondissements-montrealais

Pour les organismes culturels professionnels

Médiations culturelles MTL
montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier

Programme d'art mural
ville.montreal.qc.ca/culture/programme-dart-mural

Pour les organismes culturels en patrimoine

Programme de soutien *Patrimoines montréalais : une mise en valeur dans les quartiers*
ville.montreal.qc.ca/culture/patrimoines-montrealais-une-mise-en-valeur-dans-les-quartiers

Montréal

montreal.ca

Ville de Montréal (10-2020) 25859

La pratique artistique amateur: vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2020-2021

Contributions financières versées de 2016 à 2021

			EXERCICE FINANCIER					
NOM FOURNISSEUR	**NO FOURNISSEUR**	**NUMERO_RESOLUTION**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total général**
ACCUEIL BONNEAU INC.	129377	CA14 240138	70 000.00 $	7 000.00 $				77 000.00 $
		CA16 240023	24 400.00 $					24 400.00 $
		CA16 240301	6 865.00 $					6 865.00 $
		CA17 240020		35 470.00 $	1 230.00 $			36 700.00 $
		CA17 240240		63 000.00 $	7 000.00 $			70 000.00 $
		CA17 240330		8 236.00 $				8 236.00 $
		CA18 240239			96 053.40 $	10 672.60 $		106 726.00 $
		CA19 240154				96 053.40 $	10 672.60 $	106 726.00 $
		CE15 1619	30 000.00 $					30 000.00 $
		CE18 1081			62 272.00 $	15 568.00 $		77 840.00 $
		CE19 0291				18 000.00 $	2 000.00 $	20 000.00 $
		CG15 0609	7 560.00 $					7 560.00 $
		CG16 0323	64 260.00 $	11 340.00 $				75 600.00 $
		CG17 0210		70 056.00 $	7 784.00 $			77 840.00 $
		(vide)					14 474.78 $	14 474.78 $
		CE19 0794				62 272.00 $	15 568.00 $	77 840.00 $
		CE20 0135					62 272.00 $	62 272.00 $
		CE17 0774		49 500.00 $				49 500.00 $
		CA20 240168					96 053.00 $	96 053.00 $
		CA20 240154a					8 000.00 $	8 000.00 $
ASSOCIATION QUEBECOISE DES PERSONNES APHASIQUES	368704	CE15 2332	3 769.00 $					3 769.00 $
		(vide)	490.00 $	760.00 $	774.00 $	774.00 $	764.00 $	3 562.00 $
CASTELIERS	130829	ca15 240218	1 155.00 $					1 155.00 $
		CA16 16 0098	30 000.00 $					30 000.00 $
		CA16 240238	6 000.00 $					6 000.00 $
		CA17 240241		4 000.00 $	1 000.00 $			5 000.00 $
		CA18 16 0005			40 000.00 $			40 000.00 $
		ca18 16 312			110.00 $			110.00 $
		CA18 240249			5 000.00 $			5 000.00 $
		CA19 16 0074				40 000.00 $		40 000.00 $
		CE16 0262	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE16 1361b	10 000.00 $					10 000.00 $
		CE17 0195		15 000.00 $				15 000.00 $
		CE18 0392			15 000.00 $			15 000.00 $
		CE19 0650				15 000.00 $		15 000.00 $
		CM17 0729				50 000.00 $		50 000.00 $
		(vide)	53 432.75 $	##########	35 000.00 $	18 500.00 $	84 105.00 $	678 287.75 $
		CE20 0100					9 900.00 $	9 900.00 $
		CE20 0234					17 000.00 $	17 000.00 $
		CA20 16 0006					40 000.00 $	40 000.00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRACE INC.	127702	17170011		11 000.00 $				11 000.00 $
		CA16 170220	3 666.00 $					3 666.00 $
		ca17 170011			11 000.00 $			11 000.00 $
		CA18 170243			82.50 $			82.50 $
		CA19 170016				30 000.00 $	30 000.00 $	60 000.00 $
		CA19 170228				450.00 $		450.00 $
		CA15 170349	7 334.00 $					7 334.00 $
CENTRE D'INTEGRATION A LA VIE ACTIVE***	129613	CA16220011	17 597.00 $					17 597.00 $
		CA17 22 0033C		150.00 $				150.00 $
		CA17 22 0445			18 308.00 $			18 308.00 $
		CA18 22 0281f			100.00 $			100.00 $
		CA19 22 0036g				150.00 $		150.00 $
		CE19 0291				13 500.00 $	1 500.00 $	15 000.00 $
		CE19 1691				15 000.00 $	8 800.00 $	23 800.00 $
		(vide)		17 949.00 $			300.00 $	18 249.00 $
		CA18 22 0356				18 674.16 $	19 047.64 $	37 721.80 $
		CE20 0099					14 940.00 $	14 940.00 $
		CE20 1029					3 500.00 $	3 500.00 $
CENTRE DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE AUTOCHTONES À MONTRÉAL (MONTREAL AUTOCHTONE)	257178	(vide)				7 209.00 $	801.00 $	8 010.00 $
		CE20 0099					14 400.00 $	14 400.00 $
		ca20210056					5 867.00 $	5 867.00 $
		ca20 210055					7 446.00 $	7 446.00 $
CENTRE DES FEMMES DE SAINT-	130887							- $
CIRQUE HORS PISTE	423953	CA17 240314		5 000.00 $				5 000.00 $
		CA18 240393			5 000.00 $			5 000.00 $
		CA18 240599				4 537.00 $		4 537.00 $
		ce171233			3 053.00 $			3 053.00 $
		CE18 1080			4 000.00 $	1 000.00 $		5 000.00 $
		CE19 0795				4 000.00 $	1 000.00 $	5 000.00 $
		CE19 1816				13 500.00 $		13 500.00 $
		(vide)		18 893.00 $		5 000.00 $	7 000.00 $	30 893.00 $
		CE20 0140					4 000.00 $	4 000.00 $
		CE20 0099					14 715.00 $	14 715.00 $
		CE17 0774		5 000.00 $				5 000.00 $
		CA18 240651				12 650.00 $		12 650.00 $
		CA20 240170					22 500.00 $	22 500.00 $
CORPUSCULE DANSE	147871	CA17 240241		8 000.00 $	2 000.00 $			10 000.00 $
		CE19 0291				12 726.00 $	1 414.00 $	14 140.00 $
		(vide)			22 000.00 $	19 500.00 $	22 000.00 $	63 500.00 $

		CA20 170165					5 550.00 $	5 550.00 $
CÔTÉ COURS CÔTÉ JARDIN	121764							- $
DANSE IMEDIA O.S.B.L.	324318	1196908002				15 000.00 $		15 000.00 $
		CE16 0262	10 000.00 $					10 000.00 $
		CE16 1361h	10 000.00 $					10 000.00 $
		CE17 0195		10 000.00 $				10 000.00 $
		CE18 0392			10 000.00 $			10 000.00 $
		CE19 0230				8 100.00 $	900.00 $	9 000.00 $
		CE19 0650				20 000.00 $		20 000.00 $
		(vide)	13 000.00 $		7 000.00 $	10 800.00 $	13 200.00 $	44 000.00 $
		CE20 0100					18 450.00 $	18 450.00 $
		CE20 0234					20 000.00 $	20 000.00 $
		CA20 22 0094					15 000.00 $	15 000.00 $
EARTBOUND FUTUR	--							- $
EVENEMENTS PRIMA DANSE	260230	CE16 1964		2 500.00 $				2 500.00 $
		CE19 0291				13 905.00 $	1 545.00 $	15 450.00 $
		(vide)	156.00 $	7 656.00 $	156.00 $	159.00 $	164.00 $	8 291.00 $
		CA16 27 0305	22 940.00 $	22 940.00 $				45 880.00 $
		CE20 0099					14 580.00 $	14 580.00 $
		CA20 250009					6 800.00 $	6 800.00 $
		CE20 0584					5 000.00 $	5 000.00 $
FEDERATION QUEBECOISE DES	137301	(vide)	1 062.00 $	1 486.00 $	1 805.00 $	1 805.00 $	1 935.00 $	8 093.00 $
HALTE LA RESSOURCE INC.	137373	CE19 0291				8 640.00 $	960.00 $	9 600.00 $
LE MILIEU, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	338046	CE19 0291				13 050.00 $	1 450.00 $	14 500.00 $
CREATIVE		(vide)	332.00 $	332.00 $	413.00 $	421.00 $		1 498.00 $
LES PETITS RENARDS (CSPC VERDUN)	421947					20 000.00 $		20 000.00 $
		CE20 0099					13 500.00 $	13 500.00 $
L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC-	108074	ca18140 220			1 304.62 $			1 304.62 $
EXTENSION INC.(PEYO)		c a 1 9 14 0162				2 373.50 $		2 373.50 $
		c a 1 810475			2 317.92 $			2 317.92 $
		C A1814 0393				1 072.51 $		1 072.51 $
		ca 1 8140393				2 681.27 $		2 681.27 $
		Ca 15140435			5 362.54 $			5 362.54 $
		ca 16 1401 77	22 569.64 $					22 569.64 $
		CA 19 140353					2 681.00 $	2 681.00 $
		ca 191400 93				500.00 $		500.00 $
		CA15 14 0348	630.00 $					630.00 $
		CA1514 0435	5 362.54 $					5 362.54 $
		ca15140 435		5 362.54 $				5 362.54 $
		CA16 1 40212	360.85 $					360.85 $
		CA16 14 0125	32 400.00 $	3 600.00 $				36 000.00 $
		CA16 14 0308	10 400.00 $	1 260.00 $				11 660.00 $
		CA1614 0177	2 507.74 $					2 507.74 $
		ca1614 0340	500.00 $					500.00 $
		CA17 14 0126		32 400.00 $	3 600.00 $			36 000.00 $
		CA17 14 0330		10 400.00 $	1 260.00 $			11 660.00 $
		CA17 140215		714.11 $				714.11 $
		Ca17140 175		2 309.81 $				2 309.81 $
		ca171401 75		20 788.34 $				20 788.34 $
		ca1714022 8		500.00 $				500.00 $
		CA17140332		3 000.00 $				3 000.00 $
		CA18 14 0087			32 400.00 $	3 600.00 $		36 000.00 $
		ca18 14 01 75			20 861.27 $			20 861.27 $
		CA18 14 0223			10 500.00 $			10 500.00 $
		CA18 14 0325			10 400.00 $	1 260.00 $		11 660.00 $
		ca18 14 0396				17 257.00 $		17 257.00 $
		ca18140128			5 000.00 $			5 000.00 $
		ca18140393c				1 608.76 $		1 608.76 $
		CA19 14 0082				45 000.00 $	5 000.00 $	50 000.00 $
		CA19 14 0243				10 400.00 $	1 260.00 $	11 660.00 $
		ca19140162g				21 361.50 $		21 361.50 $
		ca19140192				12 600.00 $		12 600.00 $
		ca19140192a				1 400.00 $		1 400.00 $
		ca19140195a				1 172.54 $		1 172.54 $
		CE16 0490	2 966.80 $					2 966.80 $
		CE18 0213			4 500.00 $			4 500.00 $
		CE19 0291				10 000.00 $		10 000.00 $
		(vide)	28 000.00 $	29 585.00 $				57 585.00 $
		CE20 0099					12 600.00 $	12 600.00 $
		ca15 14 0392	1 260.00 $					1 260.00 $
		CE20 0584					16 000.00 $	16 000.00 $
		ca20 14 0098					37 252.00 $	37 252.00 $
		ca20 14 0188j					56 000.00 $	56 000.00 $
		ca20 14 0187					1 513.00 $	1 513.00 $
		ca20140166g					20 140.00 $	20 140.00 $
		ca20 14 0299					12 600.00 $	12 600.00 $
		ca19 14 0353m					1 072.40 $	1 072.40 $
		ca19 14 0353c					1 608.60 $	1 608.60 $
		ca20 14 0166h					2 238.00 $	2 238.00 $
MISSIONS EXEKO	152668	CA 19 250133				7 200.00 $	800.00 $	8 000.00 $
		ca15 240218	3 600.00 $					3 600.00 $
		ca15 240283	1 500.00 $					1 500.00 $
		CA16 240601		12 000.00 $	3 000.00 $			15 000.00 $
		CA16 25 0040	8 033.03 $					8 033.03 $
		CA17 240569		2 220.00 $	1 500.00 $			3 720.00 $

		CA17 250138		10 284.58 $				10 284.58 $
		CA18 240323		11 280.00 $	8 285.00 $			19 565.00 $
		CA18 25 0146			8 799.00 $			8 799.00 $
		CA19 250369				5 000.00 $		5 000.00 $
		CE15 1619	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE16 0263	22 500.00 $	2 500.00 $				25 000.00 $
		CE18 1080			16 800.00 $	4 200.00 $		21 000.00 $
		CE19 0291				15 210.00 $	1 690.00 $	16 900.00 $
		CE19 0795				16 800.00 $	4 200.00 $	21 000.00 $
		CE19 1620				65 000.00 $	17 000.00 $	82 000.00 $
		(vide)	29 390.00 $	13 421.00 $	95 921.00 $	6 641.00 $	6 082.00 $	151 455.00 $
		CE20 0140					16 800.00 $	16 800.00 $
		CA19 240207				8 000.00 $	2 000.00 $	10 000.00 $
		ca15 240206	2 000.00 $					2 000.00 $
		CE17 0774		22 500.00 $	2 500.00 $			25 000.00 $
		CE20 0584					20 000.00 $	20 000.00 $
		CA20 25 0082					16 054.30 $	16 054.30 $
		CA20 25 0159					5 000.00 $	5 000.00 $
		CE20 0532					70 000.00 $	70 000.00 $
MU	139328	1166879005	12 500.00 $	12 500.00 $				25 000.00 $
		1177321007 - CA17 22 0294		5 000.00 $				5 000.00 $
		16260155	1 500.00 $					1 500.00 $
		ca15 240133	16 250.00 $					16 250.00 $
		ca15 240144	7 500.00 $					7 500.00 $
		CA16 22 0144h	500.00 $					500.00 $
		CA16 240168	250.00 $					250.00 $
		CA16 240254-11	250.00 $					250.00 $
		CA16 240307	34 275.00 $					34 275.00 $
		CA17 22 0100C		250.00 $				250.00 $
		CA17 240147		250.00 $				250.00 $
		ca17 240169		500.00 $				500.00 $
		CA17 240255		80 000.00 $	20 000.00 $			100 000.00 $
		CA17 240312		30 500.00 $				30 500.00 $
		CA17 240662			44 986.00 $			44 986.00 $
		ca17140172		10 000.00 $				10 000.00 $
		CA18 240249			8 000.00 $	2 000.00 $		10 000.00 $
		CA18 240397			11 029.00 $			11 029.00 $
		CA18 240601				47 744.40 $	11 936.10 $	59 680.50 $
		ca18140085			10 000.00 $			10 000.00 $
		CA19 170212					20 000.00 $	20 000.00 $
		ca19 210290					17 500.00 $	17 500.00 $
		CA19 22 0372f				25 000.00 $		25 000.00 $
		CE15 0919	26 210.00 $					26 210.00 $
		CE15 0921	15 375.00 $					15 375.00 $
		CE16 1078	62 967.00 $					62 967.00 $
		CE16 1079	45 680.00 $	3 645.00 $				49 325.00 $
		ce161079			6 450.00 $			6 450.00 $
		CE17 0714		30 500.00 $				30 500.00 $
		CE17 1081		59 250.00 $	19 750.00 $			79 000.00 $
		CE170714		17 125.00 $				17 125.00 $
		CE18 0521			75 625.00 $			75 625.00 $
		CE18 0901			55 080.00 $	6 120.00 $		61 200.00 $
		CE18 1151			21 000.00 $	7 000.00 $		28 000.00 $
		ce180521			20 000.00 $			20 000.00 $
		CE19 1014				49 000.00 $		49 000.00 $
		CE19 1391				30 600.00 $	26 000.00 $	56 600.00 $
		CE190796				113 020.00 $		113 020.00 $
		CM17 0311		65 000.00 $	7 000.00 $			72 000.00 $
		CM17 0720		75 000.00 $	25 000.00 $			100 000.00 $
		(vide)	43 308.00 $	13 500.00 $	31 755.00 $	49 850.00 $	43 590.00 $	182 003.00 $
		CA19 240452			46 875.00 $			46 875.00 $
		CA17 210178		15 000.00 $				15 000.00 $
		ca19140197				24 500.00 $		24 500.00 $
		CA16 240485	22 500.00 $		2 500.00 $			25 000.00 $
		CA16 14 0210	10 000.00 $					10 000.00 $
		ce200764					66 500.00 $	66 500.00 $
		ca20 240163					20 000.00 $	20 000.00 $
		CA20 240293					7 000.00 $	7 000.00 $
		CA20 26 0214					23 000.00 $	23 000.00 $
OXY-JEUNES INC.	129243	CA16 240013	15 000.00 $	15 000.00 $				30 000.00 $
		CA16 240588		2 886.00 $				2 886.00 $
		CA17 240582			4 626.00 $			4 626.00 $
		CA17 240635			15 000.00 $	15 000.00 $	15 000.00 $	45 000.00 $
		ca19 240208g				3 000.00 $		3 000.00 $
		CE15 2195	12 000.00 $					12 000.00 $
		CE18 0901			30 600.00 $	3 400.00 $		34 000.00 $
		CE19 0291				12 600.00 $	1 400.00 $	14 000.00 $
		CE19 1391				11 333.00 $	22 667.00 $	34 000.00 $
		CM17 0311		36 000.00 $	4 000.00 $			40 000.00 $
		(vide)		12 240.00 $	3 500.00 $		3 200.00 $	18 940.00 $
		CE20 0099					15 300.00 $	15 300.00 $
		CA18 240271e			2 000.00 $			2 000.00 $
P.A.A.L. PARTAGEONS LE MONDE	456049	CA18 17024			400.00 $			400.00 $
		CA18 170273			100.00 $			100.00 $
		CA19170255				1 000.00 $		1 000.00 $
		CE19 1007				5 000.00 $		5 000.00 $

		(vide)					8 000.00 $	8 000.00 $
		CE20 0100					15 300.00 $	15 300.00 $
		CE20 0099					15 516.00 $	15 516.00 $
		CE20 0809					6 000.00 $	6 000.00 $
		CE20 1099					27 000.00 $	27 000.00 $
SANS OUBLIER LE SOURIRE	147274	CA16 240239	4 200.00 $					4 200.00 $
		CA16 240479	480.00 $					480.00 $
		CA17 240247		4 200.00 $				4 200.00 $
		CA17 240523		480.00 $				480.00 $
		ca18 240178a			3 000.00 $			3 000.00 $
		CA18 240531			520.00 $			520.00 $
		CA19 240211				7 000.00 $		7 000.00 $
		CE19 0291				7 200.00 $	800.00 $	8 000.00 $
		CE20 0099					16 614.00 $	16 614.00 $
		CA18 240176			4 200.00 $			4 200.00 $
THEATRE APHASIQUE	150618	CE15 1243	1 000.00 $					1 000.00 $
		CE16 1234	4 000.00 $	1 000.00 $				5 000.00 $
		CE19 0291				13 050.00 $	1 450.00 $	14 500.00 $
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR INC.	138530	CA14 270324	##########	##########				200 000.00 $
		CA16 27 0121	##########	50.00 $				140 500.00 $
		CA16 27 0302	1 000.00 $					1 000.00 $
		CA16 270121	15 000.00 $					15 000.00 $
		CA16 270367	950.00 $					950.00 $
		CA17 27 0165		1 000.00 $				1 000.00 $
		CA17 27 0299		6 800.00 $				6 800.00 $
		CA17 270082		##########				155 500.00 $
		CA17 270303	##########	##########	##########			750 000.00 $
		CA18 270270			43 112.00 $			43 112.00 $
		CA18 270271			436.00 $			436.00 $
		CA18 270338			##########	67 500.00 $		167 500.00 $
		CA18270372c				2 000.00 $		2 000.00 $
		CA19 260024				##########	##########	295 350.00 $
		CA19 27 0169				5 000.00 $		5 000.00 $
		CE16 1079	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE17 0714		7 525.00 $	3 225.00 $			10 750.00 $
		ce180521			8 770.00 $			8 770.00 $
		(vide)	60 000.00 $	40 616.00 $		3 000.00 $		103 616.00 $
		CA16 270174	12 000.00 $					12 000.00 $
		CA19 27 0399					5 000.00 $	5 000.00 $
		CA17 270343		2 000.00 $				2 000.00 $
		CA17 27 0251		8 272.00 $				8 272.00 $
		ce200764					20 766.75 $	20 766.75 $
L'ANTRE-JEUNES DE MERCIER-EST	113875	C A16 27 0504		3 079.50 $				3 079.50 $
		CA 18 27 0177			26 127.00 $	2 903.00 $		29 030.00 $
		CA16 27 0009	113 250.00 $	113 250.00 $				226 500.00 $
		CA16 27 0020	1 000.00 $					1 000.00 $
		CA16 27 0117	23 330.00 $					23 330.00 $
		CA16 270499	3 262.00 $					3 262.00 $
		ca16-270504		2 787.50 $				2 787.50 $
		CA17 27 0088		6 000.00 $				6 000.00 $
		CA17 27 0347		5 867.00 $				5 867.00 $
		CA17 27 0441			102 945.00 $	114 383.00 $	114 383.00 $	331 711.00 $
		CA17 270233		6 063.00 $	4 042.00 $			10 105.00 $
		CA17 270235		16 331.00 $	6 999.00 $			23 330.00 $
		CA17 270237		29 090.00 $	3 232.00 $			32 322.00 $
		CA18 27 0088			15 843.00 $	6 790.00 $		22 633.00 $
		CA18 27 0157			11 944.00 $	5 118.00 $		17 062.00 $
		CA18 27 0309			6 463.00 $	2 769.00 $		9 232.00 $
		ca18 270006			950.00 $			950.00 $
		CA19 27 0080				13 889.00 $	5 953.00 $	19 842.00 $
		CA19 27 0125				27 000.00 $	3 000.00 $	30 000.00 $
		CA19 27 0170				15 843.00 $	6 790.00 $	22 633.00 $
		CA19 27 0245				6 463.00 $		6 463.00 $
		CA19 27 0298				6 000.00 $		6 000.00 $
		(vide)				500.00 $	14 977.00 $	15 477.00 $
		CA16 270174	33 669.00 $	3 741.00 $				37 410.00 $
		20270045					16 529.00 $	16 529.00 $
		CA19 270245					2 769.00 $	2 769.00 $
		CA20 27 0045					2 550.00 $	2 550.00 $
		CA20 27 0162					15 843.00 $	15 843.00 $
		CA20 27 0088					109 059.00 $	109 059.00 $
		CA20 27 0217					6 010.80 $	6 010.80 $
		CA20 27 0218					6 463.00 $	6 463.00 $
PARTAGEONS L'ESPOIR (QUEBEC)	358363	CA16 22 0097	2 800.00 $					2 800.00 $
		CA16 22 0133	4 000.00 $	(400.00 $)	400.00 $			4 000.00 $
		CA16 22 0144e	404.00 $					404.00 $
		CA17 22 0100D		304.00 $				304.00 $
		CA18 22 0133			2 500.00 $			2 500.00 $
		CA18 22 0362			125.00 $			125.00 $
		CA19 22 0062b				400.00 $		400.00 $
		CA19 220091				2 250.00 $	250.00 $	2 500.00 $
		DA185238003			##########			167 474.08 $
		(vide)		##########	300.00 $	##########		333 462.62 $
		CA20 22 0090					2 000.00 $	2 000.00 $
		CA20 220142					4 000.00 $	4 000.00 $
		CA20 22 0093					8 000.00 $	8 000.00 $

		CA20 220121					4 000.00 $	4 000.00 $
CENTRE DE RESSOURCES EDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR ADULTES	147099	CA16 090079	26 100.00 $	2 900.00 $				29 000.00 $
		CA16 090169b	200.00 $					200.00 $
		CA16090279v	200.00 $					200.00 $
		CA17 090069		26 100.00 $	2 900.00 $			29 000.00 $
		CA17 090249d			8 000.00 $			8 000.00 $
		CA17090117h		200.00 $				200.00 $
		CA17090183c		200.00 $				200.00 $
		ca17090249b		8 000.00 $				8 000.00 $
		CA18 09 0073			26 100.00 $	2 900.00 $		29 000.00 $
		CA18 090080c			200.00 $			200.00 $
		CA18 090136k			200.00 $			200.00 $
		CA18 090209			5 000.00 $			5 000.00 $
		CA19 090115f				200.00 $		200.00 $
		CA19 090115x				200.00 $		200.00 $
		ca19090205				10 000.00 $		10 000.00 $
		CE17 0231		4 000.00 $				4 000.00 $
		CE18 0213			4 000.00 $			4 000.00 $
		(vide)					200.00 $	200.00 $
		CA19 090043				26 100.00 $	2 900.00 $	29 000.00 $
		CA17090045y		200.00 $				200.00 $
		CA20 090064					20 000.00 $	20 000.00 $
		CA20 090235					10 000.00 $	10 000.00 $
IMAGERIE LOCAL DES JEUNES INC.	119282	CA15 25 0495	12 500.00 $					12 500.00 $
		ca16250235	12 500.00 $	12 500.00 $				25 000.00 $
		ca17250206		12 000.00 $	18 000.00 $			30 000.00 $
		CA18250196			12 000.00 $	18 000.00 $		30 000.00 $
		(vide)	1 026.00 $	1 026.00 $	1 027.00 $	680.00 $		3 759.00 $
COMPAGNIE ARTISTIQUE ''FORWARD MOVEMENTS''	439066	(vide)				10 000.00 $	21 868.00 $	31 868.00 $
		CE20 0100					9 000.00 $	9 000.00 $
		CE20 0809					5 000.00 $	5 000.00 $
CINE-VERDUN	543106	(vide)					6 000.00 $	6 000.00 $
Total général			##########	##########	##########	##########	##########	##########

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217840001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 428 527 $ à divers partenaires, arrondissements et organismes de loisirs, communautaires ou culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du Programme La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers 2020 -21 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1217840001 Entente MCC.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien
Point de service Brennan
Tél : 514 503-3296

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-7660
Division : Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1214407001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 733 700 $ à 47 projets d'organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2020-2021 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 733 700 $ à 47 projets d'organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2020-2021 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM);

Organismes	Subventions accordées
VOLET 1	
Berceurs du temps	11 000 $
Bouge de là	7 500 $
Centre des musiciens du monde	14 000 $
Cinéma Public	10 000 $
Circuit-Est	17 000 $
Cirque Hors Piste	13 000 $
Codes d'Accès	4 800 $
Comptoir public	17 000 $
Corporation Wapikoni Mobile	20 000 $
Corpuscule Danse	18 000 $
Danse Imédia	20 000 $
Danse-cité	17 000 $
Espace libre	7 000 $
Festival interculturel du conte de Montréal	19 400 $
Festival international de projection illusionniste de Montréal (MAPP_MTL)	12 000 $
Filministes	15 500 $
Groupe intervention vidéo de Montréal (GIV)	12 000 $
Jamais Lu	17 500 $

Je suis Julio	11 000 $
Le Bureau - Firme théâtrale	14 300 $
Le Moulin à Musique Inc.	13 500 $
Les Productions des pieds des mains	18 000 $
Lilith & Cie	17 800 $
Maison du Café Graffiti	8 000 $
Missions Exeko	15 000 $
Momenta Biennale de l'image	18 000 $
Montréal Danse	20 000 $
PPS Danse	15 000 $
Singa Québec	15 000 $
Soeurs Schmutt	15 000 $
Théâtre Aux Écuries	20 000 $
Théâtre de la Pire Espèce	7 200 $
Théâtre La Chapelle	18 500 $
Vidéographe	17 000 $
VOLET 2 - An I	
Atelier La Coulée	11 000 $
Espace libre	10 000 $
Missions Exeko	23 000 $
Native Immigrant	25 000 $
Sacré Tympan	17 000 $
VOLET 2 - An 2	
Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal	20 000 $
Compagnie artistique Forward Movements	10 000 $
L'Écomusée de la maison du Fier monde	18 000 $
VOLET 3 - An I	
À portée de mains	25 000 $
Groupe Le Vivier	28 700 $
Société des arts libres et actuels	10 000 $
Société pour la promotion des bienfaits de l'apprentissage de la musique (MusicMotion)	25 000 $
Studio XX	15 000 $
Total des soutiens recommandés	**733 700 $**

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-14 15:47

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1214407001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 733 700 $ à 47 projets d'organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2020-2021 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'axe 2 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal ont mis en place le programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL qui répond aux objectifs de deux axes d'intervention : «Les quartiers culturels et l'expérience citoyenne» et «Le numérique».
Ce programme favorise le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel afin de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques. Il mise sur le pouvoir de la culture et des arts pour favoriser l'inclusion et la diversité, tant au sein des publics que des artistes professionnels. Il permet de développer l'expérience culturelle citoyenne dans les quartiers montréalais en créant des passerelles entre les organismes culturels, leurs partenaires et les publics constitués de jeunes, de familles, d'aînés et de personnes éloignés de l'offre culturelle professionnelle. De plus, le programme permet de stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique en favorisant les démarches d'expérimentation technologique, de transfert des savoirs et de littératie numérique dans une optique inclusive et partenariale. Les subventions des volets 2 et 3 sont recommandées sur 2 ans afin de contribuer au développement d'actions durables et de partenariats structurants.

Ces objectifs s'incarnent dans les trois volets du programme :
Volet 1 - Médiations artistiques et culturelles (projets annuels)
Volet 2 - Engagement dans les communautés et dans les quartiers (projets pluriannuels sur 2 ans)
Volet 3 - Culture numérique participative (projets pluriannuels sur 2 ans)

Dans le cadre de l'appel à projets 2020-2021 du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL, dont la date de tombée était le 15 février 2021, le Service de la culture a reçu 81 nouveaux projets provenant d'organismes culturels professionnels, totalisant des demandes de 1 315 702 $. Composé de deux représentant.e.s du milieu culturel issu.e.s de la diversité, d'une représentante du ministère de la Culture et des Communications et d'une représentante du réseau Accès culture, le comité d'évaluation a analysé les projets déposés et, selon les critères du Programme, a retenu quarante-quatre (44) projets, pour un soutien totalisant 685 700 $.

Parmi ces 44 projets, 10 projets sont recommandés pour une période de deux ans (5 dans le volet 2 et 5 dans le volet 3). Les soutiens de la deuxième année demeurent conditionnels au dépôt d'un bilan après la première année de réalisation et ils feront l'objet d'une autre recommandation dans le sommaire du programme de l'an prochain. Le nombre de projets recommandés permet de soutenir plus de 54 % des demandes reçues. Par ailleurs, 15 nouveaux organismes seront soutenus par le Programme, ce qui représente plus de 34 % des soutiens recommandés.

Egalement, 3 autres projets font l'objet du présent sommaire pour le soutien de leur 2e année de réalisation dans le cadre des volets 2 et 3 du Programme. Ces volets pluriannuels permettent de contribuer au développement d'actions durables et de partenariats structurants. Les soutiens recommandés font suite au dépôt de bilans intérimaires par les organismes et les montants totalisent 48 000 $. Ainsi, les soutiens recommandés pour la réalisation de ces quarante-sept (47) projets totalisent 733 300 $.

Les projets se déploieront dans plus de 14 arrondissements de la ville, démontrant ainsi l'intérêt des artistes pour aller à la rencontre de la population montréalaise. Ces données permettent de démontrer à quel point les organismes ont réussi, dans le cadre de ce programme, à étendre leurs territoires de rayonnement. Leurs activités se déploieront en collaboration avec plus de 122 partenaires ancrés dans les quartiers montréalais développant ainsi des actions culturelles structurantes de proximité.

Il faut également souligner que 100% des projets rejoignent l’objectif de l’inclusion des populations sensibles dans la vie culturelle en s’adressant aux personnes vulnérables et marginalisées, aux communautés culturelles, aux personnes ayant des limitations fonctionnelles, aux Autochtones, aux personnes aîné.e.s. En plus de rejoindre les populations vulnérables, marginalisées ou issues des diversités, ces projets favoriseront les initiatives inclusives et l'enrichissement des milieux de vie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0100 - 22 janvier 2020 : Acccorder un soutien financier totalisant la somme de 623 120 $ à 42 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d’eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2019-2020 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).
CE19 0230 – 13 février 2019 : Accorder un soutien financier totalisant la somme de 750 200 $ aux organismes culturels ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d’eux, dans le cadre du Programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC /Ville 2018-2021 (EDCM).

CE18 1323 – 8 août 2018 : Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d’implication des parties relativement au versement d’une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente; de mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme.

DESCRIPTION

Voici la liste des quarante-cinq (45) organismes retenus pour la réalisation de quarante-sept (47) projets dans le cadre du Programme :

Organismes	% du budget	Subventions accordées
VOLET 1		
Berceurs du temps	83%	11 000 $

Bouge de là	58%	7 500 $
Centre des musiciens du monde	47%	14 000 $
Cinéma Public	48%	10 000 $
Circuit-Est	42%	17 000 $
Cirque Hors Piste	29%	13 000 $
Codes d'Accès	52%	4 800 $
Comptoir public	25%	17 000 $
Corporation Wapikoni Mobile	68%	20 000 $
Corpuscule Danse	78%	18 000 $
Danse Imédia	39%	20 000 $
Danse-Cité	78%	17 000 $
Espace libre	58%	7 000 $
Festival interculturel du conte de Montréal	66%	19 400 $
Festival international de projection illusionniste de Montréal (MAPP_MTL)	71%	12 000 $
Filministes	75%	15 500 $
Groupe intervention vidéo de Montréal (GIV)	70%	12 000 $
Jamais Lu	53%	17 500 $
Je suis Julio	71%	11 000 $
Le Bureau - Firme théâtrale	85%	14 300 $
Le Moulin à Musique Inc.	85%	13 500 $
Les Productions des pieds des mains	27%	18 000 $
Lilith & Cie	85%	17 800 $
Maison du Café Graffiti	42%	8 000 $
Missions Exeko	67%	15 000 $
Momenta Biennale de l'image	32%	18 000 $
Montréal Danse	63%	20 000 $
PPS Danse	52%	15 000 $
Singa Québec	44%	15 000 $
Soeurs Schmutt	61%	15 000 $
Théâtre Aux Écuries	38%	20 000 $
Théâtre de la Pire Espèce	69%	7 200 $
Théâtre La Chapelle	53%	18 500 $
Vidéographe	67%	17 000 $
VOLET 2 - An I		
Atelier La Coulée	42%	11 000 $
Espace libre	19%	10 000 $
Missions Exeko	72%	23 000 $
Native Immigrant	38%	25 000 $
Sacré Tympan	51%	17 000 $
VOLET 2 - An 2		
Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal	20%	20 000 $
Compagnie artistique Forward Movements	83%	10 000 $
L'Écomusée de la maison du Fier monde	48%	18 000 $
VOLET 3 - An I		
À portée de mains	56%	25 000 $
Groupe Le Vivier	70%	28 700 $
Société des arts libres et actuels	34%	10 000 $

Société pour la promotion des bienfaits de l'apprentissage de la musique (MusicMotion)	50%	25 000 $
Studio XX	50%	15 000 $
Total des soutiens recommandés		**733 700 $**

*La colonne "% du budget" correspond à la contribution de la subvention par rapport au coût de l'ensemble du projet.

Le programme prévoit que la contribution financière accordée par projet ne peut excéder 20 000 $ pour le volet 1 et 30 000 $ pour les volets 2 et 3. Par ailleurs, 85 % des dépenses sont admissibles. Ainsi, la variation entre les soutiens aux organismes dépend de l'ampleur de leur projet, du montage budgétaire, notamment des autres sources de financement et des dépenses admissibles (dépenses de développement, de mise en place, d'achat de matériel, etc.).

JUSTIFICATION

Le programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL propose quatre objectifs prioritaires, en concordance avec la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal «Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité», la Politique culturelle du Québec «Partout, la culture» ainsi que les orientations stratégiques de l'Entente sur le développement culturel de Montréal :

- Favoriser l'**accès à la culture, la participation des citoyens à la vie artistique et culturelle montréalaise** et l'**engagement des artistes dans leurs communautés**;
- Valoriser les **projets interculturels et inclusifs** pour rejoindre les personnes éloignées de l'offre culturelle professionnelle, notamment les personnes issues des communautés culturelles, les Autochtones, les personnes vulnérables, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, ou encore pour répondre aux besoins spécifiques d'une population, comme les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les femmes, les aînés, les familles, etc.;
- Contribuer au **développement culturel sur tout le territoir**e, en favorisant **la culture de proximité et les partenariats** entre les divers secteurs selon les principes du **développement durable**;
- Soutenir les initiatives de médiation culturelle visant à stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique.

Les demandes ont été évaluées à partir des critères annoncés dans le Programme, notamment la pertinence et le caractère inclusif des populations ciblées pour participer au projet; la qualité des démarches artistiques, culturelles ou patrimoniales proposées; le type de médiation et la qualité des apprentissages proposés; la prise en compte des caractéristiques des quartiers ciblés; la qualité des démarches participatives proposées en culture numérique (volet III); la pertinence et la qualité des partenariats; les retombées sur les participants, les milieux et les pratiques.

Cette démarche s'inscrit dans l'alignement stratégique 2030 de la Ville, notamment dans l'axe des quartiers culturels, en favorisant leurs développements au sein d'une ville humaine. Elle vise à offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie de qualité, et constitue une réponse de proximité à leurs besoins en contribuant à bonifier l'offre culturelle de proximité par des projets qui favorisent la participation culturelle citoyenne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 733 700 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 20-033 Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 CM20 0837.
Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

La dépense de 733 700 $ est subventionnée à 366 850 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 366 850 $ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes: **#** 15-02.03.03.00-0191 **/** 18-02.03.04.00-0184 **/** 18-02.04.01.00-0185 **/** 19-02.02.02.00-0186 **/** 19-02.03.03.00-0187 **/** 20-02.03.02.00-0188 **/** 20-02.02.02.00-0189

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL atteint plusieurs objectifs de l'Agenda 21 de la culture, en développement durable et transition écologique:

· favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle par des projets inclusifs;
· soutenir la créativité et la liberté d'expression;
· améliorer la qualité de vie de publics ciblés, tels les jeunes, les personnes issues de l'immigration et les familles;
· contribuer à la diversité et au dynamisme culturel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville et le MCC conjuguent leurs efforts pour permettre aux citoyens de s'approprier la culture et pour contrer l'exclusion culturelle sur tout le territoire de la Ville. Le non-versement des sommes aux organismes culturels remettrait en question la capacité de la Ville à atteindre ses objectifs en matière d'accès à la culture et de participation des citoyens au développement culturel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les projets se réaliseront même en temps de pandémie COVID-19 et les projets respecteront les mesures sanitaires et de distanciation physique émises par la Santé publique en vigueur lors de leurs mises en place.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications. Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021 Octroi des subventions aux organismes
Juin 2021 à juin 2022 Réalisation des projets par les organismes
Août 2022 Dépôt des bilans des projets par les organismes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec les pouvoirs du comité exécutif en regard de subvention de moins de 150 000 $.

Le service des Affaires juridiques a autorisé la fiche d'inscription comme étant le protocole d'entente valide lors de l'octroi d'une subvention dans le cadre de ce programme.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle RACINE
Commissaire à la médiation culturelle

Tél : 514-872-6954
Télécop. : 514-872-0981

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-10

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - Action culturelle et partenariats

Tél : 514 872-7404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-05-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-05-14



Programme de soutien financier
et d'accompagnement 2020-2021

Médiations culturelles MTL

Service de la culture
Ville de Montréal

Montréal Québec

Table des matières

1. Avant-propos 4
1.1 Contexte du programme 4
1.2 Favoriser la cohésion sociale dans les quartiers culturels 5
1.3 Le numérique au service de l'expérience du citoyen 6
1.4 Approche en médiation culturelle à la Ville de Montréal 6
2. Description du programme 7
2.1 Présentation 7
2.2 Objectifs généraux du programme 7
2.3 Caractéristiques des projets 8
3. Présentation des volets 9
3.1 Soutiens annuels 9
VOLET I – Médiations artistiques et culturelles 9
3.2 Soutiens pluriannuels 9
VOLET II – Engagement dans les communautés et dans les quartiers 9
VOLET III – Culture numérique participative 9
3.3 Mentorat : jumelage et accompagnement 9
4. Conditions d'admissibilité 10
4.1 Organismes admissibles 10
4.2 Organismes non-admissibles 10
4.3 Partenaires admissibles 11
4.4 Projets admissibles 11
5. Critères d'évaluation des projets pour les trois volets 12
5.1 Qualité générale du projet 12
5.2 Populations participantes 12
5.3 Impacts du projet 13
5.4 Expertise de l'organisme 13
5.5 Partenariats (volets II et III) 13

6. Nature de l'aide financière 14
6.1 Soutiens annuels – volet I 14
6.2 Soutiens pluriannuels – volets II et III 15
7. Documents à soumettre 16
7.1 Présentation du projet 16
7.2 Documents administratifs 16
8. Rapport d'utilisation de l'aide financière 17
9. Date de tombée 18
9.1 Date limite de dépôt des projets 18
9.2 Annonce des résultats 18
10. Envoi de la demande 18
11. Renseignements 19
11.1 Rencontre publique 19
11.2 Renseignements – Service de la culture, Ville de Montréal 19

Couverture : Sonorium, d'OBORO, un projet d'arts sonores en milieu scolaire
Photo : Josée Brouillard, gracieuseté d'OBORO

1. Avant-propos

1.1 Contexte du programme

Le programme de soutien financier et d'accompagnement *Médiations culturelles MTL 2020-2021* s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 intervenue entre la Ville de Montréal (Ville) et le gouvernement du Québec. Cette entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit le patrimoine, les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne, le numérique et l'entrepreneuriat culturel. Le présent programme répond aux objectifs des deux axes suivants : «Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne et Le numérique». Il correspond également aux enjeux définis dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal[1] *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, en favorisant une approche transversale qui mise sur le pouvoir de la culture comme levier de développement. Il s'appuie aussi sur l'orientation 1 de la nouvelle Politique culturelle du Québec *Partout, la culture* «Contribuer à l'épanouissement individuel et collectif grâce à la culture», particulièrement sur les objectifs 1.2 «Soutenir une participation culturelle élargie et inclusive» et 1.5 «Accroître la synergie des secteurs culturels et sociaux».

Développé dans ce contexte, le programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* représente une actualisation des mesures de soutien en médiation culturelle mises en place en 2005 pour les organismes culturels professionnels, soit le Programme montréalais d'action culturelle et le Programme de partenariat Culture et Communauté. Il intègre également le volet I de la mesure spéciale 2017 intitulée *Initiatives collaboratives en créativité numérique*. Le programme comprend trois volets : Médiations artistiques et culturelles; Engagement dans les communautés et dans les quartiers; Culture numérique participative.

1 ville.montreal.qc.ca/culture/politique-de-developpement-culturel-2017-2022

1.2 Favoriser la cohésion sociale dans les quartiers culturels

La culture est le langage universel qui permet de créer des communautés à la fois fortes et ouvertes aux apports des autres. Elle contribue de façon remarquable au partage de cette richesse collective en favorisant l'innovation. La cohésion sociale se nourrit des expériences culturelles qui stimulent l'engagement des citoyens, sans égard à leur genre, à leur origine, à leur religion, à leur langue ou à leurs limitations fonctionnelles, chacun partageant le droit d'être spectateur et acteur culturel, d'accéder et de participer à la culture librement. Les quartiers culturels se définissent comme des milieux de vie où l'on trouve une concentration de services et d'activités culturelles et artistiques de proximité. Ils sont issus d'une volonté d'enrichir les expériences vécues en matière de culture par les Montréalaises et les Montréalais, non seulement au centre-ville, mais sur l'ensemble du territoire.

Objectif général

Consolider et développer des espaces culturels exceptionnels et mettre en valeur les richesses patrimoniales, artistiques, architecturales et naturelles présentes dans les quartiers, le tout en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux, entre autres les artistes, les organismes culturels, les sociétés de développement commerciales et les commerçants.

Le programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* atteint cet objectif en favorisant le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel afin de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques. Il mise sur le pouvoir de la culture et des arts pour favoriser l'inclusion et la diversité tant au sein des publics que des artistes professionnels.

Le programme permet de développer l'expérience culturelle citoyenne dans les quartiers montréalais en créant des passerelles entre les organismes culturels, leurs partenaires et les publics constitués de jeunes, de familles, d'aînés et de personnes éloignées de l'offre culturelle professionnelle. Il vise donc à soutenir des projets culturels permettant d'agir sur des enjeux sociaux. À cet égard, la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) souhaitent susciter des partenariats entre des organismes culturels et des organismes communautaires ou spécialisés en intervention sociale.

1.3 Le numérique au service de l'expérience du citoyen

La présence du numérique dans toutes les sphères de la société provoque des mutations importantes dans le rapport des citoyens aux arts et à la culture. L'intégration des plus récentes avancées technologiques dans plusieurs types de pratiques artistiques, dans l'aménagement des espaces publics et des équipements culturels contribue à créer les conditions propices à une expérience culturelle qui transforme à la fois le rôle des artistes, des publics et des citoyens, tout en favorisant les maillages entre les milieux des arts, du savoir et les industries culturelles et créatives. De nouveaux types de narration et des approches participatives innovatrices permettent l'émergence de langages communs inédits pouvant réinventer notre rapport à la ville pour en faire une expérience urbaine contemporaine et collective.

Objectif général

Libérer le potentiel des acteurs culturels ainsi que celui des citoyens partout sur le territoire afin que la culture numérique se développe de façon organique et durable.

Le présent programme répond à cet objectif en soutenant les initiatives en médiation culturelle qui visent à stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique. Il favorise les démarches d'expérimentation technologique, de transfert des savoirs, de littératie numérique et d'appropriation du territoire dans une optique inclusive et partenariale pour rendre la culture numérique locale accessible dans tous les quartiers montréalais.

1.4 Approche en médiation culturelle à la Ville de Montréal

L'impact positif des projets réalisés à Montréal au cours des dernières années a été largement documenté et démontre que les enjeux de la médiation culturelle touchent l'ensemble de la vie en société[2]. L'approche développée par la Ville, en collaboration avec le MCC, permet de relever les défis de l'accès à la culture, de la diversification des publics et de la citoyenneté culturelle en favorisant les perspectives suivantes : l'éducation artistique; l'inclusion sociale et la diversité culturelle; l'ancrage local dans les communautés et les quartiers; l'innovation dans les formes de participation et d'expression culturelles.

2 montreal.mediationculturelle.org

2. Description du programme

2.1 Présentation

La Ville et le MCC souhaitent continuer à soutenir les organismes culturels professionnels pour la réalisation d'initiatives en médiation culturelle auprès de la population montréalaise. Les médiations artistiques et culturelles, l'engagement dans les communautés et dans les quartiers ainsi que la participation des citoyens à la culture numérique représentent les trois axes prioritaires du programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* qui met de l'avant l'importance des partenariats et des actions pluriannuelles pour multiplier les effets positifs et rassembleurs auprès de la population montréalaise.

Pour que le développement culturel soit inclusif dans la métropole, la Ville et le MCC souhaitent mettre à contribution les organismes culturels et les artistes professionnels intéressés à travailler en partenariat avec les milieux communautaires, scolaires, environnementaux, avec les institutions culturelles ou les établissements d'enseignement et de recherche ainsi qu'avec des partenaires municipaux.

L'engagement des partenaires et l'ouverture de leurs démarches aux réalités des populations vulnérables ou marginalisées représentent des conditions de réussite essentielles aux actions de médiation culturelle. Deux volets du programme proposent des soutiens pluriannuels permettant de développer des pratiques et des partenariats durables dans la ville.

Le cadre de référence proposé est le même pour les trois volets du programme, l'objectif commun étant de favoriser les rencontres inclusives entre les artistes, les œuvres et les citoyens par divers types de médiations culturelles.

2.2 Objectifs généraux du programme

Le programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* propose quatre objectifs prioritaires, en concordance avec la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, la Politique culturelle du Québec *Partout, la culture* ainsi que les orientations stratégiques de l'Entente sur le développement culturel de Montréal :

- Favoriser l'accès à la culture, la participation des citoyens à la vie artistique et culturelle montréalaise et l'engagement des artistes dans leurs communautés;
- Valoriser les projets interculturels et inclusifs pour rejoindre les personnes éloignées de l'offre culturelle professionnelle, notamment les personnes issues des communautés culturelles, les Autochtones, les personnes vulnérables, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, ou encore pour répondre aux besoins spécifiques d'une population, comme les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les femmes, les aînés, les familles, etc.;
- Contribuer au développement culturel sur tout le territoire, en favorisant la culture de proximité et les partenariats entre les divers secteurs selon les principes du développement durable;
- Soutenir les initiatives de médiation culturelle visant à stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique.

Les projets soutenus par le programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* favorisent la médiation artistique autour des œuvres avec des artistes professionnels et des médiateurs, l'engagement dans les communautés et les quartiers de Montréal ainsi que le développement d'une culture numérique participative afin de contribuer à l'implication culturelle des citoyens dans tous les quartiers de la ville.

2.3 Caractéristiques des projets

Les activités de médiation culturelle prennent diverses formes et, pour illustrer cette réalité, l'expression se conjugue au pluriel dans le titre du programme : *Médiations culturelles MTL 2020-2021*. Nous entendons par activités de médiation culturelle des initiatives qui permettent de faire le pont entre les citoyennes et les citoyens et l'activité culturelle professionnelle par des rencontres personnalisées favorisant le contact avec les œuvres, avec les créateurs et avec les démarches artistiques, littéraires ou patrimoniales. Ces actions créent une opportunité d'échanges culturels et de partage des savoirs, dans une perspective de développement, de réciprocité et d'inclusion, plus particulièrement pour les personnes les plus éloignées de l'offre culturelle professionnelle.

Afin de répondre aux objectifs du programme, les projets proposés dans le cadre des trois volets peuvent tenir compte des caractéristiques suivantes :

- Des interactions et des rencontres personnalisées entre publics, artistes, intervenants et formes d'expression culturelle;
- La diversité culturelle et la diversité des publics, de leurs savoirs et de leurs capacités : la mise en œuvre de moyens d'accompagnement adaptés aux spécificités des communautés culturelles ainsi qu'aux divers groupes sociaux (âge, situation sociale, modes de vie, systèmes de valeurs, traditions, freins socio-économiques, éloignement géographique, personnes vivant avec des limitations fonctionnelles);
- L'expérimentation de formes de participation culturelle innovantes pour renouveler les formes de transmission culturelle et d'échange réciproque entre milieux culturels, artistiques et citoyens;
- La découverte des propositions artistiques, culturelles ou patrimoniales, conjuguée à l'expérimentation active :
  - animation pédagogique, initiation, atelier d'expérimentation, création, résidence d'artiste, accompagnement, discussion, sortie culturelle, diffusion, etc.
- Les projets ayant une durée moyenne (quelques semaines) ou une longue durée (plusieurs mois) ont un impact plus grand sur les participants (artistes, intervenants, publics et citoyens);
- Les pratiques ancrées dans leur milieu et participatives : les projets s'inscrivent dans une perspective de changement impliquant un large éventail de groupes, d'artistes, d'intervenants, de publics et de citoyens qui collaborent et partagent leurs compétences pour favoriser le développement et l'autonomisation culturelle des communautés, rejoignant ainsi les objectifs de la citoyenneté culturelle;
- Les partenariats durables : les partenariats sont essentiels pour la réussite des projets de médiation culturelle. Ils permettent d'ancrer les actions dans le développement culturel local de manière structurante et transversale.

Cette approche de la médiation culturelle se situe dans une perspective de changement sur les plans personnel, collectif ou social en favorisant le développement et l'autonomisation culturelle des communautés, la transformation des rapports sociaux et la production de nouvelles formes de cohésion sociale. Elle rejoint ainsi les objectifs transversaux du développement durable tels que repris dans les quatre orientations de la Politique culturelle du Québec *Partout, la culture*.

3. Présentation des volets

3.1 Soutiens annuels

VOLET I
Médiations artistiques et culturelles

Ce volet permet de soutenir des projets qui provoquent des rencontres personnalisées entre artistes, œuvres et citoyens, dans un contexte d'échange et de transfert de savoir mutuel. Toutes les pratiques sont admissibles, incluant les projets numériques qui ont une durée maximale d'une année, et peuvent être réalisées avec ou sans partenariat.

3.2 Soutiens pluriannuels

VOLET II
Engagement dans les communautés et dans les quartiers

Ce sont des soutiens sur deux ans pour des projets de médiation culturelle réalisés avec un partenaire ou plus, dans une perspective de développement et d'engagement envers une communauté ou un quartier montréalais.

VOLET III
Culture numérique participative

Il s'agit de soutiens pour les initiatives culturelles qui intègrent les technologies numériques et favorisent la participation et la contribution de la population montréalaise aux arts et à la créativité numériques. Dans une démarche de transfert des savoirs, de littératie numérique et d'appropriation du territoire, les projets, réalisés avec un partenaire ou plus, permettent aux citoyens de découvrir ou d'expérimenter de nouvelles formes d'expression en culture numérique.[3]

3.3 Mentorat : jumelage et accompagnement

Pour favoriser le transfert de savoirs et l'accompagnement des organismes, des jumelages et des soutiens en accompagnement seront proposés entre organismes soutenus et non-soutenus selon l'expertise et l'intérêt, selon les pratiques développées ou les populations et les communautés auxquelles les projets sont destinés.

- Les jumelages et les accompagnements seront offerts aux organismes après l'analyse du comité d'évaluation du programme;
- Les jumelages et les accompagnements comprendront des rencontres, du transfert de connaissance ou de l'expérimentation;
- Une subvention spéciale de 2 000 $ sera attribuée à chacun des deux organismes qui participent à la réalisation du projet de mentorat;
- Les activités développées conjointement par les deux organismes feront l'objet d'un bilan à la fin du calendrier de travail.

Les organismes pourront mentionner leur intérêt et leurs besoins dans le formulaire de demande du programme.

3 Il est entendu que la culture numérique réfère plus particulièrement aux arts numériques, au multimédia, à la réalité virtuelle et augmentée, aux arts intégrant les technologies numériques, à l'édition numérique, à l'audiovisuel, au jeu vidéo, aux installations immersives et interactives, aux projections numériques dans l'espace public.

4. Conditions d'admissibilité

Les initiatives de médiation culturelle sont réalisées par des organismes culturels professionnels. Pour les volets II et III, il est obligatoire d'établir un partenariat avec un organisme à but non lucratif issu du milieu communautaire ou de l'intervention sociale, ou encore du secteur de l'éducation ou de la recherche, et ce, dans une démarche d'appropriation du territoire et de collaboration avec les Montréalaises et les Montréalais pour un développement culturel inclusif.

4.1 Organismes admissibles

Pour être admissibles à ces mesures, les organismes demandeurs doivent :

- être constitués à titre de corporation (personne morale) à but non lucratif depuis un an à la date du dépôt de la demande;
- exercer une activité culturelle professionnelle régulière dans le secteur des arts de la scène, des arts visuels, des métiers d'art, des arts numériques, de la littérature, de l'édition, de la production audiovisuelle, de l'architecture et du patrimoine;
- avoir leur siège social sur le territoire de la Ville;
- soumettre une demande complète et conforme aux objectifs du programme;
- avoir respecté leurs engagements lors de l'attribution de soutiens financiers antérieurs et être en règle avec les différents services de la Ville.

4.2 Organismes non-admissibles

- Les organismes recevant une subvention annuelle supérieure à 375 000 $ de la Ville (Service de la culture, arrondissements et Conseil des arts de Montréal (CAM)) ou du gouvernement du Québec (MCC, Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ) et Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)) ne sont pas admissibles à ce programme.
- Les organismes en situation d'infraction en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- Les établissements d'enseignement et de formation professionnelle;
- Les organismes de loisir.

4.3 Partenaires admissibles

Le principal organisme partenaire du projet doit être :

- constitué à titre de corporation (personne morale) à but non lucratif;
- issu du milieu communautaire, de l'intervention sociale ou des secteurs de l'éducation, de la santé ou de la recherche.

Les tiers partenaires du projet peuvent être :

- issus du milieu municipal (maisons de la culture, bibliothèques, Espace pour la vie, parcs, etc.);
- des institutions artistiques, culturelles ou patrimoniales.

4.4 Projets admissibles

- Les projets déposés doivent rejoindre les objectifs privilégiés par le programme;
- Les lettres de confirmation des organismes sont obligatoires pour les projets en partenariat pluriannuels (volet II et volet III) et doivent être acheminées en même temps que la demande;
- Au cours de la même année, un même projet ne peut faire l'objet de deux demandes auprès du Service de la culture ou du MCC;
- Dans le cadre du programme, un organisme peut soumettre deux projets la même année : dans le volet I pour un projet annuel et dans le volet II ou le volet III pour un projet pluriannuel. Il pourra donc bénéficier du soutien pour deux projets au maximum par année;
- Les projets doivent être réalisés entre juillet 2021 et juin 2022.

5. Critères d'évaluation des projets pour les trois volets

Le Service de la culture mettra en place un comité d'évaluation constitué de représentants de la Ville, du MCC, des milieux artistiques et culturels, des milieux partenaires (communautaires, de l'éducation, de la créativité numérique, etc.) et du milieu culturel municipal en arrondissement. Une attention particulière sera apportée à la diversité des membres du comité d'évaluation du programme.

Le comité d'évaluation analysera les projets soumis selon les critères suivants :

5.1 Qualité générale du projet

- La concordance du projet avec les objectifs du programme;
- Le type de médiation culturelle proposée : contexte, concept, participation, nombre d'activités, durée du projet;
- La qualité des démarches artistiques et culturelles ou patrimoniales avec lesquelles les participants seront en contact;
- La prise en compte des caractéristiques des quartiers ciblés (volet II);
- La qualité des démarches participatives proposées en culture numérique (volet III).

5.2 Populations participantes

- La pertinence et le caractère inclusif des populations ciblées pour participer au projet : les personnes issues des communautés culturelles, les Autochtones, les personnes vulnérables, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, les résidents de quartiers hors du centre, ou encore des personnes éloignées de l'offre culturelle parmi des populations spécifiques comme les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les femmes, les aînés, les familles, etc.;
- La qualité des apprentissages proposés aux participants;
- L'éthique et l'équité : le respect des populations participantes.

5.3 Impacts du projet

- Les retombées sur les participants, les milieux et les pratiques;
- La qualité des apprentissages et des échanges proposés (découverte des arts et expérimentation active);
- La pertinence du processus d'évaluation des résultats et des indicateurs proposés (évaluation qualitative, données quantitatives);
- La continuité des projets sous différentes formes et le potentiel structurant de l'initiative proposée (volets II et III).

5.4 Expertise de l'organisme

- L'expérience de l'organisme en médiation culturelle avec la population;
- La clarté et la pertinence du budget en regard des impacts envisagés;
- La capacité de l'organisme à mettre en œuvre et à réaliser le projet;
- L'expertise culturelle du demandeur;
- La stratégie envisagée pour mettre en valeur et faire rayonner les diverses actions et réalisations.

5.5 Partenariats (volets II et III)

- La pertinence et la qualité des partenariats, en fonction des communautés et des quartiers ciblés (volet II) ou de l'aspect collaboratif des projets numériques (volet III);
- Le développement des partenariats dans une démarche à long terme.

6. Nature de l'aide financière

Dans le cadre du programme, un organisme peut soumettre deux projets la même année : dans le volet I, pour un projet annuel et dans les volets II ou III, pour un projet pluriannuel. Il pourra bénéficier d'un maximum de deux subventions par année. Un organisme qui bénéficie d'un soutien pluriannuel ne pourra pas déposer d'autre demande dans les volets II et III, mais il pourra proposer un projet annuel dans le volet I.

6.1 Soutiens annuels - volet I

La contribution financière maximale est de 20 000 $ et ne peut pas excéder 85 % du budget global.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont liées à :

- la conception et la réalisation des activités de médiation;
- l'évaluation du projet et le partage des apprentissages;
- la documentation et la promotion;
- l'administration du projet (maximum de 15 % du budget total).

Les dépenses non-admissibles sont :

- les frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.);
- les projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives;
- les activités déjà soutenues par le Service de la culture;
- les dépassements de coûts du projet.

La contribution des partenaires

- L'organisme demandeur peut déposer un projet sans avoir un partenaire confirmé mais il est préférable d'avoir minimalement entamé des démarches de partenariat afin de préciser le projet;
- Il est recommandé que le partenaire de l'organisme demandeur apporte une contribution financière ou une contribution en nature pour la réalisation du projet;
- Si le partenaire est un établissement (d'enseignement, de formation, de santé et de services sociaux, etc.), la contribution financière au projet est considérée comme obligatoire;
- Ces contributions doivent apparaître dans le budget du projet et dans la lettre signée du partenaire.

Les conditions spécifiques

- Un projet soutenu dans le volet I ne peut être soutenu plus de quatre années consécutives.
- La dernière demande pour un même projet devra comprendre un soutien dégressif équivalant à 75 % du soutien obtenu la 3e année.
- Un bilan intérimaire d'un projet en cours ou déjà réalisé avec le soutien de ce programme sera demandé dans le formulaire lors du dépôt d'une nouvelle demande.

6.2 Soutiens pluriannuels - volets II et III

La contribution financière maximale est de 30 000 $ par année pour deux ans et ne peut pas excéder 85 % des dépenses admissibles.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont liées à :

- la conception et la réalisation des activités de médiation;
- la documentation et la promotion;
- l'évaluation du projet et le partage des apprentissages;
- l'administration du projet (maximum de 15 % du budget total).

Les dépenses non-admissibles sont celles qui sont liées aux :

- frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.);
- projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives;
- projets déjà soutenus par le Service de la culture;
- dépassements de coûts du projet et au déficit de l'organisme.

La contribution des partenaires

- L'organisme demandeur doit déposer un projet avec un ou plusieurs partenaires confirmés;
- Il est recommandé que les partenaires de l'organisme demandeur apportent une contribution financière ou une contribution en nature pour la réalisation du projet;
- Si un partenaire est un établissement (d'enseignement, de formation, de santé et de services sociaux, etc.), l'apport financier au projet est considéré comme obligatoire;
- Ces contributions doivent apparaître dans le budget du projet et dans la lettre signée des partenaires.

Les conditions spécifiques

- Un projet pluriannuel peut faire l'objet d'une deuxième demande de soutien de deux ans, pour un maximum de quatre années consécutives.
- La deuxième demande pour un même projet devra comprendre un soutien dégressif équivalant à 75 % du soutien obtenu pour les deux premières années.

7. Documents à soumettre

Les demandes de soutien doivent être remplies sur le formulaire prévu à cet effet. Vous pouvez l'obtenir aux adresses suivantes :

montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier/formulaires-a-telecharger/

ville.montreal.qc.ca/culture/mediations-culturelles-mtl-programme-pour-les-organismes-culturels

Le demandeur doit déposer un dossier complet en trois PDF distincts.

7.1 Présentation du projet

PDF 1

- Le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme incluant :
  - le concept et les objectifs;
  - la programmation, les activités prévues et les démarches artistiques, culturelles ou patrimoniales proposées;
  - les populations ciblées;
  - les apprentissages et le type de contribution des participants ciblés;
  - les retombées attendues ainsi que les indicateurs de performances prévus;
  - la démonstration du potentiel structurant du projet (volets II et III);
  - l'échéancier de réalisation;
  - les partenaires et leurs rôles;
  - le bilan du dernier projet réalisé ou en cours soutenu dans un des programmes de médiation culturelle de l'Entente sur le développement culturel;
  - le budget (revenus et dépenses).

PDF 2

- L'historique de l'organisme demandeur et des partenaires (version abrégée);
- Une courte biographie des artistes, des médiateurs et des principaux intervenants dans le projet;
- Les lettres d'engagement des partenaires (recommandées pour le volet I et obligatoires pour les projets pluriannuels - volets II et III).

Le PDF 2 ne doit pas dépasser **10 pages**.

7.2 Documents administratifs

PDF 3

- Une copie des lettres patentes de l'organisme;
- Les états financiers du dernier exercice de l'organisme demandeur;
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande.

8. Rapport d'utilisation de l'aide financière

Voici les obligations auxquelles un organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre du programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* doit s'engager :

- L'organisme devra informer le représentant de la Ville des changements apportés au projet pendant sa réalisation et faire état des avancées et des défis rencontrés selon les indicateurs et les objectifs.
- Lors du dépôt d'une nouvelle demande, il devra fournir dans le formulaire (section 9) un bilan intérimaire d'un projet en cours soutenu par ce programme.
- Il devra produire un bilan final du projet, signé par le représentant autorisé de l'organisme, et remettre quatre photographies libres de droits en format électronique. Le bilan final devra être rempli sur le formulaire prévu à cet effet. Vous pouvez l'obtenir aux adresses suivantes :

  montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier/formulaires-a-telecharger/

  ville.montreal.qc.ca/culture/mediations-culturelles-mtl-programme-pour-les-organismes-culturels

  Pour les soutiens pluriannuels : à la fin de l'an I du projet, l'organisme devra produire un bilan à la satisfaction du représentant de la Ville. L'aide financière pour la phase II sera conditionnelle à la qualité des réalisations et à l'acceptation du rapport produit.

- Le versement final de la subvention (10 % du soutien) sera remis à l'organisme sur approbation du bilan complet par le représentant de la Ville de Montréal.
- La date limite de dépôt du bilan pour tous les organismes soutenus par le programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* – Volets I, II et III : le 15 juin 2022.

Les responsabilités et les obligations des organismes soutenus sont inscrites dans le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme. **Ce formulaire fait foi de protocole d'entente**.

9. Date de tombée

9.1 Date limite de dépôt des projets

Le formulaire rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le lundi 15 février 2021.

9.2 Annonce des résultats

Il faut prévoir un délai approximatif de quatre mois entre le dépôt de la demande et l'annonce de la décision.

10. Envoi de la demande

La demande doit être envoyée par courriel à mediationculturelle@montreal.ca

Veuillez noter que :

- Les envois par la poste ne sont pas acceptés;
- Tous les renseignements doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet (les textes annexés ne seront pas transmis au comité d'évaluation);
- Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés.

Important - accusé de réception

L'organisme a la responsabilité de s'assurer que le formulaire complété et signé ainsi que les autres documents obligatoires soient parvenus au Service de la culture de la Ville de Montréal pour la date limite.

Vous recevrez un accusé de réception au plus tard une semaine après la date de dépôt des projets. Si vous ne l'avez pas reçu, veuillez nous contacter pour confirmer la réception de votre demande.

Aucune demande ne sera acceptée après le lundi 15 février 2021.

11. Renseignements

11.1 Séance d'information virtuelle

Une séance d'information virtuelle sur le programme *Médiations culturelles MTL 2020-2021* se tiendra :

Mardi 24 novembre 2020, de 14 h à 15 h 30

Vous trouverez les détails de la séance d'information virtuelle et le lien pour s'inscrire à l'adresse suivante : https://cutt.ly/Xf3dzco

11.2 Renseignements - Service de la culture, Ville de Montréal

Service de la culture – Ville de Montréal
montreal.mediationculturelle.org

Équipe Médiation culturelle
mediationculturelle@montreal.ca

Danièle Racine, commissaire à la médiation culturelle
daniele.racine@montreal.ca

Références :
montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier

ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

Pour consulter la liste complète des programmes du Service de la culture :

ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

Autres programmes offerts dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal

Pour les arrondissements et le réseau Accès culture :

Programme de médiation culturelle des arrondissements montréalais
ville.montreal.qc.ca/culture/mediation-culturelle-des-arrondissements-montrealais

Pour les organismes en loisir culturel :
La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers
ville.montreal.qc.ca/culture/la-pratique-artistique-amateur-vers-une-citoyennete-culturelle-dans-les-quartiers

Pour les organismes culturels professionnels :

Programme d'art mural
ville.montreal.qc.ca/culture/programme-dart-mural

Pour les organismes culturels en patrimoine :

Patrimoines montréalais : une mise en valeur dans les quartiers
ville.montreal.qc.ca/culture/patrimoines-montrealais-une-mise-en-valeur-dans-les-quartiers

Montréal

ville.montreal.qc.ca

Ville de Montréal (10-2020) 25861

CONTRIBUTIONS 2016-2020 - ORGANISMES RECOMMANDES - PROGRAMME MEDIATIONS CULTURELLES 2020-2021

			EXERCICE FINANCIER					
Nom fournisseur	**NO_FOURNISSEUR**	**NO_RESOLUTION**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total général**
À PORTÉE DE MAINS	nil	nil	nil	nil	nil	nil	nil	nil
ATELIER LA COULEE - COOPERATIVE DE SOLIDARITE - SCULTURE. MI	524225	(vide)				426.80 $	8 334.74 $	8 761.54 $
		CE20 0100					13 500.00 $	13 500.00 $
ATELIER LA COULEE - COOPERATIVE DE SOLIDARITE SCULPTURE. METAL. SOUDURE	498596	CE19 0230				13 500.00 $	1 500.00 $	15 000.00 $
		(vide)			1 074.00 $	1 431.00 $	1 488.00 $	3 993.00 $
ATELIER LYRIQUE DE L'OPERA DE MONTREAL	129930	CE19 0230				15 000.00 $		15 000.00 $
		(vide)	4 000.00 $		11 466.00 $	12 914.00 $	6 000.00 $	34 380.00 $
		CE20 0100					18 000.00 $	18 000.00 $
BERCEURS DU TEMPS	432055	ca17250142		3 680.00 $	920.00 $			4 600.00 $
		(vide)					27 850.00 $	27 850.00 $
BOUGE DE LA INC.	107050	CA17 10 210		7 000.00 $				7 000.00 $
		CA19 10 198				6 898.50 $		6 898.50 $
		CE16 1361a	12 500.00 $					12 500.00 $
		CE19 0230				13 500.00 $	1 500.00 $	15 000.00 $
		(vide)	31 385.75 $	57 651.00 $	37 427.00 $	30 308.00 $	72 548.88 $	229 320.63 $
CENTRE DES MUSICIENS DU MONDE	491227	CE19 1007				5 000.00 $		5 000.00 $
		(vide)			17 000.00 $	25 855.00 $	45 080.00 $	87 935.00 $
		CE20 0100					13 500.00 $	13 500.00 $
CINEMA MODERNE	481337	(vide)		7 000.00 $	4 850.00 $	23 881.50 $	62 414.00 $	98 145.50 $
CIRCUIT-EST	52803	CE16 0305	25 160.00 $					25 160.00 $
		CE16 1361e	13 000.00 $					13 000.00 $
		CE19 0230				18 000.00 $	2 000.00 $	20 000.00 $
		(vide)	2 449.00 $					2 449.00 $
			628.00 $					628.00 $
						2 336.00 $		2 336.00 $
					2 500.00 $			2 500.00 $
				3 109.00 $				3 109.00 $
							3 080.00 $	3 080.00 $
							60 000.00 $	60 000.00 $
			60 000.00 $					60 000.00 $
						60 000.00 $		60 000.00 $
					60 000.00 $			60 000.00 $
				60 000.00 $				60 000.00 $
						5 000.00 $		5 000.00 $
				15 000.00 $				15 000.00 $
		CE20 0100					13 500.00 $	13 500.00 $
CIRQUE HORS PISTE	423953	CA17 240314		5 000.00 $				5 000.00 $
		CA18 240393			5 000.00 $			5 000.00 $
		CA18 240599				4 537.00 $		4 537.00 $
		ce171233			3 053.00 $			3 053.00 $
		CE18 1080			4 000.00 $	1 000.00 $		5 000.00 $
		CE19 0795				4 000.00 $	1 000.00 $	5 000.00 $
		CE19 1816				13 500.00 $		13 500.00 $
		(vide)		18 893.00 $		5 000.00 $	7 000.00 $	30 893.00 $
		CE20 0140					4 000.00 $	4 000.00 $
		CE20 0099					14 715.00 $	14 715.00 $
		CE17 0774		5 000.00 $				5 000.00 $
		CA18 240651				12 650.00 $		12 650.00 $
		CA20 240170					22 500.00 $	22 500.00 $
CODES D'ACCES	50047	(vide)	20 000.00 $	27 000.00 $	18 000.00 $	20 000.00 $	31 084.00 $	116 084.00 $
COMPTOIR PUBLIC	485093	CA19250137				4 000.00 $		4 000.00 $
		(vide)			7 000.00 $			7 000.00 $
		CE20 0100					9 000.00 $	9 000.00 $
		CA20 260 149					3 840.00 $	3 840.00 $
CORPORATION WAPIKONI MOBILE	152736	CE16 1967	12 000.00 $					12 000.00 $
		CE19 0609				16 000.00 $	4 000.00 $	20 000.00 $
		CE19 1515				45 000.00 $		45 000.00 $
		(vide)	16 700.00 $	30 285.00 $	36 510.33 $	27 767.00 $	33 000.00 $	144 262.33 $
		CE20 0100					9 000.00 $	9 000.00 $
		CE20 0977					3 200.00 $	3 200.00 $
		CE20 0584					16 000.00 $	16 000.00 $
		CE20 1582					45 000.00 $	45 000.00 $
CORPUSCULE DANSE	147871	CA17 240241		8 000.00 $	2 000.00 $			10 000.00 $
		CE19 0291				12 726.00 $	1 414.00 $	14 140.00 $
		(vide)			22 000.00 $	19 500.00 $	22 000.00 $	63 500.00 $
		CA20 170165					5 550.00 $	5 550.00 $
DANSE IMEDIA O.S.B.L.	324318	1196908002				15 000.00 $		15 000.00 $
		CE16 0262	10 000.00 $					10 000.00 $
		CE16 1361h	10 000.00 $					10 000.00 $
		CE17 0195		10 000.00 $				10 000.00 $
		CE18 0392			10 000.00 $			10 000.00 $
		CE19 0230				8 100.00 $	900.00 $	9 000.00 $
		CE19 0650				20 000.00 $		20 000.00 $
		(vide)	13 000.00 $		7 000.00 $	10 800.00 $	13 200.00 $	44 000.00 $
		CE20 0100					18 450.00 $	18 450.00 $
		CE20 0234					20 000.00 $	20 000.00 $
		CA20 22 0094					15 000.00 $	15 000.00 $
DANSE-CITE INC.	31344	(vide)	37 000.00 $	37 000.00 $	53 000.00 $	37 000.00 $	43 000.00 $	207 000.00 $
ECOMUSEE DU FIER MONDE	119527	CA 18 240249			13 000.00 $			13 000.00 $
		ca15 240218	2 800.00 $					2 800.00 $
		ca16 240034-4	2 500.00 $					2 500.00 $
		CA16 240168	40.00 $					40.00 $
		CA16 240238	15 000.00 $					15 000.00 $
		CA16 240240	8 000.00 $		2 000.00 $			10 000.00 $
		CA16 240479	85.00 $					85.00 $
		ca17 240029-8		2 500.00 $				2 500.00 $
		CA17 240147		40.00 $				40.00 $
		CA17 240241		8 000.00 $	2 000.00 $			10 000.00 $
		CA17 240523		100.00 $				100.00 $
		ca18 240032c			2 500.00 $			2 500.00 $
		CA19 240026e				2 500.00 $		2 500.00 $
		CE161228I	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE19 0230				18 000.00 $	2 000.00 $	20 000.00 $
		CE19 1061				27 000.00 $	3 000.00 $	30 000.00 $
		(vide)	18 600.00 $	34 000.00 $	19 000.00 $	20 900.00 $	19 000.00 $	111 500.00 $
		CE20 0100					16 200.00 $	16 200.00 $

		CA19 240207				12 950.00 $		12 950.00 $
		CA20 240032g					2 500.00 $	2 500.00 $
		CA20 240283					14 400.00 $	14 400.00 $
		CE20 1099					27 000.00 $	27 000.00 $
FESTIVAL INTERCULTUREL DU CONTE DE MONTREAL	100748	CE17 0195		12 500.00 $				12 500.00 $
		CE19 0650				12 500.00 $		12 500.00 $
		(vide)	13 000.00 $	16 963.00 $	14 572.00 $	18 657.00 $	13 587.00 $	76 779.00 $
		CE20 1582					45 000.00 $	45 000.00 $
FESTIVAL INTERCULTUREL DU CONTE DU QUEBEC	119536	(vide)	5 296.66 $					5 296.66 $
FESTIVAL INTERNATIONAL DE PROJECTION ILLUSIONNISTE DE	445255	CA18 26 0198			5 000.00 $			5 000.00 $
		CE18 1335			4 500.00 $			4 500.00 $
		(vide)			15 500.00 $	22 000.00 $	39 572.00 $	77 072.00 $
		CA20 250009					6 400.00 $	6 400.00 $
		CA17 26 0240		5 000.00 $				5 000.00 $
FILMINISTES	487649	ca18 240032j			500.00 $			500.00 $
		(vide)			5 000.00 $		29 500.00 $	34 500.00 $
GROUPE INTERVENTION VIDEO (GIV)	112944	CE16 1361o	12 000.00 $					12 000.00 $
		CE19 0230				12 600.00 $	1 400.00 $	14 000.00 $
		(vide)	13 965.00 $	13 687.50 $	32 313.00 $	16 297.00 $	27 456.00 $	103 718.50 $
GROUPE LE VIVIER	146387	CE19 0230				24 300.00 $	2 700.00 $	27 000.00 $
		(vide)	32 500.00 $	54 000.00 $	36 381.00 $	49 964.00 $	86 975.00 $	259 820.00 $
		CE20 0100					24 300.00 $	24 300.00 $
JAMAIS LU	323104	CE16 0262	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE16 1361p	6 400.00 $					6 400.00 $
		CE17 0195		15 000.00 $				15 000.00 $
		CE18 0392			15 000.00 $			15 000.00 $
		CE19 0650				15 000.00 $		15 000.00 $
		(vide)	17 000.00 $	62 006.00 $	23 000.00 $	20 255.00 $	38 247.00 $	160 508.00 $
		CE20 0100					6 300.00 $	6 300.00 $
		CE20 0234					13 500.00 $	13 500.00 $
JE SUIS JULIO	416056	CA19 26 0302				3 000.00 $		3 000.00 $
		CE19 0230				18 000.00 $		18 000.00 $
		(vide)	6 111.00 $	13 871.20 $	6 000.00 $	21 613.70 $	39 187.65 $	86 783.55 $
		CE20 0100					9 000.00 $	9 000.00 $
LE BUREAU - FIRME THEATRALE	524228	CE19 0230				9 700.00 $		9 700.00 $
LE MOULIN A MUSIQUE INC.	100745	CA18 26 0194			9 380.00 $			9 380.00 $
		CE16 1361r	10 000.00 $					10 000.00 $
		CE19 0230				13 500.00 $		13 500.00 $
		(vide)	29 500.00 $	21 500.00 $	29 500.00 $	21 500.00 $	38 650.00 $	140 650.00 $
LES PRODUCTIONS DES PIEDS DES MAINS	143468	(vide)		8 000.00 $	10 000.00 $	6 000.00 $	29 400.00 $	53 400.00 $
LILITH & CIE	367275	CA17 240241		4 000.00 $	1 000.00 $			5 000.00 $
		CE16 1361v	8 000.00 $					8 000.00 $
		CE19 0230				18 000.00 $	2 000.00 $	20 000.00 $
		(vide)	27 313.00 $	10 437.00 $	13 700.00 $	10 000.00 $	20 070.00 $	81 520.00 $
		CE20 0100					16 200.00 $	16 200.00 $
		CA16 240170	4 500.00 $					4 500.00 $
		CE20 1100					3 000.00 $	3 000.00 $
MAISON DU CAFE GRAFFITI	531153	CA19 27 0126				5 042.00 $		5 042.00 $
		CA19 27 0169b				2 200.00 $		2 200.00 $
		(vide)				1 000.00 $		1 000.00 $
		CA19 27 0399					14 000.00 $	14 000.00 $
MISSIONS EXEKO	152668	CA 19 250133				7 200.00 $	800.00 $	8 000.00 $
		ca15 240218	3 600.00 $					3 600.00 $
		ca15 240283	1 500.00 $					1 500.00 $
		CA16 240601		12 000.00 $	3 000.00 $			15 000.00 $
		CA16 25 0040	8 033.03 $					8 033.03 $
		CA17 240569		2 220.00 $	1 500.00 $			3 720.00 $
		CA17 250138		10 284.58 $				10 284.58 $
		CA18 240323		11 280.00 $	8 285.00 $			19 565.00 $
		CA18 25 0146			8 799.00 $			8 799.00 $
		CA19 250369				5 000.00 $		5 000.00 $
		CE15 1619	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE16 0263	22 500.00 $	2 500.00 $				25 000.00 $
		CE18 1080			16 800.00 $	4 200.00 $		21 000.00 $
		CE19 0291				15 210.00 $	1 690.00 $	16 900.00 $
		CE19 0795				16 800.00 $	4 200.00 $	21 000.00 $
		CE19 1620				65 000.00 $	17 000.00 $	82 000.00 $
		(vide)	29 390.00 $	13 421.00 $	95 921.00 $	6 641.00 $	6 082.00 $	151 455.00 $
		CE20 0140					16 800.00 $	16 800.00 $
		CA19 240207				8 000.00 $	2 000.00 $	10 000.00 $
		ca15 240206	2 000.00 $					2 000.00 $
		CE17 0774		22 500.00 $	2 500.00 $			25 000.00 $
		CE20 0584					20 000.00 $	20 000.00 $
		CA20 25 0082					16 054.30 $	16 054.30 $
		CA20 25 0159					5 000.00 $	5 000.00 $
		CE20 0532					70 000.00 $	70 000.00 $
MOMENTA BIENNALE DE L'IMAGE	443659	CE19 0230				15 300.00 $	1 700.00 $	17 000.00 $
		CE19 0650				55 800.00 $	6 200.00 $	62 000.00 $
		CM17 0305		60 000.00 $				60 000.00 $
		(vide)	70 203.90 $	73 352.00 $	59 868.00 $	60 000.00 $	78 380.00 $	341 803.90 $
MONTREAL DANSE	120629	CE19 0230				7 200.00 $	800.00 $	8 000.00 $
		(vide)	50 777.00 $	41 536.00 $	45 452.00 $	26 181.00 $	38 104.00 $	202 050.00 $
		CE20 0100					15 300.00 $	15 300.00 $
MUSICMOTION (SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DES BIENFAITS DE L'	532846	(vide)				3 000.00 $		3 000.00 $
NATIVE IMMIGRANT	511245	CA18 170273			500.00 $			500.00 $
		CE19 0230				22 500.00 $	2 500.00 $	25 000.00 $
		CE19 1935				30 000.00 $	20 000.00 $	50 000.00 $
		(vide)					27 358.41 $	27 358.41 $
		CE20 0100					22 500.00 $	22 500.00 $
PPS DANSE INC.	100236	(vide)	13 092.00 $	25 000.00 $	10 000.00 $	67 747.00 $	38 749.00 $	154 588.00 $
SACRE TYMPAN	152735	CE19 0230				15 300.00 $		15 300.00 $
		(vide)	25 222.14 $	55 385.00 $	27 385.00 $	22 000.00 $	36 842.00 $	166 834.14 $
		CA20 170165					3 500.00 $	3 500.00 $
SINGA QUEBEC : L'INNOVATION SOCIALE ET ENRICHISSEMENT	524299	CE19 0230				13 500.00 $	1 500.00 $	15 000.00 $
		CM19 0066				45 000.00 $	60 000.00 $	105 000.00 $
SOCIETE DES ARTS LIBRES ET ACTUELS	112550	CE16 0262	15 000.00 $					15 000.00 $
		CE17 0195		15 000.00 $				15 000.00 $
		CE18 0392			15 000.00 $			15 000.00 $
		CE19 0230				22 500.00 $	2 500.00 $	25 000.00 $
		(vide)	17 945.00 $	40 187.00 $	47 724.00 $	48 450.00 $	61 778.00 $	216 084.00 $
		CE20 0100					22 500.00 $	22 500.00 $
		CE20 0234					15 000.00 $	15 000.00 $
STUDIO XX	129572	21713610001		1 304.00 $				1 304.00 $

		ca17250254		3 640.00 $				3 640.00 $
		CE161361	12 000.00 $					12 000.00 $
		CE19 0230				19 800.00 $	2 200.00 $	22 000.00 $
		(vide)	24 581.03 $	37 000.00 $	19 307.00 $	19 460.00 $	19 480.00 $	119 828.03 $
		CE20 0100					16 200.00 $	16 200.00 $
THEATRE AUX ECURIES	158064	c a 181 40289			250.00 $			250.00 $
		C A 18140289			250.00 $			250.00 $
		CA 16 14 02 68	500.00 $					500.00 $
		ca1 7140259		800.00 $				800.00 $
		ca16 140180	21 900.00 $					21 900.00 $
		ca1814 0289			200.00 $			200.00 $
		ca19140247zf				300.00 $		300.00 $
		CE161361a	11 000.00 $					11 000.00 $
		CE19 0230				18 000.00 $	2 000.00 $	20 000.00 $
		(vide)	48 860.17 $	70 850.00 $	51 000.00 $	52 500.00 $	59 750.00 $	282 960.17 $
		CE20 0100					13 500.00 $	13 500.00 $
		ca 16140180		10 900.00 $				10 900.00 $
THEATRE DE LA PIRE ESPECE	129563	(vide)	28 158.00 $	38 691.00 $	30 957.00 $	46 386.00 $	31 752.00 $	175 944.00 $
THEATRE LA CHAPELLE INC.	32359	(vide)	56 396.00 $	74 281.00 $	65 923.00 $	73 950.00 $	80 546.74 $	351 096.74 $
VIDEOGRAPHE INC.	47654	CE19 0230				18 000.00 $	2 000.00 $	20 000.00 $
		(vide)	35 700.00 $	33 000.00 $	35 000.00 $	30 000.00 $	30 000.00 $	163 700.00 $
		CE20 0099					6 930.00 $	6 930.00 $
SOEURS SCHMUTT	137989	CA17 240241		7 500.00 $				7 500.00 $
		ca17250254		8 000.00 $				8 000.00 $
		(vide)	5 000.00 $	15 000.00 $	29 198.00 $	11 946.00 $	11 120.00 $	72 264.00 $
COMPAGNIE ARTISTIQUE "FORWARD MOVEMENTS"	439066	(vide)				10 000.00 $	21 868.00 $	31 868.00 $
		CE20 0100					9 000.00 $	9 000.00 $
		CE20 0809					5 000.00 $	5 000.00 $
ESPACE LIBRE INC	133688	CA16 240168	200.00 $					200.00 $
		ca16 240180-2	500.00 $					500.00 $
		CA16 240238	5 000.00 $					5 000.00 $
		ca16 240313-6	2 500.00 $					2 500.00 $
		CA17 240147		200.00 $				200.00 $
		ca17 240169-2		500.00 $				500.00 $
		CA17 240241		8 000.00 $	2 000.00 $			10 000.00 $
		ca17 240334-9		2 500.00 $				2 500.00 $
		CA18 240249			18 400.00 $	4 600.00 $		23 000.00 $
		CA18 240593			175.00 $			175.00 $
		CE16 1361k	12 000.00 $					12 000.00 $
		CE19 0230				31 500.00 $	3 500.00 $	35 000.00 $
		(vide)	41 000.00 $	52 000.00 $	81 500.00 $	66 500.00 $	72 000.00 $	313 000.00 $
		CE20 0100					18 000.00 $	18 000.00 $
		CA19 240207				12 400.00 $		12 400.00 $
		CA20 240355a					3 000.00 $	3 000.00 $
Total général			###########	###########	###########	###########	###########	###########

version 10 mai 2021

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1214407001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 733 700 $ à 47 projets d'organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2020-2021 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit_GDD 1214407001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-14

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218906001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder une contribution financière non-récurrente de 45 000$ à l'organisme à but non lucratif Cultiver Montréal pour la planification et l'animation des éditions 2021 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises et approuver une convention à cet effet

Il est recommandé:

- d'accorder une contribution financière non récurrente de 45 000 $ à Cultiver Montréal pour la planification et l'animation des éditions 2021 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises ;
- d'approuver une convention à cet effet;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-05-05 19:13

Signataire : Claude CARETTE

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218906001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder une contribution financière non-récurrente de 45 000$ à l'organisme à but non lucratif Cultiver Montréal pour la planification et l'animation des éditions 2021 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises et approuver une convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Cultiver Montréal est un événement coordonné par l'organisme à but non lucratif (OBNL) du même nom créé en 2018, promu par l'OBNL Alternatives jusqu'à 2018. L'événement vise à célébrer la pratique de l'agriculture urbaine en offrant à la population montréalaise un espace de rencontre, d'apprentissage, de divertissement et d'approvisionnement. Sous forme d'une série de foires de quartier, l'événement donne lieu à la distribution de matériel nécessaire au jardinage (semences, semis, terreau, compost, jardinières, etc.) et à la tenue d'ateliers en agriculture urbaine et d'activités ludiques (musique, maquillage, etc.).
Au même titre que le festival, Cultiver Montréal est responsable d'organiser les Rendez-vous des agricultures montréalaises. L'objectif de ces rendez-vous est d'accompagner, de soutenir et de faire rayonner le développement stratégique de l'agriculture urbaine et de ses acteurs à Montréal en plus de pourvoir à la concertation des initiatives en agriculture urbaine.

Le mois de mai est crucial pour la saison agricole, comme le temps des semences ne peut être repoussé. Pour pallier les contraintes reliées au confinement et à la distanciation sociale exigés par la présente pandémie de COVID-19, l'organisme a su proposer une mouture virtuelle de ces deux séries d'événements et d'ateliers qui vise la diffusion interactive des contenus habituellement livrés sous forme d'ateliers, de formations, d'outils éducatifs grand public et de promotion des acteurs de l'agriculture urbaine locale. Il propose également la distribution de semences et autres produits connexes par livraison à vélo à des points prédéterminés afin de respecter les contraintes sanitaires découlant de la pandémie.

Les éditions 2021 de Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises se dérouleront virtuellement du 1er mai au 31 mai 2021 sur l'ensemble du territoire de montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0590 du 29 avril 2020
Accorder un soutien financier non récurrent de 45 000$ à l'organisme à but non-lucratif Cultiver Montréal pour l'organisation d'une édition spéciale 2020 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises pour pallier les contraintes reliées au contexte de pandémie du COVID-19 et approuver une convention de contribution financière à cet effet.

CE19 1166 du 31 juillet 2019
Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Cultiver Montréal pour l'édition 2019 du festival Cultiver Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE18 1573 du 26 septembre 2018
Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme à but non lucratif Alternatives, Réseau d'action et de communication pour le développement international, pour l'édition 2018 de Cultiver Montréal**.**

CE17 0713 du 3 mai 2017
Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à l'organisme à but non lucratif Alternatives, Réseau d'action et de communication pour le développement international, dans le cadre de l'édition 2017 de Cultiver Montréal, qui se tiendra du 6 au 27 mai 2017 dans les quartiers de Montréal.

CE16 0426 du 16 mars 2016
Accorder un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à l'organisme à but non lucratif Alternatives internationales, dans le cadre de l'édition 2016 de Cultiver Montréal, qui s'est tenue du 1er au 31 mai 2016 dans les quartiers de Montréal.

DESCRIPTION

Depuis 2015, l'édition montréalaise du Festival Cultiver Montréal propose aux citoyens.nes:

- des foires commerciales tenues dans les arrondissements visant à '*sensibiliser les citoyens.nes aux pratiques agricoles et aux choix alimentaires qui stimulent l'essor de systèmes alimentaires de proximité;*
- la vente de matériaux de jardinage (semences, semis, terreau, compost, jardinières, mycélium, et autres);
- des activités ludiques;
- la mise en valeur des innovations du secteur bioalimentaire local;
- la rencontre de spécialistes;
- des ateliers pratiques en agriculture urbaine.

Depuis 2016, les Rendez-vous des agricultures montréalaises, pour leur part, proposent aux professionnels du secteur de l'agriculture urbaine:

- un *'espace de consultation et collaboration des acteurs du milieu, ainsi qu'une série de formations spécialisées et d'échanges d'expertises en agriculture urbaine offerts par Cultiver Montréal en partenariat avec le Jardin botanique de Montréal* ;
- des événements de réseautage, des ateliers, des formations, des échanges de meilleures pratiques, des panels, des séminaires, etc.

En raison du contexte de confinement relié à la pandémie de COVID-19, l'organisme a

développé des itérations virtuelles de ces deux séries d'événements en 2020. Pour les foires du Festival Cultiver Montréal, les contenus prévus pour les ateliers et formations ont été livrés au public sous forme de capsules vidéo hébergées en ligne. Un service de livraison corollaire a été mis sur pied dans 16 arrondissements pour permettre aux entreprises de distribuer leurs semences et matériaux afin que les citoyens.nes puissent amorcer leur saison. De plus, une nouvelle forme d'atelier et de conférence a été mise en place afin de faire rayonner l'implication des citoyens.nes en agriculture urbaine: les histoires d'agricultures citoyennes. Celles-ci constituaient en la '*mise en récit collective portée par les citoyens.nes impliqué.es dans des projets d'agriculture engagé dans l'espace public.*

Les formations et les ateliers prévus pour les Rendez-vous des agricultures montréalaises étaient également animés en ligne, et les thématiques abordées incluaient les protocoles de culture et l'acheminement sécuritaire et rentable des produits agricoles en temps de pandémie.

En 2021, Cultiver Montréal reprendra cette formule virtuelle pour le Festival Cultiver Montréal et les Rendez-vous des agricultures montréalaises.

La demande présente un échéancier précis pour le projet.

JUSTIFICATION

Les éditions 2020 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises marquaient les premières éditions virtuelles des événements de Cultiver Montréal en raison de la pandémie de COVID-19.
Malgré la nouvelle formule de ces événements, le Festival Cultiver Montréal enregistra 7 968 participants aux 48 différentes formations et conférences de diverses thématiques telles que la permaculture ainsi que les corridors écologiques et les forêts nourricières. 2 878 semis et semences furent donnés à la communauté montréalaise par le réseau de Cultiver Montréal à divers bénéficiaires dont des citoyens, des bénévoles, des HLM, des jardins collectifs, etc. 20 495 ressources de jardinage (semis, semences, terreau, etc.) furent vendues et distribuées à travers 14 systèmes de distribution (réseaux de livraison à domicile et de cueillette).

En réponse au confinement engendré par la COVID-19, Cultiver Montréal est parvenu à tenir également les Rendez-vous des agricultures montréalaises virtuellement grâce à 38 acteurs en agriculture urbaine ayant participé aux activités des rendez-vous dont Ça Pousse!, Sentier Urbain, On sème, etc. Ces activités incluaient un plaidoyer politique pour *'la valorisation de l'agriculture urbaine comme service essentiel* et neuf rencontres thématiques sur:

- les '*pratiques de l'agriculture urbaine, les jardins communautaires et collectifs, et les mesures face à la COVID-19;*
- le Festival Cultiver Montréal;
- les Rendez-vous des agricultures montréalaises.

De plus, plusieurs études démontrent l'importance de l'agriculture urbaine pour la collectivité montréalaise, non seulement au niveau de l'attachement psychologique et physique au milieu naturel et social, mais également par son apport alimentaire et économique. Effectivement, selon les modèles consultés, l'agriculture urbaine locale contribuerait significativement à l'apport en légumes frais saisonniers pour 100 000 à 250 000 Montréalais, soit 12% de la population urbaine. Cette production revêtirait également une valeur marchande de $25 à 56 millions pour près de 7 100 tonnes d'aliments frais cultivées sur près de quatre hectares (CRETAU, 2020).

Somme toute, l'initiative de Cultiver Montréal propose, entre autres, les bénéfices alimentaires, environnementaux, économiques et sociaux suivants :

- production d'aliments frais, santé, locaux, souvent biologiques et culturellement appropriés pour et par les citoyens.nes;
- sensibilisation des citoyens.nes aux choix alimentaires et pratiques agricoles qui encouragent l'accroissement des systèmes alimentaires de proximité;
- développement et apprentissage de compétences culinaires afin de préparer et utiliser adéquatement des produits frais et santé;
- augmentation de la biodiversité en milieu urbain et meilleur drainage des eaux de pluie et des eaux de ruissellement;
- réduction des émissions de gaz à effet de serre causées par le transport des aliments grâce au développement d'un système alimentaire local et à la sensibilisation à l'alimentation saisonnière;
- amélioration de l'accès au marché de produits frais et locaux;
- réduction des îlots de chaleurs par un verdissement des espaces en béton;
- réduction de l'isolement social pour plusieurs personnes vulnérables tout en favorisant les rencontres, les échanges, la collaboration et le développement communautaire;
- transformation de terrains vagues en espaces productifs entraînant une revitalisation concertée de secteurs défavorisés;
- augmentation de la valeur foncière de résidences situées près de jardins communautaires;
- création d'emplois dans un domaine économique en pleine émergence et acquisition de compétences pour les petits et moyens entrepreneurs.

La reconnaissance publique du Festival Cultiver Montréal et sa fréquentation démontrent sa fonction de plaque tournante en agriculture urbaine pour l'accessibilité aux ressources de jardinage biologiques et locales (compost, terreau, semences, etc.) et par la transmission de connaissances et de savoir-faire en pratiques agricoles (formations, conférences, ateliers, etc.)

La mouture proposée par l'organisme permettrait de pérenniser les activités structurantes de l'organisme et d'assurer la continuité des affaires résilientes dans le milieu de la production agricole locale. L'initiative à court terme de Cultiver Montréal représente en lui-même un exemple inspirant de résilience organisationnelle, et contribuerait à la résilience des communautés en améliorant leur autosuffisance alimentaire.

Par sa demande, Cultiver Montréal propose à la Ville de se positionner comme partenaire clé dans la promotion et l'opérationnalisation de l'agriculture urbaine. Alors que la Ville travaille à l'élaboration de sa vision stratégique en agriculture urbaine, à l'identification les mesures structurantes d'impact à l'échelle de la municipalité et à bâtir des interfaces dynamiques avec le citoyen.ne et l'ensemble des acteurs du milieu, ce partenariat revêt un caractère stratégique prometteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant de 45 000$ est demandé à la Ville de Montréal afin d'assurer la planification et la réalisation à court terme des activités prévues.
Pour le Festival Cultiver Montréal, ces activités incluent:

- ateliers et kiosques - formation et matériaux;
- promotion et communication des organismes locaux;
- frais de transport;

- frais de publicité et média, promotion sur les réseaux sociaux, affichage dans les journaux;
- design graphique: site web, bannière, dépliants, affiches;
- coordination de projets;
- frais de locaux.

Pour les Rendez-vous des agricultures montréalaises, ces activités incluent:

- formateurs et animateurs;
- soutien à la recherche pour les formations et les animations;
- frais de transport;
- frais d'impression et de fourniture;
- design graphique: conception de l'identité et du visuel;
- mise à jour du répertoire des acteurs;
- communications: mise en ligne et diffusion des diagnostics;
- coordination de projets.

Il est à noter que la contribution demandée ne représente qu'une partie du montage financier du projet. Le reste du montage financier représente les revenus par les commandites et les contributions d'AU/Lab, des organismes participants, du Jardin botanique de Montréal, ainsi que par la vente de billets aux organismes et au grand public.

Il est également à noter que la Ville de Montréal a historiquement contribué au financement du Festival Cultiver Montréal et aux Rendez-vous des agricultures montréalaises.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le 10 décembre dernier, la Ville de Montréal déployait son Plan Climat avec ses cinq chantiers et ses 46 actions. L'action 22 du Plan Climat: *Développer l'agriculture urbaine* évoque les nombreuses initiatives en agriculture urbaine déjà en place à Montréal et la volonté de la Ville d'élaborer une vision intégrée en agriculture urbaine sur le territoire montréalais.
Les événements de Cultiver Montréal rejoignent les orientations de la future stratégie d'agriculture urbaine de la Ville par leurs activités de sensibilisation et de promotion des pratiques d'agriculture urbaine, leurs nombreuses formations, conférences et animations offertes, ainsi que par le rôle clé de l'organisme au sein du réseau des acteurs d'agriculture urbaine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution de a Ville permettra la faisabilité des événements. Étant donné le contexte de la pandémie de la COVID-19 et le contexte d'opération de Cultiver Montréal, ainsi que de sa mission, la faisabilité de l'événement sera également susceptible de permettre la survie de l'organisme et sa pérennité à moyen terme. Le rôle de l'organisme est déterminant dans l'essor de la production agricole communautaire montréalaise.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet décrit en rubrique représente un pivot majeur du promoteur afin de soutenir la saison agricole montréalaise 2021 malgré le confinement relié à la pandémie de COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune initiative de communication spécifique n'est prévue ou requise par la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021 - présentation du dossier au CE
Juin 2021 - mise en oeuvre du projet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Gabrielle FONTAINE-GIROUX, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanessa DAMIANI
Agente de recherche

Tél : 5149193561
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-13

Marieke CLOUTIER
Chef de division Mobilisation Biodiversité Résilience

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2021-04-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sidney RIBAUX
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2021-05-05

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**; personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du règlement RCE 02-004;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CULTIVER MONTRÉAL**, personne morale, dont l'adresse principale est 6450, avenue Christophe-Colomb, Montréal, Québec, H2S 2G7, agissant et représentée par Marie-Anne Viau, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription d'organisme de charité : 1174105784

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme réseau multisectoriel des agricultures montréalaises;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur du Bureau de transition écologique et de la résilience;

2.7 « **Unité administrative** » : Bureau de la transition écologique et de la résilience.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres

recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une

copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait

et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-cinq mille dollars (35 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $) au plus tard le 31 décembre 2021.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le

montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6450, avenue Christophe-Colomb, Montréal, Québec, H2S 2G7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente du Conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 155, rue Notre-Dame Est, Annexe, Montréal, Québec, H2Y 1B5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

CULTIVER MONTRÉAL

Par : _____
Marie-Anne Viau, présidente du conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution 1218906001).

ANNEXE 1
PROJET

Festivals d'agriculture urbaine et Rendez-vous des agricultures montréalaises — 2021 - 2023

Montréal, 07 avril 2020

Objet : Demande de financement et de partenariat pour le festival Cultiver Montréal et les Rendez-vous des agricultures montréalaises

Contexte

En 2011, 25 082 signatures de résidents montréalais appuyant la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal signalait un intérêt fort pour la question. Suite à cela, en 2013, la Ville de Montréal a rendu publique les résultats d'un sondage démontrant que 42 % de la population de l'île de Montréal s'intéressent et pratiquent de plusieurs façons l'agriculture urbaine.

En effet, la Ville de Montréal foisonne d'initiatives contribuant à transformer l'espace urbain en paysage vert et comestible. Citoyens et citoyennes, organismes communautaires et entreprises participent à ce mouvement et font preuve d'une grande créativité, en offrant une place toujours plus grande aux pratiques agricoles dans leur milieu et leurs activités : récolte coordonnée de fruits urbains, aménagements comestibles dans l'espace public, installation de jardins et de ruches sur les toits, conception de serres urbaines et de poulaillers pédagogiques, culture de champignons et de houblon, aquaponie, aéroponie, etc.

Plusieurs moments clefs ont permis une coordination importante entre nombres d'acteurs en agriculture urbaine qui se sont réunis sous plusieurs appellations, dont le « Chantier des agricultures montréalaises », afin d'identifier et de répondre à de nombreux enjeux :

- Un manque de critères définis et d'un cadre pour soumettre et faire approuver des projets d'envergure variée d'organismes, d'entreprises et de citoyens en d'agriculture urbaine a été soulevé.
- Un manque d'infrastructures pour favoriser le déploiement des projets (accès à l'eau, aux terrains, à l'expertise municipale)
- Un manque de rayonnement du processus établi par l'arrondissement (place statutaire pour l'agriculture urbaine dans les communications)

Des rencontres de réflexions stratégiques ; Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU), Rendez-vous des agricultures montréalaises ont permis de conclure à la nécessité de consolider le réseau. C'est ainsi qu'Alternatives fut le porteur jusqu'en 2018 de deux types de projets permettant de répondre aux enjeux du grand public afin de démocratiser l'agriculture urbaine pour et par les citoyens et citoyennes avec le festival Cultiver Montréal et ceux s'adressant aux professionnels du milieu afin de les fédérer : les Rendez-vous des agricultures montréalaises. Ils répondent aux besoins grandissants de rassembler et fédérer les professionnels tout en informant la population montréalaise des nouvelles pratiques et

techniques agricoles, les différentes ressources bioalimentaires disponibles dans les arrondissements et les fournisseurs locaux de produits ou de services dans le domaine. Les Rendez-vous des agricultures montréalaises sont nés de besoins exprimés par les parties prenantes de l'agriculture urbaine de Montréal et via les recommandations issues de la consultation de l'OCPM en 2010. Ce sont des besoins en matière de réseautage parmi les acteurs de l'agriculture urbaine et des besoins en formations spécialisées qui constituent également des opportunités de partager des expertises spécifiques au domaine de l'agriculture urbaine et périurbaine. En 2017, Alternatives recevait le prix Novae de l'entreprise citoyenne pour le travail de sensibilisation et de mobilisation réalisé avec Cultiver Montréal.

Fin 2018, devant la difficulté de maintenir un nécessaire momentum avec les institutions publiques (municipales, provinciales) pour assurer le suivi des recommandations et des priorités d'action identifiées par les acteurs, de même qu'à assurer un financement régulier des initiatives du Chantier, Alternatives a proposé la création d'une nouvelle organisation appelée Cultiver Montréal.

Aujourd'hui, Cultiver Montréal est un réseau multisectoriel regroupant de nombreux organismes visant à soutenir, représenter et promouvoir les acteurs et actrices en agriculture urbaine de la région métropolitaine, militant en faveur des agricultures de proximité respectueuses de leur environnement. Pour les acteurs et actrices en alimentation, Cultiver Montréal est ainsi une référence et un lieu de collaboration unique qui fait naître des partenariats entre organismes, institutions et entreprises de divers secteurs pour mieux répondre aux besoins des Montréalais et Montréalaises (jardiner, apprendre, socialiser, etc.).

Selon les résultats du sondage pour les acteurs et actrices en agriculture urbaine concernant le choix des projets à soumettre au Conseil-SAM pour financement 2017-2019, Cultiver Montréal comme organisation structurante et les Rendez-vous des agricultures montréalaises ont été choisis comme projets prioritaires à intégrer à un plan d'action et à financer par le Conseil-SAM.

Dans le but d'assurer la tenue de ces événements et de garantir leurs portées au courant des trois prochaines années, Cultiver Montréal sollicite un soutien financier pour les années 2021, 2022 et 2023 auprès de la Ville de Montréal à raison d'un total de 81 000$ pour le festival Cultiver Montréal et de 54 000$ pour les Rendez-vous. Cet appui sera reconnu dans l'ensemble des communications et des publications autour des événements, gérés par une chargée d'événement et communication recrutée par Cultiver Montréal. La Ville de Montréal profitera ainsi d'une importante visibilité au cœur des quartiers montréalais. Il s'agit d'une occasion unique de témoigner de son engagement envers les pratiques agricoles et les produits des agriculteurs et agricultrices québécoises, en rejoignant le bassin des consommateurs montréalais.

Au-delà de cette contribution, nous serions particulièrement intéressés à établir un partenariat permettant de soutenir le développement des Rendez-vous des agricultures montréalaises et de ces foires agricoles uniques en leur genre, afin d'assurer une visibilité maximale et constante des producteurs agricoles de la région métropolitaine. Nous sommes à votre disposition pour discuter des modalités que pourrait prendre ce type de partenariat et répondre à toutes questions concernant ces deux projets : le festival Cultiver Montréal et les

Rendez-vous.

Les projets

C'est avec le festival Cultiver Montréal et les Rendez-vous des agricultures urbaines que Cultiver Montréal répond aux enjeux des agricultures urbaines en 2021.

1 - Festival Cultiver Montréal : *Le mode d'emploi d'une écocitoyenneté active et responsable*



Depuis 2015, le réseau coordonne le festival Cultiver Montréal ayant pour but de sensibiliser les citoyens et citoyennes aux pratiques agricoles et aux choix alimentaires qui stimulent l'essor de systèmes alimentaires de proximité. Ces foires commerciales de quartier, organisées au mois de mai par des organismes partenaires, invitent l'ensemble des résidents et résidentes de la ville à s'approvisionner en matériaux de jardinage (semences, semis, terreau, compost, jardinières, mycélium, etc.), à découvrir les initiatives et des produits agroalimentaires montréalaises et québécoises, à rencontrer des spécialistes, ainsi qu'à participer à des ateliers pratiques et à des animations diversifiées et ludiques (musique, maquillage, etc.). Ces foires offrent aux consommateurs et consommatrices, au moment le plus crucial de l'année, tous les outils pour apprendre à cultiver, à manger et à acheter localement. Tout en faisant valoir les innovations du secteur bioalimentaire régional, ils proposent aussi aux collectivités un soutien technique en matière d'horticulture. Le festival génère aussi de multiples retombées pour les agriculteurs et agricultrices locaux qui se rassemblent.



Le réseau offre un soutien aux organisateurs des foires pour s'assurer qu'elles soient les plus fidèles possibles aux opportunités d'approvisionnement et de production locales, en offrant notamment des banques de contacts de formateurs et formatrices, d'entreprises agricoles et d'organismes, ainsi que des outils de communication (charte graphique commune pour toutes les foires, la visibilité sur toutes les plateformes du réseau) produits et gérés par une chargée d'événement et communication embauchée par Cultiver Montréal.



Par le biais des campagnes médiatiques régionales pour promouvoir les événements et les acteurs, il est attendu que ces informations soient relayées à la fois par les médias traditionnels d'importance (radio, presse écrite), par les organisateurs des foires et leurs partenaires, ainsi que par les citoyens et citoyennes eux-mêmes sur les médias sociaux (Instagram, Facebook, Twitter, LinkedIn en employant le mot-clic #cultiverMTL). Le projet participera ainsi à accroître la production, la vente et la culture de semis, de semences, de terreau et de compost biologiques provenant de la grande région métropolitaine, tout en stimulant l'engagement des citoyens et citoyennes à mieux connaître les producteurs et productrices agricoles montréalais et québécois et leurs produits.

Chiffres clés des dernières éditions :

	Édition 2015	Édition 2016	Édition 2017	Édition 2018	Édition 2019
Participants et participantes	3 000 pour 13 foires	7 500 pour 13 foires	9 000 pour 12 foires	10 500 pour 12 foires	11 000 pour 14 foires
Semis et semences	3 500 semis et 1000 sachets de semences	8 000 semis et sachets de semences	9 500 semis et sachets de semences	11 000 semis et sachets de semences	11 500 semis et sachets de semences
Kiosques et conférences	NA	120 kiosques 40 ateliers horticoles pratiques et théorique	140 kiosques et 250 participants pour plus de 40 ateliers pratiques et théoriques	170 kiosques et 400 participants pour plus de 50 ateliers pratiques et théoriques	185 kiosques et 550 participants à 53 ateliers et conférences.
Ambassadeur et faits saillants	NA	Bernard Lavallée, Le nutritionniste urbain	Combinés avec les ventes de plantes de certains arrondissem-ents	Horticulteur médiatique Albert Mondor ayant participé aux capsules photos et vidéos promotion-elles	Horticulteur médiatique Albert Mondor ayant participé à des ateliers et conférence de presse sur place au festival

Éditions 2021 - 2022 - 2023



Nous sommes à un moment crucial pour le milieu de l'agriculture urbaine qui est en plein essor. En effet, de nouveaux acteurs ne cessent de germer et les citoyens et citoyennes et les nouvelles générations sont intéressées et demandent des solutions pour mieux consommer.

C'est pourquoi le devoir de Cultiver Montréal est de répondre à cet appel en déployant toujours plus d'événements éducatifs pour le grand public et fédérateurs pour les professionnels et professionnelles. Le festival profite ainsi à l'ensemble des citoyens et citoyennes, mais offre également une importante visibilité pour les nouveaux projets, les commerçants et commerçantes, les contributeurs nourriciers de la région et les organisations locales : un projet gagnant/gagnant pour toutes les parties.

Pour ce faire, au courant des trois prochaines années, il est attendu que le festival Cultiver Montréal se déploie en un minimum de 16 foires pour 2020 et, 17 foires pour 2021 et 19 foires (soit une par arrondissement) pour 2022. Nous visons ainsi rejoindre un minimum de 12 000 citoyens et citoyennes participant physiquement aux événements de Cultiver Montréal cette année pour arriver à 20 000 citoyens et citoyennes pour 2022.

Le but est de bonifier la programmation de chaque foire de sorte qu'une centaine d'ateliers pratiques sur divers aspects des systèmes alimentaires locaux outillent toujours plus de citoyens et citoyennes à adopter de meilleures pratiques de jardinage et d'achat local. Le projet permettra d'améliorer les outils de communication et de créer et fournir aux acteurs et actrices une identité visuelle commune afin d'homogénéiser le message sur toutes les plateformes de communication. Ainsi il sera possible d'asseoir la position de Cultiver Montréal en tant que référence en agriculture urbaine et en produits agroalimentaires montréalais et québécois aux yeux du grand public et des professionnels.



À long terme, Cultiver Montréal doit se déployer de manière récurrente et autonome, chaque printemps, dans toujours plus d'arrondissements et villes liées de l'agglomération de Montréal, en multipliant les partenaires et impliquant davantage les nouveaux organismes locaux.

Processus de sélection

Le financement distribué pour l'organisation des foires à Montréal résulte d'un processus

de sélection ouvert à l'ensemble des organismes montréalais œuvrant en agriculture urbaine. À la suite d'un appel de propositions fait à la fin février, un comité de sélection indépendant se charge d'évaluer les projets à partir de critères préétablis et de déterminer lesquels recevront un appui financier. Selon certaines conditions, les dossiers non retenus auront néanmoins l'opportunité de s'insérer dans la programmation et de bénéficier de la campagne de communication et de promotion autour de l'événement.

Promotion et communication

Comme pour les dernières années, Cultiver Montréal fera appel à un porte-parole du milieu, qui fera office d'ambassadeur de la communauté de professionnels. Depuis deux ans, nous avions établi un partenariat avec le célèbre horticulteur Albert Mondor qui est passé de porte-parole sur les réseaux sociaux et en vidéo (en 2018) pour être présent physiquement et faire des ateliers dans nos foires en 2019. Grâce à Albert Mondor, nous avons pu rejoindre un public beaucoup plus large que les éditions passées, notamment grâce à l'atelier fait en Facebook live depuis Cultiver Verdun afin d'ouvrir officiellement le festival. Ce moment fort a en effet été conçu comme l'événement d'ouverture des foires d'agriculture urbaine de Cultiver Montréal. Nous avons ensuite diffusé sur ce matériel sur nos réseaux sociaux et la popularité d'Albert Mondor a rapidement fait son effet. De son côté, l'horticulteur a fait la promotion de Cultiver Montréal auprès de ses différents réseaux. Il a ensuite participé à 3 foires d'agriculture urbaine (Cultiver Verdun, Cultivons Centre Sud-Ouest et Cultiver Longueuil) afin d'y tenir un atelier sur la culture des plantes comestibles en contenant. Au terme de chaque intervention, une personne participant tiré au sort pouvait repartir avec la composition confectionnée par Albert Mondor devant l'assemblée. Nous allons chercher à établir le même type de partenariats avec d'autres acteurs et actrices clés du domaine.

Identité graphique :

En 2019, le festival Cultiver Montréal a développé une identité graphique déclinée pour tous les supports de communication énumérés plus bas et nécessaires à la promotion de l'ensemble des événements inscrits dans la programmation du Festival. Les déclinaisons sont partagées à tous les organisateurs des foires afin d'homogénéiser le message et permettre un impact plus fort du mouvement auprès des citoyens et citoyennes. Le but est d'avoir une identité visuelle reconnaissable entre chaque événement. Notre objectif est de fortifier cette identité visuelle cette année.

Différents messages et moyens de communication pour les différentes cibles :

1) le réseau de Cultiver Montréal

Un appel à projets et propositions pour organiser des foires est envoyé par courriel à la fin février, ainsi qu'un appel à la participation aux foires sera fait lors des prochains Rendez-vous afin de mobiliser les acteurs et actrices des Rendez-vous de l'agriculture montréalaise

2) les médias

Les médias traditionnels seront contactés et un communiqué de presse sera transmis, impliquant un suivi serré des relations presse auprès des radios, magazines spécialisés,

quotidiens, hebdos. (Exemple de ceux contactés en 2018 : Radio-Canada, CIBL, la chaîne de Breakfast Television, La Presse et Le Devoir). Une mise à jour des relations presse sera également effectuée.

3) le grand public

Réseaux sociaux :

Les réseaux sociaux de Cultiver Montréal (Facebook, Instagram, LinkedIn) représentent un vivier d'informations pour chacune des foires, pour les citoyens et les professionnels. Le message sera adapté à chacune des plateformes. Aussi, l'échange de visibilité sera de mise pour agrandir et renforcer la communauté.
Cultiver Montréal a été très présent sur les médias sociaux grâce à sa page Facebook où environ 200 publications diverses en lien avec le festival ont paru d'avril jusqu'à début juin 2019. Avec cette nouvelle édition, la page a gagné de nombreux "j'aime" : on y voit une réussite promotionnelle et un signe de satisfaction quant à la qualité de l'événement. Page Facebook en expansion depuis le 20 février 2019, 4935 personnes aiment notre page au 4 juillet, 5 818 personnes ce qui représente une hausse de +883. Aussi, la mise en place de publications sponsorisées pour promouvoir l'ensemble des foires permettra de toucher une audience de masse tout en choisissant une cible, un lieu et une durée précise. Des vidéos promotionnelles, des photos seront publiées tout au long de la campagne de communication.

Le compte Instagram (@cultivermtl) Depuis l'année passée, 1000 personnes se sont abonnées au compte Instagram "cultivermontreal". Aujourd'hui, le compte Instagram regroupe près de 6000 personnes et le #cultivermtl accompagne de nombreuses photos depuis sa création. Plus de 5000 publications portant sur les activités montréalaises en agriculture urbaine ont circulé sur ce réseau social avec le #cultivermtl. Instagram apparaît comme un atout dans la communication des événements et des acteurs avec des photos et du contenu de qualité. Afin d'impliquer d'avantage la communauté, un jeu-concours sera mis en place sur cette plateforme. LinkedIn est un moyen de toucher les professionnels et professionnelles du milieu qui souhaiteront participer ou partager le mouvement.

Affichage

L'affichage ne sera pas la priorité par son acte moins écologique, c'est pourquoi une sélection rigoureuse de points d'affichages sera prévue afin d'éviter la propagation de papier.

Site internet

Une refonte du site internet est prévue cette année afin de faciliter la promotion des foires ainsi que tous les événements dans le milieu de l'agriculture urbaine. Nous pourrons y trouver un répertoire des acteurs principaux du milieu et un calendrier des événements en lien avec le milieu et toutes les foires, mais aussi tous les documents créés et informations compilés lors des rendez-vous.

Infolettre

Un envoi d'infolettre à la base de donnée de Cultiver Montréal sera fait avant la tenue des événements.

2 - Rendez-vous des agricultures montréalaises : *Une force centralisée d'actions collectives et mobilisatrices au sein d'un milieu en effervescence.*

Depuis une dizaine d'années et suite à la récolte de 30 000 signatures citoyennes pour déclencher la consultation publique par l'OCPM en 2010, les projets collectifs en agriculture urbaine se multiplient et de plus en plus de jardiniers souhaitent s'engager à verdir la ville. Cependant, ces personnes doivent faire face à un problème récurrent qu'est l'accès à l'espace. Au travers une brève recension des pratiques actuelles, le réseau Cultiver Montréal s'est penché sur les initiatives d'appropriation de l'espace public à des fins de verdissement et d'agriculture urbaine. De là sont nés "Les Rendez-vous", un moyen de présenter des partenariats et des outils qui ont permis à ces projets de voir le jour et de s'ancrer dans leurs quartiers, ainsi qu'un partage des enseignements des acteurs et actrices impliqués dans les projets. L'objectif de ces événements est de répondre aux enjeux actuels de façon collaborative, proactive et innovante, en établissant un ordre du jour en corrélation avec les priorités régionales énoncées.

En effet, depuis 2016 les Rendez-vous des agricultures montréalaises sont un espace de consultation et collaboration des acteurs et actrices du milieu, ainsi qu'une série de formations spécialisées et d'échanges d'expertises en agriculture urbaine offertes par Cultiver Montréal en partenariat avec le Jardin Botanique de Montréal. Ces événements sont des lieux de convergence et de rencontre pour les professionnels et professionnelles en agriculture urbaine, les fermiers et fermières de la métropole, organismes et entreprises d'économie sociale, consultants, consultantes et représentants de projets citoyens ainsi que les jardiniers et jardinières chevronnés ayant pour objectif de répondre aux enjeux actuels de façon collaborative, proactive et innovante. Dans un secteur émergeant, où s'accroissent et se diversifient les projets comme les intervenants et intervenantes, le partage d'expertises et le réseautage sont essentiels pour consolider, soutenir et accélérer les innovations dans le milieu.

Les Rendez-vous sont un lieu incontournable de rassemblement, alliant réseautage et formation, façonné par et pour les intervenants et intervenantes agricoles montréalais. Ils permettent de maintenir un réseau dynamique en tenant à jour une base de données sur les nouveaux acteurs et actrices en agriculture urbaine et d'assurer des collaborations entre les intervenants et intervenantes et les spécialistes du domaine grâce à différents volets :

- Séminaires : Formations spécialisées offertes par un ou deux experts ou expertes nationaux ou internationaux dans le domaine. Exemple de thèmes abordé : "Bien planifier et optimiser sa production alimentaire urbaine".
- Échanges des meilleures pratiques : Deux ou trois spécialistes locaux sont invités à partager leur expertise sur le sujet de la formation. Lors des Rendez-vous, les participants et participantes ont notamment pu apprendre à faire l'évaluation des retombées de leurs activités d'agriculture urbaine.
- Mise en commun des connaissances et des ressources afin de mettre en place des plans d'action concertés : En juin 2017, le plan d'action suivant a été produit : De la vision à l'action : Plan de développement concerté de l'agriculture urbaine commerciale dans l'agglomération de Montréal.
- Discussions animées afin de mieux cerner les techniques qui s'appliquent aux projets

locaux, les maillages possibles, la nécessité pour la mise en place de plan d'action de la ville, l'identification et l'atteinte d'objectifs municipaux, etc. Ce volet permet d'assurer une cohérence dans les actions tout en évitant le dédoublement des initiatives pour d'avantage mutualiser les efforts.

- Production de diagnostics et de recommandations pour la prise de décision régionale éclairée.



En 2018, les Rendez-vous des agricultures montréalaises prenaient forme par l'organisation de rendez-vous sur une journée, entre jardiniers et jardinières urbains, de 15 ateliers et conférences, d'une série d'ateliers pratiques avec plus de 85 personnes présentes ou encore de formations spécialisées pour animateurs et animatrices horticoles. Trois rendez-vous des agricultures urbaines sur trois journées comptabilisant en moyenne 150 personnes participantes. De plus, un rendez-vous des fonctionnaires sur une demi-journée a accueilli 38 personnes. Les participants et participantes sont des entrepreneurs et intervenants communautaires tels que le réseau élargi du local au régional, des petites ou grandes institutions régionales (MAPAQ, UPA, CRAAQ, FIHOQ). Cette année-là, les retombées notables ont été le plan d'agriculture urbaine commerciale, la coordination de visites entre spécialistes et des retombées concrètes sur les projets terrains. Prochainement sur le site internet de Cultiver Montréal ces documents seront ouverts à la consultation.

En 2019, le Rendez-vous des agricultures montréalaises de juillet s'est produit au centre de la biodiversité de l'Espace pour la vie et avait pour but de faire un retour sur nos derniers événements dont la fête des semences et la création de Cultiver Montréal sous un OBNL Cette rencontre à permit aussi à une trentaine d'acteurs et actrices de l'agriculture urbaine de participer au développement de la planification stratégique du CSAM et le plan d'action 2020-2022. Il y avait aussi plusieurs représentants et représentantes du CSAL sur place tel que Tim Murphy, Sanou Issiaka, Paul Racette Dorion, Éric Duchemin, Annie Lamalice, Charles-André Major et Mohammed Boudache (GT empreinte écologique). Puis, pour le 13e Rendez-vous ce fût l'occasion de rassembler une quarantaine de membres de Cultiver Montréal pour faire un retour sur les avancées de l'agriculture urbaine, les projets de Cultiver Montréal en 2020 et faire l'assemblée générale de fondation de l'OBNL Cultiver Montréal. Nous avons donc maintenant officiellement des règlements généraux officiels et un conseil d'administration plus motivé que jamais. La vision et la mission de Cultiver Montréal a aussi été appuyé par nos membres lors de cette réunion. Nous avons aussi abordé plusieurs réflexions stratégiques régionales en agriculture urbaine.

Éditions 2021, 2022, 2023

Pour les années à venir, l'ambition des Rendez-vous grandira avec celle des acteurs et actrices pour offrir toujours plus d'outils et de moyens de travailler au service de la communauté, tout en collaborant avec le réseau d'experts cet en faisant le lien avec les instances décisionnelles et municipales. L'objectif est d'avoir toujours plus de participants et participantes à chaque année. Nous sommes actuellement entrain d'établir un partenariat avec l'Espace pour la vie pour créer un rendez-vous des jardiniers amateurs en 2020-2021.

Grâce à votre appui, le futur des Rendez-vous à chaque année c'est un minimum de :

- Deux rendez-vous d'une journée de l'agriculture montréalaise avec des conférences et des animations
- Un rendez-vous des jardiniers urbains
- Une formation en animation horticole de trois jours
- La co-création d'un plan d'action ou suivi de la mise en œuvre en collaboration avec la ville de Montréal
- La mise à jour d'un répertoire des acteurs et actrices actifs et des nouveaux dans le milieu de l'agriculture urbaine
- La collaboration étroite en planification régionale : C-SAM, MAPAQ, UPA, etc.
- Soutien à la coordination de deux rencontres avec les responsables de l'agriculture urbaine à la ville pour mieux coordonner les efforts en développement de l'agriculture urbaine. Rédaction de diagnostics et de recommandations en conséquence.

Les Rendez-vous entrent dans le plan de communication global de Cultiver Montréal et auront une rubrique attitrée sur le site internet https://www.cultivermontreal.ca. Le contenu permettra de faire perdurer les messages et expériences recueillies lors de ces rencontres afin d'animer la communauté en ligne de jardiniers et jardinières montréalais toute l'année. Aussi, dès le printemps 2020, un calendrier des événements organisés par et pour des acteurs et actrices de l'agriculture urbaine sera disponible et mis à jour ainsi qu'un répertoire reprenant la base de données des acteurs et actrices actifs et nouveaux dans le milieu. La sensibilisation du milieu professionnel se fera également par le biais de 4 infolettres par année, l'animation des pages Facebook, Instagram et LinkedIn avec des messages les touchant directement.

Contributions de Cultiver Montréal

Cultiver Montréal s'engage à valoriser le soutien de la Ville de Montréal dans ce projet, à partir des moyens suivants :

- Apposition du logo-type de la Ville de Montréal sur le site Internet de Cultiver Montréal et sur toutes les publications promotionnelles (déclinaison des visuels, invitations, affiches, etc.).
- Reconnaissance du soutien financier de la Ville de Montréal dans les communications auprès des médias, ainsi que dans les publications promotionnelles, mais aussi auprès du réseau.
- Invitation des représentants et représentantes de la Ville de Montréal à participer aux foires organisées dans les différents arrondissements.
- Remerciements à la Ville de Montréal lors de l'allocution d'ouverture de l'événement.

Rayonnement de la Ville de Montréal

En encourageant Cultiver Montréal, la Ville de Montréal renforce sa visibilité auprès des citoyens et citoyennes consommatrices du plus important centre urbain du Québec. Ainsi, la Ville de Montréal prend activement part à un mouvement qui stimule l'économie agricole et les saines habitudes de vie des quartiers, valorise les initiatives locales en agriculture et encourage la participation citoyenne pour favoriser le développement de circuits de distribution courts et d'un tissu économique local fort.

Le don ou la commandite de la Ville de Montréal servira à financer les activités de gestion et de communication de Cultiver Montréal afin d'assurer la pérennité et l'autonomie de l'initiative à long terme. Le montant de 81 000$ pour le festival et de 54 000$ pour les Rendez-vous sur 3 ans permettra d'assumer une partie du salaire de la chargée d'événement et communication. L'autre partie du montant sera utilisé pour la promotion des communications auprès des médias, des réseaux sociaux et du grand public (communiqué de presse, lancement des foires, publications sponsorisées sur Facebook, Instagram, concours de photos, etc.) ainsi que pour la conception et la mise à jour des outils de promotion (site Internet, affiches, fanions, etc.)



Retombées pour la Ville de Montréal

Outre l'efficacité de l'agriculture urbaine pour atteindre les objectifs que l'arrondissement s'est fixé en termes de verdissement, de réduction des îlots de chaleur et de développement durable, le soutien par la Ville de Montréal de l'industrie de **l'agriculture urbaine a de multiples répercussions positives sur un ensemble de facteurs qui contribuent au développement social, environnemental et communautaire des quartiers.**

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Production d'aliments frais, santé, locaux, souvent biologique et culturellement appropriés pour et par les citoyens et les citoyennes ;
- Développement et apprentissage de compétences culinaires afin de préparer et utiliser adéquatement des produits frais et santé.

ENVIRONNEMENT

- Augmentation de la biodiversité en milieu urbain et meilleur drainage des eaux de pluie et des eaux de ruissellement ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre causé par le transport des aliments grâce au développement d'un système alimentaire local et à la sensibilisation à l'alimentation saisonnière ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre et la réduction des îlots de chaleurs par un verdissement des espaces en bétonnés ;
- Éducation citoyenne quant à certaines pratiques agricoles actuelles ayant des répercussions néfastes sur l'environnement ;
- Création d'habitats favorables aux pollinisateurs et autres insectes bénéfiques.

SANTÉ

- Promotion de la pratique d'activité physique et sensibilisation citoyenne à l'adoption de saines habitudes de vies ;
- Réduction du stress, amélioration de la santé émotionnelle, stimulation cognitive, sentiment de fierté et d'accomplissement.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

- Projet mobilisateur pour la communauté et opportunité de faire rayonner le quartier ;
- Réduction de l'isolement social pour plusieurs personnes vulnérables tout en favorisant les rencontres, les échanges, la collaboration et le développement communautaire ;
- Favorise l'intégration des nouveaux arrivants parce que l'agriculture urbaine est une pratique courante dans plusieurs pays du monde) ;
- Transformation de terrains vagues en espaces productifs entraînant une revitalisation concertée de secteurs défavorisés ;
- Embellissement des quartiers favorisant un sentiment d'appartenance.

ÉCONOMIE

- Augmentation de la valeur foncière de résidences situées près de jardins communautaires ;
- Création d'emplois dans un domaine économique en pleine émergence et acquisition de compétences pour les petits et moyens entrepreneurs ;
- Création de marchés de proximité pour la mise en valeurs de produits cultivés et transformés localement,
- Sensibilisation les consommateurs à l'achat local et soutenir les fermiers et fermières péri-urbains et producteurs et productrices québécois.

Équipe du projet

Depuis novembre 2018, Cultiver Montréal est devenu une entité propre sous forme d'OBNL. Cultiver Montréal soutient, défend et promeut les acteurs et actrices en agriculture urbaine de la région métropolitaine militant en faveur des agricultures de proximité respectueuses de leur environnement. Concrètement, Cultiver Montréal coordonne des évènements de promotion et de mise en valeur de l'agriculture périurbaine et urbaine, tels que la Fête des semences de Montréal, les Rendez-vous des agricultures montréalaises, les foires Cultiver Montréal, entre autres. En février 2019, une employée contractuelle a été embauchée afin de coordonner les futures foires et appliquer une nouvelle stratégie de communication pour l'ensemble du réseau et pour les événements. Nous sommes actuellement en processus d'embauche pour la coordination du prochain Festival Cultiver Montréal 2020 qui sera un contrat de mars à juillet.

Conseil d'administration de Cultiver Montréal :

Gaëlle Janvier : Forte d'un profil multidisciplinaire, des études en design, en urbanisme et en gestion de projets internationaux en plus d'une expérience pratique en consultation publique, Gaëlle Janvier a contribué activement au développement du programme « Nourrir la citoyenneté ». Ses efforts ont été tournés vers la promotion de la participation citoyenne dans le développement de systèmes alimentaires territorialisés. Elle a coordonné et participé à des projets de planification alimentaire dans divers pays africains et latino-américains en plus de s'impliquer d'appuyer le mouvement d'agriculture urbaine à Montréal. Gaëlle Janvier est cofondatrice de LandeMTL et ambassadrice du Restaurant Day à Montréal. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'urbanisme alimentaire et les processus participatifs citoyens innovants.

Michel Lambert : Co-fondateur d'Alternatives, et actuel co-président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Michel Lambert est convaincu de l'importance de regrouper les groupes et organisations de la société civile, ici et ailleurs pour promouvoir les principes démocratiques, l'égalité et l'équité pour tous. Il a tour à tour développé plusieurs des programmes de solidarité internationale d'Alternatives en plus de lancer et animer de multiples campagnes de justice sociale au Québec et au Canada.

Guillaume Vallée-Rémillard : Impliqué dans le milieu de l'agriculture à Montréal depuis 2013, Guillaume œuvre d'abord dans le milieu communautaire ou il se familiarise avec les enjeux d'accès alimentaire et aux impacts positifs d'un angle plus social du milieu. Puis c'est la fibre entrepreneuriale qui l'emporte et il se lance dans la production maraîchère à l'île Bizard quelques années pour ensuite retourner dans des postes de gestion de programme plus stable. Maintenant Guillaume travaille au GRAME à Lachine dans un poste de coordination et de développement en verdissement.

Marie-Anne Viau : Depuis son premier jardin collectif, il y a 10 ans maintenant, Marie-Anne est tombée en amour avec l'agriculture urbaine pour sa multidisciplinarité et comme moyen de se reconnecter à la terre en pleine ville. Biologiste de formation, elle gère le programme d'agriculture urbaine de Santropol Roulant depuis 2 ans. Elle est aussi très active dans l'apiculture urbaine depuis 2012. Elle veut continuer de faire pousser de magnifiques agro-écosystèmes en épandant des semences d'idées un peu partout grâce à ce puissant

outil qu'est l'éducation populaire !

Sara Maranda-Gauvin : Après un baccalauréat en développement international et études culturelles de l'Université McGill, Sara a travaillé dans le milieu du logement communautaire à Rosemont. En 2014, ses intérêts pour la pédagogie, l'environnement et l'alimentation locale l'ont amenée à suivre la formation de « potager de cours d'école » avec la City Farm School. Depuis, elle a animé des ateliers dans les écoles avec le programme Ça Pousse! et y a développé un programme de jardinage éducatif pour les CPE. En 2016 elle a co-fondé l'organisme On sème qui vise à encourager et faciliter le développement de l'agriculture urbaine et d'un système agroalimentaire local durable tout en valorisant le travail des producteurs et créateurs locaux. Sara se passionne maintenant à co-développer la programmation des Projets éphémères du campus MIL de l'Université de Montréal, entre autres, par la mise sur pied de l'Université d'été en agriculture urbaine.

Laura Charpentier : À l'issue d'études internationales en gestion et entrepreneuriat, Laura décide de s'installer à Montréal afin d'évoluer dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. En 2015, en parallèle de son emploi dans le domaine de la gestion des matières résiduelles chez Compost Montréal, elle enrichit ses connaissances en « Apiculture urbaine, horticulture mellifère et éco-citoyenneté » grâce à un cours de 6 mois mis sur pied par la Coopérative Miel Montréal. Cette formation lui permet d'acquérir une solide compréhension de la situation de l'apiculture en ville, ainsi que de la préservation de la biodiversité urbaine, ce qui renforce son envie de s'engager avec la Coop. Cela se concrétise en avril 2016 lorsqu'elle rejoint Miel Montréal et devient par la suite directrice générale de l'organisme.

Évelyne Boissonneault : Issue du milieu rural, Evelyne a été amenée à découvrir un mode de vie visant l'autarcie et l'autonomie alimentaire. Productions maraîchères, apiculture, verger, compostage et diversification des méthodes de conservation des aliments pour une accessibilité alimentaire sur douze mois ; voici ce qu'elle a pu expérimenter dès son plus jeune âge. Teintée de son expérience personnelle et des fortes valeurs de justice sociale et environnementale, elle cumule des expériences professionnelles en coordination de projet et en animation/intervention dans les domaines de l'agriculture urbaine et de la sécurité alimentaire. En mettant en place l'approche d'éducation populaire, elle accompagne employé.es et citoyen.nes dans leur apprentissage du jardinage, tout en favorisant l'inclusion et l'autonomie des personnes. Evelyne est titulaire d'une maîtrise en sciences de l'environnement.

Trevor Manning : Père, entrepreneur, homme d'affaires, paysagiste, fermier urbain. Provenant d'une famille de plus de 6 générations montréalaises, ces racines sont fortement locales. Co-propriétaire de Semis Urbains, on peut le retrouver soit à travers les rues de Montréal dans son pick-up, en rôle de « urban cowboy » en train de pelleter de la terre à Verdun aux serres du Grand Potager ou nager dans le fleuve Saint-Laurent après une longue journée de travail sous le soleil.

Camille Huot : Directrice adjointe chez AU/LAB, titulaire d'un baccalauréat en communication et d'une maîtrise en gestion de projet. Son expérience de formatrice agricole au Honduras il y a quelques années lui a fait constater la fragilité des écosystèmes et l'importance des pratiques agricoles durables. Depuis, sa curiosité débordante pour

l'agriculture et les pratiques durables l'a amené à vivre diverses expériences internationales afin d'apprendre davantage sur les fermes verticales, l'économie circulaire, la biodynamie, l'agriculture de précision, etc. Elle cumule des expériences professionnelles variées telles que chargée de projet, formatrice, gestionnaire de communautés, etc. En plus d'avoir siégé pendant quelques années comme Vice-Présidente d'une Fondation supportant deux organismes. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'économie circulaire, l'agriculture comme moteur d'inclusion sociale et à l'intégration des technologies dans la chaîne alimentaire.

François Handfield : Vice-Président, représentant de la Fédération régionale Outaouais-Laurentide de l'UPA. Fondateur et propriétaire de la ferme aux petits oignons. Administrateur au sein de la CAPÉ. Tout nouveau au sein du conseil d'administration de Cultiver Montréal. Plus d'informations à venir.

Plus que des événements, un levier d'action !

Pour conclure, à l'amorce de la saison horticole, le mois de mai est le mois de l'agriculture urbaine. Les Foires Cultiver Montréal invitent les professionnels et professionnelles et les citoyens et citoyennes à prendre part au mouvement d'agriculture dans leur ville : en mai, c'est le temps de semer et d'apprendre où s'approvisionner. Il s'agit d'une belle occasion pour se procurer des produits de jardinage, prendre connaissance des ressources agricoles et alimentaires disponibles dans son arrondissement, rencontrer des producteurs et productrices locaux et recevoir une assistance utile au démarrage et à l'entretien du jardin grâce aux formations sur l'agriculture urbaine et aux activités d'animation. C'est aussi autour de cette période que débutent les marchés saisonniers et la distribution de paniers biologiques, et que se bonifie l'offre en aliments frais et locaux dans les épiceries et marchés de l'arrondissement.

Ainsi, ces foires printanières sont des vitrines d'éducation qui font la promotion d'une agriculture urbaine et d'une alimentation locale, et contribuent à faire rayonner les producteurs, productrices et transformateurs d'ici. Cultiver Montréal établit un répertoire annuel des organisations et des entreprises montréalaises qui démontrent un intérêt pour la vente ou la promotion de leurs produits au sein de ces foires. Ce répertoire bioalimentaire est ensuite envoyé aux foires locales afin que ces commerçants complètent leurs offres. Il s'agit aussi d'une belle façon pour développer des partenariats sur diverses échelles territoriales. Ce répertoire permet surtout aux organisateurs et organisatrices d'augmenter la participation d'acteurs et actrices régionaux.

Cultiver Montréal

3720, avenue du Parc, bureau 222

Montréal (Québec) H2X 2J1

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Festivals d'agriculture urbaine et Rendez-vous des agricultures montréalaises — 2021 - 2023

Montréal, 07 avril 2020

Objet : Demande de financement et de partenariat pour le festival Cultiver Montréal et les Rendez-vous des agricultures montréalaises

Contexte

En 2011, 25 082 signatures de résidents montréalais appuyant la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal signalait un intérêt fort pour la question. Suite à cela, en 2013, la Ville de Montréal a rendu publique les résultats d'un sondage démontrant que 42 % de la population de l'île de Montréal s'intéressent et pratiquent de plusieurs façons l'agriculture urbaine.

En effet, la Ville de Montréal foisonne d'initiatives contribuant à transformer l'espace urbain en paysage vert et comestible. Citoyens et citoyennes, organismes communautaires et entreprises participent à ce mouvement et font preuve d'une grande créativité, en offrant une place toujours plus grande aux pratiques agricoles dans leur milieu et leurs activités : récolte coordonnée de fruits urbains, aménagements comestibles dans l'espace public, installation de jardins et de ruches sur les toits, conception de serres urbaines et de poulaillers pédagogiques, culture de champignons et de houblon, aquaponie, aéroponie, etc.

Plusieurs moments clefs ont permis une coordination importante entre nombres d'acteurs en agriculture urbaine qui se sont réunis sous plusieurs appellations, dont le « Chantier des agricultures montréalaises », afin d'identifier et de répondre à de nombreux enjeux :

- Un manque de critères définis et d'un cadre pour soumettre et faire approuver des projets d'envergure variée d'organismes, d'entreprises et de citoyens en d'agriculture urbaine a été soulevé.
- Un manque d'infrastructures pour favoriser le déploiement des projets (accès à l'eau, aux terrains, à l'expertise municipale)
- Un manque de rayonnement du processus établi par l'arrondissement (place statutaire pour l'agriculture urbaine dans les communications)

Des rencontres de réflexions stratégiques ; Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU), Rendez-vous des agricultures montréalaises ont permis de conclure à la nécessité de consolider le réseau. C'est ainsi qu'Alternatives fut le porteur jusqu'en 2018 de deux types de projets permettant de répondre aux enjeux du grand public afin de démocratiser l'agriculture urbaine pour et par les citoyens et citoyennes avec le festival Cultiver Montréal et ceux s'adressant aux professionnels du milieu afin de les fédérer : les Rendez-vous des agricultures montréalaises. Ils répondent aux besoins grandissants de rassembler et fédérer les professionnels tout en informant la population montréalaise des nouvelles pratiques et

techniques agricoles, les différentes ressources bioalimentaires disponibles dans les arrondissements et les fournisseurs locaux de produits ou de services dans le domaine. Les Rendez-vous des agricultures montréalaises sont nés de besoins exprimés par les parties prenantes de l'agriculture urbaine de Montréal et via les recommandations issues de la consultation de l'OCPM en 2010. Ce sont des besoins en matière de réseautage parmi les acteurs de l'agriculture urbaine et des besoins en formations spécialisées qui constituent également des opportunités de partager des expertises spécifiques au domaine de l'agriculture urbaine et périurbaine. En 2017, Alternatives recevait le prix Novae de l'entreprise citoyenne pour le travail de sensibilisation et de mobilisation réalisé avec Cultiver Montréal.

Fin 2018, devant la difficulté de maintenir un nécessaire momentum avec les institutions publiques (municipales, provinciales) pour assurer le suivi des recommandations et des priorités d'action identifiées par les acteurs, de même qu'à assurer un financement régulier des initiatives du Chantier, Alternatives a proposé la création d'une nouvelle organisation appelée Cultiver Montréal.

Aujourd'hui, Cultiver Montréal est un réseau multisectoriel regroupant de nombreux organismes visant à soutenir, représenter et promouvoir les acteurs et actrices en agriculture urbaine de la région métropolitaine, militant en faveur des agricultures de proximité respectueuses de leur environnement. Pour les acteurs et actrices en alimentation, Cultiver Montréal est ainsi une référence et un lieu de collaboration unique qui fait naître des partenariats entre organismes, institutions et entreprises de divers secteurs pour mieux répondre aux besoins des Montréalais et Montréalaises (jardiner, apprendre, socialiser, etc.).

Selon les résultats du sondage pour les acteurs et actrices en agriculture urbaine concernant le choix des projets à soumettre au Conseil-SAM pour financement 2017-2019, Cultiver Montréal comme organisation structurante et les Rendez-vous des agricultures montréalaises ont été choisis comme projets prioritaires à intégrer à un plan d'action et à financer par le Conseil-SAM.

Dans le but d'assurer la tenue de ces événements et de garantir leurs portées au courant des trois prochaines années, Cultiver Montréal sollicite un soutien financier pour les années 2021, 2022 et 2023 auprès de la Ville de Montréal à raison d'un total de 81 000$ pour le festival Cultiver Montréal et de 54 000$ pour les Rendez-vous. Cet appui sera reconnu dans l'ensemble des communications et des publications autour des événements, gérés par une chargée d'événement et communication recrutée par Cultiver Montréal. La Ville de Montréal profitera ainsi d'une importante visibilité au cœur des quartiers montréalais. Il s'agit d'une occasion unique de témoigner de son engagement envers les pratiques agricoles et les produits des agriculteurs et agricultrices québécoises, en rejoignant le bassin des consommateurs montréalais.

Au-delà de cette contribution, nous serions particulièrement intéressés à établir un partenariat permettant de soutenir le développement des Rendez-vous des agricultures montréalaises et de ces foires agricoles uniques en leur genre, afin d'assurer une visibilité maximale et constante des producteurs agricoles de la région métropolitaine. Nous sommes à votre disposition pour discuter des modalités que pourrait prendre ce type de partenariat et répondre à toutes questions concernant ces deux projets : le festival Cultiver Montréal et les

Rendez-vous.

Les projets

C'est avec le festival Cultiver Montréal et les Rendez-vous des agricultures urbaines que Cultiver Montréal répond aux enjeux des agricultures urbaines en 2021.

1 - Festival Cultiver Montréal : *Le mode d'emploi d'une écocitoyenneté active et responsable*



Depuis 2015, le réseau coordonne le festival Cultiver Montréal ayant pour but de sensibiliser les citoyens et citoyennes aux pratiques agricoles et aux choix alimentaires qui stimulent l'essor de systèmes alimentaires de proximité. Ces foires commerciales de quartier, organisées au mois de mai par des organismes partenaires, invitent l'ensemble des résidents et résidentes de la ville à s'approvisionner en matériaux de jardinage (semences, semis, terreau, compost, jardinières, mycélium, etc.), à découvrir les initiatives et des produits agroalimentaires montréalaises et québécoises, à rencontrer des spécialistes, ainsi qu'à participer à des ateliers pratiques et à des animations diversifiées et ludiques (musique, maquillage, etc.). Ces foires offrent aux consommateurs et consommatrices, au moment le plus crucial de l'année, tous les outils pour apprendre à cultiver, à manger et à acheter localement. Tout en faisant valoir les innovations du secteur bioalimentaire régional, ils proposent aussi aux collectivités un soutien technique en matière d'horticulture. Le festival génère aussi de multiples retombées pour les agriculteurs et agricultrices locaux qui se rassemblent.



Le réseau offre un soutien aux organisateurs des foires pour s'assurer qu'elles soient les plus fidèles possibles aux opportunités d'approvisionnement et de production locales, en offrant notamment des banques de contacts de formateurs et formatrices, d'entreprises agricoles et d'organismes, ainsi que des outils de communication (charte graphique commune pour toutes les foires, la visibilité sur toutes les plateformes du réseau) produits et gérés par une chargée d'événement et communication embauchée par Cultiver Montréal.



Par le biais des campagnes médiatiques régionales pour promouvoir les événements et les acteurs, il est attendu que ces informations soient relayées à la fois par les médias traditionnels d'importance (radio, presse écrite), par les organisateurs des foires et leurs partenaires, ainsi que par les citoyens et citoyennes eux-mêmes sur les médias sociaux (Instagram, Facebook, Twitter, LinkedIn en employant le mot-clic #cultiverMTL). Le projet participera ainsi à accroître la production, la vente et la culture de semis, de semences, de terreau et de compost biologiques provenant de la grande région métropolitaine, tout en stimulant l'engagement des citoyens et citoyennes à mieux connaître les producteurs et productrices agricoles montréalais et québécois et leurs produits.

Chiffres clés des dernières éditions :

	Édition 2015	Édition 2016	Édition 2017	Édition 2018	Édition 2019
Participants et participantes	3 000 pour 13 foires	7 500 pour 13 foires	9 000 pour 12 foires	10 500 pour 12 foires	11 000 pour 14 foires
Semis et semences	3 500 semis et 1000 sachets de semences	8 000 semis et sachets de semences	9 500 semis et sachets de semences	11 000 semis et sachets de semences	11 500 semis et sachets de semences
Kiosques et conférences	NA	120 kiosques 40 ateliers horticoles pratiques et théorique	140 kiosques et 250 participants pour plus de 40 ateliers pratiques et théoriques	170 kiosques et 400 participants pour plus de 50 ateliers pratiques et théoriques	185 kiosques et 550 participants à 53 ateliers et conférences.
Ambassadeur et faits saillants	NA	Bernard Lavallée, Le nutritionniste urbain	Combinés avec les ventes de plantes de certains arrondissem-ents	Horticulteur médiatique Albert Mondor ayant participé aux capsules photos et vidéos promotion-elles	Horticulteur médiatique Albert Mondor ayant participé à des ateliers et conférence de presse sur place au festival

Éditions 2021 - 2022 - 2023



Nous sommes à un moment crucial pour le milieu de l'agriculture urbaine qui est en plein essor. En effet, de nouveaux acteurs ne cessent de germer et les citoyens et citoyennes et les nouvelles générations sont intéressées et demandent des solutions pour mieux consommer.

C'est pourquoi le devoir de Cultiver Montréal est de répondre à cet appel en déployant toujours plus d'événements éducatifs pour le grand public et fédérateurs pour les professionnels et professionnelles. Le festival profite ainsi à l'ensemble des citoyens et citoyennes, mais offre également une importante visibilité pour les nouveaux projets, les commerçants et commerçantes, les contributeurs nourriciers de la région et les organisations locales : un projet gagnant/gagnant pour toutes les parties.

Pour ce faire, au courant des trois prochaines années, il est attendu que le festival Cultiver Montréal se déploie en un minimum de 16 foires pour 2020 et, 17 foires pour 2021 et 19 foires (soit une par arrondissement) pour 2022. Nous visons ainsi rejoindre un minimum de 12 000 citoyens et citoyennes participant physiquement aux événements de Cultiver Montréal cette année pour arriver à 20 000 citoyens et citoyennes pour 2022.

Le but est de bonifier la programmation de chaque foire de sorte qu'une centaine d'ateliers pratiques sur divers aspects des systèmes alimentaires locaux outillent toujours plus de citoyens et citoyennes à adopter de meilleures pratiques de jardinage et d'achat local. Le projet permettra d'améliorer les outils de communication et de créer et fournir aux acteurs et actrices une identité visuelle commune afin d'homogénéiser le message sur toutes les plateformes de communication. Ainsi il sera possible d'asseoir la position de Cultiver Montréal en tant que référence en agriculture urbaine et en produits agroalimentaires montréalais et québécois aux yeux du grand public et des professionnels.



À long terme, Cultiver Montréal doit se déployer de manière récurrente et autonome, chaque printemps, dans toujours plus d'arrondissements et villes liées de l'agglomération de Montréal, en multipliant les partenaires et impliquant davantage les nouveaux organismes locaux.

Processus de sélection

Le financement distribué pour l'organisation des foires à Montréal résulte d'un processus

de sélection ouvert à l'ensemble des organismes montréalais œuvrant en agriculture urbaine. À la suite d'un appel de propositions fait à la fin février, un comité de sélection indépendant se charge d'évaluer les projets à partir de critères préétablis et de déterminer lesquels recevront un appui financier. Selon certaines conditions, les dossiers non retenus auront néanmoins l'opportunité de s'insérer dans la programmation et de bénéficier de la campagne de communication et de promotion autour de l'événement.

Promotion et communication

Comme pour les dernières années, Cultiver Montréal fera appel à un porte-parole du milieu, qui fera office d'ambassadeur de la communauté de professionnels. Depuis deux ans, nous avions établi un partenariat avec le célèbre horticulteur Albert Mondor qui est passé de porte-parole sur les réseaux sociaux et en vidéo (en 2018) pour être présent physiquement et faire des ateliers dans nos foires en 2019. Grâce à Albert Mondor, nous avons pu rejoindre un public beaucoup plus large que les éditions passées, notamment grâce à l'atelier fait en Facebook live depuis Cultiver Verdun afin d'ouvrir officiellement le festival. Ce moment fort a en effet été conçu comme l'événement d'ouverture des foires d'agriculture urbaine de Cultiver Montréal. Nous avons ensuite diffusé sur ce matériel sur nos réseaux sociaux et la popularité d'Albert Mondor a rapidement fait son effet. De son côté, l'horticulteur a fait la promotion de Cultiver Montréal auprès de ses différents réseaux. Il a ensuite participé à 3 foires d'agriculture urbaine (Cultiver Verdun, Cultivons Centre Sud-Ouest et Cultiver Longueuil) afin d'y tenir un atelier sur la culture des plantes comestibles en contenant. Au terme de chaque intervention, une personne participant tiré au sort pouvait repartir avec la composition confectionnée par Albert Mondor devant l'assemblée. Nous allons chercher à établir le même type de partenariats avec d'autres acteurs et actrices clés du domaine.

Identité graphique :

En 2019, le festival Cultiver Montréal a développé une identité graphique déclinée pour tous les supports de communication énumérés plus bas et nécessaires à la promotion de l'ensemble des événements inscrits dans la programmation du Festival. Les déclinaisons sont partagées à tous les organisateurs des foires afin d'homogénéiser le message et permettre un impact plus fort du mouvement auprès des citoyens et citoyennes. Le but est d'avoir une identité visuelle reconnaissable entre chaque événement. Notre objectif est de fortifier cette identité visuelle cette année.

Différents messages et moyens de communication pour les différentes cibles :

1) le réseau de Cultiver Montréal

Un appel à projets et propositions pour organiser des foires est envoyé par courriel à la fin février, ainsi qu'un appel à la participation aux foires sera fait lors des prochains Rendez-vous afin de mobiliser les acteurs et actrices des Rendez-vous de l'agriculture montréalaise

2) les médias

Les médias traditionnels seront contactés et un communiqué de presse sera transmis, impliquant un suivi serré des relations presse auprès des radios, magazines spécialisés,

quotidiens, hebdos. (Exemple de ceux contactés en 2018 : Radio-Canada, CIBL, la chaîne de Breakfast Television, La Presse et Le Devoir). Une mise à jour des relations presse sera également effectuée.

3) le grand public

Réseaux sociaux :

Les réseaux sociaux de Cultiver Montréal (Facebook, Instagram, LinkedIn) représentent un vivier d'informations pour chacune des foires, pour les citoyens et les professionnels. Le message sera adapté à chacune des plateformes. Aussi, l'échange de visibilité sera de mise pour agrandir et renforcer la communauté.
Cultiver Montréal a été très présent sur les médias sociaux grâce à sa page Facebook où environ 200 publications diverses en lien avec le festival ont paru d'avril jusqu'à début juin 2019. Avec cette nouvelle édition, la page a gagné de nombreux "j'aime" : on y voit une réussite promotionnelle et un signe de satisfaction quant à la qualité de l'événement. Page Facebook en expansion depuis le 20 février 2019, 4935 personnes aiment notre page au 4 juillet, 5 818 personnes ce qui représente une hausse de +883. Aussi, la mise en place de publications sponsorisées pour promouvoir l'ensemble des foires permettra de toucher une audience de masse tout en choisissant une cible, un lieu et une durée précise. Des vidéos promotionnelles, des photos seront publiées tout au long de la campagne de communication.

Le compte Instagram (@cultivermtl) Depuis l'année passée, 1000 personnes se sont abonnées au compte Instagram "cultivermontreal". Aujourd'hui, le compte Instagram regroupe près de 6000 personnes et le #cultivermtl accompagne de nombreuses photos depuis sa création. Plus de 5000 publications portant sur les activités montréalaises en agriculture urbaine ont circulé sur ce réseau social avec le #cultivermtl. Instagram apparaît comme un atout dans la communication des événements et des acteurs avec des photos et du contenu de qualité. Afin d'impliquer d'avantage la communauté, un jeu-concours sera mis en place sur cette plateforme. LinkedIn est un moyen de toucher les professionnels et professionnelles du milieu qui souhaiteront participer ou partager le mouvement.

Affichage

L'affichage ne sera pas la priorité par son acte moins écologique, c'est pourquoi une sélection rigoureuse de points d'affichages sera prévue afin d'éviter la propagation de papier.

Site internet

Une refonte du site internet est prévue cette année afin de faciliter la promotion des foires ainsi que tous les événements dans le milieu de l'agriculture urbaine. Nous pourrons y trouver un répertoire des acteurs principaux du milieu et un calendrier des événements en lien avec le milieu et toutes les foires, mais aussi tous les documents créés et informations compilés lors des rendez-vous.

Infolettre

Un envoi d'infolettre à la base de donnée de Cultiver Montréal sera fait avant la tenue des événements.

2 - Rendez-vous des agricultures montréalaises : *Une force centralisée d'actions collectives et mobilisatrices au sein d'un milieu en effervescence.*

Depuis une dizaine d'années et suite à la récolte de 30 000 signatures citoyennes pour déclencher la consultation publique par l'OCPM en 2010, les projets collectifs en agriculture urbaine se multiplient et de plus en plus de jardiniers souhaitent s'engager à verdir la ville. Cependant, ces personnes doivent faire face à un problème récurrent qu'est l'accès à l'espace. Au travers une brève recension des pratiques actuelles, le réseau Cultiver Montréal s'est penché sur les initiatives d'appropriation de l'espace public à des fins de verdissement et d'agriculture urbaine. De là sont nés "Les Rendez-vous", un moyen de présenter des partenariats et des outils qui ont permis à ces projets de voir le jour et de s'ancrer dans leurs quartiers, ainsi qu'un partage des enseignements des acteurs et actrices impliqués dans les projets. L'objectif de ces événements est de répondre aux enjeux actuels de façon collaborative, proactive et innovante, en établissant un ordre du jour en corrélation avec les priorités régionales énoncées.

En effet, depuis 2016 les Rendez-vous des agricultures montréalaises sont un espace de consultation et collaboration des acteurs et actrices du milieu, ainsi qu'une série de formations spécialisées et d'échanges d'expertises en agriculture urbaine offertes par Cultiver Montréal en partenariat avec le Jardin Botanique de Montréal. Ces événements sont des lieux de convergence et de rencontre pour les professionnels et professionnelles en agriculture urbaine, les fermiers et fermières de la métropole, organismes et entreprises d'économie sociale, consultants, consultantes et représentants de projets citoyens ainsi que les jardiniers et jardinières chevronnés ayant pour objectif de répondre aux enjeux actuels de façon collaborative, proactive et innovante. Dans un secteur émergeant, où s'accroissent et se diversifient les projets comme les intervenants et intervenantes, le partage d'expertises et le réseautage sont essentiels pour consolider, soutenir et accélérer les innovations dans le milieu.

Les Rendez-vous sont un lieu incontournable de rassemblement, alliant réseautage et formation, façonné par et pour les intervenants et intervenantes agricoles montréalais. Ils permettent de maintenir un réseau dynamique en tenant à jour une base de données sur les nouveaux acteurs et actrices en agriculture urbaine et d'assurer des collaborations entre les intervenants et intervenantes et les spécialistes du domaine grâce à différents volets :

- Séminaires : Formations spécialisées offertes par un ou deux experts ou expertes nationaux ou internationaux dans le domaine. Exemple de thèmes abordé : "Bien planifier et optimiser sa production alimentaire urbaine".
- Échanges des meilleures pratiques : Deux ou trois spécialistes locaux sont invités à partager leur expertise sur le sujet de la formation. Lors des Rendez-vous, les participants et participantes ont notamment pu apprendre à faire l'évaluation des retombées de leurs activités d'agriculture urbaine.
- Mise en commun des connaissances et des ressources afin de mettre en place des plans d'action concertés : En juin 2017, le plan d'action suivant a été produit : De la vision à l'action : Plan de développement concerté de l'agriculture urbaine commerciale dans l'agglomération de Montréal.
- Discussions animées afin de mieux cerner les techniques qui s'appliquent aux projets

locaux, les maillages possibles, la nécessité pour la mise en place de plan d'action de la ville, l'identification et l'atteinte d'objectifs municipaux, etc. Ce volet permet d'assurer une cohérence dans les actions tout en évitant le dédoublement des initiatives pour d'avantage mutualiser les efforts.

- Production de diagnostics et de recommandations pour la prise de décision régionale éclairée.



En 2018, les Rendez-vous des agricultures montréalaises prenaient forme par l'organisation de rendez-vous sur une journée, entre jardiniers et jardinières urbains, de 15 ateliers et conférences, d'une série d'ateliers pratiques avec plus de 85 personnes présentes ou encore de formations spécialisées pour animateurs et animatrices horticoles. Trois rendez-vous des agricultures urbaines sur trois journées comptabilisant en moyenne 150 personnes participantes. De plus, un rendez-vous des fonctionnaires sur une demi-journée a accueilli 38 personnes. Les participants et participantes sont des entrepreneurs et intervenants communautaires tels que le réseau élargi du local au régional, des petites ou grandes institutions régionales (MAPAQ, UPA, CRAAQ, FIHOQ). Cette année-là, les retombées notables ont été le plan d'agriculture urbaine commerciale, la coordination de visites entre spécialistes et des retombées concrètes sur les projets terrains. Prochainement sur le site internet de Cultiver Montréal ces documents seront ouverts à la consultation.

En 2019, le Rendez-vous des agricultures montréalaises de juillet s'est produit au centre de la biodiversité de l'Espace pour la vie et avait pour but de faire un retour sur nos derniers événements dont la fête des semences et la création de Cultiver Montréal sous un OBNL Cette rencontre à permit aussi à une trentaine d'acteurs et actrices de l'agriculture urbaine de participer au développement de la planification stratégique du CSAM et le plan d'action 2020-2022. Il y avait aussi plusieurs représentants et représentantes du CSAL sur place tel que Tim Murphy, Sanou Issiaka, Paul Racette Dorion, Éric Duchemin, Annie Lamalice, Charles-André Major et Mohammed Boudache (GT empreinte écologique). Puis, pour le 13e Rendez-vous ce fût l'occasion de rassembler une quarantaine de membres de Cultiver Montréal pour faire un retour sur les avancées de l'agriculture urbaine, les projets de Cultiver Montréal en 2020 et faire l'assemblée générale de fondation de l'OBNL Cultiver Montréal. Nous avons donc maintenant officiellement des règlements généraux officiels et un conseil d'administration plus motivé que jamais. La vision et la mission de Cultiver Montréal a aussi été appuyé par nos membres lors de cette réunion. Nous avons aussi abordé plusieurs réflexions stratégiques régionales en agriculture urbaine.

Éditions 2021, 2022, 2023

Pour les années à venir, l'ambition des Rendez-vous grandira avec celle des acteurs et actrices pour offrir toujours plus d'outils et de moyens de travailler au service de la communauté, tout en collaborant avec le réseau d'experts cet en faisant le lien avec les instances décisionnelles et municipales. L'objectif est d'avoir toujours plus de participants et participantes à chaque année. Nous sommes actuellement entrain d'établir un partenariat avec l'Espace pour la vie pour créer un rendez-vous des jardiniers amateurs en 2020-2021.

Grâce à votre appui, le futur des Rendez-vous à chaque année c'est un minimum de :

- Deux rendez-vous d'une journée de l'agriculture montréalaise avec des conférences et des animations
- Un rendez-vous des jardiniers urbains
- Une formation en animation horticole de trois jours
- La co-création d'un plan d'action ou suivi de la mise en œuvre en collaboration avec la ville de Montréal
- La mise à jour d'un répertoire des acteurs et actrices actifs et des nouveaux dans le milieu de l'agriculture urbaine
- La collaboration étroite en planification régionale : C-SAM, MAPAQ, UPA, etc.
- Soutien à la coordination de deux rencontres avec les responsables de l'agriculture urbaine à la ville pour mieux coordonner les efforts en développement de l'agriculture urbaine. Rédaction de diagnostics et de recommandations en conséquence.

Les Rendez-vous entrent dans le plan de communication global de Cultiver Montréal et auront une rubrique attitrée sur le site internet https://www.cultivermontreal.ca. Le contenu permettra de faire perdurer les messages et expériences recueillies lors de ces rencontres afin d'animer la communauté en ligne de jardiniers et jardinières montréalais toute l'année. Aussi, dès le printemps 2020, un calendrier des événements organisés par et pour des acteurs et actrices de l'agriculture urbaine sera disponible et mis à jour ainsi qu'un répertoire reprenant la base de données des acteurs et actrices actifs et nouveaux dans le milieu. La sensibilisation du milieu professionnel se fera également par le biais de 4 infolettres par année, l'animation des pages Facebook, Instagram et LinkedIn avec des messages les touchant directement.

Contributions de Cultiver Montréal

Cultiver Montréal s'engage à valoriser le soutien de la Ville de Montréal dans ce projet, à partir des moyens suivants :

- Apposition du logo-type de la Ville de Montréal sur le site Internet de Cultiver Montréal et sur toutes les publications promotionnelles (déclinaison des visuels, invitations, affiches, etc.).
- Reconnaissance du soutien financier de la Ville de Montréal dans les communications auprès des médias, ainsi que dans les publications promotionnelles, mais aussi auprès du réseau.
- Invitation des représentants et représentantes de la Ville de Montréal à participer aux foires organisées dans les différents arrondissements.
- Remerciements à la Ville de Montréal lors de l'allocution d'ouverture de l'événement.

Rayonnement de la Ville de Montréal

En encourageant Cultiver Montréal, la Ville de Montréal renforce sa visibilité auprès des citoyens et citoyennes consommatrices du plus important centre urbain du Québec. Ainsi, la Ville de Montréal prend activement part à un mouvement qui stimule l'économie agricole et les saines habitudes de vie des quartiers, valorise les initiatives locales en agriculture et encourage la participation citoyenne pour favoriser le développement de circuits de distribution courts et d'un tissu économique local fort.

Le don ou la commandite de la Ville de Montréal servira à financer les activités de gestion et de communication de Cultiver Montréal afin d'assurer la pérennité et l'autonomie de l'initiative à long terme. Le montant de 81 000$ pour le festival et de 54 000$ pour les Rendez-vous sur 3 ans permettra d'assumer une partie du salaire de la chargée d'événement et communication. L'autre partie du montant sera utilisé pour la promotion des communications auprès des médias, des réseaux sociaux et du grand public (communiqué de presse, lancement des foires, publications sponsorisées sur Facebook, Instagram, concours de photos, etc.) ainsi que pour la conception et la mise à jour des outils de promotion (site Internet, affiches, fanions, etc.)



Retombées pour la Ville de Montréal

Outre l'efficacité de l'agriculture urbaine pour atteindre les objectifs que l'arrondissement s'est fixé en termes de verdissement, de réduction des îlots de chaleur et de développement durable, le soutien par la Ville de Montréal de l'industrie de **l'agriculture urbaine a de multiples répercussions positives sur un ensemble de facteurs qui contribuent au développement social, environnemental et communautaire des quartiers.**

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Production d'aliments frais, santé, locaux, souvent biologique et culturellement appropriés pour et par les citoyens et les citoyennes ;
- Développement et apprentissage de compétences culinaires afin de préparer et utiliser adéquatement des produits frais et santé.

ENVIRONNEMENT

- Augmentation de la biodiversité en milieu urbain et meilleur drainage des eaux de pluie et des eaux de ruissellement ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre causé par le transport des aliments grâce au développement d'un système alimentaire local et à la sensibilisation à l'alimentation saisonnière ;
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre et la réduction des îlots de chaleurs par un verdissement des espaces en bétonnés ;
- Éducation citoyenne quant à certaines pratiques agricoles actuelles ayant des répercussions néfastes sur l'environnement ;
- Création d'habitats favorables aux pollinisateurs et autres insectes bénéfiques.

SANTÉ

- Promotion de la pratique d'activité physique et sensibilisation citoyenne à l'adoption de saines habitudes de vies ;
- Réduction du stress, amélioration de la santé émotionnelle, stimulation cognitive, sentiment de fierté et d'accomplissement.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE

- Projet mobilisateur pour la communauté et opportunité de faire rayonner le quartier ;
- Réduction de l'isolement social pour plusieurs personnes vulnérables tout en favorisant les rencontres, les échanges, la collaboration et le développement communautaire ;
- Favorise l'intégration des nouveaux arrivants parce que l'agriculture urbaine est une pratique courante dans plusieurs pays du monde) ;
- Transformation de terrains vagues en espaces productifs entraînant une revitalisation concertée de secteurs défavorisés ;
- Embellissement des quartiers favorisant un sentiment d'appartenance.

ÉCONOMIE

- Augmentation de la valeur foncière de résidences situées près de jardins communautaires ;
- Création d'emplois dans un domaine économique en pleine émergence et acquisition de compétences pour les petits et moyens entrepreneurs ;
- Création de marchés de proximité pour la mise en valeurs de produits cultivés et transformés localement,
- Sensibilisation les consommateurs à l'achat local et soutenir les fermiers et fermières péri-urbains et producteurs et productrices québécois.

Équipe du projet

Depuis novembre 2018, Cultiver Montréal est devenu une entité propre sous forme d'OBNL. Cultiver Montréal soutient, défend et promeut les acteurs et actrices en agriculture urbaine de la région métropolitaine militant en faveur des agricultures de proximité respectueuses de leur environnement. Concrètement, Cultiver Montréal coordonne des évènements de promotion et de mise en valeur de l'agriculture périurbaine et urbaine, tels que la Fête des semences de Montréal, les Rendez-vous des agricultures montréalaises, les foires Cultiver Montréal, entre autres. En février 2019, une employée contractuelle a été embauchée afin de coordonner les futures foires et appliquer une nouvelle stratégie de communication pour l'ensemble du réseau et pour les événements. Nous sommes actuellement en processus d'embauche pour la coordination du prochain Festival Cultiver Montréal 2020 qui sera un contrat de mars à juillet.

Conseil d'administration de Cultiver Montréal :

Gaëlle Janvier : Forte d'un profil multidisciplinaire, des études en design, en urbanisme et en gestion de projets internationaux en plus d'une expérience pratique en consultation publique, Gaëlle Janvier a contribué activement au développement du programme « Nourrir la citoyenneté ». Ses efforts ont été tournés vers la promotion de la participation citoyenne dans le développement de systèmes alimentaires territorialisés. Elle a coordonné et participé à des projets de planification alimentaire dans divers pays africains et latino-américains en plus de s'impliquer d'appuyer le mouvement d'agriculture urbaine à Montréal. Gaëlle Janvier est cofondatrice de LandeMTL et ambassadrice du Restaurant Day à Montréal. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'urbanisme alimentaire et les processus participatifs citoyens innovants.

Michel Lambert : Co-fondateur d'Alternatives, et actuel co-président de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Michel Lambert est convaincu de l'importance de regrouper les groupes et organisations de la société civile, ici et ailleurs pour promouvoir les principes démocratiques, l'égalité et l'équité pour tous. Il a tour à tour développé plusieurs des programmes de solidarité internationale d'Alternatives en plus de lancer et animer de multiples campagnes de justice sociale au Québec et au Canada.

Guillaume Vallée-Rémillard : Impliqué dans le milieu de l'agriculture à Montréal depuis 2013, Guillaume œuvre d'abord dans le milieu communautaire ou il se familiarise avec les enjeux d'accès alimentaire et aux impacts positifs d'un angle plus social du milieu. Puis c'est la fibre entrepreneuriale qui l'emporte et il se lance dans la production maraîchère à l'île Bizard quelques années pour ensuite retourner dans des postes de gestion de programme plus stable. Maintenant Guillaume travaille au GRAME à Lachine dans un poste de coordination et de développement en verdissement.

Marie-Anne Viau : Depuis son premier jardin collectif, il y a 10 ans maintenant, Marie-Anne est tombée en amour avec l'agriculture urbaine pour sa multidisciplinarité et comme moyen de se reconnecter à la terre en pleine ville. Biologiste de formation, elle gère le programme d'agriculture urbaine de Santropol Roulant depuis 2 ans. Elle est aussi très active dans l'apiculture urbaine depuis 2012. Elle veut continuer de faire pousser de magnifiques agro-écosystèmes en épandant des semences d'idées un peu partout grâce à ce puissant

outil qu'est l'éducation populaire !

Sara Maranda-Gauvin : Après un baccalauréat en développement international et études culturelles de l'Université McGill, Sara a travaillé dans le milieu du logement communautaire à Rosemont. En 2014, ses intérêts pour la pédagogie, l'environnement et l'alimentation locale l'ont amenée à suivre la formation de « potager de cours d'école » avec la City Farm School. Depuis, elle a animé des ateliers dans les écoles avec le programme Ça Pousse! et y a développé un programme de jardinage éducatif pour les CPE. En 2016 elle a co-fondé l'organisme On sème qui vise à encourager et faciliter le développement de l'agriculture urbaine et d'un système agroalimentaire local durable tout en valorisant le travail des producteurs et créateurs locaux. Sara se passionne maintenant à co-développer la programmation des Projets éphémères du campus MIL de l'Université de Montréal, entre autres, par la mise sur pied de l'Université d'été en agriculture urbaine.

Laura Charpentier : À l'issue d'études internationales en gestion et entrepreneuriat, Laura décide de s'installer à Montréal afin d'évoluer dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. En 2015, en parallèle de son emploi dans le domaine de la gestion des matières résiduelles chez Compost Montréal, elle enrichit ses connaissances en « Apiculture urbaine, horticulture mellifère et éco-citoyenneté » grâce à un cours de 6 mois mis sur pied par la Coopérative Miel Montréal. Cette formation lui permet d'acquérir une solide compréhension de la situation de l'apiculture en ville, ainsi que de la préservation de la biodiversité urbaine, ce qui renforce son envie de s'engager avec la Coop. Cela se concrétise en avril 2016 lorsqu'elle rejoint Miel Montréal et devient par la suite directrice générale de l'organisme.

Évelyne Boissonneault : Issue du milieu rural, Evelyne a été amenée à découvrir un mode de vie visant l'autarcie et l'autonomie alimentaire. Productions maraîchères, apiculture, verger, compostage et diversification des méthodes de conservation des aliments pour une accessibilité alimentaire sur douze mois ; voici ce qu'elle a pu expérimenter dès son plus jeune âge. Teintée de son expérience personnelle et des fortes valeurs de justice sociale et environnementale, elle cumule des expériences professionnelles en coordination de projet et en animation/intervention dans les domaines de l'agriculture urbaine et de la sécurité alimentaire. En mettant en place l'approche d'éducation populaire, elle accompagne employé.es et citoyen.nes dans leur apprentissage du jardinage, tout en favorisant l'inclusion et l'autonomie des personnes. Evelyne est titulaire d'une maîtrise en sciences de l'environnement.

Trevor Manning : Père, entrepreneur, homme d'affaires, paysagiste, fermier urbain. Provenant d'une famille de plus de 6 générations montréalaises, ces racines sont fortement locales. Co-propriétaire de Semis Urbains, on peut le retrouver soit à travers les rues de Montréal dans son pick-up, en rôle de « urban cowboy » en train de pelleter de la terre à Verdun aux serres du Grand Potager ou nager dans le fleuve Saint-Laurent après une longue journée de travail sous le soleil.

Camille Huot : Directrice adjointe chez AU/LAB, titulaire d'un baccalauréat en communication et d'une maîtrise en gestion de projet. Son expérience de formatrice agricole au Honduras il y a quelques années lui a fait constater la fragilité des écosystèmes et l'importance des pratiques agricoles durables. Depuis, sa curiosité débordante pour

l'agriculture et les pratiques durables l'a amené à vivre diverses expériences internationales afin d'apprendre davantage sur les fermes verticales, l'économie circulaire, la biodynamie, l'agriculture de précision, etc. Elle cumule des expériences professionnelles variées telles que chargée de projet, formatrice, gestionnaire de communautés, etc. En plus d'avoir siégé pendant quelques années comme Vice-Présidente d'une Fondation supportant deux organismes. Elle s'intéresse plus particulièrement à l'économie circulaire, l'agriculture comme moteur d'inclusion sociale et à l'intégration des technologies dans la chaîne alimentaire.

François Handfield : Vice-Président, représentant de la Fédération régionale Outaouais-Laurentide de l'UPA. Fondateur et propriétaire de la ferme aux petits oignons. Administrateur au sein de la CAPÉ. Tout nouveau au sein du conseil d'administration de Cultiver Montréal. Plus d'informations à venir.

Plus que des événements, un levier d'action !

Pour conclure, à l'amorce de la saison horticole, le mois de mai est le mois de l'agriculture urbaine. Les Foires Cultiver Montréal invitent les professionnels et professionnelles et les citoyens et citoyennes à prendre part au mouvement d'agriculture dans leur ville : en mai, c'est le temps de semer et d'apprendre où s'approvisionner. Il s'agit d'une belle occasion pour se procurer des produits de jardinage, prendre connaissance des ressources agricoles et alimentaires disponibles dans son arrondissement, rencontrer des producteurs et productrices locaux et recevoir une assistance utile au démarrage et à l'entretien du jardin grâce aux formations sur l'agriculture urbaine et aux activités d'animation. C'est aussi autour de cette période que débutent les marchés saisonniers et la distribution de paniers biologiques, et que se bonifie l'offre en aliments frais et locaux dans les épiceries et marchés de l'arrondissement.

Ainsi, ces foires printanières sont des vitrines d'éducation qui font la promotion d'une agriculture urbaine et d'une alimentation locale, et contribuent à faire rayonner les producteurs, productrices et transformateurs d'ici. Cultiver Montréal établit un répertoire annuel des organisations et des entreprises montréalaises qui démontrent un intérêt pour la vente ou la promotion de leurs produits au sein de ces foires. Ce répertoire bioalimentaire est ensuite envoyé aux foires locales afin que ces commerçants complètent leurs offres. Il s'agit aussi d'une belle façon pour développer des partenariats sur diverses échelles territoriales. Ce répertoire permet surtout aux organisateurs et organisatrices d'augmenter la participation d'acteurs et actrices régionaux.

Cultiver Montréal

3720, avenue du Parc, bureau 222

Montréal (Québec) H2X 2J1

Calendrier de réalisation - 2021-2023

Janvier 2021, 2022 et 2023	*Confirmation des besoins auprès du réseau* Inviter les organisateurs des foires de l'édition Cultiver Montréal 2019/2020 et leurs partenaires à une rencontre préliminaire permettant de réviser les paramètres du projet afin de s'assurer d'atteindre les objectifs.
Février- mars 2021, 2022 et 2023	*Appel à projet* En collaboration avec le SAM, Cultiver montréal lance un appel de projets ouverts à tous les organismes et entreprises montréalais dans le but d'effectuer une sélection des événements qui auront lieu lors du festival.
Février à Décembre 2021, 2022 et 2023	*Appel au mobilisation des acteurs* Toute l'année et dans le but de renforcer le réseau et ses actions, Cultiver Montréal mobilise les acteurs actifs en AU.
Mars 2021, 2022 et 2023	*Appel à participation* Lancer l'appel aux partenaires régionaux (entreprises, associations ou organismes) démontrant un intérêt pour la vente ou la promotion de leurs produits dans le cadre des foires, afin de bonifier le répertoire de contacts fournis aux organisateurs des foires.
Mars 2021, 2022 et 2023 Début avril 2021, 2022 et 2023	*Sélection des foires* Identification du comité de sélection des événements qui constitueront les foires des éditions 5,6 et 7 de Cultiver Montréal. Annonce des évènements sélectionnés. Attribution des fonds et package de communication aux organisateurs retenus.
Plusieurs fois dans l'année 2021, 2022 et 2023	*Rendez-vous des agricultures montréalaises* Série rencontres de formation et de réseautage visant les professionnels du milieu.
Avril 2021, 2022 et 2023	*Calendrier des événements* Création d'un calendrier des événements ouverts au public en AU à Montréal qui sera partagé sur le site internet de Cultiver Montréal.
Début avril –mai 2021, 2022 et 2023 Juin -mars 2021, 2022 et	*Lancement de la stratégie de communication* Lancement de l'identité visuelle commune, du communiqué de presse, mise à jour du site web, intensification des communications sur les réseaux sociaux, affiches et dépliants de promotion, etc. Communication en continu sur les outils de Cultiver Montréal Exemples : campagne d'utilisation du mot-clic #cultivermtl, animation des

2023	plateformes de réseaux sociaux.
Fin mars-mai 2021, 2022 et 2023	*Organisation des foires* Organisation des foires et soutien spécifique à la mobilisation et à la coordination des relations d'affaires.
Mai 2021, 2022 et 2023	*Tenue des foires - vitrines d'agriculture urbaine* Offrir du soutien aux organisateurs des foires en ayant besoin.
Juin-août. 2021, 2022 et 2023	*Évaluation* Réception des rapports des porteurs des foires. Rédaction du rapport final de l'édition. Rencontres d'évaluation avec les organisateurs et les partenaires.
Toute l'année 2021, 2022 et 2023	*Promotion des initiatives d'AU et des pratique écologiques* *Promotions des ateliers grand public: fêtes des récoltes, visites de jardin estivales, etc.* *Promotion des guides et outils d'information des groupes montréalais.*

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218906001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie , Bureau de la transition écologique et de la résilience
Objet :	Accorder une contribution financière non-récurrente de 45 000$ à l'organisme à but non lucratif Cultiver Montréal pour la planification et l'animation des éditions 2021 du Festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises et approuver une convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218906001 Cultiver Montréal.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposé au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-05

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218741002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 50 000 $, pour l'année 2021, à la Société de développement social pour la réalisation de son projet "Pôle de services en itinérance dans le métro" dans le cadre du financement du ministère de la Sécurité publique pour la bonification des interventions communautaires dans l'espace public - Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 50 000 $ à la Société de développement social afin de réaliser son projet "Pôle de services en itinérance dans le métro", pour l'année 2021;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-04 15:41

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218741002**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 b) prendre des mesures adéquates, avec l'appui de ses partenaires, pour que soit fourni aux personnes itinérantes, dans la mesure où elles en expriment le besoin et dès qu'elles le font, un gîte provisoire et sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 50 000 $, pour l'année 2021, à la Société de développement social pour la réalisation de son projet "Pôle de services en itinérance dans le métro" dans le cadre du financement du ministère de la Sécurité publique pour la bonification des interventions communautaires dans l'espace public - Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le 10 novembre 2020, le ministère de la Sécurité publique (MSP) annonçait l'octroi d'une aide financière d'urgence de 250 000 $ à la Ville de Montréal pour soutenir ses efforts face aux défis vécus en contexte de pandémie de la COVID-19. Conformément aux balises du MSP, cette mesure temporaire, dont la responsabilité administrative relève du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), est destinée spécifiquement à la bonification ou l'ajout d'interventions communautaires dans l'espace public afin de favoriser la sécurité et la cohabitation ainsi qu'à offrir des services de proximité adaptés aux besoins de la population, en collaboration avec les organismes qui agissent sur leur territoire.
Ce sommaire recommande de financer la Société de développement social (SDS) pour la bonification de son offre de service dans le cadre du projet *Pôle de services en itinérance dans le métro* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 2008 du 9 décembre 2020
Autoriser la réception d'une contribution financière de 250 000 $ provenant du ministère de la Sécurité publique (MSP) en raison des besoins créés par la COVID-19 pour soutenir la coordination des interventions sociales et offrir des services de proximité adaptés aux besoins des citoyens, pour l'année 2021

CG21 0136 du 25 mars 2021
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 326 998 $ à quatre organismes, pour l'année 2021, pour la réalisation de cinq projets en itinérance de l'Axe 1 « Accompagner et cohabiter dans l'espace public », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du

Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

DESCRIPTION

À travers son projet *Pôle de services en itinérance dans le métro* , la Société de développement social propose des interventions psychosociales de première ligne dans les stations métro de Montréal en collaboration avec la Société de transport de Montréal (STM) dans le but d'aider les personnes en situation d'itinérance et favoriser une cohabitation harmonieuse entre les différents usagers, le personnel en station ainsi que les personnes en situation d'itinérance. Les brigades d'intervention, composées d'un intervenant de la SDS et de deux inspecteurs de la STM interviennent quotidiennement dans cinq stations de métro prioritaires, mais se déploient à travers tout le réseau du métro, selon les situations et les besoins.

JUSTIFICATION

Avec la pandémie, les problématiques de vulnérabilités, d'insécurité et de cohabitation dans l'espace public se sont accentuées. Une présence accrue d'intervenant.e.s qualifié.e.s dans certains secteurs est un besoin avéré et exprimé par les acteurs en sécurité urbaine consultés par le MSP et la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget de 50 000 $ nécessaire à ce dossier est une bonification du montant déjà accordé en 2021 et sera assumé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale, dans le cadre de son entente avec le ministère de la Sécurité publique. Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2021
		2019	2020	2021	
Société de développement social	« Pôle de services en itinérance dans le métro »	52 800 $	52 800 $	52 800 $	50 000 $

Le portrait des contributions versées par toute unité d'affaires de la Ville à cet organisme au cours des dernières années est disponible en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier s'inscrit dans le Chantier A du nouveau Plan climat 2020-2030 Pour une ville inclusive, résiliente et carboneutre : « Mobilisation de la communauté montréalaise ». Il répond aussi à la priorité 8 de Montréal 2030: Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les interventions déployées dans le cadre de ce projet visent à réduire les préjudices causés par la pandémie tout en recherchant des solutions équitables et inclusives aux enjeux vécus par une partie de la population. En ce sens, le projet soutenu permettra d'aller plus loin dans l'aide offerte par la Ville aux personnes vulnérables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

C'est dans le cadre de la pandémie actuelle que la Ville a reçu ce soutien financier du MSP. L'utilisation de ce budget de dépense additionnelle permettra à la Ville d'adoucir les effets néfastes de la pandémie qui perdure, auprès des populations les plus vulnérables

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021: Présentation au comité exécutif

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aissata OUEDRAOGO
Agent de recherche

Tél : 5148728849
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-29

Salwa MAJOUJI
Cheffe de section - Expertise conseil et programmes

Tél : 514-872-7953
Télécop. : 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN

c/d diversite sociale
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-05-04

REP_STATUT_RENV	(Tous)

Somme de REP_MONTANT NOM_FOURNISSEUR	NUMERO_FOU	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	2020	Total général
SOCIETE DE DEVELOPP	**402599**	Diversité et inclusion sociale	CA18 240239		95 000,00 $			**95 000,00 $**
			CA19 240154			95 000,00 $		**95 000,00 $**
			CE18 1882		111 600,00 $	15 400,00 $		**127 000,00 $**
			CE19 0793			42 240,00 $	10 560,00 $	**52 800,00 $**
			CE19 0795			46 480,00 $	11 620,00 $	**58 100,00 $**
			(vide)	1 117,00 $	1 118,00 $	2 607,00 $	1 288,00 $	**6 764,00 $**
			CE20 0140				33 600,00 $	**33 600,00 $**
			CE17 0774	44 550,00 $	4 950,00 $			**49 500,00 $**
			CE20 0136				52 800,00 $	**52 800,00 $**
			CA20 240168				95 000,00 $	**95 000,00 $**
		Total Diversité et inclusion sociale		45 667,00 $	212 668,00 $	201 727,00 $	204 868,00 $	**665 564,00 $**
		Ville-Marie	CA18 240239		83 197,91 $	1 872,47 $		**85 070,38 $**
			CA19 240154			83 198,20 $	19 799,80 $	**102 998,00 $**
			CA20 240168				83 198,00 $	**83 198,00 $**
			CA20 240214				38 965,50 $	**38 965,50 $**
		Total Ville-Marie			83 197,91 $	85 070,67 $	141 963,30 $	**310 231,88 $**
Total général				**45 667,00 $**	**295 865,91 $**	**286 797,67 $**	**346 831,30 $**	**975 795,88 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

GDD 1218741002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 533, Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1N8, Local 206, agissant et représentée par Martin Petrarca, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 83429
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 83429

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques en lien avec les situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente

la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la

contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à

examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de

la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **cinquante mille dollars (50 000 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de **quarante cinq mille dollars (45 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de **cinq mille dollars (5 000 $),** au plus tard le 31 janvier 2022

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (20 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 533, Ontario EST. Mtl. H2L 1N8, Local 206, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Par : _____
Martin Petrarca, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21…….).

ANNEXE 1
PROJET



PROJET-SDS
Nouveau.pdf

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - ☐ Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - ☐ Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - ☐ Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

• Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

• Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

• Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

• Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

• Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

• Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

• Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

• Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

• Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

• S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

• Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
• Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

• Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218741002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 50 000 $, pour l'année 2021, à la Société de développement social pour la réalisation de son projet "Pôle de services en itinérance dans le métro" dans le cadre du financement du ministère de la Sécurité publique pour la bonification des interventions communautaires dans l'espace public - Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218741002 Société dév social.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-30

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217796008

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 130 000 $, pour l'année 2021, à la société de développement commercial Montréal Centre-Ville en appui à la tenue de ses projets mobilisateurs, dans le cadre du programme PRAM-Sainte-Catherine / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :
- d'accorder un soutien financier non récurrent de 130 000 $, pour l'année 2021, à la SDC Montréal Centre-Ville en appui à la tenue de ses projets mobilisateurs, dans le cadre du programme PRAM-Sainte-Catherine;

- d'approuver un projet de convention à cet effet;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-05-11 15:14

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217796008**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 130 000 $, pour l'année 2021, à la société de développement commercial Montréal Centre-Ville en appui à la tenue de ses projets mobilisateurs, dans le cadre du programme PRAM-Sainte-Catherine / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le programme PRAM-Sainte-Catherine a été adopté le 24 août 2017 par le conseil d'agglomération. Il consiste à soutenir la communauté d'affaires pendant le chantier majeur d'infrastructures et d'aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest. Il s'agit d'un programme dédié aux commerçants et propriétaires immobiliers commerciaux qui contribue au maintien et au développement des affaires pendant les travaux majeurs d'infrastructures ainsi qu'à la mise en valeur et à la dynamisation de l'offre commerciale pendant les travaux. Plus spécifiquement, ce programme consiste à offrir des subventions à la rénovation des immeubles commerciaux, la réalisation d'études ainsi que la réalisation d'activités et de projets mobilisateurs permettant de soutenir le maintien de la vitalité commerciale dans le secteur.
Le présent dossier concerne la réalisation de projets mobilisateurs, permettant ainsi de favoriser le maintien de favoriser une réduction des irritants liés au chantier majeurs d'infrastructures dans ce secteur commercial pendant les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0717 (20 mai 2020) : Accorder un soutien financier non récurrent de 145 000 $, pour l'année 2020, à la SDC Destination Centre-Ville en appui à la tenue de ses projets mobilisateurs, dans le cadre du programme PRAM-Sainte-Catherine / Approuver un projet de convention à cet effet.
CE19 0921 (5 juin 2019): Accorder un soutien financier non récurrent de 100 000 $ à la SDC Destination Centre-Ville en appui à la tenue de son projet « Le Petit Montréal » / Approuver un projet de convention à cet effet.

CE18 2006 (5 décembre 2018) : Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire alloués au PRAM-Sainte-Catherine - Volet réalisation d'activités et de projets mobilisateurs, en 2018, 2021 et 2022 / Autoriser un virement budgétaire de 2,1 M $ à l'arrondissement de Ville-Marie, entre 2018 et 2022, pour le déploiement d'un projet d'animation aux abords du chantier Sainte-Catherine Ouest.

CG17 0393 (24 août 2017) : Adoption du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation de la rue Sainte-Catherine et ses abords (Programme Réussir@Montréal -

Sainte-Catherine) / Approuver la mise en oeuvre du nouveau programme Réussir@Montréal - Sainte-Catherine / Ajuster la base budgétaire du Service du développement économique à compter de l'année 2018 pour la mise en œuvre du nouveau programme Réussir@Montréal – Sainte-Catherine.

DESCRIPTION

La Société de développement commercial Montréal centre-ville a soumis à la Ville de Montréal une demande de soutien financier lié à trois projets pour la relance de la rue Sainte-Catherine dans le contexte des travaux et la situation entourant le COVID-19 :

Nom du projet	Description	Montant demandé	Durée
Médiation terrain avec les commerçants	Assurer un suivi régulier auprès des commerces affectés par le chantier, coordonner la rédaction et la distribution de supports de communication en lien avec le chantier et organiser des séances d'information.	50 000 $	1er janvier 2021 au 31 décembre 2021
Cartographie des locaux vacants	Le projet vise à réaliser une cartographie des locaux vacants. Cet outil permettra: - Suivre l'impact du chantier sur l'occupation commerciale sur la rue Sainte-Catherine; - Mieux comprendre le phénomène des locaux vacants au centre-ville de Montréal; - De mettre de l'avant les locaux vacants et occupés aux abords de la zone en chantier; - La mise en relation des commerces impactés par le chantier avec les différents services de la ville et avec l'ensemble des partenaires dans le cadre d'initiatives d'animation et d'aménagement des espaces aux abords du chantier.	55 000 $	1er janvier 2021 au 31 décembre 2021
Embauche d'un chargé de projets	Embaucher une ressource	25 000 $	15 avril 2021 au 31 décembre 2021

	professionnelle qui assure la coordination et production de l'ensemble des projets pour soutenir et dynamiser le secteur, dans le contexte des travaux majeurs d'infrastructure et plus largement de la relance économique de la rue Sainte-Catherine.		

Les projets soumis par la SDC sont une continuité d'interventions déjà débuté lors des années antérieures et totalisent 130 000 $.

JUSTIFICATION

Les trois projets soumis cadrent dans les objectifs du programme PRAM Sainte-Catherine en permettant d'accompagner la communauté d'affaires pendant les travaux et de diminuer les irritants liés au chantier, en plus d'être adaptés à la relance du secteur suite aux impacts de la situation entourant le COVID-19.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont été présentés dans le dossier décisionnel numéro 1171179002 et ont fait l'objet des approbations requises du comité exécutif le 24 août 2017 (CG17 0393). Ce dossier précise que les contributions de la Ville centre permettant de mettre en oeuvre le volet "Réalisation d'activités et de projets mobilisateurs" totalise 3 680 000 $ entre 2017 et 2022. Un budget de 880 000 $ est prévu à même cette enveloppe pour 2021. Les crédits nécessaires au versement de la contribution de 130 000 $ sont prévus au budget de fonctionnement du Service du développement économique et seront assumés à 100 % par la ville centre.

Le financement de la SDC par le Service du développement économique est possible en vertu du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) et de l'adoption d'une résolution du conseil municipal se déclarant compétent relativement à l'octroi des subventions en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal (CM17 0171).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu que ce programme contribue à la vitalité commerciale montréalaise, celui-ci vise donc à favoriser la qualité des milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver la convention avec la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville, ne permettrait pas à l'organisme de déployer ses projets, ni d'avoir une ressource terrain pour assurer un suivi auprès de commerçants touchés par le chantier et la crise entourant le COVID-19.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact n'est envisagé en lien avec la COVID-19 pour la réalisation de ces projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Société de développement commercial Montréal Centre-Ville doit mettre en place le protocole de visibilité prévu dans l'entente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre de l'entente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-30

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél :	514 872-3116
Approuvé le :	2021-05-04

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE,** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 580-2000, rue Peel, Montréal (Québec) H3A 2W5, agissant et représentée par Glenn Castanheira, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 143 253 623
No d'inscription TVQ : 102 296 9435

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme une société de développement commercial qui a pour mission de contribuer au développement, à l'animation et à la promotion du centre-ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal s'est engagée, par le biais du PRAM-Sainte-Catherine, à soutenir des initiatives visant à diminuer les impacts relatifs au chantier sur la communauté d'affaires;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de

l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du

Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville de Montréal

.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de

l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les quinze (15) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent trente mille dollars (130 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement :

- un premier versement au montant de cent trente mille dollars (130 000,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées

dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet rétroactivement au 1er janvier 2021. Elle se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet

ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 580-2000, rue Peel, Montréal (Québec) H3A 2W5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, de la Gauchetière Ouest, Montréal, Québec, H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE

Par : _____
Glenn Castanheira, directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE…….).

ANNEXE 1

PROJET

Dans le cadre du PRAM-Sainte-Catherine, la SDC Destination Centre-Ville souhaite réaliser trois projets, d'ici le 31 décembre 2021, visant à soutenir les commerçants situés dans la phase 1 du chantier sur la rue Sainte-Catherine Ouest.

1) Nom de l'intervention : Médiation terrain avec les commerçants

Description : Le coordonnateur services aux membres est responsable de la relation avec les entreprises membres de Montréal centre-ville. Il assure la mise en place d'actions concrètes pour soutenir et dynamiser le secteur. Il effectue une vigie constante des enjeux vécus par les commerçants. Il agit à titre de facilitateur avec l'ensemble des parties prenantes et collabore au déploiement du plan d'action de la SDC tant au niveau des projets que communicationnel.

Objectifs spécifiques: Effectuer un suivi régulier avec les 5000 membres de la SDC ainsi que des commerces affectés par les chantiers (STM, REM, Ville de Montréal), coordonner la réalisation du plan d'actions des mesures chantier 2021 (voir annexe 1), mettre en place des rencontres trimestriels avec les membres du Comité Sainte-Catherine de Montréal centre-ville et organiser des groupe de réflexion sur les enjeux vécus par les entreprises, bonifier la base de données et la mise à jour des informations, réaliser des sondages et des études de consultation des membres, assurer la communication avec les agents de liaison du chantier Sainte-Catherine, coordonner la création et la mise à jour de supports de communication B2B en lien avec le chantier (Infolettre aux membres, promotion des séances d'informations, Programme de subventions à la rénovation des immeubles commerciaux, Programme d'aide financière aux commerces affectés par les travaux majeurs)

Le coordonnateur sera également le représentant de la SDC pour les différents comités en lien avec les chantiers du centre-ville (STM,REM et Ville de Montréal). Il appuiera également les équipes de la Ville de Montréal dans le cadre de la phase 2 de consultation des membres.

Date d'échéance pour la réalisation : 31 décembre 2021

2) Nom de l'intervention : Cartographie des locaux commerciaux

Description : En janvier 2020 Montréal centre-ville a fait la présentation d'un mémoire sur la problématique des locaux vacants sur les artères commerciales à Montréal, à la Commission sur le développement économique, urbain et l'habitation de la ville de Montréal. Et l'un des enjeux principaux qu'a présenté Montréal centre-ville était celui de mieux comprendre le phénomène des locaux vacants au centre-ville de Montréal, car il n'existe à ce jour que très peu de données retraçant l'historique commercial de ces locaux inoccupés.

Il était donc très difficile pour la SDC Montréal centre-ville de répondre aux partenaires et journalistes sur ce phénomène en s'appuyant sur des données concrètes. Enfin, il y avait là aussi une volonté de regrouper toutes les données (superficie des locaux, le prix

du loyer, nom du gestionnaire, etc..) que possède la SDC sur une seule et même plateforme : www.montrealcentreville.ca/fr/repertoire/ .
Raison pour laquelle Montréal centre-ville a eu recours à une brigade de 3 agents de collecte de données afin de répertorier les vacances des locaux du centre-ville et retracer leur historique de façon à mieux comprendre les raisons pour lesquelles ces locaux demeurent vacants. Cette brigade s'est également intéressée aux terrains vacants (qui pour la plupart du temps sont des chantiers en construction), ainsi qu'aux locaux occupés qui peuvent eux-mêmes devenir vacants, face à cette instabilité économique.

Objectifs spécifiques:

Objectifs B2B :
➔ Centraliser les données des commerces et centres commerciaux du centre-ville
➔ Centraliser les données sur les locaux vacants
➔ Intégrer des données externes telles que superficie, loyer, taxe foncière, etc.
➔ Avoir une base de données et une cartographie fiable
➔ Bénéficier de statistiques fiables sur l'évolution des commerces année après année
➔ Permettre une meilleure visibilité aux locaux vacants au centre-ville
➔ Attirer des entreprises à venir s'installer au centre-ville
➔ Offrir des informations et statistiques à Montréal centre-ville et ses partenaires
➔ Mettre en place des initiatives pour l'attraction et le recrutement d'entreprises sur le territoire

Objectifs B2C :
➔ Centraliser les données des commerces et centres commerciaux du centre-ville
➔ Offrir de la visibilité aux membres de Montréal Centre-Ville
➔ Obtenir de l'information grâce à une classification des données par catégorie
➔ En priorité, avoir des informations fiables et à jour sur les commerces (coordonnées, localisation, ouvert, fermé, service offert)
➔ En option, ajouter des informations pertinentes sur le territoire : parcs, espaces publics, événemetns, travaux, etc.

Objectifs spécifiques - mitigation avec le chantier :

Le projet de cartographie est un outil nécessaire dans le cadre du chantier Sainte-Catherine. La collecte ainsi que la mise à jour des données permettent :

➔ De suivre l'impact du chantier et de l'occupation commerciale sur la rue Sainte-Catherine
➔ De mettre de l'avant les locaux vacants et occupés aux abords de la zone en chantier
➔ La mise en relation des commerces impactés par le chantier avec les différents services de la ville (communications, médiation, consultation publique, phase 2, etc.) mais également avec l'ensemble des partenaires dans le cadre d'initiatives d'animation et d'aménagement des espaces aux abords du chantier.

Date d'échéance pour la réalisation : 31 décembre 2021

3) Nom de l'intervention : Chargé de projets

Description : Le chargé des projets assure la coordination et production de l'ensemble des projets pour soutenir et dynamiser le secteur, dans le contexte des travaux et plus largement de la relance économique.

Le plan d'action mesures chantier de la SDC pour l'année 2021 a été conçu dans un souci de cohérence avec l'ensemble des initiatives prévues pour la relance économique du territoire. La SDC souhaite se doter d'un.e chargé.e de projets afin de faciliter la réalisation de projets prévus pour agrémenter l'expérience au centre-ville, avec une attention particulière à la zone des travaux.

Objectifs spécifiques : Plus précisément, le ou la titulaire du poste aura les responsabilités suivantes : coordonner la conception et production de divers projets d'aménagements (décorations hivernales, affichage public, bacs à fleurs, toilettes publiques, etc.), assurer la gestion des appels d'offres, du suivi avec les fournisseurs, l'évaluation des devis, etc., assurer la bonne coordination avec les services techniques, au besoin, collaborer à l'implantation d'une brigade d'accueil au centre-ville, surveiller à la gestion des rues piétonnes et identifier des enjeux/solutions, assurer la coordination avec l'ensemble des promoteurs d'événements avec qui MCV collabore, assurer la coordination des événements produits par MCV, assurer la gestion des projets de verdissement (installations des jardinières, entretien et démontage), assurer la bonne gestion des compteurs d'achalandage installés au centre-ville.

L'ensemble de ces projets est prévu également dans le secteur des travaux.

Date d'échéance pour la réalisation : 31 décembre 2021

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. **Communications**

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217796008

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 130 000 $, pour l'année 2021, à la société de développement commercial Montréal Centre-Ville en appui à la tenue de ses projets mobilisateurs, dans le cadre du programme PRAM-Sainte-Catherine / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1217796008 - SDC Montréal Centre-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Preposé au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-04

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218329005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 25 000 $ au Centre de prévention des agressions de Montréal afin de réaliser le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes », pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 25 000 $ au Centre de prévention des agressions de Montréal afin de réaliser le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes », pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-13 08:53

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218329005**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 25 000 $ au Centre de prévention des agressions de Montréal afin de réaliser le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes », pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Dans sa Charte des droits et responsabilités, la Ville de Montréal s'engage notamment à soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes de même qu'à appuyer des mesures spécifiques pour la sécurité des femmes afin que toutes puissent jouir de leur droit à la sécurité.
En mai 2018, la Ville de Montréal a adopté à l'unanimité une déclaration visant à contrer les violences à caractère sexuel dans l'espace public. Elle a aussi adhéré au réseau Villes sûres, espaces publics sûrs d'ONU Femmes en 2019. Elle affirmait ainsi son engagement à assurer la sécurité des femmes et des filles dans les espaces publics et à travailler de concert avec ses partenaires pour atteindre cet objectif.

À l'intérieur de ses champs de compétences, la Ville s'investit à soutenir des initiatives de sensibilisation et de prévention des violences faites aux femmes. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) est l'unité responsable de coordonner la mise en œuvre d'actions spécifiques de prévention des violences sexistes dans l'espace public.

En février dernier, un appel à projets sur invitation a été lancé et un comité d'analyse a recommandé un soutien financier pour le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes » du Centre de prévention des agressions de Montréal.

La mission du Centre de prévention des agressions de Montréal est de faire face à la réalité de la violence dans notre société grâce à un ensemble d'activités d'éducation populaire mettant l'accent sur la prévention des agressions. Les ateliers de l'organisme portent sur la prévention des agressions et sont destinés à des groupes particulièrement vulnérables dont

les enfants, adolescents-es, femmes de tous âges, personnes ayant une limitation fonctionnelle physique ou intellectuelle.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0594 - 28 mai 2018
Adoption de la Déclaration contre les violences à caractère sexuel
CM05 0476 – 20 juin 2005
Adoption du Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités (05-056)

DESCRIPTION

Ce dossier recommande d'accorder un soutien financier de 25 000 $ au Centre de prévention des agressions de Montréal pour son projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes ». Ce projet a comme objectif de sensibiliser et d'outiller les femmes par le biais de stratégies de prévention des violences, dans une perspective d'empowerment individuel et collectif.
D'abord, le projet vise à promouvoir largement le site - Les femmes racontent leurs histoires - : http://cpamactionespace .com/. Ce site est consacré au partage d'histoires de réussite. Dans une perspective de reprise de pouvoir, il présente de façon originale des récits de femmes qui ont réussi à se défendre de façon efficace. Le site partage aussi des outils d'autodéfense réalistes et adaptés aux diverses réalités des femmes. Le projet prévoit l'animation de conversations autour d'histoires de réussite : ces ateliers d'éducation populaire seront destinés aux femmes et adolescentes.

Deuxièmement, le projet vise à créer et diffuser des capsules vidéo sur les principes d'autodéfense féministe. Ces capsules vidéos aborderont les principaux mythes sur les agressions, les approches préventives et les notions d'intuition.

Enfin, ce projet permettra aussi d'adapter des ateliers d'autodéfense et développer du contenu s'adressant spécifiquement aux femmes autochtones en milieu urbain. Le développement d'un programme spécifique d'autodéfense autochtone se base sur la reconnaissance des violences structurelles et systémiques vécues par les femmes autochtones et sera conçu dans une perspective par et pour tout en respectant les principes d'autodétermination autochtone.

JUSTIFICATION

Le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes » s'inscrit en pleine cohérence avec les engagements de la Ville à soutenir la prévention des violences sexistes et la sécurité des femmes et des filles dans les espaces publics. Par son approche, le projet permet d'outiller les femmes en matière de stratégie de prévention des violences sexuelles dans une perspective d'empowerment individuel et collectif. Le partage d'histoires positives et inspirantes d'autodéfense et la création de capsules vidéos sur les principes d'autodéfense s'inscrivent dans une approche de reprise de pouvoir et de contrôle, laquelle permettra aux femmes et aux filles de se sentir plus en confiance et d'augmenter leur sentiment de sécurité dans les espaces tant privés que publics.
Mentionnons que ce projet s'inscrit dans une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+). L'approche de prévention proposée reconnaît la vulnérabilité accrue des certains groupes face aux agressions. C'est pourquoi, il est prévu de rendre accessible les outils en langue des signes québécois (LSQ) afin de rejoindre les femmes de la communauté sourde, de mobiliser des adolescentes en animant des conversations dans les écoles et de collaborer avec les organismes de femmes autochtones.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 25 000 $, est prévu au SDIS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centre. C'est le premier soutien financier que la Ville offre à l'organisme pour ce projet.
Les soutiens financiers versés par tout unité d'affaire de la Ville depuis 2015 sont illustrés en Pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettra d'assurer la poursuite des efforts de la Ville visant à lutter contre les violences sexistes dans l'espace public et à promouvoir des relations égalitaires entre les hommes et les femmes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce projet est adapté au contexte de gestion de crise liée à la COVID-19. Les outils proposés dans le cadre de ce projet sont entièrement adaptés au contexte sanitaire et les ateliers d'éducation populaire prévus pourront être réalisés virtuellement, si nécessaire. Le projet de convention comporte les clauses COVID-19 qui permettent d'apporter, entre responsables des parties, des ajustements, si requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021 Présentation au comité exécutif pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marianne CARLE-MARSAN
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-9728
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-30

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - relations interculturelles et lutte contre les discriminations

Tél : 5148723979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-05-12

REP_STATUT_RENV

Somme de REP_MONTANT			REP_EXERCICE_FINANCIER						
NOM_FOURNISSEUR	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLU	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total général
CENTRE DE PREVENTION DES AGRESSIONS DE MONTREAL	Diversité et inclusion sociale	2171361001			1 045,00 $				**1 045,00 $**
		(vide)	1 035,00 $	1 037,00 $		1 055,00 $	1 055,00 $	1 121,00 $	**5 303,00 $**
	Total Diversité et inclusion sociale		1 035,00 $	1 037,00 $	1 045,00 $	1 055,00 $	1 055,00 $	1 121,00 $	**6 348,00 $**
Total général			**1 035,00 $**	**1 037,00 $**	**1 045,00 $**	**1 055,00 $**	**1 055,00 $**	**1 121,00 $**	**6 348,00 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE DE PRÉVENTION DES AGRESSIONS DE MONTRÉAL** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 4617 rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2J 2L4, agissant et représentée par Beatriz Munoz, coordonnatrice du programme Action dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 896482536RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006429579TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 896482536RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme grâce à un ensemble d'activités d'éducation populaire mettant l'accent sur la prévention des agressions.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même

que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service de la diversité et de l'inclusion sociale ou son représentant dûment autorisé ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à

examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de

la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de VINGT MILLE dollars (20 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de CINQ MILLE dollars (5 000 $), au plus tard le 31 mai 2022,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4617, rue Saint-Denis, Montréal, Québec, H2J 2L4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Coordonnatrice du programme Action. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

CENTRE DE PRÉVENTION DES AGRESSIONS DE MONTRÉAL

Par : _____

Beatriz Munoz, coordonnatrice du programme Action

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21).

#4094 - Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes de la Ville de Montréal - Demande de soutien financier (envoyée le 14 avril 2021 à 23:53)

Nom de l'organisme	Mission
Centre de prévention des agressions de Montréal	La mission du Centre de prévention des agressions de Montréal est de faire face à la réalité de la violence dans notre société grâce à un ensemble d'activités d'éducation populaire mettant l'accent sur la prévention des agressions.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Soutien à des initiatives de prévention des violences sexuelles (Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes de la Ville de Montréal

Numéro de projet GSS: 4094

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Beatriz
Nom: Muñoz
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 284-1212
Numéro de télécopieur: (512) 284-1017
Courriel: actioncpam@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Beatriz
Nom: Munoz
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2021-05-15	2022-03-31

Date limite de réception du rapport final
2022-05-01

Résumé du projet

Le projet Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes de la Ville de Montréal s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la Ville de Montréal à soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte (prévention) contre les violences sexuelles, la sécurité des femmes et des filles dans les espaces publics ainsi que les collaborations avec les organismes communautaires.

La promotion et la diffusion élargie du site Internet Les femmes racontent leurs histoires http://cpamactionespace.com/

Ce site est consacré au partage, accessibilité et visibilité d'histoires de réussite (récit d'une femme qui a réussi à se défendre de façon efficace) de femmes de diverses origines qui racontent ce qu'elles ont fait pour prévenir et/ou arrêter diverses situations d'agression et se mettre en sécurité. Le site vise ainsi à partager des outils éprouvés de prévention et d'autodéfense qui sont efficaces, réalistes, et adaptés aux réalités diverses des femmes. Rappelons que dans la société nous entendons très souvent des histoires de violences faites aux femmes qui finissent mal et qui augmentent le sentiment de peur et d'impuissance; et très rarement des histoires positives et inspirantes où les femmes se défendent efficacement, qui diminuent la peur et augmentent le sentiment de confiance.

L'enregistrement et publication de vidéos d'interprétation en LSQ

Du matériel vidéo sera créé et intégré au site Internet afin que toutes les histoires de réussite disponibles sur le site soient accessibles en LSQ. Ces vidéos de traduction permettront de partager ces histoires inspirantes avec la communauté des femmes Sourdes. Rappelons que les femmes en situation de handicap sont doublement discriminées; en tant que femmes et en tant que personnes en situation de handicap. Une autre étude indique que 60% des femmes en situation de handicap vivront de la violence au cours de leur vie adulte. Considérant tous les crimes violents, incluant ceux commis par des conjoints, une étude canadienne démontre que 51% de femmes en situation de handicap ont été victimes de plus d'un crime violent pendant les 12 mois précédents en comparaison à 36% des femmes non handicapées. Selon la Maison des femmes sourdes, au moins 50 % des femmes sourdes sont victimes de violence conjugale.

Voir la suite au point 12.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les femmes seront inspirées à partager leurs propres histoires et auront des stratégies pour mettre fin à des potentielles agressions

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les femmes seront mieux outillées pour identifier des situations d'agression et elles auront un plus grand sentiment de confiance et de sécurité dans les espaces publics et privés

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Optimisation SEO du site web http://cpamactionespace.com/

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine				2	2

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Production de 4 capsules vidéos Principes d'autodéfense féministe

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine					

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Organisation d'un évènement virtuel de lancement officiel du site web

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	2	20	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers interactifs de partage/collecte d'histoires de réussite par le biais du site web

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	2	1	2	10	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Adaptation de l'atelier autodéfense à la réalité des femmes autochtones et formation de deux instructrices

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 4617
Rue: St Denis
Numéro de bureau:
Code postal: H2J 2L4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Les services aux citoyennes - Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal**: Améliorer l'offre de services globale de la Ville pour mieux répondre aux besoins des femmes

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	0	1000	0	1000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage
- **Précision:** femmes

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Populations autochtones
- Personnes handicapées ou vivant avec des limitations fonctionnelles
- Personnes victimes de violence à caractère sexuel

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Notre projet s'inscrit complètement dans l'approche ADS+ parce qu'il reconnaît le caractère systémique des discriminations non seulement liées au genre, mais aussi à la race, l'origine culturelle, la religion, la sexualité, les capacités physiques, cognitives et sensorielles, etc. En effet, notre approche de prévention des agressions reconnaît la vulnérabilité accrue de certains groupes face aux agressions de par leur appartenance à des groupes plus à risque de discriminations systémiques. Plus spécifiquement:

-L'approche de reprise de pouvoir, les histoires de réussite du livre, la diversité de mises en situations d'agressions de nos ateliers et la diversité d'origines de nos instructrices sont basées sur notre compréhension de l'entrecroisement de situations d'oppression.

-La promotion du site **Les femmes racontent leurs histoires** et la création de capsules **Principes d'autodéfense féministe** viseront toute la diversité des femmes. La population des femmes de Montréal est diversifiée et son existence s'érige sur l'entrecroisement de situations d'oppression, tel que mentionné dans le point précédent.

-**Le développement d'un programme spécifique et la formation d'instructrices d'autodéfense autochtones** se base sur la reconnaissance des violences structurelles et systémiques vécues par les femmes autochtones et vise à offrir du contenu adapté à leurs besoins spécifiques tout en respectant les principes d'autodétermination et de gouvernance autochtones.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Participant.es
Précision: femmes de la ville et qui fréquentent les Centre de femmes/jeunesse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4617 St Denis
Ville: Ville de Montréal
Province: Quebec
Code postal: H2J 2L4

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 190,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Beatriz Muñoz
Adresse courriel: action@cpamapc.org
Numéro de téléphone: (514) 284-1212
Adresse postale: 4617 St Denis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2J 2L4

Nom du partenaire: École
Précision: Différentes écoles avec lesquelles l'équipe ESPACE fait ses ateliers

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4617 St Denis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2J 2L4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Bibliothèques de la Ville

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4617 St Denis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2J 2L4

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Différents Centres de femmes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Non

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4617 St Denis
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2J 2L4

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice) spécialisé(e)	28,00 $	3	0,00 $	20	3	5 040,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Interprète LSQ	70,00 $	6	0,00 $	4	1	1 680,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier conseillère autochtone	28,00 $	5	0,00 $	6	1	840,00 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	28,00 $	2	0,00 $	28	3	6 350,40 $
Total						**13 910,40 $**

Postes forfaitaires	Montant forfaitaire par poste	Nombre de postes prévu		Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Gestionnaire CO	10 090,00 $	1		10 090,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Vidéaste	3 000,00 $	1		3 000,00 $
Total				**13 090,00 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**3 190,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Animateur(trice) spécialisé(e)	5 040,00 $	0,00 $	0,00 $	**5 040,00 $**	5 040,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Interprète LSQ	1 400,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 400,00 $**	1 680,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Gestionnaire CO *(poste forfaitaire)*	10 090,00 $	0,00 $	0,00 $	**10 090,00 $**	10 090,00 $

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Politique pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**3 190,00 $**	**0,00 $**		
Autre poste : veuillez l'identifier Vidéaste *(poste forfaitaire)*	3 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 000,00 $**	3 000,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier conseillère autochtone	840,00 $	0,00 $	0,00 $	**840,00 $**	840,00 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	4 350,00 $	2 000,00 $	0,00 $	**6 350,00 $**	6 350,40 $
Total	**24 720,00 $**	**2 000,00 $**	**0,00 $**	**26 720,00 $**	**27 000,40 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	280,00 $	190,00 $	0,00 $	**470,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Total	**280,00 $**	**190,00 $**	**0,00 $**	**470,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**1,67 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**1 000,00 $**	**0,00 $**	**1 000,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**3,55 %**			
Total	**25 000,00 $**	**3 190,00 $**	**0,00 $**	**28 190,00 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Nous demandons également un montant de 5000$ réservé à la formation des instructrices autochtones. Celui-ci s'ajoute au budget.

1. **Adaptation des ateliers d'autodéfense et développement du nouveau contenu s'adressant spécifiquement aux femmes autochtones en milieu urbain à Montréal:** engager une femme autochtone pour conduire une recherche en collaboration avec notre équipe afin d'adapter les outils existants et en créer de nouveaux qui s'adressent aux besoins spécifiques des femmes autochtones à Montréal. Selon Isabelle Paillé de Femmes Autochtones du Québec, 80% des femmes autochtones ont déjà subi des agressions sexuelles. Chez les filles autochtones de 15 ans, il n'y a qu'une fille sur huit qui affirme n'avoir jamais été agressée sexuellement. De ces agressions, 60% sont commises par des allochtones. De plus, le contexte pandémique actuel a accru la vulnérabilité et l'insécurité des femmes autochtones à Montréal. Elles sont confrontées à des situations de violence et d'itinérance aggravées par la réduction/fermeture des services d'urgence, des refuges, de différentes ressources spécialisées et de plusieurs espaces publics ainsi que par la fermeture des frontières de certaines communautés autochtones pour prévenir la propagation de la Covid-19, rendant un retour en communauté difficile, voire impossible. Il est donc d'autant plus urgent de répondre aux besoins des femmes autochtones en matière de sécurité et prévention des agressions. Travailler en collaboration avec une chercheuse autochtone spécialisée sur les questions des agressions faites aux filles et aux femmes autochtones est une initiative qui nous permettra d'offrir des outils spécifiques qui répondent à des besoins criants.

2. La formation de deux instructrices d'autodéfense féministe provenant des communautés autochtones: après avoir développé du contenu adapté, la formation de deux instructrices autochtones pour donner des ateliers spécialisés permettra d'offrir aux femmes autochtones de Montréal des ateliers "par et pour" offrant des outils adaptés à leurs réalités tout en évitant de reproduire les violences structurelles inhérentes aux relations coloniales et/ou raviver les traumas liés à la colonisation. Appuyées par le Centre mais agissant de façon autonome, il s'agira d'établir une relation de collaboration entre les instructrices d'autodéfense autochtones et le CPAM basée sur le respect des principes d'autodétermination et de gouvernance autochtones.

CONTINUATION RÉSUMÉ DU PROJET

La création et diffusion de capsules vidéo : Les principes d'autodéfense féministe en vidéo Elles aborderont les principaux mythes sur les agressions, les différentes approches de prévention, les notions d'intuition, de "ligne de justice", de riposter plutôt que de se débattre, etc. Ces vidéos nous permettront de partager largement des outils de prévention et des informations concrètes que les femmes pourront s'approprier afin de développer et d'utiliser leurs propres stratégies pour se sortir de situations désagréables et/ou dangereuses. Cette approche de reprise de pouvoir et de contrôle permettra aux femmes de se sentir plus en confiance et d'augmenter leur sentiment de sécurité dans les espaces tant privés que publics.

Nous envisageons la diffusion du contenu des capsules dans les Centres de femmes, bibliothèques et écoles par les biais des ateliers de discussion. Aussi, nous comptons assurer notre présence dans les différents évènements des 16 jours d'action contre la violence faites aux femmes.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
résolutionCA-PV2021.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Doc-d'engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- .
- Respecter l’ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l’amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l’événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d’une demi-page dans le programme de l’événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d’inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l’événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l’avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d’installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l’activité ou lors d’interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s’annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l’activité ou de l’événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d’adresser un message promotionnel aux participants lorsqu’il y a présence d’un animateur sur le site d’une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l’événement (ou d’une activité) et si le contexte s’y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu’à 10 pi x 20 pi afin d’y installer un kiosque d’exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218329005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier de 25 000 $ au Centre de prévention des agressions de Montréal afin de réaliser le projet « Promotion d'outils pour améliorer la sécurité des femmes », pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218329005 Centre prévention des agressions MTL.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-04

André POULIOT
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218329004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 5 000 $ à Fondation Émergence afin de tenir la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 5 000 $ à Fondation Émergence pour la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie 2021 dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-11 10:38

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218329004**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 5 000 $ à Fondation Émergence afin de tenir la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal soutient financièrement différentes initiatives de la diversité sexuelle et de genre. En 2019, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a coordonné une vaste démarche de consultation auprès des communautés LGBTQ2+ afin de connaître leurs besoins et leurs enjeux, et ce, dans l'intention de se doter d'orientations municipales en cette matière.
De cette consultation ressort toute l'importance de lutter contre les discriminations que vivent les communautés LGBTQ2+ et de promouvoir la diversité sexuelle et de genre en reconnaissant, de manière symbolique, les journées de célébration des communautés LGBTQ2+.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0916 du 10 juin 2020
Accorder un soutien financier de 5 000 $, pour l'année 2020, à la Fondation Émergence pour la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie ainsi que pour son 20e anniversaire, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier / Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

CE19 1309 du 14 août 2019
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $ sur deux ans, soit 110 000 $ pour 2019 et 110 000 $ pour 2020, aux différents organismes ci-après désignés, dont 60 000 $ pour Fondation Emergence pour le projet « Pour que vieillir soit gai : assurer des

milieux aînés inclusifs envers les personnes aînées LGBT », dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2022)

DESCRIPTION

La Fondation Émergence a pour mission de défendre les droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBTQ+). En 2003, elle a instauré la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie à Montréal. Celle-ci a ensuite été reconnue à l'échelle nationale et mondiale en 2006. Cette date symbolique rappelle que le 17 mai 1990, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a retiré l'homosexualité de sa classification des maladies. Chaque année, la campagne de sensibilisation de l'organisme fait la promotion de différentes thématiques à travers les outils de sensibilisation distribués (affiches, dépliants, etc.) dans tous les milieux pertinents.
En 2021, le thème envisagé est les violences envers les communautés LGBTQ+ d'ici et de par le monde alors que l'accroche imaginée est la suivante : « Nos couleurs sont aussi celles de nos blessures : continuons le combat qui mènera à la guérison ». La campagne vise donc à dénoncer les violences, notamment celles envers les personnes militantes, et à mobiliser tous les milieux à agir pour assurer la sécurité des communautés LGBTQ2+ d'ici ou d'ailleurs.

JUSTIFICATION

Le rapport de la consultation menée par la Ville en 2019 met en évidence qu'une proportion importante de la population montréalaise LGBTQ2+ ne se sent pas en sécurité à Montréal et craint de vivre des gestes inadéquats en raison de son identité de genre ou de son orientation sexuelle. La sensibilisation du grand public aux réalités et aux enjeux que vivent encore aujourd'hui les personnes LGBTQ2+ demeure une action essentielle pour atteindre une acceptation sociale à part entière et créer des milieux de vie inclusifs et sécuritaires. En cela, le soutien à la campagne de la *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* apparaît comme une opportunité pour la Ville de démontrer son soutien aux communautés LGBTQ2+ et son engagement à lutter contre les discriminations qu'elles vivent. Les actions de la Fondation Émergence s'inscrivent en cohérence avec les orientations municipales LGBTQ2+ afin de promouvoir la diversité sexuelle et de genre au sein de la population montréalaise. Plus précisément, cette campagne rejoint la volonté de la Ville de prévenir et de lutter contre toutes formes de violences homophobes, transphobes, lesbophobes vécues par les communautés LGBTQ2+.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 5 000 $, est prévu au SDIS. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

Le soutien financier que la Ville a accordé à cet organisme au cours des dernières années pour le même projet se résume comme suit :

	Soutien accordé		**Projet**	**Soutien recommandé 2021**
Fondation Émergence	**2019**	**2020**	Campagne *Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie* 2021	
	0 $	5 000 $		**5 000 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s’inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En soutenant la campagne de sensibilisation contre l’homophobie et la transphobie, la Ville reconnaît l’importance de sensibiliser, en amont, la population à ces réalités et de lutter contre les discriminations que les communautés LGBTQ2+ peuvent vivre. Le soutien de cette campagne et des activités qui y sont reliées permet de positionner la Ville comme un partenaire important auprès des communautés LGBTQ2+.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce projet est adapté au contexte de gestion de crise liée à la COVID-19. La campagne de sensibilisation sera essentiellement déployée en ligne.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités prévues au protocole de visibilité, en Annexe 2 au projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021 : Présentation au comité exécutif pour approbation
Envoi de la lettre de réponse et émission du premier versement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2021-05-03

Marianne CARLE-MARSAN
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-9728
Télécop. :

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - relations interculturelles et lutte contre les discriminations

Tél : 5148723979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-05-10

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame-Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION ÉMERGENCE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaire au C.P. 55510 Succ. Centre Maisonneuve, Montréal, Québec, H1W 0A1, agissant et représentée par M. Laurent Breault, directeur général dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 875907420 RT001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1208745898 DQ0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 875907420 RR0001

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour informer et sensibiliser la population en général aux réalités des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et trans (LGBT);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que

telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CINQ MILLE** dollars (5 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un versement :

- un premier versement au montant de **CINQ MILLE** dollars (**5 000** $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile C.P. 55510 Succ. Centre Maisonneuve, Montréal, Québec, H1W 0A1, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

FONDATION ÉMERGENCE

Par : _____
Laurent Breault, directeur général

Cette convention a été approuvée par le ( ) de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution …….).

fondation émergence | Lutte contre l'homophobie et la transphobie

Lundi 12 avril 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal
155, rue Notre-Dame Est, Bureau 210
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Objet : Demande de soutien financier
Campagne Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie 2021

Madame la mairesse,

La Fondation Émergence a pour mission de défendre les droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBTQ+). Chaque année, elle organise une campagne de sensibilisation à destination du grand public, qui culmine le 17 mai lors de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie. Cette journée, créée à Montréal et pour la première fois au monde par la Fondation Émergence en 2003, est aujourd'hui reconnue à l'échelle nationale et internationale.

Nous réitérons nos remerciements pour le soutien financier que la Ville de Montréal nous a accordé l'an dernier pour la réalisation de notre campagne annuelle de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

L'édition 2021 abordera un enjeu d'actualité préoccupant : **les violences envers les communautés LGBTQ+ d'ici et de par le monde.** Les études démontrent en effet que les homicides et les violences augmentent un peu partout dans le monde. Notre campagne vise donc à dénoncer ces violences et à mobiliser tous les milieux pour mieux protéger les personnes LGBTQ+, notamment les militant.e.s qui risquent souvent leur vie pour atteindre l'égalité. C'est pourquoi notre campagne aura pour accroche ; **« Nos couleurs sont aussi celles de nos blessures : continuons le combat qui mènera à la guérison ».** En effet, si les couleurs de l'arc-en-ciel sont celles de la fierté, elles sont également celles d'une longue lutte vers l'inclusion, teintées par les blessures causées par les violences subies.

Fondation Émergence inc.
C.P. 55510 Centre Maisonneuve, Montréal (Québec) H1W 0A1
Téléphone (438) 384-1058
www.fondationemergence.org
courrier@fondationemergence.org

17 mai Journée internationale contre l'**homophobie** et la **transphobie**

Comme les années précédentes, le matériel de sensibilisation se déclinera en affiches, dépliants, autocollants et en matériel numérique sur les réseaux sociaux. Il sera ensuite distribué dans tous les milieux pertinents du Québec (scolaire, professionnel, institutionnel, etc.).

Par la présente, nous vous invitons à soutenir financièrement notre initiative à la hauteur de 5000$ et à souligner la date du 17 mai dans vos milieux, arrondissements et réseaux en diffusant cette nouvelle campagne.

Ensemble, nous pouvons créer une Ville qui accepte pleinement la diversité sexuelle et de genre.

Recevez, Madame Plante, l'expression de mes meilleurs sentiments.



Laurent Breault
Directeur général de la Fondation Émergence

Demande envoyée aussi à Monsieur Robert Beaudry, conseiller de Ville-Marie
p. j. Rapport d'activités 2019-2020

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

• Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
• S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
• Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez visiter le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

• Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville de Montréal. Pour les obtenir, il faut envoyer une demande à : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

- .
- Respecter l’ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l’amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l’événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d’une demi-page dans le programme de l’événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d’inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l’événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l’avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d’installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l’activité ou lors d’interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s’annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l’activité ou de l’événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d’adresser un message promotionnel aux participants lorsqu’il y a présence d’un animateur sur le site d’une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l’événement (ou d’une activité) et si le contexte s’y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu’à 10 pi x 20 pi afin d’y installer un kiosque d’exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez visiter le site de la mairesse (mairesse.montreal.ca), en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande doit être envoyée via le site de la mairesse : mairesse.montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218329004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Accorder un soutien financier de 5 000 $ à Fondation Émergence afin de tenir la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, pour l'année 2021, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218329004 Fondation Emergence.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-06

André POULIOT
Conseiller budgtéaire

Tél : 514-872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217722002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de deux murales en 2021, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 99 314 $ (incluant les frais de jury), à l'organisme MURAL et au montant indiqué en regard de chacun des projets. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de deux murales en 2021, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 99 314 $ incluant les frais de concours de 1 314 $, à l'organisme MURAL et au montant indiqué en regard de chaque projet de murale. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel.

2. d'approuver à cette fin les projets de convention entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers.

3. d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2018-2021.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-14 15:51

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217722002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de deux murales en 2021, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 99 314 $ (incluant les frais de jury), à l'organisme MURAL et au montant indiqué en regard de chacun des projets. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Par ses politiques et ses programmes, la Ville de Montréal a notamment pour objectifs d'améliorer la qualité des milieux de vie, de favoriser l'accès aux arts et à la culture, d'encourager l'engagement des citoyen.e.s dans l'amélioration de leur milieu, d'entretenir et d'embellir la ville et de soutenir et mettre en valeur la création artistique. L'art mural est un médium de choix pour réaliser l'ensemble de ces objectifs.
Créé en 2016 suite à une collaboration entre la Ville de Montréal (Service de la culture, Service de la concertation des arrondissements et Arrondissement de Ville-Marie) et le gouvernement du Québec, le Programme d'art mural vise à embellir l'espace public montréalais par la réalisation de murales extérieures visibles, créatives et liées à leur contexte. Il comporte trois (3) volets, correspondant chacun à une démarche et à des critères d'appréciation différents soit le volet 1 - murales de grande visibilité, le volet 2 - murales de quartier, et le volet 3 - murales de la Collection municipale d'art public. Les volets 1 et 3 sont gérés par le Service de la culture (ci-après nommé SC) et le volet 2 est géré et financé le Service de la concertation des arrondissements.

Le présent sommaire concerne les projets qui s'inscrivent dans le premier volet du Programme pour l'année 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0984 - 17 juin 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales en 2020, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 124 480 $ incluant les frais de concours de 2 480 $, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. Cette somme est telle que prévue dans

l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.
CE19 1014 - 12 juin 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales en 2019, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 140 696 $ incluant les frais de concours de 1 696 $, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.

CE18 1151 - 27 juin 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de murales en 2018, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 97 100 $ incluant les frais de concours de 1 400 $, aux organismes ci-après désignés et au montant indiqué en regard de chacun d'eux. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le volet 1 du Programme d'art mural est principalement axé sur la qualité artistique des murales. Il vise la réalisation de grandes murales sur des murs offrant une très bonne visibilité à partir du domaine public. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif ayant plus de deux (2) ans d'expérience et associés à un artiste professionnel, à un muraliste ou à un collectif d'artistes reconnu. Les projets doivent avoir obtenu l'appui de l'arrondissement concerné et du propriétaire du mur.
Un appel de projets a été lancé en décembre 2020 pour le Programme d'art mural 2021 et une rencontre d'information s'est tenue en janvier 2021.
5 projets ont été présentés au jury qui était composé des sept (7) membres suivants :

- Ana Maria Vera, muséologue spécialiste de l'art mural;
- Chloé Roumagère, conseillère en planification, service de la concertation des arrondissements;
- Isabelle Gay, commissaire à la culture, service de la culture;
- Geneviève Charbonneau, représentante des citoyens et présidente du jury;
- Julie Fournier, conseillère en développement culturel, gouvernement du Québec;
- Maxime Gascon, contremaître propreté des travaux, arrondissement de Ville-Marie;
- Sabrina Alaïs, historienne de l'art et muséologue, spécialisée en tourisme culturel et médiation culturelle.

Les projets du volet 1 du Programme d'art mural ont été choisis sur la base des objectifs du Programme
d'art mural ainsi que des critères suivants :

Les objectifs :
● Embellir le paysage urbain par l'art
● Soutenir et mettre en valeur la création artistique
● Favoriser l'inclusion de même qu'une mobilisation des citoyen.ne.s, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie
● Prévenir l'apparition de graffitis
● Faciliter et favoriser un accès équitable à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais
● Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville
● Enrichir le patrimoine artistique public

Les critères :
● Qualité de l'intégration du projet à l'architecture du bâtiment et qualité de la démarche artistique (30%)
● Qualité des portfolios de l'organisme et de l'artiste et expérience dans la réalisation de projets comparables (20 %)
● Visibilité, pertinence de l'intégration sur le territoire, accessibilité et impact visuel (25 %)

● Activités de médiation culturelle favorisant la mobilisation, l'appropriation citoyenne et l'inclusion (15 %)
● Faisabilité technique et financière (10 %)

La contribution financière peut atteindre les 2/3 de la valeur du projet et ce, jusqu'à concurrence de 49 000 $ par projet. L'autre 1/3 de la valeur du projet doit être assumé par l'organisme lui-même ou provenir d'autres sources de financement (arrondissements, dons, commandites). Les sommes sont attribuées en fonction du nombre de projets lauréats et du budget de ces projets.

Des 5 projets soumis au jury, deux (2) sont recommandés par le jury. Ils visent l'arrondissement de Ville-Marie.

Les deux (2) projets suivants ont été retenus au volet 1 du Programme d'art mural 2021 pour un montant total de 98 000 $ auquel s'ajoutent les frais de concours de 1 314 $, portant le montant total de la dépense à 99 314 $.
Le tableau suivant détaille l'attribution des fonds.

Organisme	Artiste	Arrondissement	Budget total du projet	**Budget octroyé au PAM MCC / Ville**	% du projet	Budget octroyé par Ville-Marie
MURAL	Drew Young	Ville-Marie	96 020 $	49 000 $	51 %	47 020 $
MURAL	Michelle Hoogveld	Ville-Marie	83 000 $	49 000 $	59 %	34 000 $
		Frais de concours		1 314 $		
			TOTAL	**99 314 $**		81 020 $

JUSTIFICATION

Ce projet s'inscrit dans les priorités organisationnelles de la Ville (priorité 15) en ce qu'il contribue au soutien de la vitalité culturelle de Montréal et de son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assure la pérennité de leur pratique sur son territoire. Ce soutien aura également des effets positifs pour les citoyen.ne.s qui verront leur ville égayée et embellie par ces projets qui contribueront au développement de sentiments de fierté et d'appartenance.
La mise sur pied de ce Programme d'art mural vise à établir et à respecter des standards de qualité en matière d'art mural à la Ville de Montréal et ainsi à la reconnaissance de cette forme d'expression artistique. Cette opération qualitative doit être complémentaire aux stratégies de propreté déjà en place et aux projets qui continueront d'en découler.

Par ailleurs, ces projets contribueront à faire vibrer le centre-ville cet été, y attirer la population et les travailleurs de Montréal, ainsi que les touristes et les étudiants, et ainsi amorcer la relance du cœur économique et culturel montréalais.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 98 000 $ et des frais de concours de 1 314 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-064 Partie 2019-2020 / Années antérieures CM18 1388.
Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Le financement de ce programme est généralement réparti à 50 % gouvernement du Québec et 50% Ville de Montréal. La dépense de 99 314 $ est subventionnée à 49 657 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la ville de 49 657 $ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes 20-02.01.03.00-0175.

Pour information, le détail des contributions de la Ville de Montréal à cet organisme dans les cinq dernières années (incluant l'année en cours) est présenté sous forme de tableau :

NOM_FOURNISSEUR	Centre de responsabilité	2016	2017	2018	2019	2020	2021
MURAL	Conseil des arts de Montréal	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $		54 000,00 $	
	Culture	50 000,00 $	79 737,50 $	65 150,00 $	68 550,00 $	37 700,00 $	1 500,00 $
	Diversité et inclusion sociale	451,00 $	1 029,00 $	1 081,00 $	1 643,00 $		
	Plateau Mont-Royal		13 000,00 $				
	Ville-Marie		8 921,25 $	991,25 $			
Total général		55 451,00 $	107 687,75 $	72 222,25 $	70 193,00 $	91 700,00 $	1 500,00 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020,* en particulier l'action no. 13 qui vise notamment à multiplier les interventions en art public pour aménager les quartiers durables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les murales ont un impact auprès des citoyen.ne.s puisqu'elles se déploient sur des murs extérieurs et ont un fort impact visuel dans l'espace public. Les artistes choisis sont des muralistes et artistes accomplis et reconnus. L'organisme soutenu a démontré son expertise et l'arrondissement finance les projets également.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Octroyer le financement aux organismes dans le contexte de la COVID-19 aura un impact positif sur la communauté artistique. Il permet non seulement de soutenir les organismes culturels, mais également les artistes muralistes avec lesquels ils collaborent.
Dans le contexte de la COVID-19, l'échéancier de travail a été ajusté en fonction de la situation actuelle et pourrait l'être à nouveau. L'artiste pourra débuter son travail préparatoire dès l'octroi du contrat. De plus, cette convention prévoit des dispositions exceptionnelles permettant de réviser les modalités de réalisation de l'œuvre d'art, notamment le budget et l'échéancier, afin de s'adapter à la situation actuelle de pandémie et à d'éventuelles prochaines vagues.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera réalisée par le service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des conventions mai 2021
Réalisation des murales juin à septembre 2021
Activités de médiation culturelle juin à septembre 2021
Inauguration des projets de murales été - automne 2021
Réception des reddition de compte 30 novembre 2021
Évaluation et bilan hiver 2021-2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques administratives des concours d'art public du Service de la culture. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie HOULE, Service de la concertation des arrondissements
Manon OUELLET, Ville-Marie

Lecture :

Stéphanie HOULE, 4 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara SAVIGNAC ROUSSEAU
Agente de développement culturel

Tél : 514-872-2686
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-03

Stéphanie ROSE
Chef de division par intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-05-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-05-14

Bureau d'art public
Service de la culture
8 avril 2021

FICHE TECHNIQUE

Nouvelle murale

Un pied dans le passé et l'autre dans l'avenir

Artistes : Drew Young
Organisme : MURAL
Arrondissement de Ville-Marie

Financée dans le cadre du volet 1 du Programme d'art mural 2021





Site de l'implantation de la murale
Mur aveugle ouest de l'Hôtel Méridien situé au 1808 rue Sherbrooke Ouest

Surface
5 390 pieds carrés

Date d'inauguration
2021 dans le cadre du Festival MURAL

Financement
Programme d'art mural 2021 (volet 1)
Financé par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal

Montage financier

Coût total estimé du projet :	96 020 $
Financé par le Programme d'art mural 2021 (SC et MCC)	49 000 $
Financé par l'arrondissement de Ville-Marie	47 020 $

Mise en contexte | Programme d'art mural
Créé en 2016 suite à une collaboration entre la Ville de Montréal (Service de la culture, Service de la concertation des arrondissements et Arrondissement de Ville-Marie) et le gouvernement du Québec, le Programme d'art mural vise à embellir l'espace public montréalais par la réalisation de murales extérieures visibles, créatives et liées à leur contexte. Il comporte trois volets, correspondant chacun à une démarche et à des critères de sélection différents.

Le volet 1 est axé sur la qualité artistique des murales et vise la réalisation de grandes murales sur des murs offrant une très bonne visibilité à partir du domaine public. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif associés à un artiste muraliste ou à un collectif d'artistes reconnu.

Les critères de sélection des projets sont les suivants :

- Qualité de l'intégration du projet à l'architecture du bâtiment et qualité de la démarche artistique (30%)
- Qualité des portfolios de l'organisme et de l'artiste et expérience dans la réalisation de projets comparables (20 %)
- Visibilité, pertinence de l'intégration sur le territoire, accessibilité et impact visuel (25 %)
- Activités de médiation culturelle favorisant la mobilisation, l'appropriation citoyenne et l'inclusion (15 %)
- Faisabilité technique et financière (10 %)

La murale et l'artiste
L'artiste propose la réalisation d'un iris violet, plante indigène au Québec, qu'il a ensuite retravaillé à sa manière. La murale vient ajouter une touche vive, colorée et contrastante pour les citadins. L'œuvre sera vue par ceux et celles qui se dirigent vers le centre-ville et elle agira comme un éclat de couleur avant d'entrer dans les dédales bétonnés. Une fleur est un symbole positif universel. De plus, les insertions d'abstraction numérique viennent moderniser l'image et donnent un aspect presque digital à la plante. Ce saut dans le futur est en fait un clin d'œil aux étudiants du quartier qui façonnent l'avenir.

Young est un peintre exposé à l'échelle internationale. L'artiste a pour sujet de prédilection les fleurs de toutes sortes. Ces dernières années, ses récompenses en peinture lui ont valu de nombreuses opportunités en tant que conservateur et directeur créatif. Il a été le conservateur des arts visuels pour TedX Vancouver, Skookum ainsi que le fondateur de Snag - une exposition hebdomadaire de peinture en direct visant à mettre en lumière la culture artistique alternative de Vancouver. Il est actuellement conservateur et directeur artistique du Vancouver Mural Festival.

Activités de médiation favorisant la mobilisation et l'appropriation citoyenne
Dans le cadre du festival MURAL et tout au long de l'année, l'organisme MURAL organise plusieurs visites guidées destinées aux festivaliers, touristes et amateurs de culture. De plus, MURAL a développé un partenariat récurrent avec l'organisme « Dans la rue », situé en plein cœur de Montréal. Ce dernier soutient les jeunes en situation d'itinérance et de réinsertion professionnelle.

L'activité de médiation avec cet organisme communautaire, impliquant une quinzaine de participant.e.s se réalise en plusieurs étapes. Premièrement, les jeunes du programme de réinsertion professionnelle (5-6) sont jumelés avec l'équipe de production de MURAL afin de participer à la préparation du mur où la murale prendra place. De plus, un atelier de formation artistique avec l'artiste muraliste lors d'une journée durant le festival est prévu. L'artiste vient expliquer sa démarche et ses techniques de travail. Finalement, les jeunes se voient remettre du matériel d'artiste afin de poursuivre leur création personnelle pendant et après l'atelier.

L'organisme

Le festival d'art public MURAL est le plus grand rassemblement d'art urbain à ciel ouvert en Amérique du Nord qui allie arts, interactivité et innovation. L'organisme a comme objectif de démocratiser l'art urbain et faire de Montréal une plaque tournante de cette discipline. Les activités sont réalisées avant tout afin que les publics puissent participer à des manifestations inclusives et engageantes et que les œuvres contribuent à la création d'un patrimoine culturel riche pour les générations futures. Mural transforme durablement le paysage montréalais grâce aux artistes locaux du Québec et du monde entier. La 9e édition du Festival MURAL prendra place du 12 au 22 août 2021 au bonheur des visiteurs et des habitants de la métropole.

Sommaire décisionnel : 1217722002
Rédigée par : Sara Savignac Rousseau, agente de développement culturel
Validée par : Stéphanie Rose, Chef de division intérim, Équipements culturels et bureau d'art public

Bureau d'art public
Service de la culture
8 avril 2021

FICHE TECHNIQUE

Nouvelle murale

Dazzle My Heart

Artistes : Michelle Hoogveld
Organisme : MURAL
Arrondissement de Ville-Marie

Financée dans le cadre du volet 1 du Programme d'art mural 2021



Site de l'implantation de la murale
Enveloppement partiel de l'hôtel Le Germain situé au 2050 rue Mansfield

Surface
23 408 pieds carrés

Date d'inauguration
2021 dans le cadre du Festival MURAL

Financement
Programme d'art mural 2021 (volet 1)
Financé par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal

Montage financier

Coût total estimé du projet :	83 000 $
Financé par le Programme d'art mural 2021 (SC et MCC)	49 000 $
Financé par l'arrondissement de Ville-Marie	34 000 $

Mise en contexte | Programme d'art mural
Créé en 2016 suite à une collaboration entre la Ville de Montréal (Service de la culture, Service de la concertation des arrondissements et Arrondissement de Ville-Marie) et le gouvernement du Québec, le Programme d'art mural vise à embellir l'espace public montréalais par la réalisation de murales extérieures visibles, créatives et liées à leur contexte. Il comporte trois volets, correspondant chacun à une démarche et à des critères de sélection différents.

Le volet 1 est axé sur la qualité artistique des murales et vise la réalisation de grandes murales sur des murs offrant une très bonne visibilité à partir du domaine publ ic. Il s'adresse aux organismes à but non lucratif associés à un artiste muraliste ou à un collectif d'artistes reconnu.

Les critères de sélection des projets sont les suivants :

- Qualité de l'intégration du projet à l'architecture du bâtiment et qualité de la démarche artistique (30%)
- Qualité des portfolios de l'organisme et de l'artiste et expérience dans la réalisation de projets comparables (20 %)
- Visibilité, pertinence de l'intégration sur le territoire, accessibilité et impact visuel (25 %)
- Activités de médiation culturelle favorisant la mobilisation, l'appropriation citoyenne et l'inclusion (15 %)
- Faisabilité technique et financière (10 %)

La murale et l'artiste
L'œuvre enveloppe la façade est de l'Hôtel Le Germain Montréal, au bout de la rue Pr ésident Kennedy. Les hôtels étant durement touchés par la pandémie, l'artiste souhaite inspirer le retour à la "vie normale". Les couleurs vives contrastent avec l'environnement bétonné et vitré des immeubles environnants. Au centre de l'œuvre se trouve un grand cœur chargé d'espoir et de lumière. Ce lieu est à la jonction des quartiers des affaires, des spectacles et de l'université McGill.

Michelle Hoogveld est une peintre contemporaine et muraliste canadienne dont le style vibrant s'inspire de la théorie des couleurs, des liens et des questions de cœur. Elle crée des compositions de motifs et de blocs de couleurs semblables à des textiles, avec des couches qui se tissent et se replient comme une tapisserie complexe de ce que nous sommes, des lieux que nous rencontrons et de la chose qui nous relie tous - l'amour. Déménagée de Calgary vers Montréal en mars, ce sera une première œuvre dans sa nouvelle ville.

Activités de médiation favorisant la mobilisation et l'appropriation citoyenne
Dans le cadre du festival MURAL et tout au long de l'année, l'organisme MURAL organise plusieurs visites guidées destinées aux festivaliers, touristes et amateurs de culture. De plus, MURAL a développé un partenariat récurrent avec l'organisme « Dans la rue », situé en plein cœur de Montréal. Ce dernier soutient les jeunes en situation d'itinérance et de réinsertion professionnelle.

L'activité de médiation avec cet organisme communautaire, impliquant une quinzaine de participant.e.s se réalise en plusieurs étapes. Premièrement, les jeunes du programme de réinsertion professionnelle (5-6) sont jumelés avec l'équipe de production de MURAL afin de participer à la préparation du mur où la murale prendra place. De plus, un atelier de formation artistique avec l'artiste muraliste lors d'une journée durant le festival est prévu. L'artiste vient expliquer sa démarche et ses techniques de travail. Finalement, les jeunes se voient remettre du matériel d'artiste afin de poursuivre leur création personnelle pendant et après l'atelier.

L'organisme

Le festival d'art public MURAL est le plus grand rassemblement d'art urbain à ciel ouvert en Amérique du Nord qui allie arts, interactivité et innovation. L'organisme a comme objectif de démocratiser l'art urbain et faire de Montréal une plaq ue tournante de cette discipline. Les activités sont réalisées avant tout afin que les publics puissent participer à des manifestations inclusives et engageantes et que les œuvres contribuent à la création d'un patrimoine culturel riche pour les générations futures. Mural transforme durablement le paysage montréalais grâce aux artistes locaux du Québec et du monde entier. La 9e édition du Festival MURAL prendra place du 12 au 22 août 2021 au bonheur des visiteurs et des habitants de la métropole.

Sommaire décisionnel : 1217722002
Rédigée par : Sara Savignac Rousseau, agente de développement culturel
Validée par : Stéphanie Rose, Chef de division intérim, Équipements culturels et bureau d'art public

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
POUR LA RÉALISATION DE MURALES
Si la contribution est supérieure à 500 000,00 $, vous devez contacter le Service du greffe (Marc Lebel –mlebel@ville.montreal.qc.ca)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MURAL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4200 boul. Saint-Laurent Montréal, QC, Canada H2W 2R2, agissant et représentée par Pierre-Alain Benoît, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 816151732RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1219690131TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : n/a

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2018-2021 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme objectif de démocratiser l'art urbain et faire de Montréal une plaque tournante de cette discipline;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses

activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La cheffe de la Division équipement culturels et bureau d'art public, Direction du développement culturel du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui

auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le MCC ou leurs représentants à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers

vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus,

et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Conditions spéciales

4.10.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé, l'esquisse de la murale et copie de l'entente conclue avec l'artiste pour chaque murale qui démontre notamment que l'Organisme a les droits prévus aux articles 12.1.2 et 12.1.3.

4.10.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.10.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50 %) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante-neuf mille dollars (49 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-quatre mille trois cents dollars (34 300,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatorze mille sept cents dollars (14 700,00 $), au plus tard le 28 janvier 2022,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement,

versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des

sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 novembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limites territoriales, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4200 boul. Saint-Laurent Montréal, QC, Canada H2W 2R2, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général, Pierre-Alain Benoît. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle

adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le ..4e..e jour de .Mai..... 2021

MURAL

Par : PABenoit_____
Pierre-Alain Benoît, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le ___e jour de ……. 2021 (Résolution CE …….).

ANNEXE 1
PROJET



Michelle Hoogveld, *Dazzle my Heart*
Enveloppement partiel de l'hôtel Le Germain situé au 2050 rue Mansfield
Arrondissement de Ville-Marie

Selon les détails du projet tels qu'inscrits au formulaire de demande signé par l'organisme

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec.

En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet à la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

-Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.

-Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.

-Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

-Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

PAB

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.**

-Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

-S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.

-Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

-Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

-Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :

- inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

PAB

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.
Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

-Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec disponibles sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques

-Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.
De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par la Ville. À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

-Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.

-Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement.

-Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

-Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

-Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une

PAB

demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.

-Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

-Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

-Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

-Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

-S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

-Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

-Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.

-Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles ci-dessus, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

-Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

PAB

- tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);
- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;
- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal, veuillez adresser votre demande par courriel à : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

PAB

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
POUR LA RÉALISATION DE MURALES
Si la contribution est supérieure à 500 000,00 $, vous devez contacter le Service du greffe (Marc Lebel –mlebel@ville.montreal.qc.ca)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **MURAL**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4200 boul. Saint-Laurent Montréal, QC, Canada H2W 2R2, agissant et représentée par Pierre-Alain Benoît, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 816151732RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1219690131TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : n/a

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2018-2021 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme objectif de démocratiser l'art urbain et faire de Montréal une plaque tournante de cette discipline;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses

activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : La cheffe de la Division équipement culturels et bureau d'art public, Direction du développement culturel du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention, notamment celles requises relativement à l'emplacement des murales du Projet, à leurs esquisses et à leurs conditions de réalisation, et ce, préalablement à leur réalisation;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;

4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui

auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements relatifs au Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le MCC ou leurs représentants à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MCC, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers

vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus,

et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Conditions spéciales

4.10.1 remettre au Responsable, pour chaque murale à réaliser dans le cadre du Projet et préalablement à sa réalisation, l'adresse et la photo du mur visé, l'autorisation du propriétaire du bâtiment visé, l'esquisse de la murale et copie de l'entente conclue avec l'artiste pour chaque murale qui démontre notamment que l'Organisme a les droits prévus aux articles 12.1.2 et 12.1.3.

4.10.2 assurer une inspection régulière de toute murale réalisée dans le cadre du Projet et à remédier à toute détérioration dans un délai raisonnable, et ce, pendant un minimum de cinq (5) ans suivant la fin du Projet. Il est entendu que le présent article 4.10.2 ne s'applique pas à une murale ayant subi une détérioration majeure sur plus de cinquante pour cent (50 %) de la surface, si cette détérioration survient suite à des circonstances hors du contrôle de l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante-neuf mille dollars (49 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-quatre mille trois cents dollars (34 300,00 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatorze mille sept cents dollars (14 700,00 $), au plus tard le 28 janvier 2022,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement,

versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MCC.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des

sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 novembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

11.1 L'Organisme concède à la Ville et au MCC, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limites territoriales, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs au Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

11.2 La Ville s'engage à indiquer le nom ou le pseudonyme du ou des artistes tels que fournis par l'Organisme, ainsi que le nom de l'Organisme lors de la présentation du Projet, sous quelque forme que ce soit, à des fins de publicité, d'exposition ou d'archivage.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4200 boul. Saint-Laurent Montréal, QC, Canada H2W 2R2, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général, Pierre-Alain Benoît. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle

adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le 4e.....e jour de Mai..... 2021

MURAL

Par : PABenoit
Pierre-Alain Benoît, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le ___e jour de …… 2021 (Résolution CE …….).

ANNEXE 1
PROJET





Drew Young, *Un pied dans le passé et l'autre dans l'avenir*
Mur aveugle ouest de l'Hôtel Méridien situé au 1808 rue Sherbrooke Ouest
Arrondissement de Ville-Marie

Selon les détails du projet tels qu'inscrits au formulaire de demande signé par l'organisme

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville de Montréal au ministère de la Culture et des Communications du Québec.

En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du projet, il est essentiel de :

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet à la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec

-Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.

-Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien.

-Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

-Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

PAB

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.**

-Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

-S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.

-Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

-Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du gouvernement du Québec, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

-Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le ministère de la Culture et des Communications :

- inviter par écrit la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.
Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

-Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville et de celui du gouvernement du Québec disponibles sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques

-Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires.
De façon générale, le logo du gouvernement du Québec doit toujours se retrouver à l'extrême droite.

À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par la Ville. À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

-Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.

-Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications sur le site Internet du projet ou de l'événement.

-Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

-Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

-Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une

PAB

demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.

-Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

-Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

-Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

-Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

-S'assurer de la présence du logo de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

-Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

-Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.

-Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles ci-dessus, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

-Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :

PAB

- tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);
- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;
- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal, veuillez adresser votre demande par courriel à : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : **visibilite@mcc.gouv.qc.ca**

PAB

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217722002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent pour la réalisation de deux murales en 2021, dans le cadre du Programme d'art mural - volet 1, totalisant la somme de 99 314 $ (incluant les frais de jury), à l'organisme MURAL et au montant indiqué en regard de chacun des projets. Cette somme est telle que prévue dans l'Entente sur le développement culturel. / Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit_GDD 1217722002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-11

Julie NICOLAS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-7660
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 55 877 $, à deux organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville de Dollard-des-Ormeaux - ville liée / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 55 877 $, aux deux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville de Dollard-des-Ormeaux - ville liée; :

ORGANISME	PROJET	MONTANT
Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)	Travail de rue/milieu DDO 2020-2021	29 696 $
Association Aquatique de Dollard-des-Ormeaux	Des possibilités d'inclusion sociale pour les quartiers à bas revenu	26 181 $

2. d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par	Charles-Mathieu BRUNELLE	**Le**	2021-05-14 15:54

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218377001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 55 877 $, à deux organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville de Dollard-des-Ormeaux - ville liée / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et vise à soutenir financièrement des initiatives et la réalisation de projets.
Afin d'encadrer la gestion de ce Fonds, le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal concluent, pour des périodes déterminées, des Ententes administratives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au titre des Alliances pour la solidarité.

Ainsi, une nouvelle Entente administrative a été signée en 2018 à la suite de l'adoption en 2017 du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Celle-ci, d'une durée de cinq ans et d'une somme de 44,75 M$, couvre la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023. L'enveloppe annuelle confiée à la Ville est de 10 M$.

Les projets, initiatives et interventions financés dans le cadre de cette Entente doivent répondre notamment aux critères suivants :

- S'inscrire dans les grandes politiques et orientations du gouvernement;
- Soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Faire l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu. Ils doivent répondre aux objectifs des planifications stratégiques régionales et des plans d'action de lutte contre la

pauvreté et l'exclusion sociale ainsi qu'aux objectifs de la Stratégie nationale; et,

- Viser à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par des projets d'interventions en matière de développement social et communautaire, de prévention de la pauvreté, d'aide à l'intégration en emploi des personnes éloignées du marché du travail, d'insertion sociale, d'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté dans les territoires à concentration de pauvreté.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées

CE19 0922 du 5 juin 2019
Approuver un soutien financier de 29 696 $ à Action Jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI) afin de réaliser le projet « Travail de milieu/de rue DDO », pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville liée de Dollard-des-Ormeaux (DDO);

CG18 0440 du 23 août 2018
Approuver le projet d'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, par laquelle le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 44,75 M$ pour cinq ans, soit 4,75 M$ en 2018-2019, 10 M$ en 2019-2020, 10 M$ en 2020-2021, 10 M$ en 2021-2022 et 10 M$ en 2022-2023

CG18 0372 du 21 juin 2018
Approuver un projet de modification à l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et la Ville de Montréal, afin de prolonger de sept mois ladite Entente et par laquelle le ministre confie à la Ville la gestion d'une enveloppe de 5,25 M$ pour la période du 1er avril 2018 au 31 octobre 2018

CE18 0755 du 9 mai 2018
Accorder un soutien financier de 29 696 $ à Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI) pour la réalisation du projet « Travail de milieu/de rue DDO », pour la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019, dans le cadre de la reconduction à venir de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018)

DESCRIPTION

Organisme : Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)
Projet : Travail de rue/milieu DDO
Montant : 29 696 $
Description : Le projet consiste à maintenir la présence d'un travailleur de milieu/de rue dans les cours d'école, les nombreux parcs et les centres commerciaux fréquentés par les jeunes résidents de la ville liée de Dollard-des-Ormeaux. Celui-ci verra à faciliter leur intégration dans la communauté par l'animation culturelle ou sportive, le soutien à la mise

en place de projets collectifs, la médiation sociale, la référence aux organismes de proximité et la création de liens de confiance avec les ressources du milieu.

Organisme : Association Aquatique de Dollard des Ormeaux
Projet : Des possibilités d'inclusion sociale pour les quartiers à bas revenu
Montant : 26 181 $
Description : Le projet consiste à offrir gratuitement des programmes qui encouragent les enfants à sortir et à jouer, les familles à explorer leur quartier, à favoriser un sentiment d'appartenance à la communauté et à promouvoir des habitudes de vie saines et actives ainsi qu'une meilleure estime de soi, afin que chacun puisse participer et en ressentir les bienfaits . Le projet créera des opportunités pour les citoyens de Dollard-des-Ormeaux qui se sentent isolés de participer à des activités et à des événements au sein de la communauté .

JUSTIFICATION

Pour la Ville de Dollard-des-Ormeaux, ces projets sont incontournables. Ils facilitent l'intégration sociale des nouveaux arrivants qui s'installent sur le territoire et favorisent le maintien d'un sentiment de sécurité de la population en déployant des travailleurs de rue, disponibles sur le terrain pour aider, écouter et référer la population vulnérable.
Ces projets se sont déroulés du 1er avril 2020 au 31 mars 2021. La signature *a posteriori* de la convention, alors que les projets sont terminés, demeure requise pour s'assurer que les organismes respectent les obligations assorties au versement de la subvention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 55 877 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative Ville-MTESS. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .
Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes pour les mêmes projets au cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	**Projet**	**Soutien accordé**			**Soutien recommandé 2020-2021**	**Soutien au projet global**
		2017	**2018**	**2019**		
Action jeunesse de l'Ouest-de-Île (AJOI)	Travail de rue/milieu DDO	29 696 $	29 696 $	29 696 $	29 696 $	45 %
Association Aquatique de Dollard des Ormeaux	Des possibilités d'inclusion sociale pour les quartiers à bas revenu	-	-	-	26 181 $	80 %

Le tableau des soutiens financiers versés par toute unité d'affaires de la Ville au cours des dernières années à Action jeunesse de l'Ouest de Île (AJOI) est en Pièces jointes. Il s'agit du premier soutien financier que la Ville accorde à Association Aquatique de Dollard-des-Ormeaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette initiative s'inscrit dans le Chantier A du nouveau Plan climat 2020-2030 Pour une ville inclusive, résiliente et carboneutre : « Mobilisation de la communauté montréalaise ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets permettent l'intégration de la population vulnérable car ils offrent un accès à des activités, mais aussi un soutien afin de les aider et les référer vers les ressources adéquates pour les soutenir dans leur cheminement.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le projet de convention utilisé pour l'octroi de ce soutien contient les clauses COVID-19 et permet ainsi la flexibilité nécessaire pour tenir compte des impacts éventuels de la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021 Présentation au comité exécutif pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LÉPINE
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-9657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-06

Ramana ZANFONGNON
Cheffe de division - Lutte contre la pauvreté et l'itinérance

Tél : 438-354-6851
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-05-14

REP_STATUT_RENV	(Tous)

Somme de REP_MONTANT				REP_EXERCICE_FINANCIER					
NOM_FOURNISSEUR	NUMERO_FOU	C_RESP_NIV_3_DECROIS_DESC	NUMERO_RESOLUTION	2017	2018	2019	2020	2021	Total général
ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-L'ILE	**142288**	Diversité et inclusion sociale	CA17 28 0077	7 081,00 $	7 082,00 $				**14 163,00 $**
			CA17 28 0254	5 245,00 $					**5 245,00 $**
			CA17 29 0351		15 877,00 $				**15 877,00 $**
			CA17 290108	33 151,86 $					**33 151,86 $**
			CA17 290255	24 494,67 $					**24 494,67 $**
			CA17 290350		12 500,00 $				**12 500,00 $**
			CA18 28 097		7 081,00 $	7 082,00 $			**14 163,00 $**
			CA18 28 285			1 203,00 $			**1 203,00 $**
			CA18 28285			5 245,00 $			**5 245,00 $**
			CA18 29 0160		31 350,26 $				**31 350,26 $**
			CA18 29 0161		55 700,30 $				**55 700,30 $**
			CA18 29 0328		11 039,36 $				**11 039,36 $**
			CA18 29 0329		12 500,00 $				**12 500,00 $**
			CA19 28 318			3 224,00 $	3 224,00 $		**6 448,00 $**
			CA19 29 0157			30 563,80 $			**30 563,80 $**
			CA19 29 0268			14 974,80 $			**14 974,80 $**
			ca19 29 0320				12 500,00 $		**12 500,00 $**
			CE16 0860	6 939,00 $					**6 939,00 $**
			CE16 1475	500,00 $					**500,00 $**
			CE17 0805	24 696,00 $	5 000,00 $				**29 696,00 $**
			CE17 1241	2 500,00 $	500,00 $				**3 000,00 $**
			CE18 0213		5 000,00 $				**5 000,00 $**
			CE18 0755		24 696,00 $	5 000,00 $			**29 696,00 $**
			CE18 1079		30 000,00 $	7 500,00 $			**37 500,00 $**
			CE19 0793			30 000,00 $	7 500,00 $		**37 500,00 $**
			CE19 0922			24 696,00 $	5 000,00 $		**29 696,00 $**
			CE19 1010			4 000,00 $	1 000,00 $		**5 000,00 $**
			CE19 1935			70 436,00 $	28 174,00 $		**98 610,00 $**
			CG17 0210	33 750,00 $	3 750,00 $				**37 500,00 $**
			gdd1194894002			14 163,00 $			**14 163,00 $**
			(vide)	2 171,00 $	1 057,00 $	1 075,00 $	1 075,00 $		**5 378,00 $**
			CE20 0136				37 500,00 $		**37 500,00 $**
			CE18 1147		4 000,00 $	739,00 $			**4 739,00 $**
			CA20 29 0164				27 692,00 $		**27 692,00 $**
			CE20 1188				9 077,00 $		**9 077,00 $**
			CA20 290139				15 877,00 $		**15 877,00 $**
			CA20 29 0162				31 513,25 $		**31 513,25 $**
			CA20 29 0244					12 500,00 $	**12 500,00 $**
		Total Diversité et inclusion sociale		140 528,53 $	227 132,92 $	219 901,60 $	180 132,25 $	12 500,00 $	**780 195,30 $**
		L'Île Bizard - Ste-Geneviève	(vide)	100,00 $		100,00 $	600,00 $		**800,00 $**
		Total L'Île Bizard - Ste-Geneviève		100,00 $		100,00 $	600,00 $		**800,00 $**
		Pierrefonds - Roxboro	(vide)	54 322,21 $	55 322,21 $	52 797,21 $	1 379,70 $		**163 821,33 $**
		Total Pierrefonds - Roxboro		54 322,21 $	55 322,21 $	52 797,21 $	1 379,70 $		**163 821,33 $**
Total général				**194 950,74 $**	**282 455,13 $**	**272 798,81 $**	**182 111,95 $**	**12 500,00 $**	**944 816,63 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)), dont l'adresse principale est le 15632 Gouin ouest, agissant et représentée par Tania Charron, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 829675610
Numéro d'inscription T.V.Q. : 829675610
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 829675610

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit afin d'établir et maintenir des services d'intervention de travail de rue/de milieu (proximité) auprès des jeunes âgés de 12 à 25 ans à risque et/ou en difficulté de l'Ouest-de-l'Île.;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE le Projet visé par la présente Convention et décrit à l'Annexe 1 a été réalisé du 1er avril 2020 au 31 mars 2021 et qu'un suivi a été effectué auprès de l'Organisme par la Ville de Dollard-des-Ormeaux afin de s'assurer que les obligations concernant la réalisation du Projet ont été respectées;

ATTENDU QUE l'octroi de la contribution financière est conditionnel à ce que l'Organisme remplisse ses obligations en vertu de la présente Convention, et ce malgré le fait que la réalisation du Projet ait pris fin le 31 mars 2021;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de

recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de

la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses

membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-neuf mille six cent quatre-vingt-seize dollars (29 696 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-trois mille sept cent cinquante-sept dollars (23 757 $) au moment de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille neuf cent trente-neuf

dollars (5 939 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la

présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention,

sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée

maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel

recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 15632, boulevard Gouin Ouest, Montréal, Québec, H9H 1C4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

ACTION JEUNESSE DE L'OUEST-DE-ÎLE

Par : _____
Tania Charron, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21…….).

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
DANS LE CADRE DES ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION AQUATIQUE DE DOLLARD DES ORMEAUX**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 12001 boulevard De Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, Québec, H9B 2A7, agissant et représentée par Marie-Josée Auger directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 100241967
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1008193513

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MTESS** ») ont conclu une Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des alliances pour la solidarité pour la période du 1er novembre 2018 au 31 mars 2023 (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MTESS et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme entend s'attaquer aux problématiques relatives aux situations de pauvreté, d'exclusion sociale et à risque vécues par des individus et des familles et entend aussi promouvoir la qualité de vie et la protection de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme mandataire de la ville de Dollard-des-Ormeaux pour d'offrir des services dans les ressources physiques mises à disposition par la Ville afin promouvoir le bien-être et les saines habitudes de vie auprès de la population;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE le Projet visé par la présente Convention et décrit à l'Annexe 1 a été réalisé du **1er avril** 2020 au 31 mars 2021 et qu'un suivi a été effectué auprès de l'Organisme par la Ville de Dollard-des-Ormeaux afin de s'assurer que les obligations concernant la réalisation du Projet ont été respectées;

ATTENDU QUE l'octroi de la contribution financière est conditionnel à ce que l'Organisme remplisse ses obligations en vertu de la présente Convention, et ce malgré le fait que la réalisation du Projet ait pris fin le 31 mars 2021;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : le Guide d'accompagnement en matière de communications mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MTESS, conformément au *Protocole de visibilité* joint à la présente Convention à

l'Annexe 2, le cas échéant, et au *Guide d'accompagnement en matière de communications* joint à la présente Convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MTESS par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MTESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MTESS aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville, le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes les contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation.

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MTESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente Convention une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

4.10 Dispositions particulières

L'Organisme s'engage à soumettre à la Ville, pour son approbation, une demande de contribution financière comportant les informations requises par le Responsable tels que, mais non limitativement, le montant de la demande et un état détaillé de son utilisation, le contexte, les objectifs et les résultats attendus, les retombées anticipées, les activités prévues et le calendrier de réalisation, les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires, les contributions humaines, matérielles et financières des organismes participants, y compris celles des bailleurs de fonds, la mention des organismes associés à la réalisation et les états financiers vérifiés du dernier exercice complété. Cette demande de contribution financière sera jointe à la présente Convention à l'Annexe 1.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-six mille cent quatre-vingt-un dollars (26 181 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux (ou trois) versements :

- un premier versement au montant de vingt mille neuf cent quarante-cinq dollars (20 945 $) au moment de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille deux cent trente-six dollars (5 236 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur

la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 8 et 9, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la

police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limites territoriales, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents relatifs le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses soustraitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 12001 boulevard De Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, Québec, H9B 2A7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Marie-Josée Auger directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C

0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2021

ASSOCIATION AQUATIQUE DE DOLLARD DES ORMEAUX

Par : _____
Marie-Josée Auger directrice

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2021 (Résolution CE21…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218377001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 55 877 $, à deux organismes, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) - Ville de Dollard-des-Ormeaux - ville liée / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218377001 MTESS DDO.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-11

André POULIOT
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5279
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218021002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 10 000 $ pour le Grand prix de la danse de Montréal 2021. Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé:

- d'accorder un soutien financier de 10 000 $ pour le Grand prix de la danse de Montréal 2021;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;

- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ainsi qu'un protocole de visibilité.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-14 15:55

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218021002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 10 000 $ pour le Grand prix de la danse de Montréal 2021. Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

C'est en 2011 que madame Marie Chouinard rassemble les acteurs du milieu de la danse afin de fonder Les Prix de la danse de Montréal (PDM). Le mandat de cet organisme à but non lucratif est de travailler à la promotion de Montréal comme centre international de création et de diffusion en danse ainsi que de valoriser le dynamisme des personnalités, des organismes et des institutions œuvrant dans le domaine, notamment en remettant des distinctions telles que le Grand prix de la danse de Montréal.
En 2021, les membres du conseil d'administration sont les suivants:

- Marie Chouinard, présidente - Directrice générale et artistique, Compagnie Marie Chouinard
- Christel Durand, secrétaire - Directrice des communications, Centre de Création O Vertigo et Fondatrice, directrice générale et artistique Festival FIKA(S)
- Bernard Lagacé, trésorier - Directeur général, Diagramme gestion culturelle
- Marie-Christine Cojocaru, administratrice - Directrice générale, La Caisse de la culture
- Pierre Des Marais, administrateur - Directeur général et codirecteur artistique Danse Danse
- Frédérick Gravel, administrateur - Directeur artistique et chorégraphe DLD — Daniel Léveillé Danse
- Lucie Vigneault, administratrice - Artiste en danse contemporaine

Le Grand Prix de la danse est remis à un artiste d'envergure, qui se sera produit sur une scène montréalaise dans l'année précédente.

En 2020, neuf prix furent décernés :
- Le Grand Prix de la danse de Montréal 2020, présenté par Québecor et la Ville de Montréal – 25 000 $
- Le Prix Ethel Bruneau 2020, présenté par Montréal, arts interculturels (MAI) et Danse Danse – 5 000 $

- Le Prix de la danse de Montréal 2020, catégorie Interprète, présenté par le Regroupement québécois de la danse (RQD) et la Caisse Desjardins de la Culture – 10 000 $
- Le Prix du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) pour la meilleure œuvre chorégraphique de la saison artistique 2019-2020 – 10 000 $
- Le Prix de la danse de Montréal 2020, catégorie Découverte, présenté par l'Agora de la danse et Tangente – 5 000 $
- Envol, le Prix pour la diversité culturelle et les pratiques inclusives en danse, présenté par le Conseil des arts de Montréal (CAM) – 10 000 $
- Le Prix de la danse 2020, catégorie Diffusion internationale – 5 000 $
- Le Prix de la danse de Montréal 2020, catégorie Gestionnaire culturel(le), présenté par Diagramme – gestion culturelle – 5 000 $
- Le Prix de la danse de Montréal 2020, catégorie Contribution exceptionnelle

La Ville de Montréal offrira une contribution de 10 000 $ afin d'assurer la pérennité du Prix et d'assurer le versement d'une bourse intéressante aux lauréats.

Parmi les lauréats du Grand prix de la danse, prestigieux prix international, on compte Rhodnie Désir (2020), Paul-André Fortier (2019), Crystal Pite (2018), Daniel Léveillé (2017), - Édouard Lock (2016), Alain Platel (2015), Meg Stuart (2014), Benoît Lachambre (2013), Anne Teresa de Keersmaeker (2012) et Louise Lecavalier (2011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1338 du 8 août 2018 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ par année en 2018, 2019 et 2020, soit un soutien financier maximal de 30 000 $ pour l'ensemble de la période,pour le Grand prix de la danse de Montréal. Approuver le projet d'entente à cet effet.
CE15 1803 du 7 octobre 2015 - Accorder un soutien financier de 30 000 $ à l'organisme Prix de la danse de Montréal, soit 10 000 $ par année pour les années 2015, 2016 et 2017, pour la remise du Grand prix de la danse de Montréal. Approuver à cette fin le projet de convention.

DESCRIPTION

Les PDM en seront à leur dixième édition. Plus spécifiquement, le prix commandité par la Ville de Montréal, le Grand Prix de la danse, récompense un artiste canadien ou étranger pour sa contribution exceptionnelle au rayonnement et à l'avancement de la danse. Ce prix est décerné annuellement à l'automne, par un jury composé essentiellement de professionnels de la danse. Le jury 2020, nommé par le conseil d'administration de l'organisme, était composé de professionnels et spécialistes dans le domaine.
Pour l'édition 2021, les PDM annoncent de nouveaux critères destinés à raviver la création et piquer l'inventivité du milieu, réveiller l'imagination des artistes et diffuseurs en danse, et susciter des occasions inédites d'explorations créatives et technologiques.

Les PDM espèrent que les chorégraphes seront inspirés.es à mobiliser leurs équipes pour réaliser des œuvres exceptionnelles, et que les diffuseurs soutiendront ces efforts pour faire de cette fin de saison un bourgeonnement artistique. Les formes inventives et les partenariats encore inexplorés sont encouragés. Après cette dernière année riche en défis, les artistes comme le public méritent de prendre part à un mouvement d'effervescence créative, dans lequel aucune proposition n'est trop petite ou trop grande, car l'important est de créer et de diffuser.

JUSTIFICATION

Le Grand Prix de la danse de Montréal contribue au rayonnement de la métropole culturelle dans un secteur où Montréal est déjà reconnue pour son excellence. Il permet aussi de

soutenir directement les artistes, la diversité culturelle et les pratiques inclusives
Cet événement répond à de nombreuses priorités du plan stratégique Montréal 2030, plus particulièrement:

- l'action 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous - par une remise de prix valorisant la diversité culturelle;
- l'action 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- l'action 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'engagement de la Ville est de 10 000 $ pour l'année 2021, conditionnellement à la règle qui prévoit que la contribution de la Ville sera moindre proportionnellement que celle des mécènes et commanditaires. Québécor est de nouveau le commanditaire conjoint de la Ville de Montréal et contribuera à hauteur de 15 000 $ pour un total de 25 000$ pour le Grand Prix de la danse de Montréal 2021.
Le coût total maximal de cette contribution financière est de 10 000 $ et sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4^{e} pilier du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce grand prix contribue au rayonnement international de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les PDM ont adapté leurs critères de l'édition 2021, en cette période de pandémie, afin de faire une place aux œuvres présentées par le biais de technologies de diffusion, ainsi qu'aux œuvres numériques, en plus de celles présentées en salle. Ainsi, les différents modes de diffusion numérique en danse, sous forme d'œuvres installatives, vidéographiques et cinématographiques, y font leur entrée, pour donner un souffle à la danse et s'accorder à la nouvelle réalité liée à la pandémie. Ces critères élargis se résument en trois points :
- La saison 2020-2021 est exceptionnellement prolongée jusqu'au 31 août 2021, au lieu du traditionnel 30 juin. La remise des prix aura toujours lieu en novembre.
- Un.e artiste québécois.e ayant créé ou dansé une œuvre numérique diffusée lors de la saison 2020-2021, soit une production Web, un film, une œuvre multimédia, etc., est admissible aux divers Prix de la danse de Montréal.
- Un.e artiste international.e ayant créé ou dansé une œuvre numérique présentée par un diffuseur montréalais lors de la saison 2020-2021 est admissible au Grand Prix de la danse de Montréal, tout comme un.e artiste local.e.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une action de communication est recommandée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le Grand Prix sera octroyé lors d'une cérémonie de remise annuelle prévue en novembre 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514 868-5020
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Marie-Odile MELANÇON
Chef de division - programmation et diffusion par interim

Tél : 514 872-7404
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2021-05-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2021-05-14

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **PRIX DE LA DANSE DE MONTRÉAL** personne morale sans but lucratif légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4499, avenue de l'Esplanade, Montréal, H2W 1T2, agissant et représentée par Marie Chouinard, présidente des Prix de la danse de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 80158 7437 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1218317321 DQ0001

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mandat de travailler à la promotion de Montréal comme centre international de création et de diffusion en danse, de valoriser le dynamisme des personnalités, organismes et institutions œuvrant dans le domaine de la danse, notamment en remettant des distinctions honorifiques telles que le GRAND PRIX de la danse de Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Ivan Filion, directeur du Service de la culture ou de son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service de la culture

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient

exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix mille dollars (10 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

- La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement, soit un montant de dix mille dollars (10 000,00 $) dans les trente (30) jours précédant la remise des Prix de la danse,

Ce versement est conditionnel à ce que l'Organisme respecte les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4499, avenue de l'Esplanade, Montréal,

Québec, H2W 1T2 et tout avis doit être adressé à l'attention de sa présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN UN EXEMPLAIRE, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, Greffier

Le .....e jour de ..... 20__

PRIX DE LA DANSE DE MONTRÉAL

Par : _____
Marie Chouinard, présidente

Par : _____
Bernard Lagacé, Trésorier

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution CE…….).

ANNEXE 1

PROJET

Description
C'est en 2011 que madame Marie Chouinard rassemble les acteurs du milieu de la danse afin de fonder Les Prix de la danse de Montréal. Le mandat de cet organisme à but non lucratif est de travailler à la promotion de Montréal comme centre international de création et de diffusion en danse ainsi que de valoriser le dynamisme des personnalités, des organismes et des institutions oeuvrant dans le domaine, notamment en remettant des distinctions telles que le GRAND PRIX de la danse de Montréal.

Les PDM en sera à sa dixième édition. Plus spécifiquement, le prix commandité par la Ville de Montréal, le Grand prix de la danse de Montréal, récompense un artiste canadien ou étranger pour sa contribution exceptionnelle au rayonnement et à l'avancement de la danse. Le prix est décerné annuellement à l'automne, par un jury composé essentiellement de professionnels de la danse. Le jury 2020, nommé par le conseil d'administration de l'organisme, était composé des professionnels et des spécialistes dans le domaine.

Pour l'édition 2021, les PDM annoncent de nouveaux critères destinés à raviver la création et piquer l'inventivité du milieu, réveiller l'imagination des artistes et diffuseur.euse.s. en danse, et susciter des occasions inédites d'explorations créatives et technologiques.

Les PDM espèrent que les chorégraphes seront inspirés.es à mobiliser leurs équipes pour réaliser des œuvres exceptionnelles, et que les diffuseur.euse.s soutiendront ces efforts pour faire de cette fin de saison un bourgeonnement artistique. Les formes inventives et les partenariats encore inexplorés sont encouragés. Après cette dernière année riche en défis, les artistes comme le public méritent de prendre part à un mouvement d'effervescence créative, dans lequel aucune proposition n'est trop petite ou trop grande, car l'important est de créer et de diffuser.

Reddition de comptes
À la suite de la remise des Prix de la danse, l'Organisme remettra à la Ville une courte biographie accompagnée de la photographie de l'artiste lauréat du Grand Prix de la danse et le dossier de presse de l'événement.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce Protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront **Les Prix de la Danse de Montréal** (le « Contractant ») pour la remise du GRAND PRIX DE LA DANSE DE MONTRÉAL (le « Projet »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1. Développer, présenter, faire approuver **au plus tard 30 jours ouvrables avant la remise de prix** un plan de communication concernant le Projet afin de s'assurer de maintenir la visibilité de la ville de Montréal dans toute communication;

1.2 Faire approuver toutes communications publiques, quel qu'en soit le support, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente Annexe;

1.3 S'assurer que tous les partenaires de diffusion et les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent toutes les clauses de la présente Annexe;

1.4 Offrir à la Ville de Montréal la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médias, telles que définies au point 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville de Montréal

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville de Montréal lors de communications publiques tenues dans le cadre du Projet ainsi que sur tous les outils de communication imprimés, numériques et électroniques, incluant les publicités et les médias sociaux, en utilisant l'une des mentions écrites suivantes :

- Mention minimale: « en partenariat avec la Ville de Montréal »
- Mention complète : « Le GRAND PRIX DE LA DANSE est rendu possible grâce au soutien de la Ville de Montréal et de son coprésentateur [...] »

2.1.2 Apposer le logo de la Ville de Montréal sur tous les outils de communication, par exemple et notamment : les affiches, les dépliants, le site internet, les infolettres, les communiqués de presse, les publicités, les panneaux remerciant les collaborateurs, et ce peu importe le format et le support utilisé (imprimé, numérique et électronique), selon les modalités décrites à la section 3 de ce Protocole :

- Le logo de la Ville de Montréal peut faire partie d'un regroupement de logos avec les autres partenaires au Projet;
- S'assurer que les logos de la Ville de Montréal et des autres partenaires soient apposés de façon à refléter équitablement le soutien de chacun des partenaires;

- Dans le cas où l'insertion du logo de la Ville de Montréal n'est pas possible, le Contractant doit ajouter l'une des mentions décrites à 2.1.1.

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme du Contractant, **un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance**, avant la date limite de livraison du matériel pour impression;

2.2.2 Informer le Service de la culture de toute demande d'entrevue concernant le Projet ou destinée aux artistes ayant pris part au Projet, afin que les deux parties conviennent des messages clés;

2.2.3 **Lors d'un événement de lancement, d'une annonce importante ou d'un événement public** :

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Offrir à la mairie de Montréal la possibilité de joindre un communiqué à la pochette de presse ou une citation du cabinet de la mairie de Montréal dans le communiqué du Contractantl;

- Inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif à participer aux annonces importantes et aux conférences de presse organisées dans le cadre du Projet ou de l'activité, un minimum de **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;

- Advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif, valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal ainsi que ceux qu'ils ont mandatés (influenceurs, photographes, vidéastes, etc.);
- Prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus qui seront diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Si applicable, lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle;

2.3.3 Mentionner le Projet dans le site internet du Contractant, et ajouter un hyperlien vers le site Accès culture de la Ville de Montréal (www.accesculture.com);

2.3.4 **Dans les communications importantes** sur les médias sociaux, s'assurer d'inclure les liens appropriés aux pages Accès culture de la Ville de Montréal sur Facebook (https://www.facebook.com/accesculture) et sur Instragram (https://www.instagram.com/accesculture);

2.3.5 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé et numérique, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

2.3.6 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site**, offrir à la Ville de Montréal **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance,** et si le contexte s'y prête, la possibilité de:

- avoir accès aux outils ou aux modes d'animation jugés pertinents par les organisateurs et la Ville de Montréal pour assurer une visibilité à la Ville et une interaction avec le public, incluant et ne se limitant pas à des bannières promotionnelles, un kiosque d'exposition ou toute autre structure sur un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi et situé dans un secteur fréquenté, etc.;
- adresser un message promotionnel aux participants, qui sera rédigé par la Ville de Montréal, lorsqu'il y a la présence d'un animateur;
- s'annoncer gratuitement sur les véhicules ou supports utilisés lors d'une diffusion sur un site dans le cadre du Projet (ex. : écrans numériques).

2.4. Bilan de visibilité

2.4.1. Remettre au Service de la culture de la Ville de Montréal un bilan, incluant une courte description de l'activité ou du Projet (30-50 mots), une copie des éléments de communication qui ont été développés, des photos, et la revue de presse couvrant le Projet.

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les normes et les règles d'utilisation du logo de la Ville de Montréal;

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication définis à 2.1.2;

3.1.3 Ne pas utiliser le nom, le logo et les marques officiels de la Ville de Montréal en dehors du contexte de la présente convention, sans avoir obtenu le consentement au préalable;

3.1.4 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation à la personne responsable **au Service de la culture de la Ville de Montréal** :

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution financière de la Ville, **au moins cinq (5) jours ouvrables** avant leur diffusion;

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal** :

- le positionnement des logos de tous les partenaires du Projet sur toutes les communications imprimées et numériques, et quelque soit le support, **au moins cinq (5) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement public, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** :

- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet, un minimum de **quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal**

- Pour offrir l'un des éléments de visibilité spécifié dans ce Protocole, pour obtenir le logo et les normes graphiques de la Ville de Montréal, pour faire approuver le positionnement de tous les logos, ou pour toute question sur le sujet, veuillez écrire à : visibilite@ville.montreal.ca

3.3.2 **Mairie de Montréal**

- Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant l'un-e des membres du cabinet ou du comité exécutif, veuillez écrire à : mairesse@ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218021002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 10 000 $ pour le Grand prix de la danse de Montréal 2021. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds GDD1218021002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Préposée au budget
Tél : (514) 872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-13

Jerry BARTHELEMY
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218006002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Octroyer une contribution financière non récurrente totalisant 10 000 $ à l'Organisation universitaire interaméricaine pour l'édition 2021 du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
- d'octroyer une contribution financière non récurrente de 10 000 $ à l'Organisation universitaire interaméricaine pour l'édition 2021 du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 en virtuel;

- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-05-17 10:15

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218006002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Octroyer une contribution financière non récurrente totalisant 10 000 $ à l'Organisation universitaire interaméricaine pour l'édition 2021 du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Congrès des Amériques sur l'éducation international (CAEI) est un événement unique entièrement consacré à renforcer les contacts, promouvoir l'échange d'expériences et tracer le futur de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur, les ministères, les régions et les villes, ainsi des organisations internationales telles que l'UNESCO afin de promouvoir les bonnes pratiques et les tendances en matière d'éducation. Ce forum continental réunit les principaux acteurs et décideurs liés à l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans les Amériques pour renforcer les contacts, échanger des expériences et tracer l'avenir de la coopération universitaire dans la région.
Mis en place par l'organisation universitaire interaméricaine (OUI-IOHE), association sans but lucratif qui poursuit des objectifs essentiellement éducatifs par le biais de la coopération entre les institutions d'enseignement supérieur des Amériques le CAEI s'associe à une trentaine d'organisations internationales et à plus de 250 établissements d'enseignement supérieur des Amériques pour organiser le seul événement international de ce genre. En 2017, le CAEI a été organisé à Montréal et s'est vu octroyer une contribution de 35 000 $ de la Ville. En 2019, le Service du développement économique de la Ville de Montréal a participé au congrès organisé à Bogota, Colombie et une contribution de 26 726 $ a été octroyé à l'organisme.

L'édition de 2021, CAEI-Chile, aura lieu en mode virtuel du 19 à 22 octobre 2021 sous la thématique principale *Tracer l'avenir: Renforcer la communauté globale du savoir* .

Le 21 avril 2021, une rencontre exploratoire a été organisée entre la Ville et les représentants du CAEI. Lors de cette rencontre, une contribution de la Ville de Montréal a été sollicitée pour l'édition 2021.

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 10 000 $ pour l`édition 2021 du CAEI.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0406 - 18 mars 2020 - Autoriser l'accord de principe visant la création du Carrefour de la recherche urbaine de Montréal au sein du Service du développement économique
CE19 0828 - 22 mai 2019 - Octroyer une contribution financière de 26 726 $ toutes taxes incluses à l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI-IOHE) pour l'organisation du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale 2019 et la participation de la Ville de Montréal qui se tiendra à Bogota (Colombie) du 23 au 25 octobre 2019 / Approuver une convention à cet effet

CE17 0921 - 31 mai 2017 - Autorisation de soutien financier non récurrent d'un montant maximal de 35 000 $ à l'Université du Québec à Montréal pour l'organisation du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale qui aura lieu à Montréal du 11 au 13 octobre 2017

DESCRIPTION

Le CAIE est le seul forum continental réunissant les principaux acteurs et décideurs liés à l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans les Amériques avec le but de renforcer les relations, d`échanger sur des expériences en domaine et tracer l'avenir de la coopération universitaire dans la région.
La communauté inter-américaine qui constitue la base du CAEI depuis sa création s'articule autour de leaders gouvernementaux, de dirigeants et gestionnaires des universités, d'académiciens et de chercheurs, de directeurs de relations internationales et d'organisations universitaires au niveau national, régional, interaméricain et internationale.

Depuis 2011, l'Organisation Universitaire Interaméricaine (OUI – IOHE) assure le Secrétariat exécutif du CAEI, dont les bureaux sont situés à Montréal. La mission de OUI-IOHE est principalement de contribuer à la transformation des établissements d'enseignement supérieur pour répondre à leurs contextes social et politique, en construisant et créant des espaces communs de coopération interaméricaine.

Le congrès est soutenu via une structure de gouvernance interinstitutionnelle et intercontinentale (comité de direction, comité académique, comité national, comité consultatif). Le Comité de direction est formé des membres associés du CAEI et est l'entité qui définit les orientations stratégiques du Congrès. Ses membres sont : OUI – IOHE, le Bureau Canadien de l'Éducation Internationale, le Consortium pour la Collaboration dans l'Enseignement supérieur en Amérique du Nord, l'Université du Québec à Montréal, au nom du Comité National CAEI Canada-2017, un representant du CAIE Colombie 2019. Au Canada, les membres associés du CAIE incluent: Colleges and Institutes Canada (CICAN),Fédération des cégeps, Universities Canada, British Columbia Council for International Education (BCCIE), Canadian Bureau for International Education (CBIE-BCEI), etc.

CAEI en chiffres:

- 5520 participants
- 39 associations membres du CAEI
- 1 049 conférenciers
- 286 activités académiques
- 1 664 Institutions et organisations
- 57 pays
- 5 continents

À travers les éditions antérieures tenues au Canada-2010, au Brésil-2012, au Mexique-

2013, en Équateur-2015, au Canada-2017 et en Colombie-2019, l`édition de CAEI-Chile 2021 s'inscrit dans les objectifs suivants:

- Créer un forum pour l'échange de paradigmes, de modèles et de bonnes pratiques sur des sujets liés à l'éducation internationale et à l'internationalisation, qui contribuera à la qualité et l'innovation de l'enseignement supérieur dans ses dimensions nationales, régionales et internationales;
- Parrainer un espace interaméricain de dialogue et de rencontres qui stimulent le réseautage et favorisent de nouvelles possibilités d'alliances stratégiques qui renforceront la création d'associations au niveau bilatéral, régional et multilatéral;
- Contribuer à la sensibilisation des principaux acteurs de l'enseignement supérieur sur des sujets pertinents d'intérêt régional en matière d'enseignement supérieur et d'internationalisation;
- Faciliter un espace interaméricain de débat sur les politiques, les approches, les perspectives et les défis de l'évolution des tendances de l'enseignement supérieur dans la perspective Nord-Sud et Sud-Sud;
- Participer à la définition des orientations et des recommandations sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur dirigée aux organisations et instances nationales, régionales et internationales;
- Fournir un forum voué à la rencontre ponctuelle, programmé, dans le cadre de conférences ou de réunions nationales et régionales, chaque fois dans une partie différente du continent, afin d'illustrer la richesse et la diversité des Amériques.

Dans la continuité du congrès montréalais, la thématique de 2021 portera sur comment renforcer la communauté globale du savoir. La majorité des acteurs de l`écosystème du savoir du Québec sera représenté lors du congrès: le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, Le ministère de l'Enseignement supérieur, Le Ministère de l'Économie et de l'Innovation, les Fonds de recherche du Québec, les établissements d`enseignement supérieur, Mitacs, l'Agence universitaire de la Francophonie, etc.

JUSTIFICATION

Le soutien au CAEI contribue à consolider la position de Montréal comme Ville de savoir, de création et d'innovation. Il s'inscrit dans la stratégie de développement économique de la Ville Accélérer Montréal 2018-2022 et le Plan d'action sur le savoir et le talent, Inventer Montréal (Axe 2). Cette démarche est aligné aussi à la Stratégie Montréal 2030 qui vise à propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale et le milieu de l'enseignement supérieur.
Le CAEI est organisé tous les deux ans dans un pays d'accueil différent en partenariat avec des institutions et organisations nationales, régionales et internationales d'enseignement supérieur, offrant une plateforme à partir de laquelle les défis et les tendances émergents, ainsi que les bonnes pratiques liés à l'éducation internationale.

La contribution de la Ville de Montréal à la 7ème édition du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) est une opportunité à plusieurs niveaux.

Elle permettra de:

- promouvoir les initiatives de la Ville de Montréal et le Carrefour de la recherche urbaine de Montréal (CRUM) en matière de développement de partenariats entre le milieu municipaux et d`enseignement supérieur;

- consolider les collaborations déjà entamées entre la Ville de Montréal via le Carrefour de la recherche urbaine de Montréal (CRUM) et les partenaires de la Ville (par exemple le bureau du Scientifique en chef du Québec) sur des sujets d'intérêt commun;
- renforcer le positionnement de Montréal comme ville de haut savoir et lui donner une visibilité auprès d'un nouvel écosystème international (rayonnement international). Le développement d'une société de savoir basée sur la création et l'innovation est fondamental pour améliorer la performance économique et ainsi accroître la qualité de vie des montréalaises et des montréalais;
- mettre en valeur les atouts de Montréal comme métropole universitaire francophone;
- promouvoir Montréal comme lieu francophone d'accueil d'organisations et de conférences internationales et faire bénéficier le milieu montréalais et ses partenaires développés par la Ville au sein des appareils municipaux et régionaux étrangers.

Le CAEI 2021, que ce soit concernant son thème tout comme les organisations impliquées, rejoignent directement les intérêts du Service du développement économique de la Ville et du Carrefour de la recherche urbaine de Montréal. Il s'agit de miser sur la mobilisation des écosystèmes de collaboration et de partage de bonnes pratiques internationales en la matière. Le rayonnement international du congrès permettra obtenir une visibilité des plus appréciables sur les projets et initiatives en cours auprès des écosystème de l'enseignement supérieur.

La contribution financière s'inscrit dans le forfait Diamant tel que décrit dans le plan de commandite de l`Organisation, ainsi dénommé par les organisateurs du congrès, adapté pour la Ville (voir pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis de 10 000 $ sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction intelligence économique et rayonnement international (Entente 150 M$).
La contribution financière proposée fait partie de l'Action «Développer un programme de financement pour des projets de recherche et d'innovation co-développés avec les établissements d'enseignement supérieur et les acteurs de l'écosystème» du Plan d'action sur le savoir et le talent - Inventer Montréal (Axe 2) de la stratégie de développement économique Accélérer Montréal 2018-2022.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Ce dossier de compétence d'agglomération n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faire connaître au niveau international nos pratiques en matière de mobilisation des écosystèmes universitaires de collaboration.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le congrès aura lieu en mode virtuel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les obligations de l'Organisme en matière de visibilité sont incluses dans la convention de contribution financière.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie J DASSYLVA
commissaire - developpement economique

Tél : 514-868-7676
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Valérie POULIN
Directrice - intélligence économique et rayonnement international

Tél : 514 872-7046
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice du Service du développement économique
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-05-13

Programme
CAEI

TEMPS	OCTOBRE 18, 2021 LUNDI	OCTOBRE 19, 2021 MARDI	OCTOBRE 20, 2021 MERCREDI	OCTOBRE 21, 2021 JEUDI	OCTOBRE 22, 2021 VENDREDI
10:00					
11:00	ACTIVITÉS ANTÉRIEURES	ACTIVITÉS ANTÉRIEURES	SESSIONS PARALLÈLES	SESSIONS PARALLÈLES	SESSIONS PARALLÈLES
12:00			EXPO CAEI RÉSEAUTAGE TABLES-RONDES	EXPO CAEI RÉSEAUTAGE TABLES-RONDES	EXPO CAEI RÉSEAUTAGE TABLES-RONDES
13:00		INAUGURATION LE DÉBUT DES CAEI	PLÉNIER PANEL D'EXPERTS	PLÉNIER PANEL D'EXPERTS	PLÉNIER PANEL D'EXPERTS
14:00		PLÉNIÈRE D'OUVERTURE: CONFÉRENCE MAGISTRALE	EXPO CAEI: RENCONTREZ LES EXPOSANTS	PRIX INTERAMERICA EXPO CAEI: RENCONTREZ LES EXPOSANTS	CÉRÉMONIE DE CLÔTURE
15:00		EXPO CAEI OUVERTURE			
		PANEL D'EXPERTS	PANEL D'EXPERTS	PANEL D'EXPERTS	
16:00		EXPO CAEI RÉSEAUTAGE TABLES-RONDES	EXPO CAEI RÉSEAUTAGE TABLES-RONDES	EXPO CAEI RÉSEAUTAGE TABLES-RONDES	
17:00		SESSIONS PARALLÈLES	SESSIONS PARALLÈLES	SESSIONS PARALLÈLES	
18:00					

ACTIVITÉS DU CAEI ACTIVITÉS FACULTATIVES

HEURE DE MONTRÉAL (FUSEAU DE SANTIAGO)

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6*;*

ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **L'ORGANISATION UNIVERSITAIRE INTERAMÉRICAINE (OUI-IOHE)** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 3744 Jean-Brillant, bureau 592, Montréal QC H3T 1P1, enregistrée au registre des entreprises du Québec sous le numéro 1141982141 et représentée par M. David Julien en sa qualité de Secrétaire général exécutif, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare.

ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI-IOHE) a comme mission de contribuer à la transformation des établissements d'enseignement supérieur pour répondre à leurs contextes social et politique, en construisant et créant des espaces communs de coopération interaméricaine;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;



ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité de la Ville mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme, l'organisation de la 7ème édition du Congrès des Amériques sur l'Éducation Internationale - Chile (CAEI), pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de l'intelligence économique et rayonnement international du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville de Montréal

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;



4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix mille dollars (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement au montant de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.



6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au

défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 octobre 2021.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « Rapports ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3744 Jean-Brillant, bureau 592, Montréal QC H3T 1P1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Secrétaire général exécutif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le 11e jour de mai 2021

L'ORGANISATION UNIVERSITAIRE INTERAMÉRICAINE (OUI-IOHE)



Par :_____
David Julien, Secrétaire général exécutif

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le …. e jour de ……. 2021 (Résolution …….).



ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Participation de la Ville de Montréal à la 7ème édition du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 en mode virtuel

Le Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) est le forum continental d'excellence qui réunit les principaux acteurs et décideurs liés à l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans les Amériques pour renforcer les contacts, échanger des expériences et tracer l'avenir de la coopération universitaire dans la région.

L`Organisme s'engage à faciliter la participation de la Ville à la 7ème édition du Congrès des Amériques sur l'Éducation Internationale - Chile (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 en mode virtuel via les options suivantes:

2.1 session dédiée à la Ville de Montréal sous la grande thématique du congrès «Tracer l'avenir: Renforcer la communauté globale du savoir».

2.2 participation à une ou plusieurs ExpoCAEI événement de réseautage-tables rondes;

2.3 participation à ExpoCAEI rencontrer les exposants (exhibitor booth);

2.4 10 inscriptions gratuites au congrès;

2.5 visibilité et reconnaissance de la contribution de la Ville (logo sur la plateforme événementielle, infolettre CAIE et mention dans d'autres communications et média) qui correspondent au forfait «Diamant» du plan de commandite de l`Organisation;

2.6 possibilité de participer aux panel d'experts (format et contenu à déterminer avec l`Organisme).

2.7 Programme de Bourse CAEI

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme doit respecter toutes les dispositions du présent protocole dans le cadre de la Convention conclue avec la Ville de Montréal.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 S'assurer que la Ville de Montréal a fait une annonce officielle avant d'émettre une première communication publique concernant la participation de la Ville dans le Projet;

1.2 Faire approuver toutes communications publiques, quel qu'en soit le support, selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus à la présente Annexe;

1.3 S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication et toutes les normes de visibilité prévues à la présente Annexe;

1.4 Offrir à la Ville de Montréal la possibilité de participer aux activités de relations publiques et médias, telles que définies au point 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville de Montréal

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville de Montréal lors de communications publiques tenues dans le cadre du Projet ou de l'activité ainsi que sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, incluant les publicités et les médias sociaux, en utilisant l'une des mentions écrites suivantes :

- Mention minimale: « En partenariat avec la Ville de Montréal »
- Mention complète : « Le Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAIE) est réalisé en collaboration avec la Ville de Montréal»

Autre formulation acceptable :

- « Le Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAIE) est réalisé grâce à la participation financière de la Ville de Montréal.»

2.1.2 Apposer le logo de la Ville de Montréal sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, incluant notamment : les publicités, les bannières, les vidéos et sur le sites de l'événement, et ce, peu importe le format et le support, en respectant les modalités décrites à la section 3 de ce Protocole :

○ Le logo de la Ville de Montréal peut faire partie d'un regroupement de partenaires;

○ Par contre, si la Ville de Montréal est le partenaire principal, le logo de la Ville devra être mis en évidence, afin de refléter équitablement son soutien à la réalisation du Projet ou de l'activité;

○ Dans le cas où l'insertion du logo de la Ville de Montréal n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter l'une des mentions décrites à 2.1.1.

2.2 Relations publiques et médias

2.2.1 Offrir au cabinet de la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans la programmation de l'événement ou une citation dans le communiqué de presse, au moins **vingt (20) jours ouvrables** avant la date limite de livraison du matériel pour impression;

2.2.2 **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public** :

○ Inviter par écrit un représentant politique de la Ville de Montréal à participer aux annonces importantes et aux conférences de presse organisées dans le cadre du Projet ou de l'activité, un minimum de **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;

○ Advenant la participation d'un-e représentant politique, coordonner et effectuer le suivi, un minimum de **quinze (15) jours ouvrables** à l'avance, et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics auprès des cabinets;

○ Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal ainsi que ceux qu'ils ont mandatés (influenceurs, photographes, vidéastes, etc.);

○ Prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus qui seront diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales, en s'assurant d'obtenir une autorisation préalable quant aux personnes qui font l'objet de la captation.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal qui pourront être utilisées pour la promotion de la Ville, sur Internet ou sur tout autre support média;

2.3.2 Offrir la possibilité d'avoir une page publicitaire dans le programme officiel de l'activité ou du Projet;

2.3.3 Ajouter un hyperlien vers la page du Projet sur le site de la Ville de Montréal (montreal.ca);

2.3.4 Dans les communications sur les médias sociaux, s'assurer d'inclure les liens appropriés aux comptes de la Ville de Montréal, sur LinkedIn à: https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al et sur Facebook (page affaires) à: https://www.facebook.com/AffairesEconomieInnovationMTL;

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site**, offrir à la Ville de Montréal ou à l'arrondissement **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance,** et si le contexte s'y prête, la possibilité de:

○ installer des bannières promotionnelles (ou d'autres supports à être déterminés);

○ installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure sur un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi et situé dans un secteur fréquenté afin de permettre une interaction avec le public;

○ adresser un message promotionnel aux participants, qui sera rédigé par le Responsable du Projet de la Ville, lorsqu'il y a la présence d'un animateur;

○ de diffuser une vidéo de 15 secondes produite par la Ville de Montréal afin de promouvoir Montréal, ville du savoir.

2.4. Bilan de visibilité

2.4.1. Remettre au responsable du Projet de la Ville de Montréal un bilan, incluant une courte description de l'activité ou du Projet (30-50 mots), une copie des éléments de communication qui ont été développés, des photos de l'activité ou de l'événement, et les articles de presse couvrant le Projet, s'il y en a eu.

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les normes et les règles d'utilisation du logo de la Ville de Montréal;

3.1.2 Ne pas utiliser le nom, le logo et les marques officielles de la Ville de Montréal en dehors du contexte de la présente convention, sans avoir obtenu le consentement au préalable;

3.1.3 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au **responsable du Projet de la Ville de Montréal ou de l'arrondissement** :

○ Le plan de communication **au plus tard 30 jours ouvrables** après la signature du protocole;

○ Le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution financière de la Ville **au moins quinze (15) jours ouvrables avant** leur envoi pour impression ou leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal** (visibilite@montreal.ca) :

○ Le positionnement des logotypes de tous les partenaires du Projet, et des mentions requises, sur toutes les communications imprimées et numériques, et quelque soit le support, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion.

3.3 Contacts

3.3.1 **Logos et normes**

○ Pour offrir l'un des éléments de visibilité spécifié dans ce Protocole, pour obtenir le logo et les normes graphiques de la Ville de Montréal, pour faire approuver le positionnement de tous les logos, ou pour toute question sur le sujet, veuillez écrire au **Service des communications de la Ville de Montréal** à : visibilite@ville.montreal.ca

3.3.2 **Cabinet politique**

○ Pour joindre l'un des cabinets afin de leur offrir ou de faire approuver un élément de visibilité les concernant, veuillez compléter le formulaire approprié sur le site https://mairesse.montreal.ca/

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218006002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction intelligence économique et rayonnement international , -
Objet :	Octroyer une contribution financière non récurrente totalisant 10 000 $ à l'Organisation universitaire interaméricaine pour l'édition 2021 du Congrès des Amériques sur l'éducation internationale (CAEI) qui aura lieu du 19 au 22 octobre 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1218006002 - Organisation interaméricaine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-17

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9866
Division : Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.016

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217956002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, sur une période allant de 2021 à 2024 afin d'assurer la mise en oeuvre de projets liés à son plan stratégique / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé:
1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 900 000 $, sur une période de trois ans allant de 2021 à 2024 à la Société du quartier de l'innovation de Montréal afin d'assurer la mise en oeuvre de projets liés à son plan stratégique;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet Organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-04-25 22:23

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217956002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, sur une période allant de 2021 à 2024 afin d'assurer la mise en oeuvre de projets liés à son plan stratégique / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier de l'innovation (le QI) a été lancé officiellement en mai 2013. La Société du Quartier de l'innovation (l'Organisme) et son conseil d'administration ont vu le jour en juin 2013. Le QI est une initiative de l'École de technologie supérieure ainsi que ses partenaires, et implantée au coeur du quartier Griffintown, Petite-Bourgogne et la Cité du Multimédias. Sa vision de développement est de faire de Montréal une vitrine de l'innovation de renommée internationale. Pour ce faire, l'Organisme s'est donné comme mission d'accroître et de cultiver les collaborations, l'expérimentation et les partenariats entre les milieux académique, entrepreneurial et citoyen, et ce, afin d'accélérer l'innovation et de favoriser des retombées positives et structurantes pour Montréal et la société. La Ville appuie le projet du QI depuis les tout débuts, tant par un soutien financier que par une participation active à divers comités.
En 2018, la Ville a accordé une contribution financière de 900 000 $ à l'Organisme pour une période de trois ans, à raison d'un versement de 300 K$ / année. Cette contribution servait à la mise en œuvre de la programmation du QI pour les années 2018, 2019 et 2020. La convention entre la Ville et l'Organisme a pris fin le 31 mars 2021.

La planification stratégique 2018-2021 venant à échéance, l'organisation a créé un nouveau comité stratégique dès 2020 pour établir une nouvelle planification 2021-2024. Dans le cadre de cette nouveau plan stratégique, le QI orientera davantage ses actions pour faire de Montréal une ville inclusive, intelligente, collaborative et écologique autour du développement économique. Les actions prévues dans la cadre de ce plan ont également pour objectifs de clarifier le positionnement de l'Organisme au sein de l'écosystème d'innovation montréalais qui a évolué au cours des dernières années.

Le 17 février dernier l'Organisme a présenté une nouvelle demande de soutien financier de 900 000 $ pour une période allant de 2021 à 2024. La contribution demandée équivaut à 300 000 $ par année pour trois ans (2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024, du 1er mai au 30 avril de chaque année). Les projets proposés dans cette nouvelle demande de

contribution financière s'inscrivent dans le nouveau plan stratégique 2021-24 du QI. Le présent dossier décisionnel vient répondre à cette demande.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0121 - 22 février 2018 - Accorder un soutien financier maximal de 900 000 $ à la Société du Quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans (2018-2020) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de son plan stratégique de développement.
CG15 0451 - 20 août 2015 - Accorder un soutien financier de 600 000 $ à la Société du Quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans en appui à la réalisation de son plan stratégique.

CM13 0119 - 26 février 2013 - Approuver un projet d'addenda modifiant l'entente intervenue entre la Ville et l'École de technologie supérieure (CM12 0519) pour le projet du Quartier de l'innovation afin de reporter la date relative à la remise d'un bilan de réalisation du projet et celle de la fin du protocole d'entente.

CM12 0519 - 19 juin 2012 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ à l'ÉTS en appui à la réalisation du projet du Quartier de l'innovation.

CE10 0900 - 9 juin 2010 - Accorder une contribution financière de 50 000 $ à l'ÉTS pour la réalisation de la phase d'analyses et de planification du projet du Quartier de l'innovation.

DESCRIPTION

L'exercice de planification stratégique 2021-2024 réalisé par l'Organisme a mené à l'identification de quatre (4) champs d'interventions:

1. L'innovation par l'idéation;
2. L'innovation par les maillages;
3. L'innovation par l'expérimentation;
4. L'innovation par son rayonnement et sa concrétisation.

Ces quatre champs d'action se déclinent en 17 projets dont la réalisation est prévue par l'Organisme. Ces 17 projets ainsi que les principaux bailleurs de fonds publics auxquels ils sont associés sont présentés dans une matrice jointe au présent dossier décisionnel. Mis à part la Ville de Montréal, les autres bailleurs de fonds identifiés dans cette matrice sont Développement économique Canada (DEC) et le ministère de l'Innovation et de l'Économie du Québec (MEI).

La demande de contribution financière, soumise à la Ville par l'Organisme, porte spécifiquement sur le réalisation de six (6) projets des 17 qui s'inscrivent dans son plan stratégique 2021-2024. C'est projets sont décrits dans le tableau ci-dessous.

#	Projets	Résumés
1	Plateforme numérique d'engagement citoyen du Quartier	Projet qui vise la mise en place d'une plateforme d'engagement citoyen en ligne qui vise à collecter davantage de données sur la perception de différents publics face à l'innovation et aux besoins de retombées positives sur le territoire du QI en misant sur la participation collaborative des citoyens. Ces informations permettront de mieux positionner les projets structurants et d'assurer une adéquation entre les projets testés et mis en place, versus les besoins des acteurs du territoire.

2	QI-Citoyen : Ateliers de discussions citoyennes du territoire du QI	Ce projet vise à accroître l'implication citoyenne dans les chantiers de développement de l'Organisme et de ses partenaires privés ou académiques. Il s'inscrit dans un processus composé également de trois autres projets financés par DEC dont l'objectif ultime est d'accompagner des acteurs du milieu de l'idéation au marché.
3	Groupe de liaison 2.0	Projet qui vise la mise sur pied et la coordination d'un groupe d'échange d'une vingtaine d'acteurs sociaux et économiques présents dans le quartier pour échanger sur les grands enjeux liés au développement du territoire et d'arrimer les développements futurs à une vision concertée.
4	Série Aménager: formule web-télé et formule en présentiel	Série d'activités qui vise à faire découvrir à un large public le bouillonnement inventif de ceux qui pensent et font la ville d'aujourd'hui et de demain et à montrer comment un quartier peut se réinventer en réhabilitant son milieu de vie. La série présentera plusieurs projets hyper-créatifs dans des domaines d'urbanisme, d'architecture, culturels ou technologiques d'avant-garde présents sur le territoire du Quartier de l'Innovation et qui contribuent à la renommée de Montréal.
5	Sommet de Montréal sur l'innovation 2022-2024	Le Sommet de Montréal sur l'innovation (SMI) réunit une fois par année des représentants d'organisations industrielles, gouvernementales, universitaires et communautaires afin de trouver des pistes de solutions à des problématiques spécifiques. Le thème varie à chaque année.
6	Activités *Partageons l'échec sans filtre* : QI et F.U.N	Série d'événements virtuels et/ou présentiel qui vise à partager des histoires d'échecs professionnels et présenter des expériences vécues par des partenaires du réseau du Quartier de l'innovation de Montréal afin de mettre de l'avant les apprentissages tirés de certains échecs et pousser encore plus loin le parcours des bâtisseurs d'un Québec entrepreneurial plus fort.

La contribution financière demandée à la Ville correspond à environ 39,5% du budget requis par l'Organisme pour la mise en oeuvre des six projets présentés ci-dessus, sur toute la durée de la convention. Le reste du financement prévu provient de partenaires publics et privés ainsi que de revenus autonomes.

JUSTIFICATION

Les actions de l'Organisme vise à fédérer un écosystème d'innovation situé au sein de Griffintown, Petite-Bourgogne et la Cité du Multimédias, un quartier phare de Montréal en redéveloppement et caractérisé par la forte présence du milieu académique universitaire, la concentration d'entreprises technologiques et d'incubateurs et d'accélérateurs. Le QI se distingue dans l'écosystème de l'innovation par son territoire urbain de testage technologique, social et culturel en condition réelle d'application offert aux chercheurs et/ou entreprises. Sa connexion toujours plus forte aux citoyens du quartier lui assure de mieux connaître leurs besoins (idéation) et profils. Dans le cadre de son plan stratégique 2021-2024, l'Organisme orientera davantage ses actions pour faire de Montréal une ville inclusive, intelligente, collaborative et écologique autour du développement économique. L'octroi d'une contribution financière à l'Organisme permettra d'assurer la réalisation et la mise en oeuvre de six (6) projets qui s'inscrivent dans une stratégie plus large qui comprend une série de projets dont plusieurs sont interreliés dans une logique cohérente et auxquels contribuent d'autres partenaires privés et publics. Ainsi, les sommes consenties par la Ville permettraient un effet de levier avec les investissements faits par d'autres parties prenantes pour le développement d'un secteur géographique stratégique et d'un écosystème d'innovation qui permet aux entreprises et aux institutions montréalaises de

croître et de rayonner.

La demande de contribution financière dont fait l'objet de le présent dossier décisionnel s'inscrit en cohérence avec les actions prévues à l'Axe 5 du Plan d'action *Maximiser Montréal* de la Stratégie de développement économique 2018-2022 - *Accélérer Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense maximale de 900 000 $ répartie sur quatre années selon les versements présentés au tableau ci-dessous. Cette somme est prévue au budget du Service du développement économique en lien avec la réalisation de l'Axe 5 du Plan d'action *Maximiser Montréal* de la Stratégie de développement économique 2018-2022 - *Accélérer Montréal* .

Société du Quartier de l'innovation	2021	2022	2023	2024	Soutien recommandé
Projet	300 000 $	275 000 $	275 000 $	50 000 $	900 000 $

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Organisme compte parmi les partenaires engagés à la réalisation du plan Montréal durable 2016-2020. les engagements de l'Organisme visent à :
- Inciter à l'utilisation des transports actifs et collectifs pour le déplacement des employés;
- Réduire et valoriser les matières résiduelles;
- Soutenir le développement de la culture locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière de la Ville à l'Organisme permettra la mise en oeuvre de projets liés à son plan stratégique 2021-2024.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'Organisme a prévu des ajustements à la manière dont se dérouleront certaines activités prévues dans le cadre des ententes en fonction de l'évolution du contexte sanitaire (ex. : certaines activités seront réalisées en mode virtuelle plutôt qu'en présentiel).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention à intervenir entre la Ville et la Société du Quartier de l'innovation comprend un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'Organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La réalisation des activités prévues à l'entente ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte sont prévus dans la convention. Un échéancier lié à la réalisation des projets est joint à la présente demande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles-André MAJOR
Conseiller au développement économique

Tél : 438 368-4248
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-22

Josée CHIASSON
directeur - mise en valeur des poles economiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-04-25

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **La Société du Quartier de l'innovation de Montréal**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* dont l'adresse principale est le 1361, rue Williams, Montréal, Québec H3C 1R4, agissant et représentée par M. Damien Silès, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 13 décembre 2017;

Numéro d'inscription T.P.S. : 832717839
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1220415216

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le but de cultiver un écosystème d'innovation unique où la collaboration et l'expérimentation entre les milieux entrepreneurial, académique et citoyen favorisent des retombées positives pour la société.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut

nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier de réalisation du Projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même

que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « Responsable » : la Directrice du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « Unité administrative » : Service du développement économique de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 juin de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 30 avril 2022 pour la première année et la période du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs

d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de NEUF CENT MILLE dollars (900 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2021-2022 :**

5.2.1.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de CENT MILLE dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise du plan d'action annuelle de l'Organisme à la satisfaction de la Responsable;

5.2.1.3 une somme maximale de CINQUANTE MILLE dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2021-2022 du Projet à la satisfaction de la Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2022-2023 :

5.2.2.1 une somme maximale de DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE dollars (225 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise du plan d'action annuelle de l'Organisme à la satisfaction de la Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de CINQUANTE MILLE dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2022-2023 du Projet à la satisfaction de la Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2023-2024 :

5.2.3.1 une somme maximale de DEUX CENT VINGT-CINQ MILLE dollars (225 000 $) dans les trente (30) jours suivant la remise du plan d'action annuelle de l'Organisme à la satisfaction de la Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de CINQUANTE MILLE dollars (50 000 $) dans les quatre-vingt dix (90) jours suivant la remise d'une reddition de compte finale du Projet à la satisfaction de la Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 juillet 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

DS

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1361, rue Williams, Montréal, Québec H3C 1R4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal, Québec H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 23e jour de Avril 2021

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier
Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ DU QUARTIER DE L'INNOVATION DE MONTRÉAL

Par : _____
Damien Silès, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG .....).

ANNEXE 1
PROJET

Voir le document intitulé « Demande de contribution financière 2021-24 – Expérimenter. Collaborer. Innover » tel que déposé par l'Organisme auprès de la Ville de Montréal le 19 avril 2021 et qui fait partie intégrante de la présente annexe

PLANS D'ACTION ANNUELLE ET REDDITION DE COMPTE

Pour l'année **2021-2022** :

- Un plan d'action qui précise la programmation annuelle pour approbation par la Responsable ainsi que les prévisions budgétaires - au plus tard le 30 juin 2021;
- Un bilan annuel faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – voir article 4.5.1;

- Pour l'année **2022-2023** :

- Un plan d'action qui précise la programmation annuelle pour approbation par la Responsable ainsi que les prévisions budgétaires - au plus tard 1er mai 2022;
- Un bilan annuel faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – voir article 4.5.1;

- Pour l'année **2023-2024** :

- Un plan d'action qui précise la programmation annuelle pour approbation par la Responsable ainsi que les prévisions budgétaires - au plus tard 1er mai 2023;
- Un bilan final, avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2018 à 2020) - voir article 4.5.1.

Liste d'indicateurs

Les bilans déposés par l'Organisme doivent comprendre notamment une section présentant les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec tous les indicateurs mentionnés dans les rubriques « Livrables » du document intitulé « Demande de contribution financière 2021-24 – Expérimenter. Collaborer. Innover » joint à la présente convention.

En plus de ces indicateurs, les bilans déposés par l'Organisme doivent comprendre notamment une section présentant les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre de membres de l'Organisme;
- nombre de partenaires ayant collaboré aux différents projets menés par l'Organisme;
- apport financier et/ou en nature des partenaires aux différents projets menés par l'Organisme;
- nombre de partenariats ou de collaborations ayant un volet international;
- nombre de participants aux activités répartis par catégories (résidents, étudiants, chercheurs, entreprises, etc.);
- nombre de partenariats entre PME et grandes entreprises générés en lien avec

les activités de l'Organisme;

- nombre de partenariats entre PME et universités générés en lien avec les activités de l'Organisme;
- montant des retombées économiques des partenariats entre PME et grandes entreprises et entre PME et universités;
- nombre de visites de délégations étrangères (selon l'évolution du contexte sanitaire);
- nombre de conférenciers internationaux ayant participé aux différentes activités.

COMITÉ DE SUIVI

La Ville et l'Organisme conviennent de créer un comité de suivi pour du Projet qui se réunira sur une base semestrielle. Celui-ci est composé de deux (2) représentants de chacune des parties. Les représentants de l'Organisme sont nommés par son conseil d'administration et les représentants de la Ville sont nommés par la Responsable de l'entente. La Ville se réserve le droit d'inviter des partenaires internes ou externes lorsqu'elle juge que ceux-ci peuvent apporter une contribution pertinente au suivi du Projet.

Ce Comité a pour mandat :

- d'assurer le suivi et le bon fonctionnement général de la Convention et de faciliter la coordination entre l'Organisme et les services centraux de la Ville;
- d'échanger sur l'évolution des différents volets inclus dans le Projet présenté par l'Organisme;
- de s'assurer que les ressources financières fournies par la Ville sont versées et utilisées conformément aux dispositions de la présente Convention.

PS

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

1.1. Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation.

1.2. Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du projet à la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication.

1.3. S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

2.1. Reconnaissance de la Ville de Montréal

-Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au projet.

-Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook).

-Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

-Apposer les logos de la Ville sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule.

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter la phrase suivante : **Projet financé par la Ville de Montréal.**

-Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

-S'il y a lieu, ajouter les logos de la du Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.

-Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

-Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

-Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

- inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et positionnement à respecter

Sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.) :

-Logos : respecter les normes et règles d'utilisation du logo de la Ville disponible sur : http://ville.montreal.qc.ca/culture/logos-et-signatures-graphiques

-Positionnement : respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires.

À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par la Ville.
À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.4. Publicité et promotion

-Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média.

-Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du projet ou de l'événement.

-Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

D 5

-Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville.

-Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document.

-Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

-Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

-Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.
Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

-Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

-S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics (autres que les événements médiatiques)

-Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

-Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville.

-Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics.

Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles ci-dessus.

2.6. Bilan de visibilité

-Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :
- tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);

DS

- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;
- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville de Montréal, veuillez adresser votre demande par courriel à : **visibilite@ville.montreal.qc.ca**

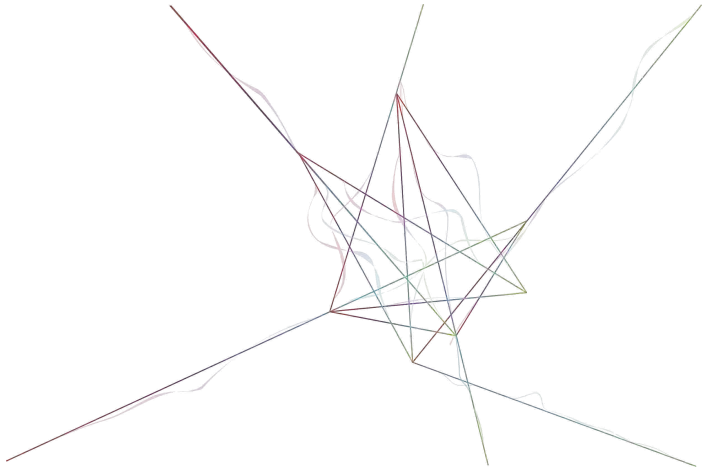
PS

ANNEXE 3

Document intitulé « Échéancier de réalisation des projets Ville de Mtl 21-24 » tel que déposé par l'Organisme auprès de la Ville de Montréal le 19 avril 2021

Demande de contribution financière 2021-24
Présentée à la Ville de Montréal

EXPÉRIMENTER. COLLABORER. INNOVER



Quartier de l'innovation de Montréal : Ancrage territorial fort et humanisation de l'innovation

Au Quartier de l'innovation de Montréal (Qi), nous expérimentons la ville de demain.

Description du projet

La mission du Qi consiste à cultiver un écosystème d'innovation unique où la **collaboration** et l'**expérimentation** entre les milieux **entrepreneurial**, **académique** et **citoyen** favorisent des **retombées positives** pour la société.

Pour ce faire, le Qi créer les conditions favorables au développement d'un quartier de grande qualité urbaine regroupant une communauté créative et engagée afin de catalyser le développement d'une culture innovante et entrepreneuriale de portée internationale sous 4 volets : affaires et entrepreneuriat, innovation et recherche, social et culturel, urbain.

Avec ses initiatives mobilisatrices et ancrées dans les secteurs de Griffintown, Petite-Bourgogne et la Cité du Multimédia depuis 2013, le Qi offre un milieu stimulant pour l'ensemble des acteurs en présence et crée de la valeur partagée pour propulser le développement économique du territoire.

- **Expertise du territoire** : grande connaissance des projets urbains et des développements intersectoriels.
- **Connecteur local et international** : agit comme vecteur de communication, collaborateur et catalyseur de projets, au niveau local et international.
- **Animateur et promoteur de l'innovation;** promouvoit l'innovation (courroie de transmission) et met en place des activités pour la soutenir (événementiel, animation de processus participatifs ou coordination de projets).
- **Expérimentation in situ**: offre de l'infrastructure technologique de prochaine génération sur le territoire avec LabVI.
- **Réseau important d'experts et d'intervenants** : est soutenu par les trois paliers de gouvernement, par quatre universités montréalaises (McGill, Concordia, ÉTS et UQAM), et plus d'une trentaine de partenaires privés. Peut facilement solliciter ce réseau pour impliquer des intervenants pour toutes sortes d'initiatives.
- **Crédibilité et vision** : l'objectif principal du Qi est d'humaniser l'innovation. Depuis sa création, cette vision inspire et demeure le pivot central qui unit l'écosystème du Qi et apporte une crédibilité humaine à tous ses projets tout en accélérant le développement économique du territoire.

Demande de contribution financière à la hauteur de **300 000 $ par année** pour **3 ans**

Contexte

La planification stratégique 2018-2021 venant à échéance, l'organisation a créé un nouveau comité stratégique dès 2020 pour établir une nouvelle planification 2021-2024. De plus, force est de constater que depuis 2018, plusieurs actions gouvernementales, qu'elles soient municipales, provinciales et fédérales sont venues teinter le paysage de l'innovation au Québec, et ce, dans différentes sphères d'activités.

À ces visées gouvernementales, se juxtaposent dorénavant les bouleversements profonds engendrés par la crise de la COVID-19. Ces enjeux, à eux seuls, ont transformé de manière radicale la façon d'innover au Québec ainsi que sur l'ensemble de l'échiquier international. L'innovation et la «réinvention» sont devenues la clé de voûte pour survivre dans ce tourbillon d'incertitudes économiques et la résilience le meilleur atout pour naviguer avec ces changements de paradigmes. Un bon moment pour le Qi de clarifier son positionnement au sein de l'écosystème d'innovation à Montréal.

Planification stratégique 2021-2024: démarches

2020: Le président du CA, monsieur Pierre Laporte, a formé un comité stratégique diversifié composé de 10 personnes :

- Pierre Laporte, président du CA et «champion» du comité stratégie 2021-2024, entreprise Deloitte Canada
- Alan MacIntosh, administrateur du CA, entreprise Real Ventures et représentant du milieu startups
- Sylvain Coulombe, administrateur du CA et représentant McGill
- Charles Despins, représentant ÉTS

- Chloé Langevin, administratrice du CA
- Jacques Bernier, trésorier du CA, entreprise Teralys Capital
- Marie-Eve Ducharme, vice-présidente du CA, entreprise Nuvu Cameras
- Damien Silès, DG du Qi, permanence
- France Leclerc, DGA du Qi, permanence
- Catherine Bérubé, invitée externe, entreprise Cycle Capital et représentante d'une possible future zone innovation en cleantech.

3 rencontres ont eu lieu avant de présenter et d'adopter le plan stratégique 2021-2024 au CA du 6 avril 2021;

- 26 octobre 2020
- 3 décembre 2020
- 13 janvier 2021

Parallèlement à ces rencontres, une tournée auprès des 4 universités membres du Qi a été faite par sa directrice générale adjointe et sa chargée du programme universitaire en 2020. Dans un premier temps, une rencontre individuelle avec un représentant de chaque université a été organisée afin de comprendre les orientations de chacune d'entre elles et comprendre leurs besoins spécifiques. Par la suite, via un comité interuniversitaire, le Qi a fait un retour de sa compréhension et de ses constats par rapport aux besoins des universités face aux attentes de services du Qi. Un échange s'en est suivi afin de trouver des pistes de services à valeurs ajoutées auprès des universités.

Également, le Qi a sondé quelques membres privés pour connaître leur niveau de satisfaction. En terminant, le Qi a fait une évaluation sommaire des variables externes de son écosystème et des orientations stratégiques de la Ville de Montréal ainsi que du Ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Constats du Qi : base de travail de la planification stratégique 2021-2024

1. Son territoire est un **terrain d'accélérateur d'innovation** pour les entreprises et les chercheurs
2. Vision pour une **utilisation structurante des espaces environnants** pour les projets, les entreprises et la participation citoyenne
3. **Ancrage territorial:**
    a. Humaniser l'innovation par l'implication et l'engagement du citoyen du territoire du Qi
    b. Intensification des relations avec les organismes partenaires du territoire
4. **Modèle d'innovation:** pour un Quartier d'innovation intelligent et innovant, conjointement avec l'innovation technologique, bonifier les champs d'intervention du Qi avec l'écoute des besoins des citoyens/usagers et les inclure de l'idéation, aux maillages à l'expérimentation;
5. **Recherche :**
    a. Nécessité d'une intégration forte avec les universités, sur une gamme de niveaux de maturité des échelles TRL ou CRL;
    b. Maintenir la valorisation de la recherche à travers sa promotion MAIS mettre de l'emphase sur les mises en relation des universités avec des partenaires privés combinés à un engagement fort de la communauté et des citoyens;
    c. Catalyser des projets applicatifs dans lesquels les universités sont impliquées
6. **Affaires et entrepreneuriat:**
    a. Travailler davantage avec les scale up et PME : pas seulement les startups.
    b. Faciliter l'accès à des locaux abordables pour les startups / scale up pour attirer et garder les entreprises dans le quartier
7. **Financement privé:**
    a. Offrir plutôt des commandites de projets ou d'événements qu'un membership. Cette façon de faire reçoit un écho favorable auprès des entreprises privées.
8. **En respectant sa mission, le Qi doit être en adéquation avec**:
    a. le *Plan de relance économique 2021 de la Ville de Montréal et la relance du Centre-VIlle*
    b. les orientations stratégiques du provincial et fédéral

Piliers de développement 2021-2024				
Promotion du développement territorial	Soutien aux acteurs de l'innovation	Rayonnement et concrétisation de l'innovation collaborative	Organisation et gouvernance	Financement
Qi Montréal: un écosystème unique d'innovation où collaborent les acteurs académiques, des affaires et citoyens afin d'accélérer les retombées positives de l'innovation pour l'ensemble des parties prenantes.	*L'équipe du Qimtl: un partenaire incontournable pour sa connaissance exhaustive du milieu, des acteurs et des expertises; ainsi que pour sa capacité de connecter ces acteurs aux fins de réalisation des projets, au bénéfice de tous.*	*Un environnement unique au Québec, reconnu **internationalement**, où l'innovation est facilitée, accélérée et palpable.*	*Une gouvernance engagée, impartiale et transparente, dans le meilleur intérêt du Qimtl*	*Un financement pérenne.*

Les projets proposés dans cette nouvelle demande de contribution financière sont issus des réflexions engendrées par le nouveau plan stratégique 2021-24 du Qi en réponse aux constats décrits plus haut. *(voir le document complémentaire: Qimtl_Priorités stratégiques 21-24_V.31mars2021)*

OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE Qi

1) Soutenir les entreprises dans la réalisation de leurs projets d'innovation et favoriser les **collaborations** industrielles, universitaires et d'organismes publics, de la **phase d'idéation**, au **maillage** et au **testage** ;
2) Accélérer et soutenir le développement des entreprises technologiques, sociales et culturelles en focalisant et en intégrant la **participation citoyenne**, **étudiante et académique** dans la **phase d'idéation** ;
3) Acquérir la connaissance et la compréhension des attentes locales du quartier dans la création de produits ou de services adaptés aux besoins ;
4) Faciliter l'intégration au contexte local des entreprises et/ou universités afin de développer des solutions répondant aux spécificités du territoire / quartier ;
5) Favoriser la concertation, l'information, la recherche d'améliorations continues, un travail en transversalité avec les services, les partenaires et les habitants du quartier ;

6) Mettre en relation des **entreprises** et/ou des **chercheurs** pour répondre à des enjeux identifiés en ateliers d'idéation, tant pour le développement économique que pour la résolution d'enjeux urbains ;
7) Promouvoir et démocratiser l'innovation et mettre en place des activités pour la soutenir et ce, afin de :
    a) Favoriser les maillages entre chercheurs, gens d'affaires et citoyens ;
    b) Valoriser la recherche tout en soutenant et facilitant la mise en œuvre de projets de recherches applicatifs ;
    c) Multiplier les rencontres favorisant les opportunités d'affaires et la cocréation ;
    d) Promouvoir l'identité de quartier en exposant à un plus grand public des activités ciblées ;
    e) Communiquer davantage pour attirer des partenaires publics et privés, chercheurs et citoyens.

Préambule

Le Qi se **distingue** dans l'écosystème de l'innovation par son **territoire urbain de testage technologique, social et culturel** en condition réelle d'application offert aux **chercheurs** et/ou **entreprises**. Sa connexion toujours plus forte **aux citoyens** du quartier lui assure de mieux connaître leurs **besoins (idéation) et profils.**

Quartier intelligent - Communauté intelligente

L'INNOVATION PAR :	L'INNOVATION AVEC :	L'INNOVATION POUR :
• L'IDÉATION • LE MAILLAGE (besoins/solutions) • L'EXPÉRIMENTATION • Son RAYONNEMENT ET sa CONCRÉTISATION	• LE CITOYEN • L'ACADÉMIQUE • L'ENTREPRENEURIAT	Le CITOYEN :

Pour le Qi, l'intelligence d'une ville est plus que technologique ou numérique, elle est avant tout humaine.
Le Qi continuera de soutenir des initiatives et projets favorisant **la création de liens entre les résidents du quartier avec des chercheurs et organismes locaux et entrepreneuriaux** ce qui contribue à son rayonnement métropolitain.

Finalement, le Qi orientera davantage ses actions pour faire de Montréal une ville inclusive, intelligente, collaborative et écologique autour du développement économique.

Ancrage territorial fort et humanisation de l'innovation

La notion de QUARTIER prend tout son sens avec les éléments ci-haut mentionnés. Dans **son rôle de connecteur local entre les parties prenantes**, le Qi facilite l'**ancrage territorial** pour les entreprises et les chercheurs pour et par les citoyens. Selon la norme ISO 26000 de la *Responsabilité sociétale des entreprises (RSE)*, « *l'ancrage territorial est le travail de proximité proactif d'une organisation vis-à-vis de la communauté. Il vise à prévenir et à résoudre les problèmes, à favoriser les partenariats avec des organisations et des parties prenantes locales et à avoir un comportement citoyen vis-à-vis de la communauté*. »[1]

Pour répondre aux enjeux d'innovation et de marché vécus par les entreprises et par les chercheurs, le Qi focalise sur 2 des 7 principes des normes ISO 26000 soit :

1) Les communautés et le développement local ;
2) Les questions relatives aux consommateurs.

Le Qi facilite l'intégration au contexte local pour développer des solutions adaptées aux spécificités du terrain/quartier. Il vise à acquérir la connaissance et la compréhension des attentes locales pour la création de produits ou de services adaptés aux besoins.
Dans cette école de pensée et par les projets présentés dans cette demande, le Qi est en adéquation avec le *Plan de relance économique 2021 de la Ville de Montréal*, et plus précisément avec les mesures 2 -7 -8 et 10[2]:

2. Une impulsion pour la vitalité commerciale

- *Assurer la vitalité des artères commerciales et soutenir les sociétés de développement commercial (SDC) de Montréal.*
- *Soutenir l'achat local et les activités commerciales, comme la livraison urbaine, le virage numérique et les interventions en design.*

7. Un développement du territoire adapté à l'économie de demain

- *Accélérer le développement du territoire.*
- *Soutenir le développement de pôles et de zones d'innovation.*

[1] http://www.comite21.org/docs/economie/fiche-repere-ancrage-territorial-8dec2010.pdf (Consulté le 5 février 2021)
[2] https://montreal.ca/articles/plan-de-relance-economique-2021 (consulté en janvier 2021)

- *Promouvoir les possibilités de développement du territoire et mettre à la disposition de l'écosystème des actifs de la Ville de Montréal.*

8. L'innovation au service de la relance

- *Soutenir les jeunes pousses, en appuyant les incubateurs et accélérateurs d'entreprises, en soutenant des initiatives de maillage avec de grandes entreprises et des projets dans des secteurs ciblés.*
- *Structurer les données et les analyses économiques pour renforcer l'intelligence collective et soutenir la relance.*

10. Le rayonnement comme fondement d'une métropole de calibre international

- *Maximiser le maillage d'affaires des entreprises et les retombées des missions commerciales.*
- *Renforcer l'attractivité et stimuler le tourisme à l'échelle régionale et nationale*.

Matrice des projets proposés à la Ville de Montréal (période de mai à avril)			
Axes			
Idéation: section mobilisation citoyenne	**Maillage/opportunités d'affaires**	**Expérimentation (technologique-artistique et sociale)**	**Rayonnement et concrétisation de l'innovation montréalaise**
Outil : Plateforme numérique d'engagement citoyen du Quartier	Groupe de liaison 2.0	n/a	Série Aménager
Qi-Citoyen : Ateliers de discussions citoyennes du territoire du Qi	n/a	n/a	Sommet de Montréal sur l'innovation 2022-2023-2024
			Activités Qi et F.U.N :Partageons l'échec sans filtres

PROJETS DÉTAILLÉS

Axe d'intervention : IDÉATION: section mobilisation citoyenne

Outil : Plateforme numérique d'engagement citoyen du Quartier

Le Qi souhaite acquérir une nouvelle plateforme d'engagement citoyen en ligne, afin de collecter davantage de **données sur les habitants du quartier,** de **comprendre la perception de différents publics face à l'innovation** et aux **besoins** de retombées positives sur le territoire du Qi par la **participation collaborative des citoyens**.

Ces informations pertinentes permettent au Qi et ses parties prenantes (dont les **universités** et les **entreprises**) de mieux positionner les projets structurants et d'assurer une adéquation entre les projets testés et mis en place, versus les besoins des acteurs du territoire.

Tout d'abord, le Qi souhaite dépeindre un portrait des citoyens de son territoire face à leurs perceptions de l'innovation via des sondages. Ça sera une première approche pour commencer à construire un large bassin de citoyens participants dans la plateforme et commencer à définir des personnas. Le Qi croisera ses informations avec les éléments socio-démographiques du territoire (portion de l'arrondissement du Sud-Ouest) qui seront prise sur le site de Montréal en statistiques.

De ce large bassin, dans un deuxième temps, le Qi souhaite construire des sous-groupes de citoyens désirant participer activement à nos ateliers de discussions Qi-Citoyen pour échanger sur leurs besoins selon des thèmes précis. Les universités seront partie prenante du processus en amont ou en aval car celles-ci ont indiqué au Qi que ce type de données et d'informations est d'une grande valeur ajoutée pour leur projets applicatifs. La participation collaborative dans ce contexte se sert de la communauté comme bassin d'experts disposés à collaborer et ayant des intérêts à être mobilisés.

Basé sur la participation collaborative citoyenne, le Qi vise plutôt la qualité du profil participant que la quantité pour développer une communauté prête à collaborer à d'autres activités organisées par le Qi telles que les bancs d'essais. **Également ces citoyens du territoire seront sollicités à participer aux ateliers de discussion citoyenne**

«Qi-Citoyen» pour approfondir certaines thématiques transmises par les universités et par des entreprises liées à des projets du LabVI.

Cet espace virtuel constitue une boîte à outils. Dans un environnement ouvert où on peut commenter, échanger et fournir des idées. Dans un environnement contrôlé pour sonder ou voter, pour écouter, analyser, rapporter et gérer l'engagement citoyen. Les forums d'échanges en ligne, sondages, votes contribueront à la participation collaborative citoyenne et à l'acceptabilité sociale. Pour susciter la participation citoyenne du quartier, en formule numérique, le Qi utilisera ces médias sociaux et ceux de ces partenaires du territoires pour faire des appels à participation. Des contributeurs tel que «J,aime griffintown» sur FB ou les partenaires communautaires du Qi tels que la Coalition Petite-BOurgogne (exemple non-exhaustif).

Sachant qu'une partie de la population du secteur n'a pas nécessairement accès à internet, des méthodes d'approches plus traditionnelles par publicité ou affichages terrain seront envisagées en collaboration avec d'autres partenaires communautaires tel que la Société de Saint-VIncent-de-Paul de Montréal ou bien le Qi sera présent dans des activités de quartier pour en faire la promotion si les mesures sanitaires le permettent.

Les données recueillies avec cette plateforme serviront plus précisément aux **universités** pour les projets de validation d'hypothèses de projets de recherche/d'outils/de produits au moyen d'une collecte de données et de l'implication de citoyens (i.e lors de nos «bancs d'essais adaptés au contexte universitaires qui eux, sont soutenus financièrement par développement économique Canada)

Les informations recueillies permettront également de **faire le pont avec des projets technologiques du LabVi** . Voici pourquoi:

L'équipe du LabVI a développé et cherché des terrains ou édifices de commerces dans le quartier prêts à accepter de tester des solutions innovantes proposées par des startups dans leurs établissements. Certes, malgré la trentaine de projets applicatifs réalisés, force est de constater que beaucoup de commerçants approchés ont refusé de tester les projets technologiques proposés car ces solutions ne correspondent pas nécessairement à leurs besoins commerciaux

ou à ceux de leur clientèle. Selon actinnovation[3], l'innovation est dite «technology push» quand il n'existe pas de demande clairement exprimée et identifiée à la source. Elles partent donc de l'invention technologique vers le marché, en cherchant tant bien que mal une application.

Dans un contexte dit «techno push», plusieurs projets à fort potentiel deviennent difficiles à réaliser sur le terrain en mode applicatif lorsqu'on peine à trouver des intérêts en commun pour tous les partis en jeu. **Pour arriver à conjuguer les intérêts pluriels afin de créer des initiatives fécondes et des retombées positives pour tous, la priorisation des besoins des citoyens et des entrepreneurs prend donc tout son sens.**

Livrables

An 1 : mise en place de l'outil et définition du plan d'actions et définition de cibles précises

An 2: nombre de citoyens mobilisés / taux de participation

An 3: nombre de citoyens mobilisés / taux de participation

Autre indicateur possible:

An 2 -3 : sonder les universités sur leur taux de satisfaction quant aux informations reçues de cette plateforme du Qi

Rôle du Qi dans cette initiative

- Connecteur avec le milieu et l'échelle locale et animateur ;
- Coordonnateur et gestionnaire de la plateforme

Objectifs visés par le projet

- Acquérir la connaissance et la compréhension des attentes locales dans la création de produits ou de services adaptés aux besoins ;
- Faciliter l'intégration des entreprises et/ou universitaires au contexte local permettant de développer des solutions

[3] http://www.actinnovation.com/innobox/glossaire-innovation/lettre-t/definition-technology-push#:~:text=Dans%20cette%20approche%2C%20le%20producteur,et%20identifi%C3%A9e%20%C3%A0%20la%20source. consulté le 7 décembre 2020

qui s'adapteront aux spécificités du terrain/quartier ;
- Favoriser la concertation, l'information, la recherche d'amélioration continue, un travail en transversalité avec les Services, les partenaires et les habitants ;

Partenaires impliqués

- Ville de Montréal: partenaire financier

- Travail de collaboration avec des partenaires du quartier tels que La Factry, les SDC, PME MTL, Arrondissements, Coalition Petite-Bourgogne, Parcs Canada, les 4 universités UQAM-CONCORDIA-McGill-ÉTS etc.

Clientèle ciblée

- Citoyens, principaux acteurs économiques du quartier, de représentants institutionnels et d'acteurs locaux.

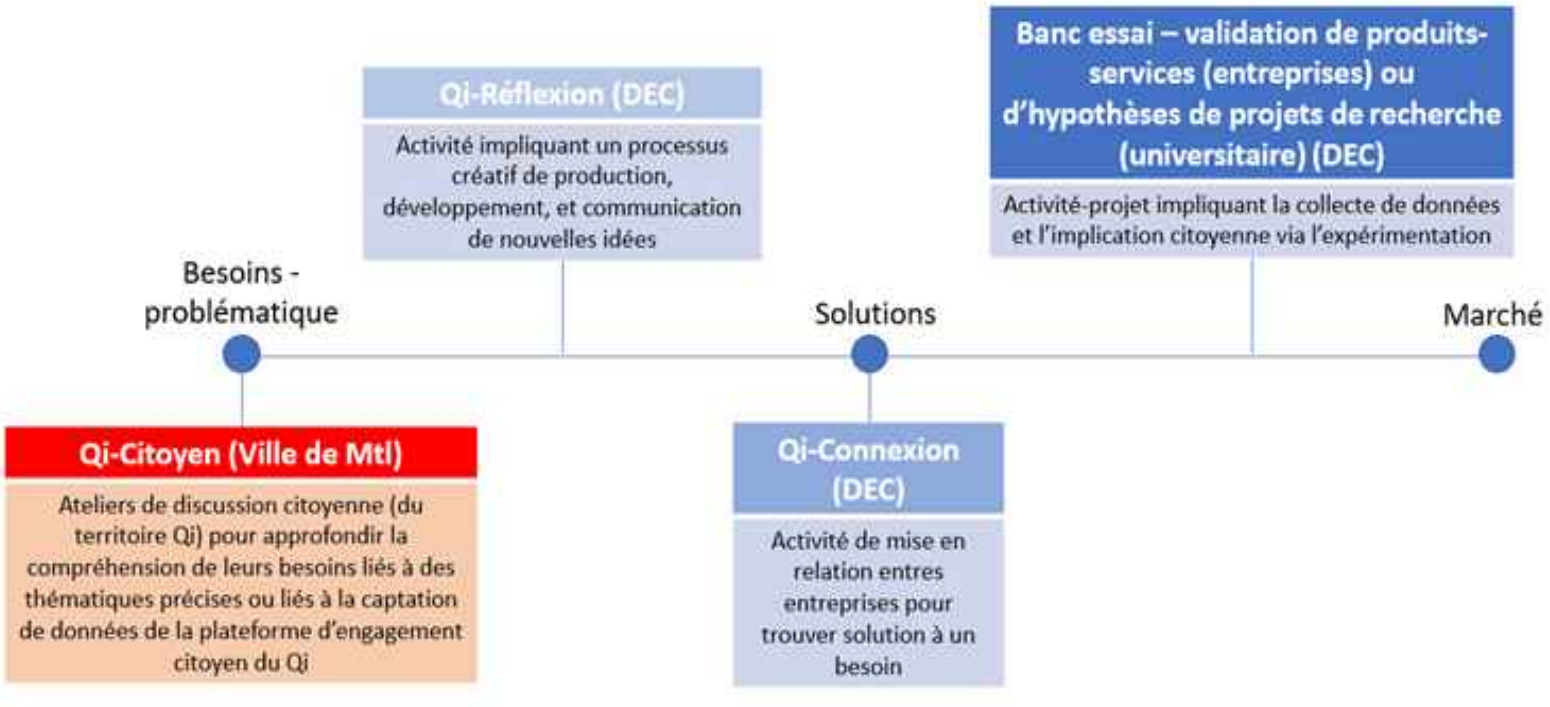
Qi-Citoyen : Ateliers de discussions citoyennes du territoire du Qi

Le Qi désire accroître l'implication citoyenne dans ses projets et chantiers de développement ainsi que ceux de ses partenaires privés ou académiques. **Une façon de bonifier la création de valeur de ces projets aux regards des besoins citoyens-utilisateurs et d'accélérer le développement économique.**

Le Qi propose d'augmenter les occasions d'interaction par des **groupes de discussions** ou **ateliers citoyens** (i.e virtuel ou éventuellement en présentiel) en focalisant sur la démarche « living lab », approche où citoyens, habitants et usagers sont considérés comme des acteurs clés des processus de recherche et d'innovation. L'implication citoyenne dans le développement de projets est une des clés de voûte de la ville intelligente.

Les activités Qi-Citoyen mettent de l'avant les citoyens du territoire pour approfondir la compréhension de leurs besoins liés à des thématiques précises en ville intelligente ou liées à la captation de données et informations via la plateforme d'engagement citoyen du Qi précédemment décrite. Cette meilleure connaissance des besoins citoyens du territoire est un élément clé pour les universités avec qui le Qi travaille afin de connecter les citoyens à leurs chantiers de recherche. Il en va de même pour les entreprises et le développement de leurs produits et services.

Pour illustrer le positionnement des activités du Qi dans un processus d'idéation au marché , voici une schématisation.



Le Qi s'est assuré de distinguer l'apport des bailleurs de fonds à des activités spécifiques. La Ville de Montréal soutient les Qi-Citoyen car ces ateliers sont dédiés aux citoyens du territoire du Qi. Cet ancrage territorial est intimement lié à l'aspect municipal. Les Qi-Réflexion, Qi-Connexion et les bancs d'essai sont soutenus pour leur part par Développement économique Canada.

Le rôle du QI dans cette initiative

- Connecteur avec le milieu et l'échelle locale et animateur ;
- Instigateur de cette démarche et organisateur des rencontres pour animer des activités à valeur ajoutée auprès de la communauté présente sur le territoire du Qi.

Livrables:
Nombre de groupes de discussions ou ateliers prévus:
2021-22: mise en place du programme et 2 ateliers
2022-23: 3 ateliers
2023-24: 3 ateliers

Objectifs visés du projet

- Accélérer et soutenir le développement des entreprises technologiques, sociales et culturelles en focalisant et en intégrant la participation citoyenne, étudiantes et académique dans la phase d'idéation ;
- Soutenir les entreprises dans la réalisation de leurs projets d'innovation et favoriser les collaborations industrielles, universitaires et organismes publics, à partir de la phase d'idéation, passant par les maillages et le testage ;
- Acquérir la connaissance et la compréhension des attentes locales dans la création de produits ou de services adaptés aux besoins ;
- Faciliter l'intégration des entreprises et/ou universitaires au contexte local permettant de développer des solutions qui s'adapteront aux spécificités du terrain/quartier ;
- Favoriser la concertation, l'information, la recherche d'amélioration continue, un travail en transversalité avec les services, les partenaires et les habitants ainsi qu'une bonne organisation du pilotage du projet.

Partenaires impliqués

- Ville de Montréal : partenaire financier et collaborateur participant
- Concordia – UQAM – McGill - ÉTS: partenaire financiers et contribution en temps
- Travail de collaboration avec des partenaires du quartier tels que La Factry, les arrondissements, la Coalition Petite-Bourgogne, Organisme de bienfaisance tel que la Société de Saint-Vincent -de-Paul, etc.

Clientèle ciblée

- Citoyens du Qi (qui sont aussi étudiants, travailleurs, chercheurs, etc)

Axe d'intervention : MAILLAGES et OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES

Groupe de liaison 2.0

Depuis sa création en 2013, le Qi crée des opportunités de rencontres pour échanger sur les grands enjeux liés au développement du territoire et d'arrimer les développements futurs à une vision concertée. Une vingtaine d'acteurs sociaux et économiques présents dans le quartier, les représentants des universités membres du Qi, de Parc Canada et de l'arrondissement sont conviés à participer à cet espace d'information et de discussions.
Ayant été mis en pause pendant la pandémie, ce groupe sera relancé en mode cocréation territoriale afin de dégager des constats et besoins avec les acteurs, en apport au territoire.
Découlant de rencontres passées du comité de liaison, dans une volonté de collaborer afin de protéger, mettre en valeur et reconnaître le lieu historique national du Canal-de-Lachine de Parcs Canada en y expérimentant des projets innovants, Parcs Canada et le Quartier de l'innovation viennent de signer une entente de collaboration d'une durée de deux (2) ans. Cette collaboration facilitera le déploiement de projets novateurs technologiques, sociaux ou culturels et l'écosystème pourra en bénéficier. Des appels à projets seront lancés entre autres au sein des industries créatives et culturelles.

À titre d'exemple concret et en marge de cette entente, le Qi en collaboration avec PME MTL Grand Sud-Ouest, ont invité une vingtaine d'acteurs provenant du milieu culturel et des industries créatives du Quartier à un sprint créatif virtuel pour parler de relance culturelle dans les prochains mois.

Animée par notre partenaire LA FACTRY, cette activité ludique et collaborative a permis de mobiliser les acteurs de l'écosystème du Quartier de l'innovation de Montréal et de les faire rêver pour faire émerger des projets porteurs, créer des synergies et développer une programmation culturelle pour les travailleurs, étudiants et résidents du quartier.

C'est dans cet esprit de cohésion et de collaboration que le Qi souhaite contribuer avec le groupe de liaison au développement du territoire.

Le rôle du QI dans cette initiative

Le Qi, instigateur de cette démarche, organise les rencontres du groupe de liaison pour répondre au contexte socioéconomique et sociopolitique présent sur son territoire. Il est composé des principaux acteurs économiques du quartier, des représentants institutionnels et d'acteurs locaux et de citoyens. L'emphase sera remise sur le Vivre ensemble. Le Qi joue également les rôles d'animateur et de connecteur à l'échelle locale.

Le Qi réfléchit à un mode de financement autonome partiel en sollicitant une contribution financière auprès des développeurs immobiliers voulant y participer et qui ne sont pas encore partenaires financiers du Qi.

Livrables:

An1 :

-sondage auprès des participants et définition de la programmation.

-3 x rencontres

An 2 : 4 rencontres / année

An 3 : 4 rencontres / année

Nombre de mise en relation: partenaires privés et/ou chercheurs:

2 par année minimum

Objectifs visés du projet

- Identifier les synergies et complémentarités possibles entre les différents projets et promoteurs (projets conjoints).
- Participer à la construction d'un quartier correspondant aux aspirations de chacun et contribuer à la qualité des milieux de vie.
- Jouer un rôle de vigie et d'influence sur la dynamique d'évolution dans le secteur, portant également un regard sur les projets immobiliers (bâtiments et usages inclus) en devenir.

- Acquérir la connaissance et la compréhension des attentes locales dans la création de produits ou de services adaptés aux besoins ;
- Faciliter l'intégration des entreprises et/ou universitaires au contexte local permettant de développer des solutions qui s'adapteront aux spécificités du terrain/quartier ;
- Favoriser la concertation, l'information, la recherche d'amélioration continue, un travail en transversalité avec les Services, les partenaires et les habitants ;
- Mettre en relation des entreprises et/ou des chercheurs pour répondre à des enjeux découlant d'ateliers d'idéation tant pour le développement économique que pour la résolution d'enjeux urbains ;

Partenaires impliqués

- Ville de Montréal: partenaire financier et participant
- Partenaires immobiliers (partenaire financier et participant) et au entreprises privées concernées: particpant
- Partenaires du territoire tels que les SDC, PME MTL, les ICC, organismes de bienfaisance, commerçants, etc (participant)
- Gratuité pour la participation citoyenne et universitaire

Clientèle cible

- Citoyens, principaux acteurs économiques du quartier dont certains développeurs immobiliers et grandes organisations, représentants institutionnels, académiques et acteurs locaux.

Axe d'intervention : RAYONNEMENT et CONCRÉTISATION DE L'INNOVATION MONTRÉALAISE

Série Aménager: formule web-télé et formule en présentiel

« Aménager c'est une...expérience immersive pour inciter la communauté du quartier à redécouvrir les projets d'urbanisme qui s'y trouvent...où les échanges autour de ces projets nous amènent à s'imprégner d'un lieu remarquable et à comprendre les « acteurs » qui ont repensé leur milieu de vie et sa transformation…». Le terme «acteurs» fait référence à des chercheurs (ex: historien, urbanistes, autres), des entrepreneurs qui ont participés à ces mutations urbaines.

Lorsque le Quartier de l'innovation de Montréal et UrbArt https://www.urbart.ca/ se sont rencontrés, ils ont voulu combiner leurs univers parallèles en une série web-télé qui abordera leurs intérêts communs : L'urbanisme novateur et son effervescence créative.

Ainsi est né le projet de la série web-télé Aménager, **une transformation numérique d'une initiative existante du Quartier de l'innovation au contact d'Urbart.**

Formule web-tv

AMÉNAGER est une série web-télé qui explore la mutation urbaine du Quartier de l'innovation de Montréal (Cité du multimédia, Griffintown, Petite Bourgogne) sous l'angle des spectaculaires métamorphoses de lieux emblématiques et de l'écosystème techno-culturel qui s'y développe.

En développant le volet virtuel de manière créative, on vise à implanter le concept qui amène les lieux métamorphosés aux gens plutôt que d'amener les gens vers ces lieux (vu la distanciation physique). La formule web donne toujours la parole aux mêmes parties prenantes, soit plusieurs intervenants et chercheurs du milieu universitaire, d'organismes publiques ou privés ainsi que des citoyens se joignent aussi à la discussion pour connecter les actions entreprises localement aux recherches menées sur ces projets.

Des échanges autour de projets communautaires, de recherche universitaires ou d'initiatives municipales amènent les « spectateurs » (en mode virtuel) à découvrir, réfléchir et repenser l'espace public. *Pour plus d'informations, voir le cahier de projet Aménager en complément.*

OBJECTIF DE LA SÉRIE web-télé

Faire découvrir à un large public le bouillonnement inventif de ceux qui pensent et font la ville d'aujourd'hui et de demain.
Montrer comment un quartier peut se réinventer en réhabilitant son milieu de vie.
Le Quartier de l'innovation est devenu un pôle de projets hyper-créatifs dans des domaines d'urbanisme, d'architecture, culturels ou technologiques d'avant-garde et qui font de Montréal sa renommée mondiale.

Formule en présentiel: 2023

La formule en présentiel coexistera toujours et sera relancée en 2023. Il s'agit d'une occasion de réfléchir, de développer et de construire un quartier résilient et à l'écoute de ses citoyens. À chaque rencontre proposée, les participants auront l'occasion de visiter un lieu marquant du quartier et de s'entretenir avec des organismes locaux qui s'affairent à repenser leur milieu de vie. Plusieurs intervenants et chercheurs du milieu universitaire se joindront aussi à la discussion pour connecter les actions entreprises localement aux recherches menées sur ces projets.

Le rôle du QI dans cette initiative

Initiateur et créateur de cette série d'activités en présentiel depuis 2018, en organisant cette série d'épisodes web-télé servant au développement urbain, le Qi souhaite initier et stimuler le maillage et le partage des savoirs entre universités, entreprises et citoyens, permettant la mise en œuvre de projets structurants pour la société. Avec ce volet virtuel bonifiant sa série conférence-expérience, le Qi désire contribuer, à titre de producteur délégué et coproducteur, au développement de projets innovateurs qui feront rayonner son territoire sous l'angle de l'urbanité, en plein cœur de Montréal et, à en faire la promotion sur les scènes locale, nationale et internationale.

Le **premier épisode** d'environ 20 minutes servira de « **pilote** » pour le Qi afin d'approcher des partenaires privés pour financer une partie de la future série subséquente (9 autres épisodes) grand public et susciter l'intérêt d'un diffuseur web et/ou télé.

Pour la formule en présentiel, en organisant ce type d'activités servant au développement urbain, le Qi souhaite initier et stimuler le maillage et le partage des savoirs entre universités, entreprises et citoyens, permettant la mise en œuvre de projets structurants pour la société.

Livrables:

2021-2022: entre 6 et 12 autres épisodes (le nombre d'épisodes dépendra du diffuseur qui soutiendra le projet selon sa programmation horaire. Par ailleurs ,prendre note que dans le cadre financier présenté à la Ville de Montréal, 9 épisodes sont inclus.

STRUCTURE D'ÉPISODE

Dans chaque épisode, on rencontre :

- un-e historien-ne* ou chercheur-euse* qui va nous raconter l'histoire du lieu inusité
- un-e architecte* ou urbaniste* qui nous explique sa transformation.
- un-e entrepreneur-e* qui nous décrit ce qui s'y passe au présent.
- un-e résident-e* qui nous relate l'impact du réaménagement du lieu et de sa vocation actuelle sur le quartier.

*ou équivalent

Nombre de visionnements visés: (à mettre à jour quand le diffuseur sera signé)

Le Qi souhaite atteindre + ou - 50 000 visionnements mais ne peut s'engager actuellement tant que le diffuseur ne sera pas signé.

2023: offre de 2 activités en présentiel supposant que les mesures de distanciation le permettent .
Nombre de participants par activités en présentiel: 50 participants minimum

Objectifs visés du projet

- Promouvoir, démocratiser et concrétiser l'innovation à travers le temps dans le quartier ;
- Exposer l'identité de quartier en exposant à un plus grand public ;
- Promouvoir les partenaires et actifs immobiliers du territoire du Qi comme levier (comme par exemple ceux mis de l'avant dans l'épisode PILOTE : L'Arsenal et les entrepreneurs propriétaires à travers son histoire et ses transformations, la piscine au Rodier, Fonderie Darling, le 1700 La Poste, des artistes, le rue Notre-Dame et ces antiquaires...et plus encore)
- Communiquer davantage pour attirer des partenaires public et privés, chercheurs et citoyens ;

Partenaires impliqués

- Ville de Montréal: partenaire financier;
- Diffuseur: partenaire financier et de diffusion (démarches en cours: En date de mars 2021, le pilote a été déposé auprès de Télé-Québec à titre de diffuseur.)
- Certains partenaires privés en lien avec une ou des thématiques des futures capsules: partenaire financier (Suite à une entente diffuseur, le Qi fera une recherche chirurgicale de partenaires privés si l'entente diffuseur le permet)
- Universités UQAM-CONCORDIA-ÉTS-McGill: contribution en «nature» en temps des chercheurs panélistes
- SODEC (à démarcher)
- Fond d'initiatives aide à la métropole

Clientèle cible

- Citoyens, professionnels des projets urbains et chercheurs.Plus précisément, Amateurs d'art et de culture, d'art numérique et de musique, de design et de nouvelles technologies, d'histoire et de patrimoine, d'architecture et d'urbanisme réinventé.

Sommet de Montréal sur l'innovation 2022-2024

Le Sommet de Montréal sur l'innovation (SMI), une initiative du Quartier de l'innovation (Qi), réunit une fois par année depuis 2012, des représentants d'organisations industrielles, gouvernementales, universitaires et communautaires afin de trouver des pistes de solutions à des problématiques spécifiques. Le dernier événement ayant eu lieu en 2019 avant la pandémie, ce sommet sera relancé en 2022 en formule mini-SMI adapté en formule numérique et/ou en présentiel et revenir en 2023-2024 avec une formule dite «habituelle» jumelée aux bonnes pratiques numériques .
Organisé par le Qi en collaboration avec la Ville de Montréal et des partenaires privés, **les thématiques choisies seront convenues et proposées aux partenaires lors du moment venu.**

Voici les thèmes des années passées:

- 2012: L'industrie aérospatiale
- 2013: Les quartiers innovants
- 2014: Les réseaux intelligents et durables
- 2015: La santé et les industries créatives
- 2016: L'adaptation aux changements climatiques
- 2017: La 4e révolution industrielle dans le milieu manufacturier

- 2018: Entrepreneuriat + impact social
- 2019: La recherche de demain, maintenant!

Le rôle du QI dans cette initiative

- Initier et stimuler le maillage et le partage des savoirs entre universités, entreprises et citoyens, permettant la mise en œuvre de projets structurants pour la société ;
- Organiser, animer et promouvoir l'événement ;

Livrables:

2022: un mini SMI formule modifiée adaptée au contexte pandémique

2023-2024: 2x SMI de plus grande envergure (autour de mai 2023 et mai 2024)

Indicateurs proposés:

- Nombre de participants (**cible à déterminer selon la formule)** *(i.e selon l'historique dans le cadre des versions C2 Montréal en présentiel, 150 personnes participaient activement à chaque atelier et la portée des conférences grand public était de 1500 personnes rejointes)*
- Taux de satisfaction des partenaires et des participants;

Objectifs visés du projet

- Promouvoir et démocratiser l'innovation et mettre en place des activités pour la soutenir afin de :
    a. Favoriser les maillages entre chercheurs, gens d'affaires et citoyens ;
    b. Valoriser la recherche ;
    c. Multiplier les rencontres favorisant les opportunités d'affaires et la cocréation.
- Connecter les milieux locaux et internationaux ;
- De plus, ces éditions permettront de tirer des leçons d'apprentissages suite au SMI (selon les thématiques) et de faire la promotion des constats

Partenaires impliqués

(Historiquement : une moyenne de 10 partenaires privés soutient le SMI annuellement (valeur moyenne de 100 000 $), les 4 universités membres du Qi et les 3 paliers gouvernementaux.)

- Partenaires privés et académiques: contribution financière (à démarcher)

- Ville de Montréal: partenaire financier;
- Partenaires collaborateurs : soutien en Inkind (à déterminer)

Clientèle cible

- Représentants d'organisations industrielles, gouvernementales, universitaires et communautaires.

Activités : Partageons l'échec sans filtre : Qi et F.U.N

Le but de la série d'événements virtuels et/ou présentiel est de partager des histoires d'échecs professionnels sans filtre, pour présenter des expériences vécues par des partenaires, entreprises (de la startup à la grande entreprise), et même chercheurs et/ou étudiants du réseau du Quartier de l'innovation de Montréal.
Nous croyons que de mettre de l'avant les apprentissages tirés de certains échecs fait partie de l'innovation permettant de pousser encore plus loin le parcours des bâtisseurs d'un Québec entrepreneurial plus fort.

En temps de pandémie, les webdiffusions (inscriptions gratuites) sont prévues près de l'heure du midi pour atteindre un maximum de spectateurs sur leur heure de lunch, et d'une durée d'environ 30 à 45 minutes.

Le déroulement de chaque événement est prévu comme suit: introduction du Qi, introduction de Fuckup Nights, courte explication de l'événement et du partenariat des 2 organismes. Ensuite aura lieu l'introduction du premier invité, qui racontera en quelques minutes son histoire personnelle d'échec professionnel, suivie par une période de questions et réponses du public. Suivra le deuxième invité, qui racontera en quelques minutes son histoire personnelle d'échec professionnel, suivie par une période de questions et réponses du public. Il est prévu 10 minutes pour chaque invité, soit 7 minutes pour leur histoire et 3 minutes pour les questions, puis 10 autres minutes accordées pour l'introduction de l'événement et la conclusion/les remerciements à la fin.

Le rôle du QI dans cette initiative

- Coorganiser les événements web et-ou en présentiel lorsque possible et les promouvoir;
- Initier et stimuler le maillage et le partage des apprentissages entre universités, entreprises et citoyens
- Promouvoir, animer et connecter les participants avec les milieux d'innovation ;

Livrables:
En webdiffusion, le nombre de participants attendus est d'une moyenne de 60 personnes qui visionnent en direct le jour de l'événement, et une portée moyenne totale d'environ 2,000 personnes sur Facebook. Le Qi et F.U.N s'entourent d'une équipe de production audiovisuelle professionnelle pour les soutenir lors des événements en plus d'en faire la promotion.

En présentiel, lorsque les mesures sanitaires le permettront, une moyenne de 85 participants est attendue.

2021-2024: total de 9 webdiffusions et/ou activités en présentiel (voir échéancier: 3 / année)

Objectifs visés du projet

- Promouvoir et démocratiser les revers de l'innovation de manière positive :
  - Favoriser les maillages entre chercheurs, gens d'affaires et citoyens ;
  - Valoriser la recherche ;
  - Multiplier les rencontres favorisant les opportunités d'affaires et la cocréation ;
- Créer des capsules de cas.

Partenaires impliqués

- Ville de Montréal ; partenaire financier;
- Desjardins ; en discussion: 15 000 $/an pour 2 ans pour 6 activités total ; 30k
- F.U.N: co-organisateur

Clientèle ciblée

- La communauté des 2 organisations : Entrepreneurs, chercheurs, étudiants et grand public intéressée par l'entrepreneuriat ;
- Professionnels travaillant dans les mêmes domaines que les futurs invités

Cadre financier

Pour l'information détaillée, voir le document excel intitulé: *Qimtl_budget prévisionnel 21-24 VIlle de Mtl_final.*

Voici le cadre financier sommaire:

Cadre financier Ville de Montréal 2021-2024

Contributions privées				
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Grand Total
SOUS-TOTAL PARTENAIRES PRIVÉS ACADÉMIQUES/AUTRES REVENUS	440 700,00	483 700,00	333 950,00	1 258 350,00
Soutien financier public				
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Grand Total
Ville	300 000,00	300 000,00	300 000,00	900 000,00
Autres public	30 000,00	60 000,00	25 000,00	115 000,00
SOUS-TOTAL PUBLIC	330 000,00	360 000,00	325 000,00	1 015 000,00
TOTAL REVENUS	770 700,00	843 700,00	658 950,00	2 273 350,00
Dépenses projets	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Grand Total
TOTAL CHARGES	766 968,00	837 168,00	649 968,00	2 254 104,00
Excédent	3 732,00	6 532,00	8 982,00	19 246,00

Échéancier réalisation projets Ville de Mtl 21-24	2021-2022				2022-2023				2023-2024				2024-2025
	mai-juillet	août-octobre	novembre-janvier	février-avril	mai-juillet	août-octobre	novembre-janvier	février-avril	mai-juillet	août-octobre	novembre-janvier	février-avril	mai-juillet
Outil: Plateforme numérique d'engagement citoyen du Quartier	mise en place de l'outil et définition détaillée du plan d'actions et cibles		rejoindre citoyens lamda du territoire Qi pour construction large bassin de personnes / analyse des données pour définir des personnas / sonder-voter-échanger	segmenter le large bassins en sous-groupes / interaction avec eux /faire lien avec les activités Qi Citoyen	interactions en continu avec citoyens pour bonifier et peaufiner la boîte à outils qu'est la plateforme / interactions avec universités / liens avec activités Qi CItoyens et ba								
Qi Citoyen: ateliers de discussions citoyennes du territoire du Qi	mise en place du programme			1x	1x	1x	1x	1x		1x	1x	1x	
Groupe de liasion 2.0	sonder les participants passés et futurs / définition du programme des futures rencontres	1x	1x	1x	1x	1x	1x	1x	1x	1x	1x	1x	
Série Aménager (échéancier officieux: dépend du diffuseur)	signer diffuseur - monter équipe prod	pré-prod - début tournage	tournage	tournage - post-prod	diffusion teaser	lancement - diffusion rentrée							
Sommet de Montréal sur l'innovation		préparation			mini SMI (mai?)	préparation			SMI (mai?)	préparation			SMI (mai?)
Activité Partageons l'échec sans filtre		1x	1x	1x		1x	1x	1x		1x	1x	1x	

ancs d'essais

Mission, champs intervention, projets 2021-24

Mission:

Cultiver un écosystème d'innovation unique, où la collaboration et l'expérimentation entre les milieux académique, entrepreneurial et citoyen favorisent des retombées positives pour la société.

DEC

QI fonctionnement

L'innovation par **l'idéation**

- QI Réflexion
- Qi-Citoyen;
- Outil: Plateforme numérique d'engagement citoyen du Quartier ;

DEC

Ville MTL

L'innovation par les **maillages**

DEC

- QI Connexion
- Index écosystème du Qi
- Pont Qi et Antenne du Qc à Silicon Valley
- Groupe liaison 2.0
- Projet Qi et Wallonie

Ville MTL

L'innovation par **l'expérimentation**

- LabVI 2.0 zone ouverte projets testage
- LabVI 2.0 zone ouverte projets recherches applicatifs/expérimental
- Activités Bancs essais Qi + LabVI ET validation hypothèses de recherche

MEI

DEC

L'innovation par son **rayonnement** et sa **concrétisation**

- Participation forums et conférences locales et internationales + missions
- Appels à projets socio-culturels
- Série épisodes web Aménager
- SMI
- Activités Partageons l'échec sans filtre QI et F.U.N
- Mat'Innos

Ville MTL

DEC

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217956002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, sur une période allant de 2021 à 2024 afin d'assurer la mise en oeuvre de projets liés à son plan stratégique / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - 1217956002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Prepose(e) au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-23

Laura VALCOURT
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et soutien financier

CE : 30.001

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218210001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Fixer la date de la vente d'immeubles par le greffier pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations

Il est recommandé :
d'autoriser le greffier à fixer la date de la vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières au lundi, 22 novembre 2021, au Marché Bonsecours situé au 300, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-05-13 13:12

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218210001**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , Division perception et encaissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Fixer la date de la vente d'immeubles par le greffier pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations

CONTENU

CONTEXTE

Le greffier doit, en vertu de l'article 112 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal,* procéder à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes foncières suivant la liste des immeubles pour laquelle le trésorier a l'obligation de lui transmettre. Cette année, après avoir consulté le Service du greffe, la Direction des revenus propose que la vente débute le lundi 22 novembre 2021 à 10 h 00, pour autant que les mesures sanitaires dues à la pandémie de la Covid-19 le permettent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0417 - 13 mars 2019 - Autoriser le greffier à fixer la date de la vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières au lundi, 4 novembre 2019, au Marché Bonsecours situé au 300, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal.

DESCRIPTION

La présente a pour but d'autoriser le greffier à fixer la date de la vente d'immeubles pour défaut de paiement de taxes foncières ou de droits sur les mutations immobilières au lundi, 22 novembre 2021 au Marché Bonsecours situé au 300, rue Saint-Paul Est, Vieux-Montréal.

JUSTIFICATION

Le processus de la vente pour taxes concerne les taxes foncières ou droits sur les mutations immobilières des exercices 2020 ou antérieurs et dont la dernière date d'échéance de la facture est antérieure au 1er janvier 2021.
L'envoi de l'avis de vente tel que prévu à l'article 111 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* débute vers le 1er mai 2021.

Après le 1er septembre 2021, le trésorier dressera, certifiera et transmettra au greffier la liste des immeubles qui pourront être vendus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Au moins un mois avant la date de la vente fixée par le Comité exécutif, le greffier fera paraître un avis public dans un journal de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Emmanuel TANI-MOORE, Service du greffe
Jocelyne L'ANGLAIS, Service du greffe

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle RACINE
Agente de recherche

Tél : 514-868-8705
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-02-05

Francis OUELLET
C/D Perception et Encaissements

Tél : 514 872-1166
Télécop. : 514 872-2247

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle HÉBERT
Directrice
Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2021-05-13

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2021-05-13

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217286002

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 142 220,68$ en provenance du Service de la concertation des arrondissements vers l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du plan de relance du centre-ville pour déployer un programme spécifique de propreté et accroître les interventions de juin à décembre 2021.

Il est recommandé:
D'autoriser un virement budgétaire de 142 220,68$ en provenance du Service de la concertation des arrondissements vers l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du plan de relance du centre-ville pour déployer un programme spécifique de propreté et accroître les interventions de juin à décembre 2021.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-05-19 23:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1217286002**

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public
Projet :	Programme de propreté
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 142 220,68$ en provenance du Service de la concertation des arrondissements vers l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du plan de relance du centre-ville pour déployer un programme spécifique de propreté et accroître les interventions de juin à décembre 2021.

CONTENU

CONTEXTE

S'inscrivant dans les priorités du plan stratégique Montréal 2030 en contribuant à la qualité des milieux de vie, à des quartiers plus vivants, le programme de propreté pour le centre-ville du Service de la concertation des arrondissements sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie fait également partie de la phase 2 du plan de relance économique de la Ville pour l'année 2021 et la mesure 1 visant à améliorer l'expérience des visiteurs au centre-ville en investissant dans des initiatives d'embellissement et de propreté des lieux.
Dans l'enveloppe budgétaire alloué à ce programme de 1 M$, un partie est prévue pour bonifier les actions entreprises par l'arrondissement de Ville-Marie.

Ce transfert budgétaire et, tel que convenu avec l'arrondissement de Ville-Marie, vise à financer à hauteur de 142 220,68$ des ressources additionnelles au sein de la Direction des travaux publics et des actions suivantes:

- 2 ressources qui seront dédiées au ramassage de manière intensive des poubelles aux abords des paniers de rue pour une période de 6 mois du 1er juin au 30 novembre 2021 au montant de 101 500$;
- 2 banques d'heures destinées à l'inspectorat pour la propreté 1er juin au 30 septembre 2021 au montant de 40 720,68$.

Le programme vise à déployer sur le territoire du centre-ville des actions visant à assurer la gestion, le suivi et le maintien de la propreté en collaboration avec l'arrondissement de Ville -Marie et les différents intervenants du secteur sur :

- Les artères commerciales
- Les rues piétonnisées

- Les pôles culturels
- Aux abords des chantiers
- Les sites de vaccination ou de dépistage
- Les parcs et squares
- Aux abords des secteurs dits névralgiques sur le plan économique
- Les axes de mobilité

À noter que ce programme fait l'objet d'une entente entre le Service de la concertation des arrondissement et l'arrondissement et qu'une reddition de compte sera déposé en décembre 2021. À ce titre, des indicateurs de performance sur le plan de l'inspectorat et des travaux publics seront demandés et compilés.

Dans le cadre de la gestion de ce programme par le Service de la concertation des arrondissements, il est demandé d'autoriser le transfert d'un budget de 142 220,68$ vers l'arrondissement de Ville-Marie. Ce budget est prévu au budget de fonctionnement du Service.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n.a

DESCRIPTION

Ce transfert budgétaire à hauteur de 142 220,68$ permet l'ajout de ressources additionnelles et les actions suivantes:

- 2 ressources qui seront dédiées au ramassage de manière intensive des poubelles aux abords des paniers de rue pour une période de 6 mois du 1er juin au 30 novembre 2021 au montant de 101 500$;
- 2 banques d’heures destinées à l’inspectorat pour la propreté 1er juin au 30 septembre 2021 au montant de 40 720,68$.

JUSTIFICATION

Le montant de ce transfert fait suite aux échanges avec l'arrondissement de Ville-Marie et à l'évaluation des besoins exprimés pour renforcer les actions de propreté dans le centre-ville à compter du mois de juin et jusqu'au mois de décembre.
Par ailleurs, un comité hebdomadaire incluant l'arrondissement, le service des infrastructure du réseau routier, le service de l'expérience citoyenne et des communications et le service de la concertation des arrondissements (équipes propreté et escouade mobilité) est en place pour assurer l'ensemble des suivis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du transfert est de 142 220,68$. Ce budget relève du Service de la concertation des arrondissements. Ce virement n'engendre aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En cas de report de la décision, le déploiement tardif des effectifs sur le terrain pourrait entraîner un niveau plus élevé de malpropreté.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les opérations requises par ce contrat permettent de suivre les mesures sanitaires et les recommandations émises par la Direction de santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin: Déploiement du programme Propreté centre-ville
Décembre: Fin du programme et reddition de compte

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chloé ROUMAGÈRE
Conseillère en planification

Tél : 514 872-6382
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-19

Stéphanie HOULE
Directrice - Projets

Tél : 514 872-9696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin SAVARD
Directeur
Tél : 514.872.4757
Approuvé le : 2021-05-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217286002

Unité administrative responsable :	Service de la concertation des arrondissements , Direction , -
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 142 220,68$ en provenance du Service de la concertation des arrondissements vers l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du plan de relance du centre-ville pour déployer un programme spécifique de propreté et accroître les interventions de juin à décembre 2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1217286002 Virement Ville-Marie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514-872 -2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-19

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218444001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 600 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration locale vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la bonification du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes afin de soutenir les interventions en matière de prévention en sécurité urbaine dans les arrondissements du Nord-Est

Il est recommandé:
d'autoriser un virement budgétaire de 600 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration locale vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la bonification du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes afin de soutenir les interventions en matière de prévention en sécurité urbaine dans les arrondissements du Nord-Est.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-11 16:20

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218444001**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 600 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration locale vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la bonification du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes afin de soutenir les interventions en matière de prévention en sécurité urbaine dans les arrondissements du Nord-Est

CONTENU

CONTEXTE

Les arrondissements du Nord-Est de Montréal subissent une hausse importante de crimes commis avec des armes à feu depuis juin 2020. Dans ce contexte particulier, la mairesse de Montréal a annoncé le 10 mars 2021, un investissement de 1,4 M$ pour soutenir le milieu communautaire de quatre arrondissements du Nord-Est et intensifier les interventions de prévention sur le terrain par l'entremise du programme municipal de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes, Montréal sécuritaire pour les jeunes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0144 du 5 février 2020
Adopter le Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes 2020-2022

DESCRIPTION

Le programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes, Montréal sécuritaire pour les jeunes, permet de soutenir des initiatives communautaires dans le but d'agir de manière cohérente et concertée dans les quartiers. Le programme s'adresse de manière ciblée aux jeunes âgés de 12 à 25 ans considérés comme à risque de violence, tant comme victime qu'agresseur, de délinquance, en difficultés ou encore en rupture sociale.
La bonification ponctuelle au programme permettra d'intensifier les interventions locales et régionales par l'embauche de travailleurs de proximité supplémentaire et de soutenir les activités de médiation et de prévention auprès des jeunes dans quatre arrondissements:

1. Montréal-Nord
2. Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
3. Saint-Léonard
4. Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal agit à titre de métropole, pour apporter un soutien financier supplémentaire aux organismes communautaires qui interviennent en prévention de la violence chez les jeunes dans les arrondissements ciblés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 1,4 M$ sera financé par le budget du Service de l'inclusion et de la diversité sociale (SDIS). Pour ce faire, un virement de 600 000 $ est requis en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration locale vers le budget du SDIS. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier s'inscrit dans le Chantier A du nouveau Plan climat 2020-2030 Pour une ville inclusive, résiliente et carboneutre : « Mobilisation de la communauté montréalaise ». Il répond aussi à l'orientation 19 de Montréal 2030: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La bonification au programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes constitue une action concrète pour agir sur les facteurs de risque et de protection menant à la violence dans ces arrondissements. Ce soutien ponctuel de la Ville lui permet, en plus de jouer un rôle de leader, d'harmoniser et soutenir les efforts déjà existants au sein des organismes et des instances municipales et gouvernementales, de développer de bonnes pratiques et une expertise en la matière.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette bonification du budget du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes permettra de répondre aux enjeux de sécurité urbaine exacerbés par la pandémie de Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse de la Ville de Montréal du 10 mars 2021

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 Présentation au comité exécutif pour approbation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (André POULIOT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan TREMBLAY
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514-872-9776
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-28

Salwa MAJOUJI
Cheffe de section - Expertise conseil et programmes

Tél : 514-872-7953
Télécop. : 872-9848

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
c/d diversite sociale
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-05-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1218444001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 600 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration locale vers le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour la bonification du Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes afin de soutenir les interventions en matière de prévention en sécurité urbaine dans les arrondissements du Nord-Est

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1218444001 Prévention violence jeunes.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5551

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-06

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514-872-6630
Division : Service des finances ,

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie en appui à la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert

Il est recommandé :
- d'autoriser un virement budgétaire non-récurrent de 50 000 $ du Service du développement économique à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie en appui à la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-05-17 09:21

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1217796005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie en appui à la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement commercial Plaza Saint-Hubert a déposé une demande de financement à la Ville de Montréal afin d'obtenir un soutien financier visant à souligner la fin des travaux majeurs d'infrastructures s'étant réalisés sur cette artère entre 2018 et 2020, ainsi que le 40e anniversaire de création de cet organisme.
Le présent dossier concerne le virement d'une somme de 50 000 $ à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie en soutien aux activités prévues sur le territoire de la Plaza Saint -Hubert dans le cadre d'une campagne de relance de cette artère commerciale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1096 - 13 juin 2018 - Approuver le plan d'action en commerce intitulé : « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie prendra en charge certaines dépenses relatives à la campagne de relance visant à favoriser le dynamisme économique de la Plaza Saint-Hubert. Cette campagne vise notamment le renouvellement de l'image de marque de la Plaza Saint-Hubert, la réalisation d'une conférence de presse du lancement de la rue commerciale réaménagée avec les partenaires, la réalisation d'une campagne promotionnelle de marketing dans les médias traditionnels et numériques ainsi que des événements.
Certaines dépenses relatives à la fermeture de rues, à de la promotion et de l'affichage et à l'installation de potences permettant d'accueillir des oriflammes seront déboursées par l'arrondissement. Le virement budgétaire faisant l'objet du présent dossier décisionnel permettra donc d'appuyer financièrement l'arrondissement qui couvrira ces frais.

JUSTIFICATION

Le présent projet répond à la deuxième mesure du plan de relance économique 2021 « Agir maintenant pour préparer la relance» qui vise à favoriser la vitalité des artères commerciales et le soutien aux sociétés de développement commercial.

Conformément aux dispositions prévues à la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement a des compétences, pouvoirs et obligations en matière de développement économique local. Les organismes de développement économique, tel que les associations commerciales et SDC relèvent ainsi des compétences des arrondissements. Ces derniers sont les mieux placés pour développer, en partenariat avec les acteurs locaux, des stratégies et projets adaptés à la réalité des artères commerciales de leur territoire. Afin que l'arrondissement puisse réaliser des actions visant à appuyer la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert, il y a lieu de lui fournir des crédit budgétaires à cette fin. Ce soutien financier de l'arrondissement à divers projets aura une incidence sur la vitalité et le dynamisme économique de ce secteur commercial du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier décisionnel, il y a lieu d'autoriser un virement budgétaire non-récurrent, en 2021, de 50 000 $. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de la mise en valeur des pôles économiques (enveloppe 50 M$ - plan de relance 2).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au cœur des quartiers, la Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, un élément important au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas autoriser le virement budgétaire de 50 000 $ à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie aurait pour conséquence de ne pas permettre de soutenir financièrement l'arrondissement dans la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Juin 2021 : Virement budgétaire à l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;
31 décembre 2021 : Date limite pour l'utilisation des fonds virés à l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François SIMONEAU, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Jean-François SIMONEAU, 13 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 438-368-6672
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-13

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-05-16



Campagne de relance de la nouvelle Plaza St-Hubert

Printemps 2021

Présentation et Budget

CONTEXTE

La fin des travaux et le 40e anniversaire de la création de la SDC sont des occasions uniques pour mettre de l'avant notre partenariat avec l'arrondissement et la Ville de Montréal. De plus, il faut souligner que c'est l'une des rares fois que des travaux majeurs sur une artère commerciale montréalaise ont été réalisés en respectant les délais et sans dépassement de coût.

Malgré les difficultés que les travaux peuvent avoir causées chez nos commerçants, rares sont ceux qui ont dû fermer leurs portes. Cela est dû au travail de préparation que la SDC a réalisée avec les membres, l'arrondissement et la Ville de Montréal.

Le 40e anniversaire de la SDC Plaza St-Hubert sera un moment idéal pour promouvoir la nouvelle beauté de notre artère commerciale emblématique de Montréal.

Cette campagne doit être un travail d'équipe et concertée entre la SDC, l'arrondissement et la Ville de Montréal pour remettre de l'avant la Plaza St-Hubert et les commerçants suite à une période très difficile que les gens d'affaires ont vécu depuis les trois dernières années.

1- OBJECTIFS

- Créer un nouveau branding pour bien marquer le changement ce qui inclut la refonte du logo;

- Fidéliser la clientèle de proximité et de destination afin de leur faire redécouvrir la nouvelle Plaza St-Hubert;

- Accroître la notoriété de la nouvelle marque et le capital de sympathie envers celle-ci;

- Créer un nouveau site internet;

- Campagne promotionnelle pour faire connaitre la nouvelle artère et les changements importants apportés suite aux travaux. Montrer le résultat final et devenir un symbole de fierté pour nos commerçants, les résidants et la Ville de Montréal;

- Continuer et améliorer les événements culturels et d'animation de la SDC;

- Présenter les nouveaux commerçants qui vont s'installer sur la Plaza grâce au concours Pr@m avec PME Montréal Centre-Est et la Ville de Montréal

- Célébrer les 40 ans de la SDC.

2 - POSITIONNEMENT

Notre positionnement est de miser sur l'unicité de la Plaza St-Hubert à Montréal : La découverte de plusieurs nouveaux commerçants indépendants et créatifs. C'est une artère historique et emblématique de Montréal, voire de la province.

3 – REFAIRE L'IMAGE DE MARQUE

La nouvelle Plaza St-Hubert requiert une actualisation du logo. Le logo actuel existe depuis de nombreuses années. Le rafraîchissement du logo, la réfection de l'artère et le rajeunissement de la clientèle nécessitent que l'image de marque soit adaptée en fonction du nouveau positionnement. Nous continuons de miser sur les commerces et commerçants indépendants, mais dans un contexte de nouveauté (par exemple : **nouvelle Plaza, nouveaux commerçants indépendants ! La découverte de secrets bien gardée**.)

4 – CONFÉRENCE DE PRESSE OFFICIELLE DU LANCEMENT DE LA NOUVELLE PLAZA ST-HUBERT AVEC LES PARTENAIRES

Pour célébrer l'ouverture officielle de la nouvelle Plaza, la SDC tiendra une conférence de presse avec toutes les parties prenantes dans le dossier qui seront invitées à y participer (mairesse de Montréal, maire de l'arrondissement et les conseiller-e-s, les membres du CA de la SDC et nos commerçants).

Le but étant d'officialiser la fin des travaux, d'avoir de la visibilité médiatique et de dévoiler la nouvelle artère qui a été conçu pour le confort de sa clientèle. Surtout avec le contexte actuel de la COVID-19, il faut optimiser la visibilité médiatique positive de notre rue afin d'aider nos commerçants et avant tout d'augmenter l'achalandage.

L'angle privilégié sera : « La nouvelle Plaza : un grand succès ». Le tout se fera avec le dévoilement des gagnants du concours entrepreneurs avec PME Montréal. La firme de relations de presse retenue devra aussi tenter d'obtenir des entrevues dans des émissions radio, de télé et de grande écoute.

Lors de la célébration du 40^{e} de la SDC, nous positionnerons publiquement son apport dans le quartier, la métropole et la province. Une inauguration de la nouvelle Plaza aura également lieu où commerçants et grand public seront invités. De plus, il serait bien d'avoir une campagne publicitaire à la télé, à la radio, sur le web, etc., pour promouvoir la nouvelle Plaza.

5 - ACTIVITÉ DESTINÉE AUX CLIENTS

Concours
Activités et animations de la rue

6 – CAMPAGNE PROMOTIONNELLE DE MARKETING DANS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET NUMÉRIQUES

La Plaza a changé de fond en comble et s'est refait une beauté. Il faut donc en faire la promotion afin que le plus grand nombre de personnes puisse voir entendre parler de la nouvelle rue ainsi que de la fin de travaux. C'est pour cette raison qu'il est essentiel de créer une campagne promotionnelle de marketing dans les médias traditionnels et numériques et de briser les perceptions négatives.

Pour les années 2021 et 2022, nous pourrions exposer la rue en action lors d'événements avec des images pour une diffusion de masse tant sur les médias traditionnels que numériques. Notre campagne dans les médias traditionnels et numériques nous servira à mettre l'emphase sur le renouveau de la rue, les nouveaux commerçants, les événements culturels et les secrets bien gardés de la Plaza. Cela sera combiné avec une campagne marketing sur le numérique par la création d'un nouveau site internet, des campagnes sur les médias sociaux, notre infolettre et développer des contenus pour créer des vidéos qui présentent la nouvelle Plaza, le 40^{e} anniversaire de la SDC et des vidéos de nos événements qui auront lieu. Enfin, le tout sera accompagné d'une campagne d'affichage dans le métro et à Montréal.

7- MURALES

Comme il est essentiel d'enrichir l'embellissement de la rue avec notre nouveau positionnement et d'encourager l'art urbain, nous aimerions qu'une murale soit réalisée sur St-André près du tunnel qui est fort achalandé à cet endroit afin de revitaliser l'entrée.

Une murale sur Beaubien serait possible où il y a déjà des murales qui sont « taguées » et qui ne reflètent plus l'image du quartier. Il y a d'autres possibilités telles que sur le mur du Théâtre Plaza qui donne sur Beaubien avec une fresque en hauteur.

8 – LES ÉVÉNEMENTS DE LA PLAZA

Nous allons continuer les événements traditionnels de la SDC tout en les adaptant à notre nouvelle réalité et positionnement.

Festivals Atmosph'air sur la Plaza

Nous conservons le mot Atmosph'Air, qui est un titre « parapluie » qui nous permet d'englober plusieurs éléments de la programmation se déroulant dans une atmosphère conviviale et estivale.

Pas question de modifier le contenu de cet événement extrêmement populaire qui a conféré à la Plaza sa **crédibilité culturelle.** Nous proposons tout simplement de modifier son branding.

La rentrée

Les petites familles de Rosemont-La-Petite-Patrie ont bien besoin de faire leurs achats en prévision de la rentrée scolaire.

Si possible, il serait bien d'ajouter des activités culturelles destinées aux enfants des différents groupes d'âge : contes pour les tout-petits, match de soccer sur rue pour les plus grands, spectacles pour les jeunes ados, etc..

Plaza des fêtes

Développer un nouveau décor de Noël pour la rue.

Le défilé du Père Noël nous semble un concept à revoir qui n'a lieu qu'une seule journée. Dès lors, nous allons explorer une activité culturelle additionnelle comme un « Village de Noël » pour les 3 semaines de décembre.

En voici quelques exemples d'activités :
- Arrivée du Père Noël et présence pour quelques jours;
- Décoration en famille d'un gigantesque sapin de Noël;
- Spectacles de tapeux de pied;
- Contes de Noël avec feu de camp et guimauves;
- Spectacles de musique traditionnelle;
- Vente de sapins;
- Tours de wagons avec clochettes;
- Tire sur neige;
- Etc..

*Bien sûr les activités tant, estivales que pour Noël vont avoir lieu seulement si la situation de la crise sanitaire du COVID-19 le permet. *

Budget :

Ouverture officielle :

Projet	Coûts
Conférence de presse et activité pour invités d'honneurs	20 000$

Fermeture de rue :

Projet	Coûts
Sécurité et blocs de bétons	12 500$
Promotion	50 000$
Affichage sur rue	10 000$
Services clients - toilettes	3 000$
Animations – Artistes	10 000$
Vidéo promotionnel	15 000$
Total	100 500$

Vidéos :

Projet	Coûts
Vidéo TUX	50 000$
Total	50 000$

Oriflammes :

Projet	Coûts
Installation de potence	15 000$
Différentes oriflammes x 4 campagnes	15 000$
Total	30 000$

Décors de rue :

Projet	Coûts
Décors lumineux de noël	100 000$
Total	100 000$

Budget total : 300 500$

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1217796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 50 000 $ en provenance du Service du développement économique vers l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie en appui à la campagne de relance de la Plaza Saint-Hubert

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1217796005 - Virement à Rosemont-La-Petite-Patrie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au Budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-14

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9866
Division : Service des finances-Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.006

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.007

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1212675030

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Renouveler, pour une quatre-vingt-dixième fois, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19

Il est recommandé:
1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité publique, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;
2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;
3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;
4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;
5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile* ;
6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-05-25 11:36

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1212675030**

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction , Division sécurité civile
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	Renouveler, pour une quatre-vingt-dixième fois, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de 5 jours, en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19

CONTENU

CONTEXTE

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré une pandémie de la Covid-19 le 11 mars 2020. Le 13 mars 2020, le gouvernement a adopté le Décret 177-2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois, lequel a été renouvelé le 20 mars 2020 (Décret 222-2020 renouvelant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois) pour une période de 10 jours, soit jusqu'au 29 mars 2020. La déclaration de l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois a été renouvelée périodiquement jusqu'à aujourd'hui.
La mairesse de Montréal, municipalité centrale de l'agglomération de Montréal, a déclaré l'état d'urgence local en vertu de l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile le 27 mars 2020 et le conseil d'agglomération a renouvelé l'état d'urgence pour une période de 5 jours le 29 mars 2020. Le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) a d'ailleurs été adopté le 3 avril 2020, ce qui permet au comité exécutif de prolonger l'état d'urgence pour des périodes maximales de 5 jours. Ce Règlement déléguait initialement ce pouvoir jusqu'au 1er juin 2020, mais le conseil d'agglomération a adopté des modifications à ce règlement afin de prolonger la délégation, une première fois le 28 mai 2020 pour prolonger jusqu'au 2 juillet (RCG20-014-1), une deuxième fois le 30 juin 2020 pour prolonger jusqu'au 31 août 2020 (RCG20-014-2), une troisième fois le 31 août 2020 pour prolonger jusqu'au 24 septembre 2020 (RCG20-014-3), une quatrième fois le 24 septembre 2020 pour prolonger jusqu'au 22 octobre 2020 (RCG20-014-4), une cinquième fois le 22 octobre 2020 pour prolonger jusqu'au 19 novembre 2020 (RCG20-014-5), une sixième fois le 19 novembre 2020 pour prolonger jusqu'au 17 décembre 2020 (RCG20-014-6), une septième fois le 17 décembre 2020 pour prolonger jusqu'au 28 janvier 2021 (RCG20-014-7) puis une huitième fois le 28 janvier 2021 pour prolonger jusqu'au 25 février 2021 (RCG20-014-8).

Jusqu'à présent, le comité exécutif a renouvelé l'état d'urgence le 3 avril (CE20 0452), le 8 avril (CE20 0490), le 13 avril (CE20 0499), le 16 avril (CE20 0562), le 21 avril (CE20 0568), le 26 avril (CE20 0573), le 1er mai (CE20 0601), le 6 mai (CE20 0614), le 11 mai (CE20

0625), le 16 mai (CE20 0684), le 21 mai (CE20 0760), le 25 mai (CE20 0768), le 30 mai (CE20 0771), le 4 juin (CE20 0839), le 9 juin (CE20 0841), le 14 juin (CE20 0966), le 18 juin (CE20 0993), le 23 juin (CE20 0995) et le 26 juin (CE20 1003), le 30 juin (CE20 1008), le 5 juillet 2020 (CE20 1010), le 10 juillet 2020 (CE20 1073), le 15 juillet 2020 (CE20 1077), le 20 juillet (CE20 1081), le 25 juillet (CE20 1083), le 30 juillet (CE20 1088), le 3 août (CE20 1091), le 7 août (CE20 1128), le 12 août (CE20 1214), le 17 août 2020 (CE20 1231), le 22 août 2020 (CE20 1315), le 26 août 2020 (CE20 1317), le 31 août 2020 (CE20 1324), le 4 septembre 2020 (CE20 1337), le 9 septembre 2020 (CE20 1381), le 14 septembre 2020 (CE20 1389), le 19 septembre 2020 (CE20 1444), le 24 septembre 2020 (CE20 1447), 29 septembre 2020 (CE20 1449), le 4 octobre 2020 (CE20 1480), le 9 octobre 2020 (CE20 1544), le 14 octobre 2020 (CE20 1593), le 19 octobre 2020 (CE20 1614), le 24 octobre 2020 (CE20 1616), le 29 octobre 2020 (CE20 1648), le 3 novembre 2020 (CE20 1650), le 8 novembre 2020 (CE20 1744), le 13 novembre 2020 (CE20 1842), le 18 novembre 2020 (CE20 1844), le 23 novembre 2020 (CE20 1847), le 27 novembre 2020 (CE20 1873), le 2 décembre 2020 (CE20 1967), le 7 décembre 2020 (CE20 1985), le 12 décembre 2020 (CE20 2050), le 16 décembre 2020 (CE20 2052), le 21 décembre 2020 (CE20 2054), le 26 décembre 2020 (CE20 2089) et le 31 décembre 2020 (CE20 2092), le 5 janvier 2021 (CE21 0002), le 10 janvier 2021 (CE21 0013), le 15 janvier 2021 (CE21 0072), le 20 janvier 2021 (CE21 0120), le 25 janvier 2021 (CE21 0135), le 29 janvier 2021 (CE21 0137), le 3 février 2021 (CE21 0156), le 8 février 2021 (CE21 0160), le 12 février 2021 (CE21 0207), le 17 février 2021 (CE21 0243), le 22 février 2021 (CE21 0264), le 26 2021 février (CE21 0285), le 3 mars 2021 (CE21 0288), le 8 mars 2021 (CE21 0290), le 12 mars 2021 (CE21 0377), le 17 mars 2021 (CE21 0413), le 22 mars 2021 (CE21 0439), le 26 mars 2021 (CE21 0445), le 31 mars 2021 (CE21 0469), le 5 avril 2021 (CE21 0477), 9 avril 2021 (CE21 0552), 14 avril 2021 (CE21 0605), le 19 avril 2021 (CE21 0624), le 23 avril 2021 (CE21 0627), le 28 avril 2021 (CE21 0661), le 3 mai 2021 (CE21 0669), le 7 mai 2021 (CE21 0760), le 12 mai 2021 (CE21 0821), le 17 mai 2021 (CE21 0849) et le 21 mai 2021 (CE21 0853).

L’île de Montréal est la région du Québec la plus touchée par la Covid-19. On y compte plus de 130 466 cas de personnes infectées à la Covid-19, soit approximativement 35 % de tous les diagnostics positifs dans la province. Parmi ses caractéristiques particulières, on recense un nombre important de sans-abri qui ont nécessité rapidement une prise en charge immédiate pour éviter la propagation accélérée du virus au sein de la population sans-abri. Cette prise en charge se doit d’être maintenue afin d’éviter une recrudescence de la transmission au sein de cette population. Montréal accueille aussi plusieurs résidences à risque élevé, soit de nombreux immeubles multi logements qui ont l’effet de concentrer les personnes au sein d'un même lieu et qui, souvent, hébergent des personnes particulièrement vulnérables à la COVID-19. Finalement, la densité urbaine de l’agglomération rend difficile le respect des consignes de distanciation sociale, car même avec une réduction majeure d'activités, les rues, le transport collectif et les lieux de services autorisés demeurent chargés.

En temps normal, la population itinérante de Montréal peut profiter d'hébergement temporaire au sein de refuges ainsi que de services alimentaires, hygiéniques et de repos par l'entremise de centres de jour, une grande proportion de tous ces services étant soutenu par des personnes bénévoles. De plus, la circulation régulière et quotidienne de la population montréalaise offre une source de revenus en argent et en bien à la population itinérante. La COVID-19 a non seulement grandement réduit cette source de revenus, mais a aussi créé un départ important de bénévoles et, par subséquent, une perte presque entière des services de jour et d'environ 50% des services de nuit. Le manque d'abris, de nourriture, de lieux sanitaires, d'alcool et de drogues a causé une situation de crise pour cette population itinérante et plusieurs cas de geste d’intimidation ou insalubres (cris, gestes violents, actions de cracher sur des personnes, uriner et déféquer sur l'espace public) ont été recensés. À cet effet, la situation est devenue non seulement une urgence

sanitaire pour Montréal, mais aussi une urgence en matière de sécurité publique. En effet, depuis le début de la crise, l'agglomération de Montréal a dû ouvrir près de 800 lits pour l'hébergement d'urgence, 4 haltes chaleur et 6 sites de distribution alimentaire afin de combler le besoin créé par l'arrêt des services habituellement offerts à la population itinérante. Environ 50% de ces services doivent actuellement être maintenus, car la réouverture des services habituels ne peut être envisagée à l'heure actuelle.

L'application des consignes de distanciation sociale demeure un enjeu important pour l'agglomération. Une charge extraordinaire s'est ajoutée aux services de police pour assurer le respect des décrets gouvernementaux en place depuis plusieurs semaines. Cette charge se poursuit et se complexifie en conséquence de la reprise graduelle d'activités. Pour assurer la protection des citoyens et l'atténuation de la transmission communautaire présente sur le territoire, l'agglomération doit maintenir ses efforts d'interventions humaines notamment sur les espaces publiques, son service de transport collectif et les lieux de travail; elle doit même bonifier ces mesures par un déploiement rapide, ample et étendu de mesures matérielles et logistiques. Spécifiquement, Montréal est et demeure dans l'obligation de voir à ce que l'aménagement de son territoire et la configuration de ses services autorisés soient adaptés pour limiter les risques à la santé, sécurité et vie de la population.

Les mesures gouvernementales obligeant le port du couvre-visage exigent la mise en place de plusieurs mesures de contrôle par l'agglomération, soit pour l'application du décret au sein du public et de ses employés accédant aux lieux où le décret s'applique. Ces mesures exigeront des dépenses et ressources importantes et au-delà des capacités normales de l'agglomération.

Selon la Santé publique, le Québec se trouve dans la troisième vague de la pandémie. La propagation des variants est au cœur de cette troisième vague. Ce qui demeure inconnu est plutôt l'ampleur ultime de cette vague ainsi que ses caractéristiques. Pour sa part, Montréal réussit par ses actions à stabiliser les impacts de la pandémie, mais n'est pas encore sur une tendance décroissante claire.

Le gouvernement du Québec avait établi le système d'alertes régionales et d'intervention graduelle. À l'aide d'un code par couleur, ce système précise pour chacune des régions sociosanitaires du Québec, les mesures additionnelles à déployer, au besoin, pour assurer la sécurité de tous. En effet, chaque mode d'alerte supérieur exige de nouvelles mesures d'atténuation.

Montréal est actuellement en zone rouge (alerte maximale) depuis jeudi le 1er octobre 2020 et des règles sanitaires particulières applicables aux zones rouges ont été adoptées et ajustées périodiquement par le gouvernement du Québec en fonction de l'évolution de la situation.

Afin de freiner la progression de la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Québec a adopté une série de nouvelles mesures sanitaires depuis le 9 janvier 2021. Entre autres, un couvre-feu est maintenant en vigueur pour la population montréalaise (entre 21 h 30 et 5 h, en vigueur jusqu'au 28 mai), ce qui demande son application par le SPVM, exige certaines dérogations réglementaires sur l'espace public et nécessite que l'agglomération adapte son offre de service en conséquence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0853 - 21 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675029)
CG21 0300 - 20 mai 2021, Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675025)
CE21 0849 - 17 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675028)
CE21 0821 - 12 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675027)
CE21 0760 - 7 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675026)
CE21 0669 - 3 mai 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675024)
CE21 0661 - 28 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675023)
CE21 0627 - 23 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675022)
CG21 0228 - 22 avril 2021, Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675016)
CE21 0624 - 19 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675021)
CE21 0605 - 14 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675020)
CE21 0552 - 9 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675019)
CE21 0477 - 5 avril 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675018)
CE21 0469 - 31 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675017)
CE21 0445- 26 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675015)
CG21 0169 - 25 mars 2021 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675012)
CE21 0439 - 22 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675014)
CE21 0413 - 17 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la

pandémie liée à la COVID-19 (1212675013)
CE21 0377 - 12 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675011)
CE21 0290 - 8 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675010)
CE21 0288 - 3 mars 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675009)
CE21 0285 - 26 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675008)
CG21 0097 - 25 février 2021 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RCG 20-014) » (1212675004)
CE21 0264 - 22 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675007)
CE21 0243 - 17 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675006)
CE21 0207 - 12 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675005)
CE21 0160 - 8 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675003)
CE21 0156 - le 3 février 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675002)
CE21 0137 - le 29 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1212675001)
CG21 0052 - le 28 janvier 2021 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024006)
CE21 0135 - le 25 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1216407003)
CE21 0120 - le 20 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1216407002)
CE21 0072 - le 15 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1216407001)
CE21 0013 - le 10 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407055)
CE21 0002 - le 5 janvier 2021, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407054)
CE20 2092 - le 31 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de

la pandémie liée à la COVID-19 (1206407053)
CE20 2089 - le 26 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407052)
CE20 2054 - le 21 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407051)
CG20 0712 - le 17 décembre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024005)
CE20 2052 - le 16 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407050)
CE20 2050 - le 12 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407049)
CE20 1985 - le 7 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407048)
CE20 1967 - le 2 décembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407047)
CE20 1873 - le 27 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407046)
CE20 1847 - le 23 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407045)
CG20 0620 - le 19 novembre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024004)
CE20 1844 - le 18 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407044)
CE20 1842 - le 13 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407043)
CE20 1744 - le 8 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407042)
CE20 1650 - le 3 novembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407041)
CE20 1648 - le 29 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407040)
CE20 1616 - le 24 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407039)
CG20 0537 - le 22 octobre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024002)
CE20 1614 - le 19 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période

de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407036)
CE20 1593 - le 14 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407035)
CE20 1544 - le 9 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407034)
CE20 1480 - le 4 octobre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407033)
CE20 1449 - le 29 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407032)
CG20 0479 - le 24 septembre 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1201024001)
CE20 1447 - le 24 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407031)
CE20 1444 - le 19 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407030)
CE20 1389 - le 14 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407029)
CE20 1381 - le 9 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407027)
CE20 1337 - le 4 septembre 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407026)
CG20 0424- le 31 août 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1206407028)
CE20 1324 - le 31 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407025)
CE20 1317 - le 26 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407024)
CE20 1315 - le 22 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407023)
CE20 1231 - le 17 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407022)
CE20 1214 - le 12 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407021)
CE20 1128 - le 7 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407020)
CE20 1091 - le 3 août 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5

jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407019)
CE20 1088 - le 30 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407018)
CE20 1083 - le 25 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407017)
CE20 1081 - le 20 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407016)
CE20 1077 - le 15 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407015)
CE20 1073 - le 10 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407014)
CE20 1010 - le 5 juillet 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407013)
CG20 0344 - le 30 juin 2020 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1206407009)
CE20 1008 - le 30 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407012)
CE20 1003 - le 26 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407011)
CE20 0995 - le 23 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407010)
CE20 0993 - le 18 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407008)
CE20 0966 - le 14 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407007)
CE20 0841 - le 9 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407006)
CE20 0839 - le 4 juin 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407005)
CE20 0771 - le 30 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407004)
CG20 0287 - le 28 mai 2020 - Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014) (1202021011)
CE20 0768 - le 25 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407003)
CE20 0760 - le 21 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la

pandémie liée à la COVID-19 (1206407002)
CE20 0684 - le 16 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1206407001)
CE20 0625 - le 11 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021010)
CE20 0614 - le 6 mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021009)
CE20 0601 - le 1er mai 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021008)
CE20 0573 - le 26 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021007)
CE20 0568 - le 21 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021006)
CE20 0562 - le 16 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021005)
CE20 0499 - le 13 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021004)
CE20 0490 - le 8 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021003)
CE20 0452 - le 3 avril 2020, renouvellement par le comité exécutif, pour une période de 5 jours, de l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars 2020 dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021002)
CG20 0170 - le 2 avril 2020, Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation au comité exécutif du pouvoir du conseil d'agglomération de renouveler l'état d'urgence en vertu de la Loi sur la sécurité civile (RCG 20-014)
CG20 0167 - le 29 mars 2020, résolution du conseil d'agglomération pour renouveler l'état d'urgence déclaré par la mairesse le 27 mars dans le contexte de la pandémie liée à la COVID-19 (1202021001)
Déclaration de l’état d’urgence de la mairesse du 27 mars 2020 selon l'article 43 de la Loi sur la sécurité civile
CG10 0209 – le 22 avril 2010, le conseil d’agglomération approuve le Module central révisé du Plan de sécurité civile de l'agglomération de Montréal (PSCAM) (1104372002)
CG06 0413 – le 28 septembre 2006 d'approuver la Politique de sécurité civile de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

La Loi sur la sécurité civile prévoit qu’une municipalité locale peut déclarer l’état d’urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu’un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l’intégrité des personnes, une action immédiate qu’elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d’un plan de sécurité civile applicable.
La déclaration d’état d’urgence doit préciser la nature du sinistre, le territoire concerné, les circonstances qui la justifient et la durée de son application. Elle peut habiliter le maire, le maire suppléant, un fonctionnaire de la municipalité ou une autorité responsable de la sécurité civile sur le territoire concerné à exercer certains pouvoirs mentionnés à l’article 47 de la Loi.

La déclaration d'état d'urgence peut être renouvelée sur autorisation du ministre.
La déclaration d'état d'urgence et tout renouvellement entrent en vigueur dès qu'ils sont exprimés.
La déclaration d'état d'urgence faite par la mairesse le 27 mars 2020 prévoit spécifiquement ce qui suit :
- déclarer l'état d'urgence sur le territoire de l'Agglomération de Montréal pour une période de 48 heures en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19;
- désigner Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :
-1- contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;
-2- accorder, pour le temps qu'elle juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;
-3- ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'elle détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement ainsi qu'à leur sécurité;
-4- requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;
-5- réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du présent chapitre ou du chapitre VI ;
-6- autoriser et faire toutes les dépenses utiles ainsi que conclure tous contrats qu'il juge nécessaires.

Cette déclaration doit être, pour une quatre-vingt-dixième fois, renouvelée par le comité exécutif pour une période de 5 jours, et ce, de manière à prolonger pour cette durée les habilitations à exercer les pouvoirs énumérés.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-25

Annick MALETTO
Chef de section

Tél : 514 280-4030
Télécop. : 514 280-6667

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard LIEBMANN
Directeur
Tél : 514 872-4298
Approuvé le : 2021-05-25

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1217796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie.

Il est recommandé :
- d'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2021-05-17 10:34

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1217796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie.

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie de la COVID-19 affecte de manière importante le secteur du commerce, et tout particulièrement les établissements de restauration pour lesquels les salles à manger sont fermées depuis plusieurs mois maintenant.
Dans la foulée de la crise sanitaire et des mesures de distanciation physique qui ont été imposées par la santé publique, les acteurs du milieu commercial innovent et modifient leurs pratiques afin de les adapter et de répondre aux enjeux sanitaires. L'idée de déployer des terrasses mutualisées, libres d'accès au public, est née en 2020 afin de créer des espaces de socialisation sur les artères commerciales, qui assureraient également un lien avec l'activité commerciale de proximité.

Les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie ont émis le souhait de reconduire en 2021 le projet déployé l'été précédent afin de permettre la consommation d'alcool sur les terrasses publiques déployées sur leur territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0749 (5 mai 2021) : Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie
CE20 1067 (8 juillet 2020) : Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rosemont–La Petite-Patrie, Ville-Marie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Sud-Ouest - COVID-19.

DESCRIPTION

En vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., P-1), le comité exécutif peut permettre la consommation d'alcool, sur le domaine public, dans certaines circonstances.
Le présent dossier décisionnel vise à édicter une ordonnance permettant la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées libres d'accès au public, qui pourraient voir le jour l'été prochain. Les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rosemont–La Petite-Patrie, Ville-Marie et Le Sud-Ouest ont ainsi identifié des rues de leur territoire sur lesquelles des terrasses mutualisées pourraient être installées et où la consommation d'alcool serait permise. Cette ordonnance serait valable tous les jours de la semaine, à des heures et à des dates distinctes selon les secteurs :

1. du 28 mai au 12 septembre 2021 pour les secteurs de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve;
2. du 28 mai au 15 octobre 2021 pour les secteurs de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal;
3. du 28 mai au 17 octobre 2021 pour le secteur de l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie;
4. du 28 mai au 31 octobre 2021 pour les secteurs des arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest.

Les permis d'occupation du domaine public permettant l'installation des terrasses mutualisées sont délivrés par les arrondissements. L'Ordonnance n'a pas pour effet d'autoriser l'implantation et l'occupation des terrasses mutualisées. De plus, il importe de préciser que l'ordonnance n'a que pour objet d'accorder une autorisation dans la mesure où l'occupation des terrasses mutualisées peut par ailleurs avoir lieu en considération des règles sanitaires.

Une ordonnance a par ailleurs été adoptée le 5 mai dernier pour permettre la consommation d'alcool sur des terrasses mutualisées dans l'arrondissement de Ville-Marie. Le présent dossier vise à ajouter un tronçon où cette autorisation serait permise dans cet arrondissement.

La présente ordonnance est conditionnelle à un assouplissement des règles de santé publique, permettant des rassemblements extérieurs sur des terrasses et à une approbation de l'installation des terrasses par l'arrondissement et les services d'urgence locaux (Service des incendies de Montréal et Service de police de la Ville de Montréal).

JUSTIFICATION

La Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) régit la vente et le service d'alcool dans les établissements licenciés et sur les terrasses liées à ces derniers. Les terrasses mutualisées liées au présent dossier décisionnel n'étant pas associées à des établissements licenciés, il relève de la Ville de Montréal de régir la consommation d'alcool sur ces terrasses libres d'accès installées sur le domaine public.
Considérant qu'au moment actuel les établissements de restauration ne peuvent qu'offrir des plats et boissons pour livraison ou pour emporter et qu'advenant un assouplissement des règles sanitaires, des limites de capacités pourraient être imposées dans les salles à manger et sur les terrasses des établissements, la permission de consommer de l'alcool accompagné d'un repas sur ces terrasses vise à contribuer à la rentabilité des entreprises de restauration à proximité. Les terrasses mises à disposition du public permettraient ainsi la consommation de nourriture et alcool, achetés à proximité des terrasses libres d'accès, contribuant à la fois à créer des lieux de socialisation sur les artères commerciales, en plus d'assurer un lien entre les terrasses et les établissements commerciaux à proximité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation de la consommation d'alcool sur les terrasses mutualisées n'engendrera pas de coûts supplémentaires pour la Ville de Montréal.
Le coût d'aménagement des terrasses, quant à lui, sera soit assumé par des partenaires de la Ville (par exemple, des sociétés de développement commercial ou le Partenariat du quartier des spectacles) qui souhaiteront les mettre en place.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en valeur commerciale dans les quartiers favorise l'achat local à proximité des lieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver l'ordonnance ne permettrait pas aux citoyens de consommer de l'alcool sur les terrasses libres d'accès mises à disposition du public. Un manque de soutien aux entreprises de restauration pourrait compromettre leur capacité de maintenir leurs opérations dans le contexte de la pandémie.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

28 mai 2021 : mise en application de l'ordonnance dans les secteurs des arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie
12 septembre 2021: fin de l'ordonnance permettant la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
15 octobre 2021: fin de l'ordonnance permettant la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
17 octobre 2021 : fin de l'ordonnance permettant la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées de Rosemont–La Petite-Patrie
31 octobre 2021 : fin de l'ordonnance permettant la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées de Ville-Marie et Le Sud-Ouest

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de cette recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Angelique LECESVE, Ville-Marie
Thomas PELTIER, Service de la culture
Jean-François SIMONEAU, Rosemont - La Petite-Patrie
Denis COLLERETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Julie NADON, Le Sud-Ouest
Rachad LAWANI, Le Sud-Ouest
Julie BOUCHER, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Jean-François SIMONEAU, 12 mai 2021
Julie NADON, 11 mai 2021
Denis COLLERETTE, 11 mai 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 438-368-6672
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-04-30

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2021-05-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1217796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, afin de permettre la consommation d'alcool à l'occasion d'un repas sur les terrasses mutualisées installées sur le domaine public dans les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, du Plateau Mont-Royal, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Sud-Ouest et de Ville-Marie.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

OrdonnanceConsommationAlcoolTerrassesMutualisées_VF_20210525 (1).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-14

Jean-Philippe GUAY
Avocat, Chef de division
Tél : 514-872-6887
Division : Droit public et législation

eVILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XXX-XX

RÈGLEMENT SUR LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC (R.R.V.M., c. P-1)

ORDONNANCE NUMÉRO XXX

ORDONNANCE VISANT À AUTORISER LA CONSOMMATION D'ALCOOL SUR LE DOMAINE PUBLIC DANS CERTAINS SECTEURS DES ARRONDISSEMENTS DE MERCIER—HOCHELAGA-MAISONNEUVE, LE PLATEAU-MONT-ROYAL, LE SUD-OUEST, ROSEMONT—LA PETITE-PATRIE ET VILLE-MARIE

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1);

À la séance du 26 mai 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. La consommation d'alcool sur le domaine public à l'occasion de la prise d'un repas sur des terrasses mutualisées est autorisée dans les secteurs des arrondissements de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau Mont-Royal, Le Sud-Ouest, Rosemont—La Petite-Patrie et Ville-Marie identifiés à l'annexe A.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable à des heures, des jours et à des dates déterminées selon les secteurs ci-après identifiés à l'annexe A :

1° tous les jours de la semaine entre 10 heures et 23 heures, du 28 mai au 12 septembre 2021 pour les secteurs de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve;

2° entre 7 heures et 23 heures, du dimanche au jeudi, et entre 7 heures et minuit, les vendredis et samedis, du 28 mai au 15 octobre 2021 pour les secteurs de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, à l'exception de la rue Rachel Est où l'autorisation est valable tous les jours de la semaine entre 7 heures et 22 heures ;

3° entre 10 heures et 23 heures, du dimanche au mercredi, et entre 10 heures et minuit, du jeudi au samedi, du 28 mai au 17 octobre 2021 pour les secteurs de l'arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie;

4° tous les jours de la semaine entre 10 heures et 23 heures, du 28 mai au 31 octobre 2021 pour les secteurs de l'arrondissement du Sud-Ouest.

5° tous les jours de la semaine entre 10 heures et 23 heures, du 28 mai au 31 octobre 2021 pour le secteur de l'arrondissement de Ville-Marie

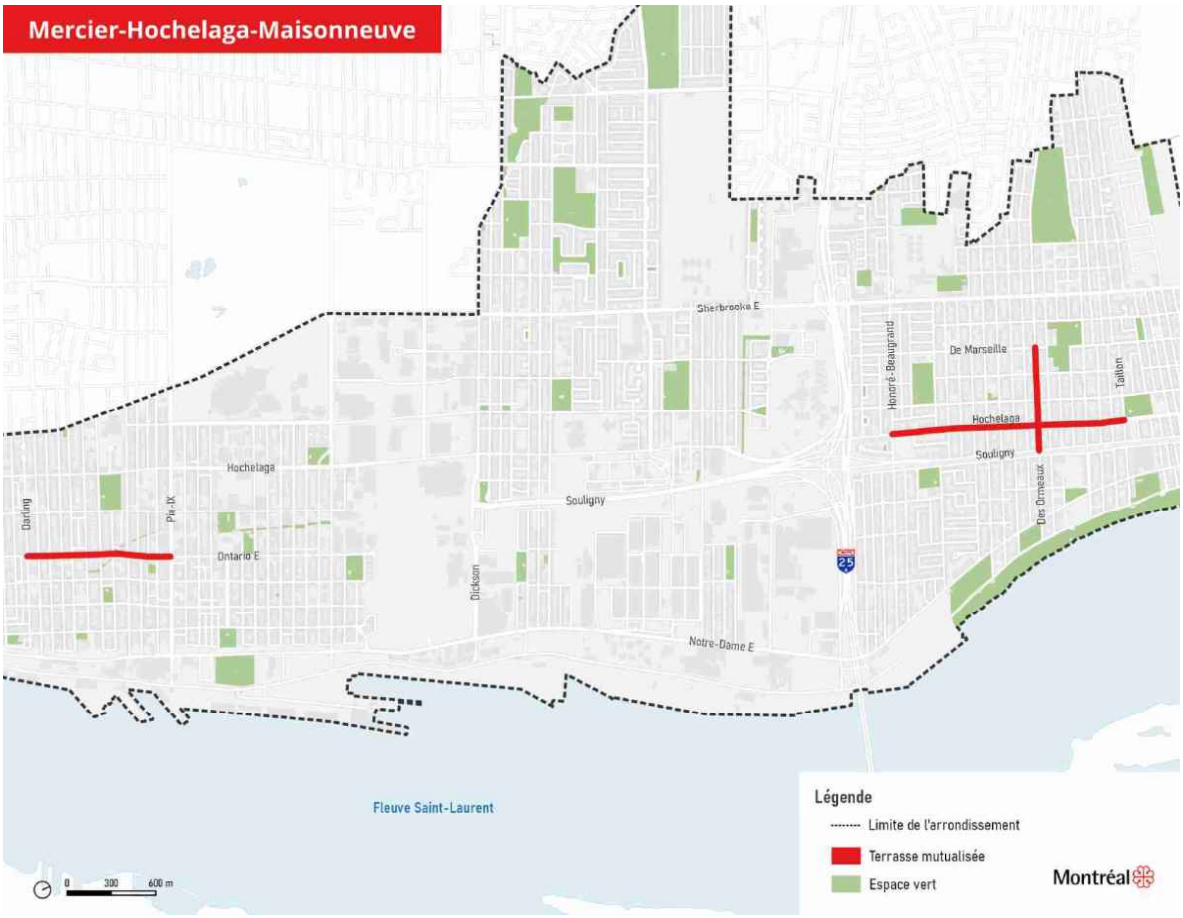
3. Les articles 1 et 2 prennent effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront une telle activité sur le domaine public.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DES SECTEURS DES ARRONDISSEMENTS DE MERCIER—HOCHELAGA-MAISONNEUVE, LE PLATEAU-MONT-ROYAL, LE SUD-OUEST, ROSEMONT—LA PETITE-PATRIE ET VILLE-MARIE

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX

GDD 1217796009

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DES SECTEURS DES ARRONDISSEMENTS DE MERCIER—HOCHELAGA-MAISONNEUVE, LE PLATEAU-MONT-ROYAL, LE SUD-OUEST, ROSEMONT—LA PETITE-PATRIE ET VILLE-MARIE



RUE ONTARIO EST, ENTRE LA RUE DARLING ET LE B OULEVARD PIE-IX, INCLUANT LA PLACE SIMON-VALOIS
RUE DES ORMEAUX, ENTRE LA RUE DE MARSEILLE ET L'AVENUE SOULIGNY
RUE HOCHELAGA, ENTRE LA RUE TAILLON ET LA RUE HONORÉ-BEAUGRAND

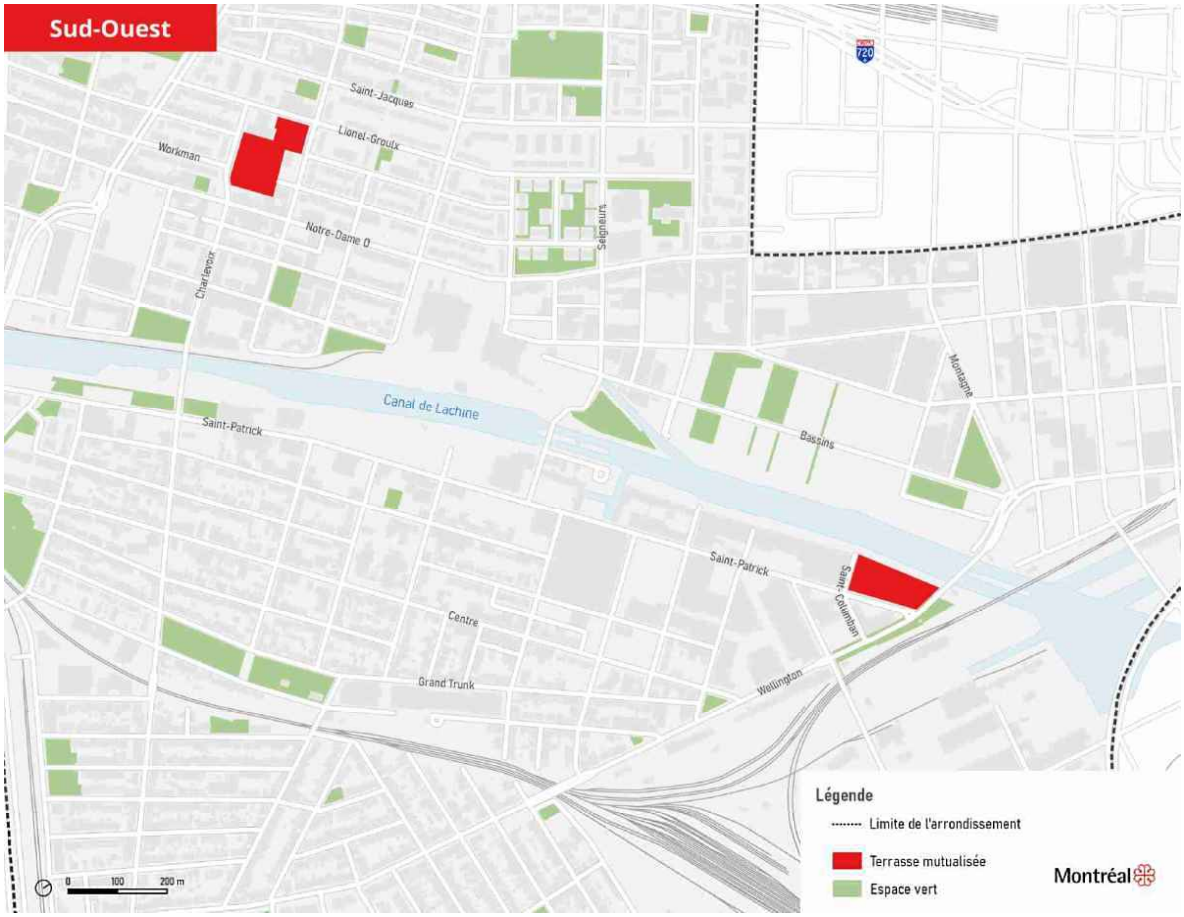


AVENUE DU MONT-ROYAL EST, ENTRE LA RUE CARTIER ET LA RUELLE SITUÉE ENTRE LES RUES CARTIER ET DE BORDEAUX
BOULEVARD SAINT-LAURENT, ENTRE LA RUE PRINCE-ARTHUR ET L'AVENUE DES PINS, ENTRE LES RUES DULUTH ET NAPOLÉON, DEVANT LE PARC DU PORTUGAL, DEVANT LE PARC DES AMÉRIQUES, ET ENTRE LA RUE VILLENEUVE ET L'AVENUE DU MONT-ROYAL
RUE PRINCE-ARTHUR, ENTRE LES RUES SAINT-DOMINIQUE ET COLONIALE
TRIANGLE FORMÉ À L'INTERSECTION DES RUES RACHEL EST ET DU PARC-LAFONTAINE

XXX-XX/4



RUE MASSON, ENTRE LA DEUXIÈME AVENUE ET LE BOULEVARD SAINT-MICHEL
PLACE DU MARCHÉ-DU-NORD (NORD ET SUD), ENTRE LES AVENUES CASGRAIN ET HENRI-JULIEN
AVENUE SHAMROCK, ENTRE LA RUE SAINT-DOMINIQUE ET L'AVENUE CASGRAIN, INCLUANT LA PLACE SHAMROCK ET LA PLACE DU MARCHÉ
RUE SAINT-HUBERT, ENTRE LES RUES DE BELLECHASSE ET JEAN-TALON
RUE DANTE, ENTRE LA RUE DE GASPÉ ET LE BOULEVARD SAINT-LAURENT



SQUARE SAINT-PATRICK
PARC VINET

XXX-XX/6



RUE SAINTE-CATHERINE OUEST, ENTRE LES RUES CHOMEDEY ET DU FORT

CE : 40.002

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.003

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1218798004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 123 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045), afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 4 000 familles montréalaises à faible revenu pour une visite au Jardin botanique, du 26 juin au 1er septembre 2021

Il est recommandé :

- D'édicter une ordonnance en vertu de l'article 123 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045), afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 4 000 familles montréalaises à faible revenu au Jardin Botanique, soit du 26 juin au 1er septembre 2021.

Signé par Charles-Mathieu BRUNELLE **Le** 2021-05-14 15:50

Signataire : Charles-Mathieu BRUNELLE

Directeur général adjoint par intérim
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1218798004**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 123 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045), afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 4 000 familles montréalaises à faible revenu pour une visite au Jardin botanique, du 26 juin au 1er septembre 2021

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2002, des laissez-passer de l'Espace pour la vie Montréal sont offerts dans le cadre de la Semaine québécoise des familles qui se déroule annuellement à la mi-mai. En collaborant à cette activité depuis plus de 16 ans, la Ville de Montréal cherche à rejoindre des familles à faible revenu qui n'ont pas les moyens de défrayer les coûts d'une entrée dans un de ces établissements : Biodôme, Jardin botanique et Insectarium ou Planétarium Rio Tinto Alcan.
Depuis l'édition 2018, les laissez-passer sont répartis selon les trois indicateurs suivants : 1) Familles avec enfants (2016); 2) Moins de 18 ans à faible revenu fondé sur la Mesure de faible revenu après impôt (2015); et, 3) Enfants de 0 à 19 ans (2016).

Dans le cadre de l'édition 2020, la quantité de laissez-passer a été réduite à 4 000. Les laissez-passer ne pouvaient être valides qu'au Jardin botanique (date d'ouverture du Planétarium étant inconnue et capacités d'accueil fortement réduites à cause de la pandémie; Biodôme et l'Insectarium fermés).

Pour 2021, Espace pour la vie recommande le même nombre de laissez-passer fournis en 2020, soit 4 000 laissez-passer pour le Jardin botanique. L'insectarium est toujours fermé et la capacité très limitée du Biodôme et du Planétarium explique qu'ils soient exclus du laissez -passer pour cette année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0945 du 10 juin 2020
Edicter, en vertu de l'article 119 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) (19-057), l'ordonnance numéro 9 jointe au présent dossier décisionnel afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 4 000 familles montréalaises à faible revenu au Jardin Botanique, soit du 1er juillet au 30 septembre 2020.
CE19 1074 du 26 juin 2019
Édicter, en vertu de l'article 115 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070), l'ordonnance no 4 jointe au présent dossier décisionnel, afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 9 000 familles montréalaises

à faible revenu pour une visite dans l'un ou l'autre de ces établissements, soit du 13 juillet au 5 septembre 2019 pour le Jardin botanique et du 13 juillet au 31 décembre 2019 pour le Planétarium Rio Tinto Alcan

CE18 1107 du 13 juin 2018

Édicter, en vertu de l'article 118 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) 18-002, l'ordonnance numéro 4 jointe au présent dossier décisionnel, afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 9 000 familles montréalaises à faible revenu pour une visite dans l'un ou l'autre de ces établissements, soit du 14 juillet au 6 septembre 2018 pour le Jardin botanique et l'Insectarium et du 14 juillet au 31 décembre 2018 pour le Planétarium Rio Tinto Alcan

DESCRIPTION

Au total, 4 000 laissez-passer seront distribués, dont 3 740 aux 19 arrondissements, 130 au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et 130 au Cabinet de la mairesse, selon le tableau de répartition qui se trouve en Pièces jointes. Cette année encore, arrondissements et services seront responsables de remettre les laissez-passer aux organismes desservant les familles, incluant les personnes aînées, de leur territoire. Un suivi sera réalisé à la fin de l'activité et un rapport sera produit au printemps 2022.

Validité du laissez-passer 2021

Le laissez-passer 2021 donnera accès au Jardin botanique du 26 juin au 1er septembre 2021. Le Planétarium Rio Tinto Alcan ne sera pas inclus cette année en raison de la pandémie et des travaux. Le Biodôme et l'Insectarium sont actuellement fermés pour des travaux de rénovation majeurs. Espace pour la vie n'envisage donc pas d'inclure l'accès à ces installations dans le cadre de la présente entente.

Des directives de base seront inscrites sur le laissez-passer, à savoir :

- le laissez-passer est valide pour une visite par famille;
- une famille est composée au maximum de deux adultes et de trois enfants, âgés de moins de 18 ans;
- les enfants doivent être accompagnés par un ou deux adultes;
- un adulte ne peut accompagner plus de trois enfants, âgés de moins de 18 ans;
- les laissez-passer ne peuvent être utilisés par des camps de jour ou autres groupes composés d'une majorité d'enfants avec quelques adultes accompagnateurs.

Outil de communication

Un aide-mémoire visant à transmettre des informations utiles sera remis aux organismes. Ce document contient des informations telles que les heures d'ouverture, l'identification d'espaces réservés pour le lunch, la possibilité d'organiser une visite de groupe composé de familles et un rappel en lien avec la gratuité du transport en commun pour les enfants accompagnés d'un adulte le week-end et les jours fériés.

Reddition de compte

Chaque laissez-passer est muni d'un code-barre facilitant la reddition de compte au terme de cette activité.

JUSTIFICATION

Par l'envoi de ces gratuités, la Ville de Montréal rend accessibles des installations municipales à une population ciblée qui, en temps normal, ne peut se permettre ce genre de sortie en famille. Les 260 laissez-passer, distribués par le SDIS et le Cabinet de la mairesse,

permettront de répondre à des demandes supplémentaires formulées par les arrondissements et les organismes régionaux œuvrant auprès de familles, de jeunes ou de personnes aînées en situation de précarité financière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce projet n'a pas d'incidence financière sur les opérations d'Espace pour la vie Montréal. De plus, différentes stratégies seront évaluées pour rehausser le taux d'utilisation de ces billets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce dossier, les familles visées ne pourraient avoir accès aux installations d'Espace pour la vie Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, le Jardin botanique ajustera à la hausse ou la baisse le nombre de visiteurs, selon la situation en cours sur le terrain.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une lettre d'accompagnement signée par la mairesse de Montréal sera acheminée à tous les organismes recevant des gratuités.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2021 Présentation au comité exécutif pour approbation
Les laissez-passer seront acheminés aux arrondissements dès la signature de la résolution. Ces derniers les transmettront aux organismes à la mi-juin 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale LOISELLE, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronica PINZON
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 872-4114
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-11

Marie-Josée MEILLEUR
Cheffe de division - relations interculturelles et lutte contre les discriminations

Tél : 514 872-3979
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nadia BASTIEN
Directrice du SDIS
Tél : (514) 872-3510
Approuvé le : 2021-05-14

Arrondissements	Nombre de Laissez-passer Espace pour la vie 2021
Ahuntsic-Cartierville	310
Anjou	97
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	400
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	50
Lachine	103
LaSalle	180
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	238
Montréal-Nord	245
Outremont	55
Pierrefonds-Roxboro	169
Le Plateau-Mont-Royal	132
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	225
Rosemont–La Petite-Patrie	240
Saint-Laurent	279
Saint-Léonard	220
Le Sud-Ouest	175
Verdun	134
Ville-Marie	118
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	370
Service de la diversité et de l'inclusion sociale	130
Cabinet de la mairesse	130
Total	**4 000**

Semaine québécoise des familles
Résumé de l'historique

	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001
Biodôme	**FERMÉ**	**FERMÉ**	**FERMÉ**																	
Fréquentations							7581	11275	11523	9810	2685	7770	7620	7017				11109		
Nombre de laissez-passer							1894	2729	3225	2650	783	2131	2115	2027						
Date de validité				15 juillet - 31 déc.	15 juillet - 5 sept.	1 juillet - 31 déc.	1 juillet - 31 déc.	1er juin - 20 déc.	4 sept. - 16 déc.	31 mai - 12 déc.	31 mai - 12 déc.	1er juin - 13 déc.	12 mai - 14 déc.	1er juin - 9 déc.	20 mai - 11 déc.	20 mai - 11 déc.	10 mai - 12 déc.	10 mai - 31 déc.	13 mai - 31 déc.	19-May
Jardin bot./Insectarium																				
Fréquentations	1960	2341	3732				4143	4210	2890	4372	4904	3753	3852	4248				3162		
Nombre de laissez-passer	718	760	1122				1080	992	1197	2108	1941	1571	1100	1375						
Date de validité	1er juillet au 30 septembre	13 juillet - 5 sept.	14 juillet - 6 sept.	15 juillet - 31 déc.	15 juillet - 31 déc.	1 juillet - 31 déc.	1 juillet - 31 déc.	1er oct. - 20 déc.	18 juin - 3 sept.	31 mai - 12 déc.	31 mai - 12 déc.	1er juin - 13 déc.	12 mai - 14 déc.	1er juin - 9 déc.	20 mai - 11 déc.	20 mai - 11 déc.	10 mai - 12 déc.	10 mai - 31 déc.	13 mai - 31 déc.	
Planétarium	**exclu cause COVID**																			
Fréquentations	**(capacité)**	4724	6590				992	4242		1017	1483	1455	1391	1659				1930		
Nombre de laissez-passer		1509	inconnu - approx. 2000				281	1261		300	461	432	404	511						
Date de validité		13 juillet - 31 déc.	14 juillet - 31 déc.	15 juillet - 31 déc.	15 juillet - 31 déc.	1 juillet - 31 déc.	1 juillet - 31 déc.	1er nov. - 20 déc.		30 mai - 2 oct.	31 mai - 12 déc.	1er juin - 13 déc.	12 mai - 14 déc.	1er juin - 9 déc.	20 mai - 11 déc.	20 mai - 11 déc.	10 mai - 12 déc.	10 mai - 31 déc.	13 mai - 31 déc.	
TOTAL																				
Fréquentations			10322	14676	14825	15127	12716	19727	14413	15199	9072	12978	12863	12924	13429	nd	nd	16201	nd	nd
Nombre de laissez-passer			inconnu - approx 3 200	3891	3801	3973	3255	4982	4422	5058	3185	4134	3619	3913	4054					
Nombre distribués	4000	9000	9000	9000	9000	9500	9500	18000	18000	18000	18000	18000	18000	18000	30000		35000			34000
% utilisation	18%	25%	environ 35 à 40%	43%	42%	42%	34%	28%	25%	28%	18%	23%	20%	22%	envoyé directement aux prestataires de l'aide sociale de 2001 à 2006					
Modifications		même distribution par arrondissement	Nouveaux indices - nouvelles répartition par Service de diversité sociale		Baisse décidée par Chantal Gagnon		Révision complète du fonctionnement. Sondage auprès des organismes. Intégration d'indices pour évaluer la répartition. Baisse décidée par Chantal Gagnon		Laissez-passer remplace lettre pour éliminer photocopie		Grève - fermeture du Biodôme		Ajout d'une mention pour interdire l'utilisation par les camps de jour et les réservations	Distribution dans organismes communautaires choisis par les arrondissements	dernière année de participation du ministère de la sécurité du revenu		exclusion de la période de Noël		Modification période et institutions	Biodôme : gratuité familles prestataires d'aide sociale et enfants grand public le 19 mai
	Jaridins de lumière annulé donc dates étendues pour Jardin; Planétarium exclu à cause de la COVID et des faibles capacités		Dates changées au Jardin pour exclure Jardins de lum. (nouvelle vente à l'heure)					Dates changées. Ajout du Planétarium Rio Tinto Alcan	Modification des dates pour exclure les forts achalandages					Problèmes d'utilisation par camps de jour et groupes qui tentent de faire réservation						La semaine émane du gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1218798004

Unité administrative responsable :	Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction , Division des relations interculturelles et lutte aux discriminations
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 123 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) (20-045), afin de permettre, dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès gratuit à 4 000 familles montréalaises à faible revenu pour une visite au Jardin botanique, du 26 juin au 1er septembre 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1218798004 - Gratuité Espace Vie Semaine Familles 20210512.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-12

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2021) (20-045)
(Article 123)

ORDONNANCE

ORDONNANCE ADOPTÉE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DES FAMILLES – ACCÈS GRATUIT AU JARDIN BOTANIQUE

À la séance du _____ 2021, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Dans le cadre de la Semaine québécoise des familles, l'accès au Jardin Botanique, du 26 juin au 1er septembre 2021, est autorisé à titre gratuit pour les familles à faible revenu détentrices d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal, à raison d'une seule visite par famille. Une famille est composée au maximum de deux adultes et de trois enfants à charge âgés de moins de 18 ans.

_____

GDD1218798004

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1215330005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A

Il est recommandé,
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2021-05-10 15:12

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1215330005**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) précise les éléments de délégation, ainsi que la hiérarchie administrative applicable. Cette hiérarchie est détaillée dans une annexe qui accompagne le règlement. Ce règlement s'applique à tous les services municipaux, à l'Ombudsman, à la Commission de la fonction publique et au Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 0248 - 17 février 2021 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004), afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2021
CE20 0259 - 19 février 2020 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004), afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2020

CE19 0194 - 13 février 2019 : Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A à la suite de l'adoption du budget 2019 ainsi que de la réorganisation administrative

DESCRIPTION

L'annexe A du Règlement RCE 02-004 doit être actualisée afin de refléter les besoins organisationnels du Service des technologies de l'information (STI) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).
Le STI veut ajouter quatre (4) titres de chef de division au niveau B:
Portefeuille, pratiques & services TI
Gouvernance et gestion de risques
Infrastructure et opérations de sécurité
Intelligence d'affaires et géomatique

Le SPVM veut ajouter le ''Directeur'' au niveau A

JUSTIFICATION

La mise à jour de l'annexe A du Règlement RCE 02-004 est une opération courante visant à ajuster la délégation des pouvoirs aux fonctionnaires aux modifications organisationnelles induites par un nouveau budget, une réorganisation administrative ou par une réévaluation des besoins opérationnels au sein de chaque unité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour de l'annexe A du Règlement RCE 02-004 est requise afin d'assurer l'efficacité organisationnelle du STI et du SPVM.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE : 26 mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Conseiller en analyse

Tél : 514 8722895
Télécop. : 514 872 1937

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-05

Domenico ZAMBITO
Chef de division soutien aux instances

Tél : 514 872-326
Télécop. :

MISE À JOUR DE L'ANNEXE A - 2021
TABLEAU RÉCAPITUALTIF

DIRECTIONS		CHANGEMENTS		CHANGEMENT APPORTÉ
DGA	**SERVICES**	**OUI**	**NON**	
Direction générale	Service de police	**X**		**Ajouter - Niveau A :** Directeur
Service aux citoyens	Service des technologies de l'information	**X**		**Ajouter - Niveau B :** Chef de division – Portefeuille, pratiques et services TI Chef de division – Gouvernance et gestion de risques Chef de division – Infrastructure et opérations de sécurité Chef de division – Intelligence d'affaires et géomatique

13/05/2021

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1215330005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. le Règlement délégation RCE 02-004.docAnnexe - Délégation de pouvoirs.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-05-10

Jean-Philippe GUAY
Avocat et chef de division
Tél : 514 872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (RCE 02-004)

Vu l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____2021, le comité exécutif décrète :

1. Le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) est modifié par le remplacement de l'annexe A « Délégation de pouvoirs » par le document joint en annexe au présent règlement.

ANNEXE
DÉLÉGATION DE POUVOIRS

_____

GDD : 1215330005

SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Directeur général ..... Selon budget

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur général adjoint – Service aux citoyens	Selon budget
Directeur général adjoint – Mobilité et attractivité	Selon budget
Directeur général adjoint – Qualité de vie	Selon budget
Directeur général adjoint – Services institutionnels	Selon budget
Directeur adjoint au directeur général	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistante administrative	15 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction – Directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 15 décembre 2020

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

LABORATOIRE D'INNOVATION URBAINE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	30 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 28 décembre 2020

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

BUREAU DES RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET MUNICIPALES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des relations gouvernementales et municipales	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en planification – Bureau des relations gouvernementales et municipales	2 000 $
Chargé de dossiers	2 000 $

Dernière mise à jour le 16 décembre 2020

SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CONTRÔLEUR GÉNÉRAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contrôleur général	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en gestion – Ressources financières	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 15 décembre 2020

DIVISION SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

DIVISION DU SOUTIEN AUX INSTANCES

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 18 janvier 2021

ANNEXE A

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

BUREAU DE LA COMMISSAIRE À LA LUTTE AU RACISME ET AUX DISCRIMINATIONS SYSTÉMIQUES

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Commissaire	Selon budget

Dernière mise à jour le 21 janvier 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Direction du service

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Affaires policières	Selon budget
Chef de division – Droit du travail	Selon budget
Chef de division du greffe et greffier – Cour municipale	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Avocat relevant directement du directeur de service et avocat en chef et responsable de l'analyse des honoraires juridiques	Selon budget

Direction des affaires civiles

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur et avocat en chef adjoint – Affaires civiles	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Direction des poursuites pénales et criminelles

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Poursuites pénales et criminelles	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Direction des projets spéciaux, soutien général et services à la clientèle

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Projets spéciaux, soutien général et services à la clientèle	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – soutien et processus – affaires juridiques	Selon budget
Chef de division – Perception et des services à la clientèle	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – soutien général (division – soutien et processus – affaires juridiques)	Selon budget

Dernière mise à jour le 21 janvier 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Police	Selon budget
Directeur adjoint	Selon budget
Directeur	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Inspecteur-chef	Selon budget
Chef de service	Selon budget
Chef de division	Selon budget
Chef – Vérification et évaluation SPVM	Selon budget
Inspecteur – Prévention et sécurité urbaine	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Inspecteur	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget
Commandant	Selon budget
Chef de module	Selon budget
Chef de section – Soutien général	Selon budget
Responsable de relève	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Lieutenant	Selon budget
Lieutenant-détective	Selon budget
Préposé au soutien administratif	Selon budget
Agent de bureau principal	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Secrétaire	Selon budget
Sergent	Selon budget
Sergent détective	Selon budget
Sergent superviseur de quartier	Selon budget

Dernière mise à jour : mai 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Sécurité incendie	Selon budget
Directeur adjoint – Direction des opérations	Selon budget
Directeur adjoint – Direction stratégique et de la prévention incendie	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistants-directeurs	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget
Chef de division – Centre de sécurité civile	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs aux opérations	Selon budget
Chefs de section	Selon budget
Chef de section – Centre de sécurité civile	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – Directeur de premier niveau	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Secrétaire d'unité administrative	Selon budget
Agent de bureau	Selon budget
Préposés au secrétariat	Selon budget

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES

Cabinet du directeur

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service et trésorier	Selon budget

Direction du conseil et du soutien financier

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Conseil et soutien financier	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Hôtel-de-ville	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Développement	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Brennan	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Eau - Environnement	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Sécurité publique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Eau - Environnement	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Hôtel-de-ville	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Brennan	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Sécurité publique	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Développement	Selon budget

Direction de la comptabilité et des informations financières

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Comptabilité et informations financières	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Comptabilisation Revenus et contrôles financiers	Selon budget
Chef de division – Informations financières	Selon budget
Chef de division – Gestion des paiements	Selon budget
Chef de division – Comptabilisation des charges et expertise comptable	Selon budget

Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Budget et planification financière et fiscale	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES (suite)

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Planification budgétaire et fiscale	Selon budget
Chef de division – Mise en œuvre et suivi budgétaire corporatif	Selon budget
Chef de division – Plan de l'investissement	Selon budget

Direction du financement, placement et trésorerie

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Financement, placement et trésorerie	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion de la dette et de la trésorerie	Selon budget
Chef de division – Financement, placement et gestion du risque	Selon budget

Direction du Bureau des régimes de retraite

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur –Bureau des régimes de retraite	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Comptabilisation et du contrôle des caisses de retraite	Selon budget
Chef de division – Gestion des rentes	Selon budget
Chef de division – Actuariat et développement	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Services aux participants I	Selon budget
Chef de section – Services aux participants II	Selon budget
Chef de section – Services aux participants III	Selon budget

Direction des revenus

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Revenus	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Facturation	Selon budget
Chef de division – Perception et encaissements	Selon budget
Chef de division – Gestion de l'information	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES (suite)

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Taxation	Selon budget
Chef de section – Mutations immobilières	Selon budget
Chef de section – Revenus divers	Selon budget
Chef de section – Enquêtes	Selon budget
Chef de section – Encaissement	Selon budget
Chef de section – Traitement des crédits	Selon budget
Chef de section – Perception foncière et service à la clientèle	Selon budget
Chef de section – Perception autres revenus	Selon budget

Dernière mise à jour le 19 janvier 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Cabinet du directeur

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Ressources humaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction des relations de travail

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Relations de travail et négociateur en chef	Selon budget
Adjoint au Directeur des relations de travail	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Direction de la dotation et diversité en emploi

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Dotation et diversité en emploi	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction de la rémunération globale et des systèmes d'information RH

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Rémunération globale et systèmes d'information RH	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction de la santé, sécurité et mieux-être

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Santé, sécurité et mieux-être	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Direction partenaires d'affaires ressources humaines

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – partenaires d'affaires ressources humaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 19 janvier 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Approvisionnement	Selon budget
Directeur	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget
Gérant	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent d'approvisionnement niveau II	Selon budget
Conseiller en acquisition	Selon budget
Conseiller en administration de contrat	Selon budget
Préposé à la gestion de contrat	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent d'approvisionnement niveau I	Selon budget

Niveau F

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de distribution principal	10 000 $
Préposé à l'approvisionnement	10 000 $
Préposé au soutien administratif	10 000 $
Agent de bureau principal	10 000 $

Niveau G

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de distribution	5 000 $
Secrétaire de direction, directeur de premier niveau	5 000 $
Agent de bureau	5 000 $

Niveau H

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $
Secrétaire d'unité administrative	2 000 $

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Évaluation foncière	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction (Octroi de contrats et autorisation de dépenses seulement)	5 000 $
Préposé au soutien administratif – Approvisionnement (Autorisation de dépenses seulement selon article 27)	2 000 $

Dernière mise à jour le 15 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Gestion et planification immobilière	Selon budget
Directeur gestion immobilière et exploitation	Selon budget
Directeur centre de services, sûreté et propreté	Selon budget
Directeur transactions immobilières	Selon budget
Directeur bureau de projet	Selon budget
Directeur gestion de projets immobiliers	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Chef d'équipe – Direction de la gestion des projets immobiliers	Selon budget
Gérants d'immeubles	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction – directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaires de direction	2 000 $
Préposés au soutien administratif	2 000 $
Contremaîtres et régisseurs	Selon budget

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE LA PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Performance organisationnelle	Selon budget
Directeur de direction – Amélioration continue et architecture d'affaires	Selon budget
Directeur de direction – Amélioration continue et transformation de service	Selon budget

Dernière mise à jour le 19 janvier 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DU GREFFE

Direction du service

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Greffe et greffier de la Ville	Selon budget
Chef de division – Soutien aux élus	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division et greffier adjoint – réglementation, accès à l'information et élections	Selon budget
Chef de division – Soutien au greffe et adjoint au directeur	Selon budget
Chef de division – Soutien aux commissions, aux conseils consultatif et au Bureau de la présidence du conseil	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion documentaire et archives	Selon budget
Responsable – Soutien aux élus niveau 2	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire recherchiste	1 000 $

Cabinet de la mairesse et du comité exécutif

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Cabinet de la mairesse et du comité exécutif	Selon budget

Cabinet du chef de l'opposition officielle

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur du cabinet – Cabinet du chef de l'Opposition officielle	Selon budget

Dernière mise à jour le 17 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Matériel roulant et ateliers	Selon budget
Directeur – Ateliers mécaniques et de proximité	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Planification et soutien aux opérations	Selon budget
Chefs de division – Ateliers mécaniques	Selon budget
Chef de division – Sécurité publique	Selon budget
Chef de division – Services et produits spécialisés	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Service à la clientèle	Selon budget
Chef de section – Formation	Selon budget
Chef de section – Planification opérationnelle	Selon budget
Chef de section – Ingénierie	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de gestion	10 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Gérants d'atelier	3 000 $
Contremaîtres d'atelier	3 000 $
Préposé au soutien administratif	3 000 $
Secrétaire de direction	3 000 $
Secrétaires d'unité administrative	3 000 $
Agents de bureau	3 000 $

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

BUREAU DES RELATIONS INTERNATIONALES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des relations internationales	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef du Bureau de protocole et d'accueil	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	Selon budget

Dernière mise à jour le 23 décembre 2020

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES INSTITUTIONNELS

BUREAU DES PROJETS ET PROGRAMMES D'IMMOBILISATIONS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des projets et des programmes d'immobilisations	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef – bureau de projets stratégiques et prioritaires et adjointe au directeur	Selon budget

Dernière mise à jour le 15 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'EAU

Direction

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur du projet SETPluie	Selon budget
Chef de projet SETPluie	Selon budget
Chef de division – Stratégies et pratiques d'affaires	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Coordination des travaux	Selon budget
Chef de section – Services administratifs	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction premier niveau	3 000 $
Préposé au soutien administratif (Section soutien général)	3 000 $

Direction de l'eau potable

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Direction de l'eau potable	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Infrastructures usines et réservoirs	Selon budget
Chef de l'exploitation des usines d'eau potable : Division Exploitation usines et réservoirs	Selon budget
Chef de division – Infrastructures réseau principal	Selon budget
Chef de division – Coordination, planification et logistique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Usine des Baillets	Selon budget
Chef de section – Usine Atwater	Selon budget
Chef de section – Usine Pierrefonds	Selon budget
Chef de section – Usine Pointe-Claire	Selon budget
Chef de section – Gestion d'actifs et projets	Selon budget
Chef de section – Logistique et gestion des contrats	Selon budget
Chef de section – Exploitation réseau	Selon budget
Chef de section – Réservoirs	Selon budget
Chef de section – Bureau Projet 1	Selon budget
Chef de section – Bureau Projet 2	Selon budget
Chef de section – Automatisation	Selon budget
Chef de section – Gestion d'actifs, projets et entretien	Selon budget
Chef de section – Projets de construction	Selon budget
Chef de section – Planification entretien, ingénierie, soutien à l'exploitation	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'EAU (suite)

Direction de l'eau potable (suite)

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $
Contremaîtres	3 000 $
Planificateurs	3 000 $
Responsables des opérations	3 000 $

Direction de l'épuration des eaux usées

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de l'épuration des eaux usées	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Surintendant – Soutien à l'exploitation	Selon budget
Surintendant – Entretien	Selon budget
Surintendant – Opération	Selon budget
Surintendant – Ingénierie et procédés	Selon budget
Surintendant – Collecteurs et bassins	Selon budget
Directeur de projet - Désinfection	Selon budget
Chef de projet – Désinfection	Selon budget
Chef de projet – Réalisation des travaux	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistant-surintendant – Collecteurs et bassins	Selon budget
Assistant-surintendant – Ingénierie et procédés	Selon budget
Assistant-surintendant – Opération	Selon budget
Assistant-surintendant – Entretien	Selon budget
Chef de section – Études et plan directeur	Selon budget
Chef de section – Automatisation	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs d'atelier	Selon budget
Planificateurs - Entretien	Selon budget
Responsable des intercepteurs	Selon budget
Responsable magasin et approvisionnement	Selon budget
Responsable des opérations	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'EAU (suite)

Direction des réseaux d'eau

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur des réseaux d'eau	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – planification des investissements	Selon budget
Chef de division – gestion durable de l'eau	Selon budget
Chef de division – expertise d'entretien	Selon budget

Direction des réseaux d'eau (suite)

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – optimisation des réseaux	Selon budget
Chef de section – mesure de la consommation de l'eau	Selon budget
Chef de section – réglementation	Selon budget
Chef de section – plomb inspection	Selon budget
Chef de section – Sud	Selon budget
Chef de section – Nord	Selon budget
Chef de section – plan directeur	Selon budget
Chef de section – planification	Selon budget
Chef de section – intervention	Selon budget
Chef de section – formation	Selon budget
Chef de section – plomb dépistage	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $
Préposés au soutien administratif	3 000 $
Planificateurs d'entretien eau	3 000 $
Contremaîtres	3 000 $

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT ROYAL ET DES SPORTS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Grands parcs du mont Royal et des sports	Selon budget
Directeur de direction	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Contremaître	Selon budget
Régisseur	Selon budget
Architecte paysagiste – Chef d'équipe	Selon budget
Conseiller en aménagement – Chef d'équipe	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de premier niveau	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Préposé au soutien administratif	Selon budget
Conseiller en analyse - contrôle de gestion	Selon budget
Agent de bureau	Selon budget
Secrétaire d'unité administrative	Selon budget
Agent de distribution - Équipements municipaux	Selon budget

Dernière mise à jour le 16 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget

Direction des infrastructures

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Infrastructures	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

Direction de la gestion du portefeuille des projets

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Gestion du portefeuille de projets	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 21 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ

Direction du service

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Urbanisme et mobilité	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur premier niveau	2 000 $

Direction de l'urbanisme

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Urbanisme	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Direction de la mobilité

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Mobilité	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Ingénieur – Chef d'équipe	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Direction des projets de mobilité durable

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Projets de mobilité durable	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

BUREAU DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA RÉSILIENCE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Transition écologique et de la résilience	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Mobilisation, biodiversité et résilience	Selon budget
Chef de division – Transport, énergie et bâtiment	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Dernière mise à jour le 21 janvier 2021

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Espace pour la vie	Selon budget
Directeur du Jardin botanique	Selon budget
Directeur du Biodôme	Selon budget
Directeur du Planétarium Rio Tinto Alcan	Selon budget
Directeur de l'Insectarium	Selon budget
Directeur de l'exploitation	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Botaniste (responsable de la Bibliothèque)	Selon budget
Régisseurs	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contremaîtres	Selon budget
Préposés au soutien administratif	Selon budget

Dernière mise à jour le 18 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE LA CULTURE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Culture	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de 1er niveau	Selon budget
Secrétaires de direction	Selon budget
Secrétaires d'unité administrative	Selon budget
Agents de bureau	Selon budget

Dernière mise à jour le 21 décembre 2020

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Diversité et inclusion sociale	Selon budget
Directeur – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon le budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon le budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de bureau	2 000 $
Préposés au soutien administratif	2 000 $

Dernière mise à jour le 16 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Environnement	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Superviseurs – Inspection des aliments	Selon budget

Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de direction - Matières résiduelles et infrastructures	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 21 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Développement économique	Selon budget
Directeur – Direction entrepreneuriat	Selon budget
Directeur – Partenariats stratégiques et affaires internationales	Selon budget
Directeur – Direction mise en valeur des pôles économiques	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Division intelligence économique	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 23 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'HABITATION

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Habitation	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

Dernière mise à jour le 16 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Concertation des arrondissements	Selon budget
Directeur(s)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Dernière mise à jour le 27 décembre 2020

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Technologies de l'information	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Architectes d'entreprise TI	Selon budget
Chef de division – Service aux utilisateurs	Selon budget
Chefs de division – Solution d'affaires – Systèmes corporatifs	Selon budget
Chefs de division – Solutions numériques	Selon budget
Chefs de division – Gestion des programmes et portefeuilles	Selon budget
Chefs de division – Réseaux de télécommunications	Selon budget
Chef de division – Portefeuille, pratiques et services TI	Selon budget
Chef de division – Gouvernance et gestion de risques	Selon budget
Chef de division – Infrastructure et opérations de sécurité	Selon budget
Chef de division – Intelligence d'affaires et géomatique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division – Centre d'expertise – Infrastructures et plateformes	Selon budget
Chefs de division – Performance TI et Sourçage	Selon budget
Chefs de division – Solution d'affaires	Selon budget
Chefs de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction	Selon budget
Préposées au soutien administratif	Selon budget

Dernière mise à jour : mai 2021

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DE L'EXPÉRIENCE CITOYENNE ET DES COMMUNICATIONS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon le budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Superviseurs	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Dernière mise à jour le 15 décembre 2020

ANNEXE A

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL DE VILLE

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Présidente	Selon budget

Dernière mise à jour le 24 décembre 2020

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL DE VILLE

OMBUDSMAN DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Ombudsman	Selon budget

Dernière mise à jour le 15 décembre 2020

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SECRÉTARIAT DE LIAISON DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	Selon budget

Dernière mise à jour le 18 janvier 2021

CE : 50.001

2021/05/26 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2021/05/26
08:30

Dossier # : 1208172001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Déposer le document intitulé Plan nature et sports

Il est recommandé :

- de déposer le document intitulé *Plan nature et sports*

Signé par Claude CARETTE **Le** 2021-03-26 17:32

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208172001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Déposer le document intitulé Plan nature et sports

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports a réalisé un exercice stratégique dans le but de :

- déposer son état de situation;
- diffuser clairement des orientations et des objectifs du service notamment auprès des employés, des arrondissements et autres partenaires internes et externes;
- guider les décisions de gestion pour l'atteinte des objectifs organisationnels et lorsqu'émergent de nouvelles opportunités ou menaces;
- d'optimiser son potentiel de développement.

Le fruit de cet exercice stratégique, le *Plan nature et sports* , s'intègre à la vision stratégique de Montréal 2030, plus précisément à l'orientation : « Accélérer la transition écologique ».
En répondant aux enjeux environnementaux, de santé publique et aux besoins de la population en matière de parcs, d'espaces verts et de mode de vie actif, le Plan nature et sports s'arrime aussi de façon transversale avec plusieurs autres politiques et plans de la Ville. Il est articulé autour de quatre (4) volets : Montréal verte, Montréal bleue, Montréal des sommets et Montréal active.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0649 - 17 décembre 2020 - Adoption du plan stratégique Montréal 2030 et dépôt au conseil municipal et au conseil d'agglomération
CG20 0648 - 17 décembre 2020 - Dépôt du document intitulé Plan climat 2020-2030

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

DESCRIPTION

Le Plan nature et sports propose des orientations pour contribuer de façon concrète à la transition écologique entamée par la Ville.
Sommairement, les actions proposées permettent de :

- Assurer la pérennité des milieux naturels terrestres et aquatiques
- Améliorer l'accessibilité au réseau de parcs et d'espaces verts et à ses zones riveraines
- Développer et consolider la nature au coeur de l'urbanité
- Améliorer l'accessibilité et la résilience du Mont-Royal
- Protéger le patrimoine naturel
- Offrir une plus grande variété d'activités sportives et de plein air toute l'année

Le Plan nature et sports est décliné en quatre (4) grands volets :

Volet 1 l Montréal verte

- Protéger le patrimoine nature
- Créer et aménager des parcs et des espaces publics
- Relier les espaces verts, les milieux naturels et les milieux de vie
- Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif

Volet 2 l Montréal bleue

- Protéger les milieux humides et hydriques
- Créer et aménager des lieux de contact avec l'eau
- Offrir des expériences dignes d'une île

Volet 3 l Montréal des Sommets

- Protéger les composantes identitaires du Mont-Royal
- Transformer la mobilité sur la montagne
- Découvrir de nouveaux horizons sur la montagne

Volet 4 l Montréal Active

- Inciter à une vie active et sportive
- Offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité
- Encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs

Le Plan nature et sports réitère la volonté de la Ville de travailler dans un esprit de collaboration vers le changement requis pour la transition écologique. Ce tournant fondamental, permettra aux visiteurs et à l'ensemble de la population, d'avoir accès de façon inclusive, à un mode de vie sain, actif et enrichissant.

JUSTIFICATION

Les crises climatique et sanitaire actuelles démontrent à quel point l'accès à la nature associé à un mode de vie actif est important et nécessaire pour la population montréalaise. *Le Plan nature et sports* partage les engagements de la Ville de Montréal en matière de transition écologique. Il vient amorcer les interventions de protection et de développement des parcs, espaces verts et installations sportives corporatives de manière éclairée et structurée. De plus, il réaffirme les objectifs de la Ville énoncés en 2004 dans la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels* .

- Maximiser la biodiversité et augmenter la superficie des milieux naturels protégés à Montréal
- Assurer la pérennité des milieux naturels dans les parcs existants et favoriser la consolidation et la viabilité des écosystèmes qui y sont présents
- Favoriser une meilleure intégration des écosystèmes et des paysages naturels dans les milieux de vie

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les investissements financiers liés aux actions présentées dans le plan sont cohérents avec les actions globales de la Ville. La majorité de ces investissements ont pour objectifs d'éviter des impacts financiers supérieurs et imprévus induits par l'inaction et les conséquences des changements climatiques.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le plan respecte les critères et principes de développement durable, notamment: l’accès aux espaces verts et aux équipements de loisirs, l’amélioration des conditions de vie dans les quartiers, la conservation des milieux naturels, la lutte aux changements climatiques, des aménagements centrés sur les déplacements actifs et collectifs, et l’accessibilité universelle. De plus, l'un des objectifs sous-jacents du plan est la résilience environnementale condition préalable inévitable au développement durable dans les villes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du *Plan nature et sports* s'inscrit dans l'ensemble des efforts consentis par l'Administration pour assurer la transition écologique de Montréal. *Le Plan nature et sports* constitue un volet de la planification stratégique de *Montréal 2030* et plusieurs de ces objectifs sont repris dans le *Plan climat 2020-2030.*

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le Plan nature et sports s'intègre dans le plan de relance *Montréal 2030* qui vise à rendre Montréal et sa population plus résiliente aux pandémies actuelles et futures et autres crises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée en collaboration avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : Mai 2021
Dépôt au Conseil municipal : 14 juin 2021
Dépôt au Conseil d'agglomération : 17 juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Séverine PAIN
Architecte Paysagiste

Tél : 5145466947
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-03-26

Véronique ANGERS
c/d developpement stratégique et programmation - grands parcs

Tél : 514 872-6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2021-03-26

Plan nature et sports



Montréal 2030

Pour une ville verte, rassemblée et active

Table des matières

Mots 04
- Mot de la mairesse 04
- Mot du responsable de l'habitation, de la stratégie immobilière, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau 06
- Mot de la responsable inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance ainsi que de la jeunesse 08

Préface 12

Volet 1 - Montréal verte 16
- 1 - Protéger le patrimoine naturel 18
- 2 - Créer et aménager des parcs et des espaces publics 22
- 3 - Relier les espaces verts, les milieux naturels et les milieux de vie 28
- 4 - Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif 30

Volet 2 - Montréal bleue 32
- 1 - Protéger les milieux humides et hydriques 34
- 2 - Créer et aménager des lieux de contact avec l'eau 38
- 3 - Offrir des expériences dignes d'une Île 42

Volet 3 - Montréal des sommets 44
- 1 - Protéger les composantes identitaires du Mont-Royal 46
- 2 - Transformer la mobilité sur la montagne 52
- 3 - Découvrir de nouveaux horizons sur la montagne 54

Volet 4 - Montréal active 58
- 1 - Inciter à une vie active et sportive 60
- 2 - Offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité 64
- 3 - Encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs 68

Conclusion 72

Annexes 74
- Glossaire 75
- Références 77



Mot de la mairesse

Les parcs et la biodiversité sont omniprésents dans le paysage montréalais et sont des symboles gravés dans notre imaginaire collectif. L'attachement des Montréalaises et des Montréalais envers ces espaces se manifeste à travers leur popularité auprès de la population. Nos parcs sont des destinations affectionnées pour leur diversité d'expériences.

Les parcs et les espaces verts de Montréal sont des lieux vivants, attractifs et de qualité. Ils permettent de s'évader et d'être actif. Montréal est unique : c'est un territoire où s'enlacent des milieux naturels de grande valeur écologique et des secteurs d'aménagements paysagers distinctifs.

Montréal offre une diversité d'expériences inclusives et variées sur l'ensemble de son territoire. Dans la même journée, il est possible de pratiquer le surf sur le fleuve St-Laurent, de s'émerveiller devant des paysages agricoles, de s'évader dans des forêts centenaires et de jouer une partie de pétanque en famille. Les espaces verts de Montréal, c'est la nature accessible pour toutes et tous.

Aujourd'hui, je suis heureuse de présenter le **Plan nature et sports**, réflexion concertée sur les améliorations et les transformations souhaitées dans le réseau des grands parcs et dans le réseau des installations sportives corporatives. Le Plan est structuré autour de quatre volets : Montréal verte, Montréal bleue, Montréal des sommets et Montréal active. À travers ces volets, le Plan aspire à révéler les attraits de Montréal, à protéger ses composantes identitaires, son territoire d'exception et à poursuivre le développement d'expériences uniques.

Les objectifs ambitieux du Plan visent à protéger la biodiversité et le patrimoine naturel, notamment dans ce qui deviendra le plus grand parc municipal au Canada, le Grand parc le l'Ouest. Le Plan vient par ailleurs améliorer l'accessibilité aux espaces verts, mettre en valeur le caractère insulaire de l'île, préserver les composantes identitaires de la montagne, développer l'offre d'activités et actualiser les équipements sportifs du réseau.

Intégrée au plan stratégique Montréal 2030, le **Plan nature et sports** s'inscrit dans une volonté d'accélérer la transition écologique de notre ville. Je suis convaincue que la mise en œuvre de ce Plan fera de Montréal un exemple de transition écologique réussie, pour les générations futures.

Valérie Plante
Mairesse





Mot du responsable

Montréal offre une qualité de vie exceptionnelle. Elle regorge de milieux naturels qui contribuent à la santé et à l'équilibre de l'écosystème en place. En plus d'offrir des services écosystémiques, les boisés, les milieux humides et le réseau hydrique participent à doter le territoire d'un caractère unique. Depuis plus d'une décennie, le contexte urbain se transforme. Afin de satisfaire aux attentes et aux besoins des citoyennes et des citoyens, la Ville de Montréal travaille continuellement à l'amélioration de l'expérience dans ses parcs et espaces publiques.

C'est avec joie et fébrilité que nous présentons le **Plan nature et sports.** Il constitue une réponse aux nouvelles réalités climatiques et propose des outils efficaces et réfléchis afin de transformer nos quartiers en des milieux de vie résilients et durables. Fruit d'un travail rigoureux et concerté, le **Plan nature et sports** propose des actions concrètes à réaliser sur l'ensemble du réseau des grands parcs pour les dix prochaines années.

Ce Plan vise à assurer une qualité de vie optimale pour la population actuelle et future. Avec des records de fréquentation encore jamais atteints dans les parcs de la métropole, les données nous prouvent à quel point les Montréalaises et les Montréalais ont besoin de leurs parcs et espaces verts. Notre ambition est de faire de Montréal un exemple de résilience et une référence en matière d'écologie urbaine et d'environnement favorable aux saines habitudes de vie. Grâce au **Plan nature et sports**, Montréal réitère sa volonté de protéger ses richesses naturelles, tout en les rendant attrayantes et accessibles à toutes et à tous.

Robert Beaudry
Responsable de l'habitation, de la stratégie immobilière, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau



Mot de la responsable



Montréal est une métropole active qui reconnaît les multiples effets bénéfiques que génère la pratique d'activités sportives pour la collectivité. Elle est reconnue comme l'une des meilleures villes au monde pour la tenue d'événements sportifs internationaux d'envergure. La Ville de Montréal veut mettre en place les conditions favorables afin que les Montréalaises et les Montréalais soient actifs au quotidien et en toutes saisons.

Le **Plan nature et sports** présente plusieurs actions concrètes pour inciter les citoyennes et les citoyens à bouger plus. Afin de faciliter l'adoption d'un mode de vie sain, actif et sportif, le Plan vise à offrir un réseau de grands parcs et d'infrastructures sportives exemplaires, ainsi que des activités accessibles et inclusives. Pour ce faire, il s'appuie sur les principes d'inclusion et d'équité, de concertation et de collaboration, de leadership et d'innovation, de résilience et de développement durable.

À travers ce Plan, la Ville entend contribuer au rayonnement et au dynamisme de la collectivité, en concertation avec le milieu sportif montréalais. Ensemble, nous pouvons faire de Montréal, une métropole dynamique et créatrice de milieux de vie sains.

Nathalie Goulet
Responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance ainsi que de la jeunesse



Montréal 2030 et le Plan nature et sports

Le Plan nature et sports s'inscrit dans le cadre de Montréal 2030, une démarche de relance ancrée dans une vision d'avenir.

Montréal 2030 est un plan stratégique sur 10 ans, pour une ville plus verte et plus inclusive. Suite à une réflexion collective et en réponse à la crise sanitaire, Montréal a entamé une démarche de relance articulée autour d'une vision d'avenir pour guider et augmenter la cohérence et l'impact de l'action municipale au cours des prochaines années.

Montréal 2030 a pour objectif de rehausser la résilience économique, sociale et écologique de la métropole afin d'accroître la qualité de vie de l'ensemble des citoyennes et des citoyens et de nous donner collectivement les moyens de faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

Avec les mesures annoncées dans les grands plans, programmes et politiques de la Ville, Montréal met en action cette vision d'avenir pour une métropole plus performante au service des citoyennes et des citoyens et axée sur les résultats.

4 orientations incontournables

- Accélérer la transition écologique
- Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion
- Amplifier la démocratie et la participation
- Stimuler l'innovation et la créativité

3 échelles d'intervention

- Métropole
- Quartier
- Humain

20 priorités

Exemples de priorités Montréal 2030 mises de l'avant dans ce plan :

- Nature en ville
- Filet et liens sociaux forts
- Droits humains et équité territoriale
- Milieux de vie sécuritaires et de qualité
- Attractivité, prospérité et rayonnement



Préface

Face à la réalité des changements climatiques, il est primordial de repenser la façon de concevoir la ville et de planifier son développement. Le **Plan nature et sports** a pour objectif de présenter la vision et les priorités d'intervention du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, en réponse aux enjeux environnementaux et aux besoins actuels et futurs de la population en matière de parcs, d'espaces verts et de mode de vie actif.

Par son approche inclusive et écosystémique, le **Plan nature et sports** s'intègre de façon cohérente à la planification stratégique **Montréal 2030**, et plus précisément à l'orientation *Accélérer la transition écologique*[1].

Son plan de mise en œuvre est aussi, de façon transversale, en cohérence avec l'orientation de faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones.

Le **Plan nature et sports** est aligné avec les objectifs en biodiversité et plein air urbain, des grands plans de la Ville, comme le **Plan d'urbanisme et de mobilité** et le **Plan climat 2020-2030**, dont trois actions sont incluses au **Plan nature et sports** :

Action 19 | Augmenter la superficie terrestre des aires protégées à 10 % sur le territoire de la collectivité montréalaise

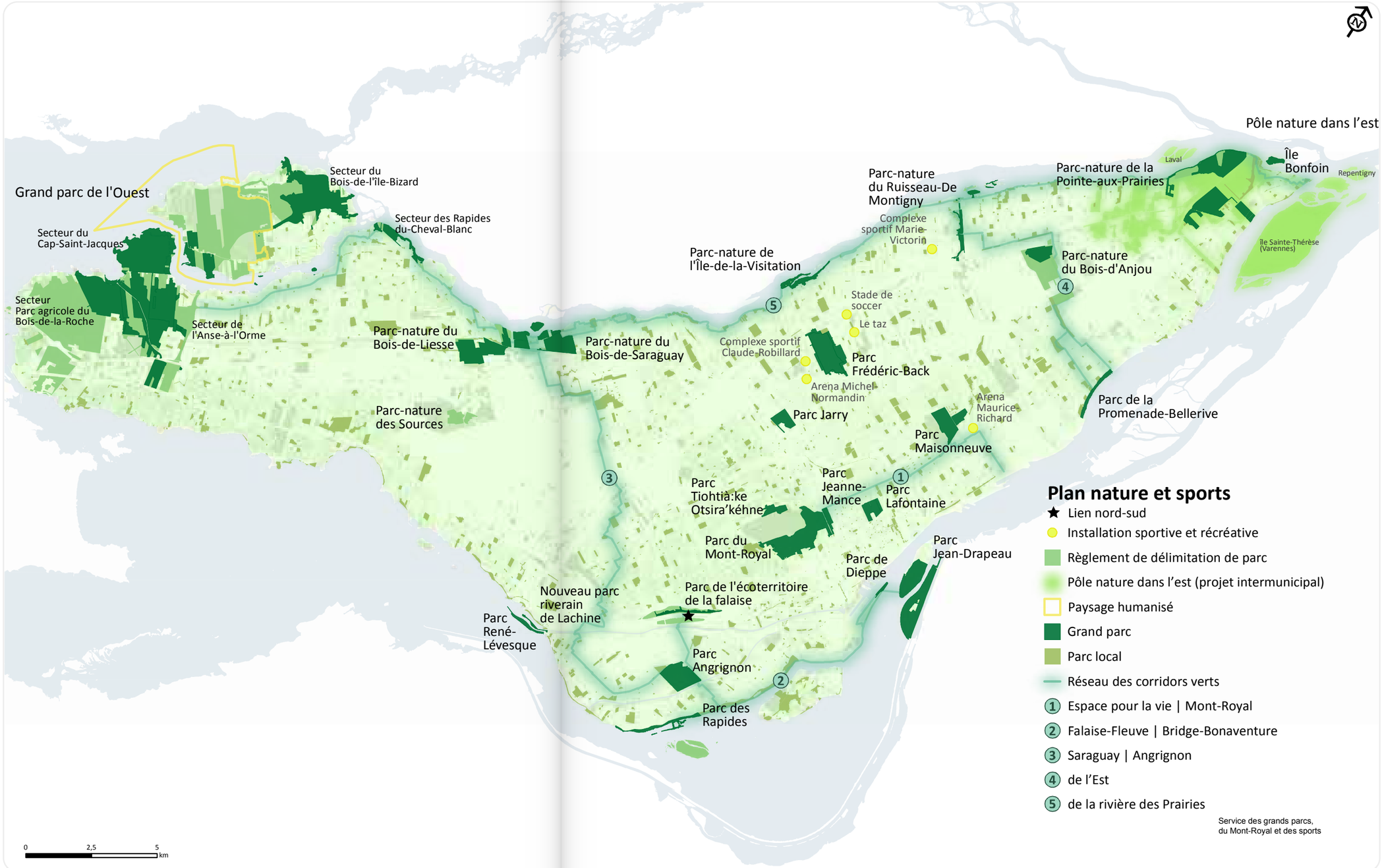
Action 20 | Planter, entretenir et protéger 500 000 arbres en priorité dans des zones vulnérables aux vagues de chaleur

Action 21 | Restaurer les berges publiques du réseau des grands parcs

Articulée autour de quatre grands volets, le **Plan nature et sports** propose des orientations pour contribuer de façon concrète au processus de transition écologique. Plus spécifiquement, les actions proposées permettent de :

- Assurer la pérennité des milieux naturels terrestres et aquatiques
- Améliorer l'accessibilité au réseau de parcs et d'espaces verts
- Développer et consolider la nature au cœur de l'urbanité
- Protéger le patrimoine naturel
- Offrir une plus grande variété d'activités sportives et de plein air toute l'année

Le **Plan nature et sports** réitère la volonté de la Ville de travailler dans un esprit de collaboration vers le changement requis pour la transition écologique. Ce tournant fondamental, permettra aux visiteurs et à l'ensemble de la population, sans exception, d'avoir accès à un mode de vie sain, actif et enrichissant.


Pôle nature dans l'est
Grand parc de l'Ouest
Secteur du Bois-de-l'île-Bizard
Secteur des Rapides du-Cheval-Blanc
Secteur du Cap-Saint-Jacques
Secteur Parc agricole du Bois-de-la-Roche
Secteur de l'Anse-à-l'Orme
Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature des Sources
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies
Laval
Île Bonfoin
Repentigny
Île Sainte-Thérèse (Varennes)
Complexe sportif Marie-Victorin
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Stade de soccer
Le taz
Complexe sportif Claude-Robillard
Parc Frédéric-Back
Arena Michel Normandin
Parc Jarry
Arena Maurice Richard
Parc de la Promenade-Bellerive
Parc Maisonneuve
Parc Jeanne-Mance
Parc Lafontaine
Parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne
Parc du Mont-Royal
Parc de Dieppe
Parc Jean-Drapeau
Nouveau parc riverain de Lachine
Parc de l'écoterritoire de la falaise
Parc René-Lévesque
Parc Angrignon
Parc des Rapides
0
2,5
5
km
Plan nature et sports
Lien nord-sud
Installation sportive et récréative
Règlement de délimitation de parc
Pôle nature dans l'est (projet intermunicipal)
Paysage humanisé
Grand parc
Parc local
Réseau des corridors verts
1 Espace pour la vie | Mont-Royal
2 Falaise-Fleuve | Bridge-Bonaventure
3 Saraguay | Angrignon
4 de l'Est
5 de la rivière des Prairies
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Enraciner la nature dans la métropole



Volet 1

Montréal verte

Fière de son patrimoine naturel, la Ville de Montréal se démarque par la qualité de ses espaces verts, de ses paysages uniques et de ses milieux naturels remarquables.

Comme toute grande ville, Montréal affronte des enjeux environnementaux au quotidien et désire mettre en valeur et préserver ses richesses. Face aux conséquences des bouleversements climatiques, la métropole multiplie ses efforts pour offrir des milieux de vie résilients et durables. La Ville doit donc investir et agir pour assurer la pérennité de l'environnement et la qualité de vie des générations à venir.

Le volet **Montréal verte** permet à la communauté de reconsidérer sa relation à la nature. Il positionne Montréal comme une ville proactive qui met la biodiversité et les espaces verts au centre de ses préoccupations. Pour accroître et consolider son réseau vert, la Ville mise sur l'engagement de la collectivité et le partage des efforts qui favorisent l'équilibre entre le développement urbain et le maintien des écosystèmes.

Montréal verte fournit l'occasion de contribuer aux actions entreprises pour lutter contre les changements climatiques et s'y adapter. Elle invite aussi à repenser collectivement la nature en ville, en s'inspirant de la façon dont les premiers occupants l'habitaient : un territoire respecté et vivant, auquel l'humain appartient.

1

Protéger le patrimoine naturel

La qualité de l'environnement dépend de la protection de ses richesses et de l'équilibre des écosystèmes. La Ville de Montréal s'engage à multiplier ses efforts pour protéger les milieux naturels d'intérêt, mettre en valeur le patrimoine naturel et préserver les pôles de biodiversité existants. La réintégration de la nature en ville permet de prodiguer des bénéfices écologiques. La somme de ces espaces, à l'échelle de l'agglomération, a le potentiel de former un réseau structurant sur les planspaysager, écologique et récréatif.

Pour favoriser un équilibre harmonieux entre le développement urbain et le maintien des écosystèmes, des objectifs de protection et de mise en valeur sont établis. Pour orienter ses actions, la Ville mise sur deux stratégies d'intervention :

I. Protection des milieux naturels et de la biodiversité

II. Croissance de la forêt urbaine

« La gestion des écosystèmes est un gage pour assurer la conservation des fonctions écologiques des milieux naturels et maintenir une biodiversité! »

Sylvie C.
Biologiste - conseillère en planification

I. Protection des milieux naturels et de la biodiversité

Les milieux naturels assurent le maintien de la biodiversité et enrichissent la qualité de vie des citoyennes et des citoyens. En plus de maintenir la pérennité des écosystèmes, la protection des milieux naturels offre aux Montréalaises et aux Montréalais de nouveaux lieux de contact avec la nature et contribue au pouvoir d'attraction de la ville. La multiplication des noyaux de biodiversité est déterminante pour accroître la résilience de la ville et pour lutter contre les changements climatiques.

En 2004, la Ville de Montréal s'est dotée de la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels*[2] afin de préserver les boisés, les friches et les milieux humides et hydriques. Cette politique a permis de doubler la superficie d'espaces protégés en milieu terrestre, incluant les milieux humides et les cours d'eau intérieurs, et de sauvegarder la valeur écologique particulière des rives de l'archipel.

Objectifs

- Protéger 10 % du territoire terrestre et favoriser la biodiversité
- Restaurer les écosystèmes dans les grands parcs
- Obtenir le statut de paysage humanisé de L'Île-Bizard en vertu de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*[3]

Enjeux

- Disponibilité du territoire non développé dans l'ensemble de l'agglomération
- Coûts d'acquisition élevés sur le territoire montréalais
- Résilience des écosystèmes

Pistes d'action

- Restaurer les milieux naturels perturbés, notamment suite aux activités d'abattage dans les grands parcs
- Développer des plans de gestion des écosystèmes dans les grands parcs
- Augmenter les investissements pour les acquisitions et la restauration
- Intervenir pour maîtriser les espèces végétales exotiques envahissantes dans les grands parcs

II. Croissance de la forêt urbaine

La canopée a un impact direct sur la qualité environnementale d'un milieu. En plus de contribuer à la prévention de la formation d'îlots de chaleur, à la gestion des eaux pluviales et à l'amélioration de la qualité de l'air, elle a un impact direct sur la santé et le bien-être des Montréalaises et des Montréalais. En 2012, la Ville de Montréal s'est donnée comme objectif de faire passer son indice canopée de 20 % à 25 %.

En concordance avec le Plan climat 2020-2030[5], le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports a l'intention de planter 500 000 arbres d'ici 2030 en collaboration avec les arrondissements et les organismes partenaires. Avec cette cible de plantation de 320 000 arbres sur le domaine public, et de 180 000 arbres sur le domaine privé, la Ville réitère sa reconnaissance pour la formidable machine qu'est l'arbre urbain, élément essentiel pour la mise en œuvre de la transition écologique et l'améliorer la qualité de vie des résidentes et des résidents.

Objectifs

- Planter 500 000 arbres et atteindre 25% de canopée
- Réduire les îlots de chaleur par des mesures de verdissement
- Améliorer de 50 % le bilan écologique de la gestion des résidus de bois d'abattage
- Augmenter la diversité des essences d'arbres pour maximiser la résilience de la forêt urbaine

Enjeux

- Perte de canopée causée par l'agrile du frêne et d'autres ravageurs exotiques
- Difficulté d'approvisionnement en arbres de qualité et adaptés à la zone climatique
- Disponibilité des espaces requis pour la plantation

Pistes d'action

- Remplacer les frênes abattus
- Valoriser les produits du bois provenant des arbres abattus
- Augmenter la cadence des plantations en milieux publics et privés
- Compléter les analyses de la diversité arboricole pour le territoire montréalais



« Montréal souhaite offrir un environnement sain à sa population actuelle ainsi qu'aux générations futures. Notre objectif est de planter davantage d'arbres pour faire croître les bienfaits fournis par notre forêt. »

Anthony D.
Conseiller en planification

2

Créer et aménager des parcs et des espaces publics

La proximité et la qualité des espaces verts sont des atouts majeurs pour l'attractivité et le positionnement de Montréal. Ces espaces collectifs offrent des lieux de rencontre et de partage pour toutes les Montréalaises et tous les Montréalais. Afin d'assurer la qualité de vie dans la métropole, la Ville de Montréal se dote d'objectifs visant la création de parcs et l'aménagement de places publiques accessibles à l'ensemble de la population. La Ville mise sur trois stratégies d'intervention :

I. Création de grands parcs

II. Aménagement du réseau des grands parcs

III. Multiplication et transformation des places publiques

« Le Grand parc de l'Ouest concrétise la transition écologique de Montréal. C'est 3000 hectares de précieux espaces naturels à protéger pour les générations futures! »

Mathieu D.
Conseiller en aménagement

I. Création de grands parcs

Les grands parcs contribuent à la qualité du milieu de vie et au rayonnement de Montréal. Ce sont des éléments déterminants du paysage montréalais, propices à la découverte, à la détente et à la pratique d'activités de loisirs. La création de nouveaux grands parcs est essentielle pour atteindre l'objectif de 10 % du territoire protégé. Le Grand parc de l'Ouest a le potentiel d'offrir plus de 3 000 hectares d'espaces verts pour la communauté, ce qui en fera le plus grand parc municipal au Canada. Il représente une opportunité de soutenir le déploiement du système agroalimentaire montréalais.

Parmi les grands projets, le parc Frédéric-Back est l'aboutissement de la métamorphose unique d'une ancienne carrière et d'un site d'enfouissement en un vaste espace vert. Suite au succès de ce projet de réhabilitation, la Ville de Montréal planifie le développement du parc-nature de l'écoterritoire de la falaise, en lien avec le démantèlement de l'échangeur Turcot. Ce grand projet comprend la concrétisation d'un lien nord-sud, en collaboration avec ses nombreux partenaires. La bonification du réseau permet non seulement de consolider la trame verte de la ville, mais également de créer un environnement urbain à échelle humaine.

Objectifs

- Développer :
  - Le Grand parc de l'Ouest
  - Le parc-nature de l'écoterritoire de la falaise
  - Un pôle nature dans l'est
- Finaliser les aménagements du parc Frédéric-Back

Enjeux

- Disponibilité d'espaces d'envergure pouvant accueillir de nouveaux grands parcs
- Capacité financière de la Ville pour acquérir les lots ciblés
- Dans le cas du parc Frédéric-Back, contraintes rattachées à sa nature de site d'enfouissement et à son accessibilité

Pistes d'action

- Pour le Grand parc de l'Ouest :
  - Déposer le plan de mise en œuvre
  - Développer la vision d'aménagement
- Ouvrir de nouveaux secteurs du parc Frédéric-Back

« Le nouveau parc-nature de l'écoterritoire de la falaise, initié par la transformation d'une ancienne cour de triage, incarne l'esprit d'innovation de Montréal et représente son engagement pour la protection des milieux naturels. »

Claudine D.
Architecte paysagiste

« Le parc Frédéric-Back est un bel exemple de projet de développement durable et d'économie circulaire avec l'utilisation de plus de 50% de matériaux revalorisés! »

Lauchar K.
Architecte paysagiste

« Un engagement concret pour la protection de la nature dans l'Est! La création d'un pôle nature permettra de préserver et mettre en valeur les milieux naturels, et de développer de nouveaux attraits récréotouristiques régionaux! »

Amélie B.
Conseillère en planification





II. Aménagement du réseau des grands parcs

Le réseau est composé de 22 grands parcs, répartis sur l'ensemble de l'agglomération. En plus de contribuer à l'équilibre de la biodiversité et d'accroître la résilience de l'agglomération face aux changements climatiques, les parcs proposent une grande variété de paysages, de lieux de détente et d'aires naturelles. Ces espaces verts offrent un contact privilégié avec la nature et constituent un patrimoine à protéger et à valoriser pour une ville toujours plus attractive et résiliente. De nombreux parcs en rive mettent en valeur le caractère insulaire de la ville et permettent aux citoyennes et aux citoyens d'avoir un contact privilégié avec l'eau.

Objectifs

- Moderniser les équipements en accord avec les composantes patrimoniales
- Accroître la végétation et mettre en valeur les paysages
- Augmenter la résilience écologique par les aménagements

Enjeux

- Désuétude et multiplicité des installations et des équipements
- Étendue du territoire

Pistes d'action

- Mettre en œuvre le plan directeur du parc La Fontaine
- Réaménager les pôles d'accueil des parcs Maisonneuve et Angrignon
- Réhabiliter le site des Moulins au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
- Réaménager le pôle aquatique du parc Jarry
- Réaménager la pataugeoire ainsi que les terrains de soccer et de volleyball du parc Jeanne-Mance
- Mettre en œuvre le plan d'aménagement du parc Jarry

« Les parcs et leurs paysages donnent un sens et une viabilité au quotidien urbain. »

Émilie B.
Agente technique en architecture de paysage

III. Multiplication et transformation des places publiques

Montréal compte plusieurs places publiques riches et diversifiées. Ce nombre pourrait croître dans l'avenir, étant donné l'importance de ces espaces pour la population dans un contexte de densification urbaine, d'adaptation aux changements climatiques et d'accroissement du nombre de pôles de mobilité. Situées au cœur du centre-ville, de nombreuses places publiques sont de véritables lieux d'échanges qui permettent à la population de se retrouver en communauté.

Objectifs

- Réaménager les places publiques situées dans les secteurs patrimoniaux du centre-ville
- Accroître le verdissement dans les places publiques pour maximiser l'ensemble des bénéfices écosystémiques

Enjeux

- Complexité de réalisation dans des environnements urbains denses et patrimoniaux
- Arrimage des échéanciers de réalisation avec ceux des grands projets urbains

Pistes d'action

- Réaliser la place des Montréalaises
- Réaménager le square Viger
- Réaliser l'aménagement de la portion sud de la place du Canada
- Aménager certains espaces publics du quartier de Griffintown

3 Relier les espaces verts, les milieux naturels et les milieux de vie

Le Réseau des corridors verts est une initiative novatrice qui permet de relier les parcs, les milieux de vie et les espaces publics tout en contribuant à la mobilité récréative. La connectivité sociale et écologique favorise la résilience à travers le territoire par des aménagements qui contribuent à la biodiversité et aux interactions sociales.
Le Réseau des corridors verts permet de poser des gestes concrets qui auront une incidence directe sur la qualité de vie des citoyens et des citoyennes.

Complémentaire aux infrastructures de transport actif et collectif, le réseau des corridors verts est planifié en adéquation avec les projets de liens verts réalisés par les arrondissements et les villes liées. La mise en œuvre de chacun des corridors varie selon la typologie du territoire. Les corridors s'intègrent à la trame des rues, des parcs et ils participent à la connectivité des milieux naturels et des quartiers, particulièrement dans les secteurs qui subissent l'impact d'imposantes fractures urbaines. Par ailleurs, les corridors verts favorisent la réduction des îlots de chaleur et la déminéralisation des quartiers. Pour relier l'ensemble de ses espaces verts, la Ville mise sur une stratégie d'intervention :

I. Implantation d'un réseau sur l'ensemble du territoire

I. Implantation d'un réseau sur l'ensemble du territoire

Dans un contexte où l'agglomération de Montréal veut offrir aux Montréalaises et aux Montréalais un contact avec la nature au quotidien, le réseau des corridors verts constitue une occasion unique pour le développement de la ville. Ces corridors permettent de transformer les habitudes des citoyennes et des citoyens dans leurs déplacements, d'assurer l'expansion de la biodiversité et de favoriser la mobilité active en toute sécurité. Plus largement, le réseau des corridors verts contribue à consolider la Trame verte et bleue du Grand Montréal.

Objectifs

- Réaliser cinq corridors prioritaires :
  - Saraguay | Angrignon
  - De l'Est
  - Espace pour la vie | Mont-Royal
  - De la rivière des Prairies
  - Falaise-fleuve | Bridge-Bonaventure

Enjeux

- Présence de fractures urbaines
- Forte densité du tissu urbain
- Disponibilité des terrains nécessaires pour assurer la continuité des tracés

Pistes d'action

- Déposer les tracés préliminaires des corridors prioritaires
- Développer une stratégie immobilière pour assurer la connectivité des corridors

« Fruit d'une collaboration avec les arrondissements, les villes liées et les partenaires privés, le Réseau des corridors verts innove et offre à toute la population un nouveau réseau récréatif verdi reliant les grands espaces verts de Montréal! »

Anais L.
Conseillère en planification

4

Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif

La population se diversifie et les modes de vie évoluent. Les espaces verts sont adaptés à la pratique des activités sportives, récréatives et de plein air tout au long de l'année. Ils contribuent grandement à la santé des individus. Ce contact privilégié et quotidien avec la nature augmente la sensibilisation des Montréalaises et des Montréalais à leur environnement.

La Ville de Montréal désire faciliter l'accès à l'ensemble des espaces verts tout en bonifiant leur offre éducative, culturelle, sportive et récréative. Le contact avec la nature étant propice à la créativité, au partage et au développement de la personne, la Ville désire diversifier sa programmation d'activités de plein air. Pour offrir une programmation riche et variée, la Ville mise sur une stratégie d'intervention :

I. Développement d'une expérience nature distinctive

I. Développement d'une expérience nature distinctive

Le réseau des grands parcs représente une destination privilégiée pour vivre des expériences nature significatives. Ce réseau dispose de plusieurs kilomètres de sentiers parcourant des écosystèmes variés tels que des forêts, des champs, des friches et des marais. Par ailleurs, la Ville y organise une multitude d'activités d'interprétation du milieu naturel pour les camps de jour, les groupes scolaires et le grand public.

Objectifs

- Augmenter la fréquentation des parcs-nature
- Faire des grands parcs des lieux accueillants, inclusifs et adaptés à la diversité des besoins de la population

Enjeux

- Accessibilité des parcs-nature en transport en commun
- Équilibre entre la conservation et la pression anthropique des activités

Pistes d'action

- Définir les besoins des clientèles actuelles et futures du réseau des grands parcs
- Renouveler l'offre de service
- Implanter un programme d'initiation à la nature pour les jeunes de l'agglomération
- Promouvoir les activités auprès de groupes organisés qui rejoignent des clientèles plus vulnérables

« Les parcs-nature sont de véritables lieux d'évasion permettant aux citoyennes et citoyens de pratiquer des activités de plein air toute l'année. Mon équipe et moi sommes fiers d'y contribuer! »

Charlotte Anais HC
Régisseuse - parcs-nature



Découvrir Montréal d'une rive à l'autre

Volet 2

Montréal bleue

Entourée de remarquables cours d'eau et ponctuée de milieux humides et de ruisseaux, Montréal se distingue par son insularité. Grâce aux parcs riverains, aux plages urbaines et aux aménagements en berges, les Montréalaises et les Montréalais ont accès à des lieux exceptionnels. Ces espaces d'échange entre milieux terrestres et aquatiques fascinent et interpellent. Ils sont marqués dans les paysages et dans le caractère identitaire de la ville.

Espaces privilégiés de loisirs et de contemplation, les cours d'eau et les milieux riverains de Montréal sont aussi des habitats qui favorisent la résilience urbaine et la régulation des écosystèmes. Les berges de Montréal foisonnent de vie.

Afin de pérenniser et de protéger ces lieux à l'équilibre fragile, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports présente le deuxième volet de sa planification stratégique : **Montréal bleue**. Ce volet fournit une vision claire et réaffirme que le fleuve, les rivières, les îles et les milieux humides font partie de l'identité montréalaise. À travers la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique, le document propose des actions durables pour rendre Montréal plus bleue, plus résiliente et permettre aux citoyennes et aux citoyens de vivre pleinement l'insularité de Montréal au quotidien.

1

Protéger les milieux humides et hydriques

Par leurs multiples fonctions écologiques, les milieux humides et hydriques contribuent à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais. Véritables éponges naturelles, ces milieux régularisent les débits d'eau, réduisent les risques d'inondation et atténuent les effets des sécheresses. Ils abritent une grande diversité animale et végétale, dont certaines espèces à statut précaire. Ces écosystèmes assurent des fonctions écologiques essentielles à la pérennité du territoire et contribuent à la résilience de la ville.

L'intégrité et l'efficience de ces écosystèmes sont affaiblies par des perturbations successives d'origines anthropique et environnementale. À Montréal, sur près de 170 km de rives publiques, 50 km se trouvent dans les parcs-nature et dans les grands parcs urbains. La Ville de Montréal s'engage à préserver ces milieux sur le territoire du réseau des grands parcs et mise sur deux stratégies d'intervention :

I. Restauration des milieux humides, des cours d'eau et des rives

II. Protection des espèces fauniques d'intérêt

« La réhabilitation écologique des berges permettra d'augmenter la résilience de la Ville face aux aléas climatiques et de donner accès à des milieux riverains durables. »

Marie L.
Cheffe de section - Biodiversité urbaine

I. Restauration des milieux humides, des cours d'eau et des rives

La conservation des milieux humides, des cours d'eau et des rives représente un enjeu déterminant pour l'agglomération de Montréal. L'état de détérioration de certaines rives et la disparition d'habitats sont préoccupants. Les écosystèmes aquatiques et terrestres subissent constamment des pressions naturelles et anthropiques, qui les fragilisent et les détériorent. Cette situation rend Montréal vulnérable aux impacts des changements climatiques et engendre des risques environnementaux, sociaux et économiques, comme en témoignent des dommages causés par les inondations qui sont plus fréquentes. Afin d'assurer la pérennité des fonctions essentielles de ces écosystèmes, la Ville de Montréal mise sur la restauration de ces milieux.

Objectifs

- Réhabiliter 10 km de rives dans le réseau des grands parcs
- Améliorer la connectivité et les conditions hydriques des cours d'eau intérieurs
- Restaurer les fonctions écologiques de milieux humides perturbés

Enjeux

- Rapidité croissante d'érosion et de dégradation
- Perte de superficie érodée par les eaux
- Détérioration des écosystèmes et des fonctions écologiques des bandes riveraines
- Perte des écosystèmes et des fonctions écologiques
- Diminution de la résilience de la Ville face aux changements climatiques
- Impacts des crues printanières

Pistes d'action

- Développer et implanter un centre d'expertise pour la réhabilitation des berges
- Déposer l'inventaire de l'état des berges du réseau des grands parcs
- Réhabiliter les berges des parcs :
  - Grand parc de l'Ouest (secteurs du Cap-Saint-Jacques et du Bois-de-l'île-Bizard)
  - De l'Île-de-la-Visitation
  - René-Lévesque
  - De la Promenade-Bellerive
  - Nouveau parc riverain de Lachine
- Développer un programme de gestion des milieux humides et hydriques du réseau des grands parcs

II. Protection des espèces fauniques d'intérêt

La multitude de cours d'eau, d'îles, d'îlots, de battures et de milieux humides qui composent le territoire montréalais, favorise l'établissement d'espèces fauniques variées, dont certaines sont menacées ou vulnérables. Cette biodiversité génère des retombées positives pour l'environnement et rend de nombreux services écosystémiques. Cependant, les impacts des changements climatiques, de la pollution des eaux et de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, nuisent à l'intégrité de ces milieux et à la faune.

La Ville de Montréal entend agir sur la réduction et sur l'atténuation des menaces, ainsi que sur la gestion des habitats fauniques. Le maintien des populations animales menacées est primordial afin d'éviter le déclin d'espèces comme le petit blongios ou la tortue géographique.

Objectifs

- Assurer le maintien des populations d'amphibiens, de reptiles et d'oiseaux aquatiques du réseau des grands parcs

Enjeux

- Survie des espèces animales et végétales
- Maintien de la biodiversité
- Pressions anthropiques sur les habitats
- Pollution des cours d'eau
- Lutte aux espèces exotiques envahissantes

Pistes d'action

- Réaliser un bilan des données du *Programme de gestion des écosystèmes sur l'état des Populations fauniques* pour le dépôt des recommandations
- Mettre en place des actions proposées dans le *Plan de rétablissement de la tortue géographique (Graptemys geographica) au Québec — 2020-2030*[6]
- Aménager de nouveaux habitats pour la faune aquatique dans le réseau des grands parcs



2

Créer et aménager des lieux de contact avec l'eau

L'île de Montréal compte près de 290 km de rives dont un peu plus de la moitié sont publiques. L'accessibilité visuelle et physique aux rives et à l'eau demeure cependant limitée. Véritables destinations privilégiées pour la contemplation des paysages et pour la pratique des sports et des loisirs, les accès à l'eau contribuent à l'adoption et au maintien de saines habitudes de vie.

Afin de répondre au grand intérêt pour ces espaces et de contribuer à la qualité des expériences vécues par la population, il est nécessaire d'investir dans l'aménagement des berges. La Ville de Montréal entend participer activement à la démocratisation des points d'accès à l'eau et permettre aux citoyennes et aux citoyens de se réapproprier les berges tout en améliorant leur qualité de vie. Pour y parvenir, la Ville mise sur deux stratégies d'intervention :

I. Création de nouveaux parcs et transformation d'espaces publics

II. Développement de points d'accès visuels et physiques en rives

« Montréal est une île et l'accès public à l'eau et aux berges est essentiel! C'est pourquoi on travaille à multiplier les points de contact avec l'eau et à diversifier les façons de profiter de cette richesse. »

Georges-Étienne P.
Architecte paysagiste

I. Création de nouveaux parcs et transformation d'espaces publics

Montréal se caractérise par ses paysages riverains autant naturels que construits. Que l'on parle de la vue panoramique depuis la grève du parc de la Promenade-Bellerive, de la plage du Cap-Saint-Jacques ou du Site des moulins au parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, tous ces sites donnent à la ville un charme particulier. Alors que certains sites peinent à conjuguer l'achalandage et la protection des milieux naturels, d'autres sont méconnus.

Pour améliorer son paysage urbain et l'équilibre de la fréquentation, la Ville de Montréal a comme objectif d'explorer tout le potentiel que l'eau et les espaces riverains peuvent offrir. Elle compte y arriver non seulement en créant de nouveaux parcs axés sur le développement responsable et les technologies vertes, mais également en renforçant l'identité de certains parcs peu utilisés.

Objectifs

- Transformer et aménager les parcs :
  - De Dieppe
  - Riverain de Lachine

Enjeux

- Disponibilité des sites riverains ouverts au public
- Accessibilité universelle
- Sécurité des usagères et des usagers

Pistes d'action

- Redonner une valeur écologique et récréative au nouveau parc riverain de Lachine
- Développer un bain portuaire
- Accroître la superficie totale de terrains publics riverains et / ou de plaines inondables
- Réhabiliter le parc de Dieppe et ses berges.

II. Développement de points d'accès visuels et physiques en rives

Les parcs riverains permettent des accès publics aux berges. Aujourd'hui, ces accès sont de plus en plus revendiqués par la population car ils contribuent à la qualité de vie dans les quartiers et au bien-être de la population. La Ville de Montréal veut augmenter les occasions de contacts visuels et physiques avec les rives, les cours d'eau et les îles. Pour compléter ce projet, elle prévoit de créer des nouveaux liens entre les circuits riverains existants et de développer des infrastructures d'accueil pour le réseau navigable.

Objectifs

- Améliorer l'accessibilité visuelle et physique à l'eau
- Consacrer des espaces à la pratique de la pêche en toutes saisons

Enjeux

- Privatisation des lots disponibles
- Augmentation de sentiers informels qui fragilisent les bandes riveraines
- Sécurité des aménagements en berges

Pistes d'action

- Développer, réhabiliter et sécuriser les sites des vagues éternelles
- Aménager des nouveaux sites de pêche sportive et récréative (incluant la pêche sur glace)
- Concevoir et aménager une promenade riveraine dans le secteur Cap-Saint-Jacques du Grand parc de l'Ouest
- Structurer des sites pour la pratique des sports aéro-tractés dans le Grand parc de l'Ouest
- Officialiser l'accès à la grève du parc de la Promenade-Bellerive



3

Offrir des expériences dignes d'une île

Les grands parcs offrent des oasis de verdure qui permettent à la population de reprendre contact avec la nature et de se ressourcer. Par conséquent, l'accessibilité aux espaces verts terrestres et riverains est primordiale pour la santé physique et mentale de la population urbaine.

En maintenant l'équilibre entre la protection des milieux naturels et l'usage récréatif, l'agglomération souhaite améliorer l'offre d'expériences liées à l'eau tout en privilégiant les meilleures pratiques en termes d'environnement, de sécurité et de service à la population. Le potentiel de développement des milieux riverains étant encore important, la Ville désire offrir un éventail d'activités en misant sur une stratégie d'intervention :

I. Diversification de l'offre et renforcement de l'approche inclusive

I. Diversification de l'offre et renforcement de l'approche inclusive

Le réseau des grands parcs offre une variété de services et d'activités sur l'eau et sur la glace grâce à un réseau étendu de partenaires spécialisés. De nombreuses possibilités sont offertes aux citoyennes et aux citoyens de Montréal comme la pratique du yoga sur la plage du Cap-Saint-Jacques, la pêche depuis les rives de l'île-de-la-Visitation ou la planche aéro-tractée au lac des Deux Montagnes. La programmation actuelle est variée et mérite d'être explorée.

Objectifs

- Augmenter la fréquentation des sites riverains
- Générer une croissance annuelle de la pratique des activités nautiques non-motorisées
- Améliorer le système de transport nautique pour favoriser la découverte des îles de l'archipel

Enjeux

- Adaptation aux nouvelles tendances et à l'évolution du marché des loisirs
- Attractivité et la compétitivité de l'offre
- Limitation de la capacité d'accueil dans les grands parcs pour éviter une pression additionnelle sur les milieux naturels

Pistes d'action

- Créer un pôle d'activités nautiques non-motorisées à Lachine
- Consolider la programmation avec des équipements inclusifs
- Mettre en valeur et promouvoir les patrimoines (naturels et bâtis) dans les parcs
- Bonifier les liens fluviaux du réseau des grands parcs



Innover dans la conservation du Mont-Royal

Volet 3

Montréal des sommets

Véritable foyer de diversité, le Mont-Royal est un joyau naturel au cœur de la ville. Conçu en 1876 par Frederick Law Olmsted, le parc du Mont-Royal est un authentique poumon vert essentiel à la vie quotidienne des Montréalaises et des Montréalais.

Notre montagne offre une multitude d'activités de plein air et une riche programmation éducative et culturelle. En 2005, le gouvernement du Québec a déclaré ce territoire montréalais d'environ 750 hectares, site patrimonial, en raison de son inestimable valeur naturelle et culturelle. En 2009, la Ville de Montréal a adopté le *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*[7] afin de réunir les conditions nécessaires à sa protection et à sa mise en valeur. En 2018, le ministère de la Culture et des Communications a rendu public le *Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal*[8], ayant pour objectif d'assurer la préservation de l'ensemble du territoire.

Afin d'orienter l'avenir de ce territoire d'exception, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports présente le troisième volet de sa planification stratégique : **Montréal des sommets**. Ce volet énonce des objectifs favorisant la protection et la mise en valeur de ce patrimoine culturel et naturel d'exception. Elle propose des actions novatrices pour améliorer l'accessibilité, la résilience de la montagne et pour célébrer son authenticité.

1

Protéger les composantes identitaires du Mont-Royal

Les milieux naturels, le patrimoine bâti et les paysages du site patrimonial du Mont-Royal sont remarquables. Dès 1874, l'architecte paysagiste Frederick Law Olmsted, a mis en scène des ambiances et des paysages afin de rehausser les qualités inhérentes du lieu. Ses caractéristiques sont à ce point exceptionnelles que le site a reçu la désignation provinciale d'arrondissement historique et naturel, puis de site patrimonial déclaré du Mont-Royal. La montagne présente un intérêt pour ses valeurs historique, paysagère, identitaire, architecturale, urbanistique, ethnologique, archéologique et artistique, uniques à l'échelle nationale.

Face à des pressions anthropiques et environnementales importantes, l'intégrité des lieux est fragilisée. Ces perturbations peuvent dénaturer l'ensemble du site et en affecter sa pérennité. La Ville mise sur quatre stratégies d'intervention :

I. Préservation des milieux naturels

II. Sensibilisation de la clientèle à la fragilité du Mont-Royal

III. Consolidation du patrimoine architectural et paysager

IV. Préservation des paysages, des vues et des grands aménagements paysagers

I. Préservation des milieux naturels

Le site du Mont-Royal foisonne de milieux naturels qui contribuent à la santé et à l'équilibre de l'écosystème montréalais. En plus d'offrir des services écosystémiques, les boisés, les milieux humides et le réseau hydrique participent à doter le lieu d'un caractère exceptionnel. Confrontée à la multiplication des sentiers informels, aux changements climatiques et aux espèces exotiques envahissantes, l'intégrité de ces milieux est menacée.

Outre la poursuite de l'atteinte des objectifs de la *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels*[9], la Ville souhaite mettre en œuvre une série d'initiatives visant à protéger et renforcer le patrimoine naturel de la montagne.

Objectifs

- Favoriser l'accroissement de la biodiversité sur le site
- Diminuer les impacts des usages sur les milieux naturels sensibles
- Conserver et rétablir l'intégrité des milieux humides et hydriques

Enjeux

- Pression anthropique sur les milieux naturels
- Perte d'espèces indigènes au profit d'espèces exotiques envahissantes
- Fragilité du réseau hydrique et des milieux humides
- Perturbation des habitats naturels

Pistes d'action

- Mettre en œuvre la stratégie de maîtrise des espèces exotiques envahissantes
- Réhabiliter le marécage du Mont-Royal
- Fermer les sentiers informels excédentaires

« Les citoyens et la Ville prennent soin du mont Royal pour transmettre son patrimoine aux générations futures. C'est un engagement qui nous tient tous à cœur. »

José F.
Chargée de projets – urbanisme

« Trouver l'équilibre entre accessibilité à la montagne et protection des milieux naturels est le défi stimulant que nous offre le travail au parc du Mont-Royal! »

Félix P-S
Architecte paysagiste

II. Sensibilisation de la clientèle à la fragilité du Mont-Royal

L'écosystème du Mont-Royal est soumis à une pression grandissante. L'équilibre entre la fréquentation croissante et la conservation des milieux naturels est l'un des grands enjeux auxquels le site doit faire face. La Ville de Montréal souhaite permettre aux différentes clientèles, autant actives que contemplatives, d'exercer leurs activités et de profiter des lieux, dans le respect des milieux sensibles. À cet égard, la sensibilisation des citoyennes et des citoyens à la fragilité des milieux naturels constitue l'outil privilégié pour favoriser une fréquentation responsable, sécuritaire et respectueuse de la nature.

Objectifs	Enjeux	Pistes d'action
● Informer les usagers des enjeux qui menacent le site du Mont-Royal ● Encourager les comportements responsables, sécuritaires et respectueux des lieux	● Efficacité variable des outils de sensibilisation ● Nombreux conflits d'usage ● Achalandage en croissance pour la capacité d'accueil du site	● Actualiser la signalisation sur le site ● Implanter des outils novateurs d'interprétation et de sensibilisation ● Encadrer les activités hors sentiers ● Travailler avec les partenaires pour corriger l'usage inapproprié de certaines clientèles

III. Consolidation du patrimoine architectural et paysager

Au cours du 19e siècle, grâce à sa localisation et à la qualité de son environnement, la montagne s'impose rapidement comme un lieu de prédilection pour l'établissement de la bourgeoisie et des institutions religieuses, hospitalières et d'enseignement. Le parc du Mont-Royal a été créé afin de protéger ce site exceptionnel et d'encadrer son développement pour qu'il demeure accessible pour l'ensemble de la population. Toujours d'actualité, la Ville de Montréal poursuit ces mêmes objectifs.

Depuis plus d'une décennie, le contexte urbain limitrophe au parc se transforme. Les institutions vivent de grands bouleversements, et nombre de leurs terrains et de leurs bâtiments sont vacants ou le deviendront prochainement. Les perspectives d'avenir de ces lieux d'exception sont une opportunité de préserver les valeurs patrimoniales extraordinaires de la montagne. La Ville de Montréal veut intervenir sur les propriétés municipales avec exemplarité, et rendre hommage à l'héritage de la montagne.

Objectifs	Enjeux	Pistes d'action
● Protéger la valeur patrimoniale des bâtiments et des paysages qui s'y rattachent ● Rendre accessibles les lieux d'exception	● Compatibilité des usages des ensembles institutionnels vacants avec le site patrimonial du Mont-Royal ● Détérioration des bâtiments et ampleur des investissements requis ● Accessibilité aux divers ensembles bâtis	● Restaurer le chalet et la maison Smith ● Requalifier la maison Blanche ● Restaurer et rendre accessibles les jardins historiques de la maison Ravenscrag et de la Cité des Hospitalières ● Saisir les occasions entourant la requalification des grands ensembles institutionnels comme l'ancien hôpital Royal Victoria

IV. Préservation des paysages, des vues et des grands aménagements paysagers

Le Mont-Royal contribue de façon substantielle à la beauté de la ville et à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais. La protection des vues a pour but de préserver sa valeur emblématique, tandis que la protection et la mise en valeur des vues intérieures contribuent à la qualité de l'expérience vécue.

Plusieurs aménagements ont fait l'objet de rénovations ou de restaurations majeures à ce jour. La Ville entend poursuivre la mise en œuvre du *Programme de réaménagement du Mont-Royal* dans le respect des standards de qualité élevés que Olmsted s'était donnés. Elle souhaite continuer à répondre aux exigences du *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*[10] et du *Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal*[11] du ministère de la Culture et des Communications du Québec. La Ville compte poursuivre ses efforts de restauration et de mise en valeur des composantes paysagères.

Objectifs

- Rétablir la valeur patrimoniale des grands aménagements paysagers
- Protéger les vues d'intérêt
- Faire connaître la qualité des différentes ambiances paysagères créées par Olmsted
- Assurer la protection de la masse sombre de la montagne dans le paysage nocturne

Enjeux

- Perte partielle ou totale des vues à cause du développement immobilier
- Perte potentielle des valeurs paysagères remarquables
- Maintien de la qualité des paysages et des expériences

Pistes d'action

- Réaménager le belvédère Camillien-Houde
- Restaurer le chemin Olmsted
- Réaménager les abords du chalet et de la maison Smith
- Sécuriser le sentier de l'escarpement et ses escaliers
- Assurer l'intégration de mesures pour protéger la masse sombre de la montagne



2 Transformer la mobilité sur la montagne

La Ville de Montréal investit considérablement depuis de nombreuses années afin d'améliorer la qualité de l'expérience de la collectivité sur la montagne. Le réaménagement de l'intersection de l'avenue du Parc et de l'avenue des Pins, la création du seuil à la croisée de la rue Cedar et de l'avenue Côte-des-Neiges, l'ouverture du parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne et l'aménagement du chemin de ceinture, figurent parmi les grandes réalisations récentes. Afin de poursuivre la transformation de la mobilité sur la montagne, la Ville mise sur une stratégie d'intervention :

I. Amélioration de l'accessibilité au site

« Les interventions à venir quant à l'amélioration des accès à la montagne offriront une expérience renouvelée et sécuritaire pour tous les usagers. »

Annie A.
Architecte paysagiste

I. Amélioration de l'accessibilité au site

Les voies d'accès ceinturant et traversant la montagne sont les legs d'une époque marquée par l'automobile. Certes, ces voies d'accès véhiculaires sont un moyen de découvrir la montagne mais elles occasionnent des enjeux de cohabitation avec les adeptes des déplacements actifs. En accord avec sa vision d'accessibilité, la Ville de Montréal intervient pour améliorer l'accès à la montagne et la sécurité de toutes et de tous.

Objectifs

- Favoriser l'accès au site par le transport actif et collectif
- Améliorer la sécurité des personnes qui fréquentent les lieux
- Consolider le réseau d'accès au site

Enjeux

- Acceptabilité sociale des changements dans l'équilibrage des modes de transports
- Sécurité pour l'ensemble de la population qui fréquente les lieux
- Répartition inégale de l'achalandage dans les parcs de la montagne

Pistes d'action

- Transformer l'axe Remembrance/ Camillien-Houde en chemin de promenade
- Développer de nouveaux liens et accès au mont Royal sur le flanc nord
- Aménager une nouvelle entrée piétonne dans l'axe de la rue University dans le cadre de la requalification du site de l'ancien hôpital Royal Victoria
- Aménager l'entrée Côte-des-Neiges / Remembrance
- Compléter les chemins de ceinture et de traverse
- Optimiser l'utilisation des aires de stationnement privées en périphérie du site

3

Découvrir de nouveaux horizons sur la montagne

La Ville de Montréal est engagée, avec l'ensemble des partenaires, des citoyennes et des citoyens et la Table de concertation du Mont-Royal, dans la protection de la montagne. Ce lieu d'une valeur inestimable est cher au cœur de la population et transcende le temps. Afin de léguer aux générations futures une montagne exceptionnelle tout en continuant d'offrir aux personnes qui la fréquentent une expérience incomparable, la Ville mise sur deux stratégies d'intervention :

I. Renouvellement de l'expérience de visite

II. Développement collectif et concertation

I. Renouvellement de l'expérience de visite

Le Mont-Royal est à la fois un parc inscrit dans le quotidien de la population montréalaise et une destination touristique. L'un des principaux défis du site est d'atteindre l'équilibre entre la fréquentation croissante et la préservation des lieux. Les nombreux parcours constituent autant d'ambiances et d'expériences à découvrir. Chaque composante de la montagne mérite d'être vue et vécue. Afin de concilier les besoins des différentes clientèles tout en assurant la protection de la montagne, la Ville mise sur une exploration des potentiels méconnus du Mont-Royal.

Objectifs

- Améliorer la répartition de l'achalandage sur l'ensemble du site
- Augmenter la diversité de l'offre sur quatre saisons

Enjeux

- Conciliation de l'utilisation du site par les clientèles locales et touristiques
- Amélioration de la qualité et de la diversité de l'offre
- Fragilité des milieux naturels

Pistes d'action

- Positionner le site patrimonial du Mont-Royal dans l'offre touristique régionale
- Développer une offre de services pour les clientèles vivant avec des limitations
- Utiliser les nouvelles technologies pour améliorer l'expérience de visite autonome
- Améliorer les infrastructures d'accueil en périphérie de la montagne
- Enrichir la programmation

II. Développement collectif et concertation

L'engagement de la Ville de Montréal et de la communauté envers la montagne est indéfectible. Le Sommet du Mont-Royal en 2002, la création du Bureau du Mont-Royal en 2004 et la mise sur pied de la Table de concertation du Mont-Royal en 2005, témoignent de cet engagement. Les milieux associatifs, institutionnels et municipaux s'unissent dans une volonté commune de protéger le site. Le développement du Mont-Royal est le fruit de la concertation entre les différentes parties prenantes.

Objectifs

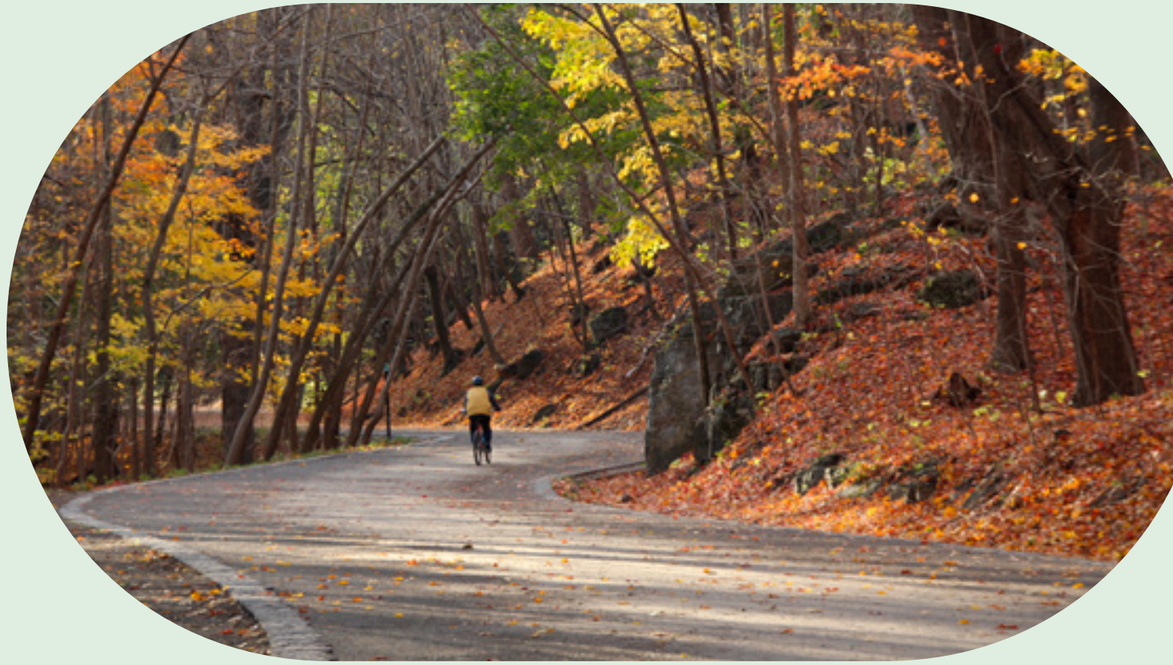
- Tenir les prochains grands rendez-vous du Mont-Royal
- Concerter les principaux acteurs dans la préparation des grands événements
- Renforcer la concertation entre les parties prenantes

Enjeux

- Mobilisation d'un grand nombre d'actrices et d'acteurs
- Impacts des événements sur les milieux naturels de la montagne

Pistes d'action

- Organiser les festivités du 150e anniversaire du parc du Mont-Royal en 2026
- Planifier la tenue d'un troisième sommet du Mont-Royal et réaliser le nouveau *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*[12] pour 2030





Bouger + au quotidien dans notre métropole

Volet 4

Montréal active

L'activité sportive contribue à l'enrichissement collectif. Grâce à la diversité de ses événements sportifs, Montréal offre de formidables occasions de se réunir, de se divertir et de renforcer le sentiment d'appartenance. Un événement sportif est une occasion exceptionnelle de promouvoir un sport et ses bienfaits, d'accélérer le développement sportif en inspirant les jeunes à persévérer dans la poursuite de leur activité sportive.

Dans la dernière décennie, le niveau de sédentarité a augmenté au sein de la population. Cette augmentation a des impacts directs sur la santé physique et mentale des individus et engendre des coûts économiques et sociaux pour la collectivité. Face à cette problématique, la Ville de Montréal s'est dotée de sa *Politique du sport et de l'activité physique*[13] et de son *Plan d'action régional*[14], en 2014. Consciente de l'importance d'être actif, la Ville reconnaît sa responsabilité de créer des environnements favorables pour la santé. Par des installations distinctives et de qualité, une programmation variée d'événements sportifs et une offre d'activités à l'année, la Ville entend contribuer à l'amélioration des habitudes de vie des citoyennes et des citoyens.

Pour ce faire, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports présente le quatrième volet de sa planification stratégique : **Montréal active**. Ce volet permet à la Direction des sports de réitérer ses engagements notamment dans le soutien aux arrondissements, tout en contribuant aux objectifs de l'Organisation mondiale de la santé. La stratégie s'appuie sur les principes d'inclusion et d'équité, de concertation et de collaboration, de leadership et d'innovation, de résilience et de développement durable. Le document énonce des objectifs de réduction de la sédentarité et propose des actions innovantes pour rendre Montréal plus active.

1

Inciter à une vie active et sportive

La pratique d'activités physiques et sportives génère de multiples effets bénéfiques pour la collectivité. La Ville de Montréal veut mettre en place des conditions favorables afin que les citoyennes et les citoyens soient actifs au quotidien et en toutes saisons. La Ville s'engage à coordonner ses efforts avec la collectivité, les communautés, les organismes et les arrondissements. Afin d'inciter les Montréalaises et les Montréalais à adopter une vie active et sportive, la Ville mise sur deux stratégies d'intervention :

I. Implantation de conditions favorables

II. Concertation du milieu sportif montréalais

I. Implantation de conditions favorables

L'offre de services proposée dans le réseau des parcs et des infrastructures récréatives et sportives est variable. Certains secteurs de l'île sont moins bien desservis et il en résulte des inégalités territoriales. Afin d'assurer une équité sociale et économique, la Ville de Montréal entend augmenter l'accessibilité aux lieux de pratiques sportives et sensibiliser la population à l'importance d'être actif au quotidien.
Elle mise également sur la diversification de son offre d'activités et sa complémentarité à l'échelle du territoire. L'ensemble de la population montréalaise pourra ainsi être plus active en toutes saisons.

Objectifs

- Desservir la population par une offre d'activités accessible, inclusive et répartie équitablement sur le territoire

Enjeux

- Sédentarité d'une forte proportion de la population montréalaise
- Accessibilité variable aux activités et aux infrastructures
- Fragmentation de l'offre
- Amélioration de l'expérience-client

Pistes d'action

- Intégrer les principes de diversité et d'égalité dans l'ensemble de l'offre du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ainsi que par ses partenaires
- Élaborer une promesse client avec des standards de niveau de service aux installations sportives corporatives
- Produire, maintenir et diffuser des données numériques sur les grands parcs, les parcs locaux et les infrastructures récréatives et sportives extérieures et intérieures
- Relier l'ensemble des grands parcs et des infrastructures sportives corporatives au réseau montréalais de transport actif
- Augmenter les investissements pour les programmes de soutien aux activités sportives et de loisirs nautiques en lien avec les autres volets stratégiques du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

II. Concertation du milieu sportif montréalais

Au sein de la collectivité, de nombreux acteurs interagissent : les associations régionales, les fédérations, les athlètes, les clubs, les centres de recherche, les établissements d'enseignement et les institutions publiques. Chaque partenaire a un rôle à jouer pour diminuer la sédentarité. Cette concertation permet l'essor de talents et la progression de nombreuses disciplines.

Objectifs

- Élaborer des encadrements permettant la reconnaissance des organismes sportifs régionaux
- Bonifier l'accès aux infrastructures municipales pour les activités sportives adaptées

Enjeux

- Complexité de la concertation locale et régionale
- Disponibilité des infrastructures pour les organismes ayant une offre de service en sport régional et adapté
- Équitabilité entre les arrondissements

Pistes d'action

- Adopter une Politique de reconnaissance et de soutien aux organismes régionaux
- Mobiliser le milieu associatif autour des activités régionales sur l'ensemble du territoire (milieu scolaire et municipal, sport fédéré, etc.)
- Conclure des ententes de soutien aux organismes sportifs régionaux pour une offre de service à l'ensemble des arrondissements



2

Offrir un réseau d'infrastructures durables et de qualité

La pratique de sports et d'activités physiques doit être soutenue par des infrastructures municipales et collectives durables et de qualité. Certaines infrastructures municipales nécessitent d'importants travaux de mise aux normes. Afin d'offrir un réseau cohérent, la Ville de Montréal entend travailler avec les acteurs institutionnels, scolaires et privés. La Ville mise sur deux stratégies d'interventions :

I. Consolidation des infrastructures municipales

II. Mise en réseau des infrastructures collectives

« Les pataugeoires sont des lieux qui favorisent l'apprentissage de la natation pour les tout-petits et contribuent à la prévention des noyades à Montréal. »

Yannick T.
Conseiller en aménagement

I. Consolidation des infrastructures municipales

La Ville entend poursuivre des investissements importants pour améliorer l'état et la qualité de ses infrastructures récréatives et sportives. Le soutien aux arrondissements est essentiel pour consolider le réseau des parcs et des infrastructures municipales. Des interventions concertées permettront de répondre aux besoins spécifiques des différentes clientèles, des sports émergents ainsi qu'aux exigences des fédérations sportives.

Objectifs

- Réduire à 20% l'indice de vétusté des installations aquatiques municipales[15]
- Améliorer la qualité des installations récréatives et sportives municipales

Enjeux

- Désuétude des infrastructures sportives
- Déficit d'investissements
- Disparité des expertises techniques dans les arrondissements

Pistes d'action

- Remplacer toutes les pataugeoires de type empli-vide dans les grands parcs
- Poursuivre la planification et la mise en œuvre des plans directeurs sectoriels, projets et programmes d'infrastructures en soutien aux arrondissements
- Créer une communauté d'intérêt pour partager et développer les expertises en réalisation de projets ainsi qu'en entretien d'infrastructures intérieures et extérieures
- Impliquer les fédérations sportives et les promoteurs d'événements dans la planification et la conception des projets de protection et de consolidation d'infrastructures

II. Mise en réseau des infrastructures collectives

La transformation des quartiers et l'hétérogénéité de la population nécessitent l'adaptation des infrastructures sportives offertes à la collectivité. Les quartiers sont en revitalisation. La complémentarité et la polyvalence des équipements publics et la mutualisation des services avec les milieux scolaires et de la santé sont nécessaires. La mise en réseau des infrastructures maximisera les impacts positifs sur le développement de l'offre des équipements collectifs à l'échelle de la Ville. Afin de soutenir cette transformation et d'encourager des modes de vie sains et actifs, l'aménagement des quartiers intégrera des notions de design actif.

Objectifs

- Arrimer les investissements publics dans les quartiers en redéveloppement
- Développer des incitatifs à la mise en réseau des infrastructures

Enjeux

- Planification concertée des quartiers en requalification
- Mobilisation des parties prenantes
- Acceptabilité sociale aux changements

Pistes d'action

- Élaborer une vision concertée d'un réseau de pôles civiques, intégrant les équipements collectifs
- Participer à la planification immobilière des infrastructures et des équipements scolaires
- Élaborer des ententes d'échange de services avec des institutions scolaires



3

Encourager la tenue d'événements sportifs porteurs et rassembleurs

L'accueil d'un grand nombre d'événements sportifs illustre la mobilisation, l'engagement et le dynamisme d'une ville. Ces événements sont une source de fierté pour la population. Ils constituent de formidables occasions de rapprochement. Ils encouragent la pratique sportive et favorisent l'essor d'une élite sportive locale. Afin de soutenir la tenue de grands événements, la Ville mise sur deux stratégies d'interventions :

I. Leadership métropolitain auprès des organismes et des promoteurs

II. Priorisation de la tenue d'événements sportifs diversifiés, durables et de qualité

« L'Organisation d'événements sportifs à Montréal a des retombées concrètes pour la ville, ainsi que pour tous les Montréalaises et Montréalais! »

Catherine B.
Chef d'équipe - conseillère en planification

I. Leadership métropolitain auprès des organismes et des promoteurs

Montréal est reconnue comme l'une des meilleures villes au monde pour la tenue d'événements sportifs internationaux d'envergure. La Ville et ses partenaires veulent se positionner encore plus fortement en soutenant les événements et par le regroupement de l'expertise technique dans l'accueil des grands événements sportifs. Les leaders du milieu ont la responsabilité de s'assurer que le système soit accessible à tous et qu'il présente une répartition équilibrée des événements sportifs sur le territoire.

Objectifs

- Assurer la répartition équilibrée des événements sur le territoire
- Déposer une promesse client répondant aux standards élevés du milieu sportif

Enjeux

- Collaboration et implication de multiples partenaires
- Expertise variée et complexe
- Équilibre entre les événements sportifs et les besoins du milieu sportif

Pistes d'action

- Collaborer avec les partenaires et les experts du milieu au démarchage et à la diversification d'événements sportifs
- Améliorer le processus de suivi des événements sportifs se déroulant sur le domaine public
- Réaliser un meilleur maillage avec les grands propriétaires d'infrastructures sportives métropolitaines

II. Priorisation de la tenue d'événements sportifs diversifiés, durables et de qualité

Le choix des événements sportifs se fait en fonction de nombreux critères. La Ville de Montréal doit agir avec responsabilité. À ce titre, les événements doivent répondre à une clientèle variée et engendrer des retombées sociales, environnementales et économiques. Montréal s'engage à choisir des événements sportifs qui adoptent des pratiques équitables, écoresponsables et qui valorisent la persévérance, la mobilisation du milieu, l'intégration et la solidarité.
Ces mesures contribueront au rayonnement de la métropole, à l'évolution de la pratique sportive ainsi qu'à l'enrichissement individuel et collectif.

Objectifs

- Augmenter de 10 % le nombre d'événements participatifs, rassembleurs, inclusifs et écoresponsables
- Exiger des legs sportifs et sociaux pour la collectivité montréalaise

Enjeux

- Attentes locales et régionales
- Augmentation de retombées sociales et sportives locales et régionales
- Financement des événements sportifs d'envergure

Pistes d'action

- Soutenir financièrement des événements d'envergures variées qui ont pour objectifs d'encourager les citoyennes et les citoyens à adopter un mode de vie physiquement actif
- Réviser les cibles, intégrer les principes d'égalité et actualiser les outils de la *Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs*[16]
- Élaborer et implanter des standards en matière d'éco-responsabilité et de développement durable dans les événements sportifs d'envergure
- Demander des études d'impact économique aux promoteurs d'événements sportifs internationaux





Conclusion

Montréal se distingue par son profil dynamique et verdoyant. La Ville offre à sa population et aux visiteurs une diversité d'expériences actives et de loisirs, agrémentée par la présence emblématique de la montagne et du fleuve.

Le **Plan nature et sports**, regroupe ces caractéristiques à travers quatre volets, complémentaires les uns aux autres : Montréal verte, Montréal bleue, Montréal des sommets et Montréal active. Cet exercice vise à intégrer la nature au cœur de la ville pour contribuer à la qualité de vie des Montréalaises et des Montréa-lais, tout en agissant pour contrer les bouleversements climatiques. Il vise aussi à proposer des actions pour façonner le territoire et engager les communautés à adopter un mode2 de vie sain et actif.

Les stratégies d'intervention identifiées dans ce document mettent l'expérience paysagère et le bien-être au cœur de la vie des citoyennes et des citoyens afin de proposer une ville résiliente, attractive, saine et respectueuse de son environnement.

Annexes

Glossaire

ADS+[1]

L'Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) est un outil d'analyse qui guide la prise de décision. Cela permet de mettre en place des programmes plus accessibles, plus sécuritaires et plus inclusifs. Cette analyse peut être appliquée dans la mise en œuvre de tout projet d'intervention.

Cette analyse sert à prendre en compte, dans la conception et la mise en œuvre d'activités, projets ou autres initiatives, les besoins propres des personnes en raison de : leur sexe, leur classe sociale, leur situation de handicap, leur âge, leur origine ethnique, leur orientation sexuelle, leur identité de genre.

Biodiversité ou diversité biologique[2]

La biodiversité est la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes.

Canopée

La canopée, ou couvert arborescent, est la projection au sol de chaque couronne d'arbre ou groupe d'arbre de plus de 3 m de haut. Elle est établie à partir de photos aériennes prises lorsque les arbres sont en feuilles. Depuis 2010, la Ville de Montréal suit l'évolution de sa canopée. Un vaste chantier de plantation d'arbres est en cours afin d'augmenter l'indice de canopée sur tout le territoire.

Design actif[3]

Le design actif est une approche d'aménagement du cadre bâti qui cherche à rendre l'activité physique, et les choix de vie sains, plus accessibles et plus invitants » (Traduction libre).

Écoterritoire[4]

Un écoterritoire est une zone où se trouvent des espaces naturels d'intérêt écologique dont la protection a été jugée prioritaire, des aires protégées existantes (grands parcs, réserves naturelles, etc.) ainsi que des espaces urbanisés. Dans l'agglomération de Montréal, dix écoterritoires ont été établis par la PPMVMN.

Écosystème

Unité écologique de base formée par le milieu abiotique (ex. sol, eau, air) et les organismes qui y vivent. Les éléments constituant un écosystème développent un réseau d'interactions dont l'équilibre dynamique permet le maintien et le développement de la vie.

Équité sociale[5]

L'Équité sociale est le fait d'offrir à chaque citoyen et à chaque citoyenne, quelles que soient ses ressources économiques ou ses caractéristiques personnelles, des conditions de vie justes et équitables afin de répondre à ses besoins fondamentaux (nourriture, vêtements, logement, éducation, etc.).

Espaces verts / parcs[6]

- Un **espace vert** est un terme générique désignant des espaces libres dans la trame urbaine couverts de végétaux. Ceux-ci comprennent des espaces publics comme les divers types de jardins (communautaires, botaniques, etc.), les terrains de jeux, les aires de repos, les installations récréatives et sportives, etc. Sont souvent inclus dans cette catégorie des espaces détenus par des institutions publiques ou parapubliques tels que les arboretums ou les emprises de lignes à haute tension, de même que des espaces privés ou semi-privés tels que les golfs et les cimetières. Les espaces verts peuvent contenir des milieux naturels.

- Un **parc** est un espace aménagé en plein air pour le public (sens commun). L'agglomération de Montréal compte plus de 2000 parcs locaux qui sont administrés par les municipalités et les arrondissements; ces parcs comprennent divers équipements, installations et bâtiments comme des arénas, des piscines intérieures et extérieures, des stades et des terrains de sport, des aires de jeu et de détente, etc.

- Un **grand parc** est un parc, de grande étendue et à vocations diverses, dont l'administration relève du conseil d'agglomération de Montréal ou du conseil municipal de Montréal (gestion effectuée par les services centraux ou déléguée en tout ou en partie à l'arrondissement concerné). L'agglomération de Montréal compte 22 grands parcs, notamment le parc du Mont-Royal, et les parcs-nature. Bien que faisant partie de la liste des grands parcs de la Ville de Montréal, le parc Jean-Drapeau est administré, exploité, et entretenu par une organisation paramunicipale de la Ville de Montréal. Il n'est donc pas inclus dans les pistes d'action du Plan nature et sports.

- Un **parc-nature** est un parc régional résultant d'un programme d'acquisition de l'ex-Communauté urbaine de Montréal ou des démarches de l'agglomération dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels. Les parcs-nature sont aménagés et gérés de façon à y maintenir la biodiversité et à protéger les milieux naturels tout en permettant l'accès de la population pour l'observation de la nature et la pratique d'activités récréatives de faible impact. L'agglomération de Montréal compte sept parcs-nature ouverts au public et cinq parcs-nature non aménagés ou en cours d'aménagement (parc agricole du Bois-de-la-Roche, parcs-nature des Rapides-du-Cheval-Blanc, des Sources, du Bois-de-Saraguay et du Bois-d'Anjou). Les parcs-nature font partie du Réseau des grands parcs de Montréal.

Îlot de chaleur[7]

Un îlot de chaleur désigne une élévation localisée des températures, particulièrement des températures maximales de jour et de nuit, enregistrées en milieu urbain, par rapport aux zones rurales ou forestières voisines ou par rapport aux températures moyennes régionales. Cette variation de température peut être causée par des facteurs naturels ou reliées à l'activité humaine telles l'absence d'arbres et de végétation, la présence de larges surfaces non réfléchissantes qui absorbent et emmagasinent l'énergie solaire et les rejets énergétiques multiples.

Masse sombre

Dans le paysage nocturne, la masse sombre créée par les milieux naturels maintenus dans l'ombre est mise en contraste par l'illumination de certains éléments distinctifs du paysage.

Sur le Mont-Royal, la masse sombre de la montagne permet à la silhouette de la ville et aux éléments éclairés de se découper plus nettement.

Milieux humides et hydriques[8]

Un milieu humide et hydrique se définit comme suit (article 46.0.2 LQE): Lieu d'origine naturelle ou anthropique qui se distingue par la présence d'eau de façon permanente ou temporaire, laquelle peut être diffuse, occuper un lit ou encore saturer le sol et dont l'état est stagnant ou en mouvement.

Milieu naturel[9]

Milieu dans lequel l'environnement paysager, la biodiversité et les processus écologiques n'ont pas été altérés de manière permanente ni à long terme par les activités humaines, qui maintient sa capacité de se régénérer et où la présence humaine ne modifie pas le paysage de manière importante ni ne le domine.

Les milieux naturels de Montréal, situés à l'intérieur comme à l'extérieur des parcs existants, incluent les bois, les friches, les milieux humides (étang, marais, marécage, tourbière) et hydriques (cours d'eau, lac). Ils présentent différentes strates végétales (herbacée, arbustive, arborescente).

Patrimoine bâti[10]

Le patrimoine bâti représente les diverses formes urbaines caractéristiques de Montréal et leurs composantes, telles que la trame de rues, les infrastructures ou d'autres éléments structurants du domaine public, de même que des immeubles ou des ensembles d'immeubles, incluant les particularités de leurs sites et leurs divers modes d'intégration au paysage. Le patrimoine bâti couvre aussi de nombreuses catégories de biens liés aux modes de vie ou à des usages spécifiques dans un contexte sociohistorique donné.

Patrimoine naturel[11]

Le patrimoine naturel comprend principalement les sites et les ensembles naturels, les écoterritoires et les milieux riverains et aquatiques. On y trouve les formations physiques, biologiques et hydrographiques importantes à Montréal ainsi que les milieux de vie assurant l'équilibre des espèces vivantes, tant végétales qu'animales, qui sont présentes en milieu urbain.

Résilience[12]

La résilience urbaine est la capacité des personnes, communautés, institutions, entreprises et systèmes au sein d'une ville à résister, s'adapter et se développer, quels que soient les types de stress chroniques et des chocs aigus qu'ils subissent.

Transition écologique[13]

La transition écologique propose un nouveau modèle économique et social qui respecte les limites des écosystèmes et qui réduit les émissions de GES. Pour la Ville de Montréal, la transition écologique passe d'abord par l'adaptation aux changements climatiques et la transformation radicale de notre façon de produire et de consommer des biens ainsi que de l'énergie, la protection de la biodiversité et le renforcement de la résilience de nos écosystèmes, et de notre communauté. Le tout doit être fait en s'assurant qu'aucun Montréalais et aucune Montréalaise ne soit laissé pour compte.

Références

1- Ville de Montréal (2020), *Planification Stratégique Montréal 2030*. Repéré au https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1607443821/portail/s1zkpq7kvylbozrfchud.pdf

2- Ville de Montréal (2007), *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels*. Repéré au https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/grands_parcs_fr/media/documents/politique_protection_mise_en_valeur_milieux_naturels.pdf

3- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (2002), *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*. Repéré a http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/C-61.01

4- Ville de Montréal (2010), *Le plan de développement durable de la collectivité montréalaise*. Repéré au https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PES_PUBLICATIONS_FR/PUBLICATIONS/PLAN_2010_2015.PDF

5- Ville de Montréal (2020) *Plan climat 2020-2030*. Repéré au https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1608692024/portail/paqbtuqcmyqdwxrvfb5j.pdf

6- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (2020), *Plan de rétablissement de la tortue géographique (Graptemys geographica) au Québec — 2020-2030*. Repéré au https://mffp.gouv.qc.ca/documents/faune/especes/plan_retablissement_tortue-geographique_2020-2030.pdf

7- Ville de Montréal (2009), *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/BUREAU_MTROYAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN%20DE%20PROTECTION%20ET%20DE%20MISE%20EN%20VALEUR%20DU%20MONT-ROYAL.PDF

8- Gouvernement du Québec (2018), *Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal*. Repéré au https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/patrimoine/Plans_de_conservation/PLAN-CONSERVATION-MONT-ROYAL_v2-21062018.pdf

9- Ville de Montréal (2007), *Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels*. Repéré au https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/grands_parcs_fr/media/documents/politique_protection_mise_en_valeur_milieux_naturels.pdf

10- Ville de Montréal (2009), *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/BUREAU_MTROYAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN%20DE%20PROTECTION%20ET%20DE%20MISE%20EN%20VALEUR%20DU%20MONT-ROYAL.PDF

11- Gouvernement du Québec (2018), *Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal*. Repéré au https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/patrimoine/Plans_de_conservation/PLAN-CONSERVATION-MONT-ROYAL_v2-21062018.pdf

12- Ville de Montréal (2009), *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/BUREAU_MTROYAL_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN%20DE%20PROTECTION%20ET%20DE%20MISE%20EN%20VALEUR%20DU%20MONT-ROYAL.PDF

13- Ville de Montréal (2014), *Politique du sport et de l'activité physique*. Repéré au https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/SECT_SPORTS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/politique_sport_version_integrale.pdf

14- Ville de Montréal (2014), *Plan d'action régional, Politique du sport et de l'activité physique*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/SECT_SPORTS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/POLITIQUE.PDF

15- Ville de Montréal (2016), *Stratégie Montréalaise en matière d'événements sportifs*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/SECT_SPORTS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/EVEN_SPORTMTL_NOV-2016_PRINT.PDF

Références du glossaire

1- Ville de Montréal (2018), *Qu'est-ce que l'ADS+* (Présentation Powerpoint). Repéré au https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/9-ads.pdf

2- Nations Unies, *Convention en diversité biologique*. Repéré au https://www.cbd.int/convention/articles/?a=cbd-02

3- Center for active design, *What is Active Design?* Repéré au https://centerforactivedesign.org/WhatIsActiveDesign/

4- Ville de Montréal (2015), *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*, P84. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PROJ_URBAINS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SCHEMA20150401_CHAP2_2.3.PDF

5- Ville de Montréal (2020), *Plan climat*, p. 16. Repéré au https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1608692024/portail/paqbtuqcmyqdwxrvfb5j.pdf

6- Ville de Montréal (2020), *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PROJ_URBAINS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/SCHEMA20150401_SIGLESGLOSSAIREBIBLIO.PDF

7- Ville de Montréal, *Lutte aux îlots de chaleur*. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7357,82287591&_dad=portal&_schema=PORTAL

8- Gouvernement du Québec (2017) Loi sur la qualité de l'environnement. Repéré au http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/Q-2

9- Bureau de normalisation du Québec (BNQ), 2003, Fiche terminologique, Repéré au http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8357454

10- Ville de Montréal (2005), *Politique du patrimoine*, p. 32. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/patrimoine_urbain_fr/media/documents/politique.pdf

11- Ville de Montréal, *Politique du patrimoine*, 2005, p. 32. Repéré au http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/patrimoine_urbain_fr/media/documents/politique.pdf

12- Ville de Montréal (2018), *100 resilient cities, Stratégie montréalaise pour une ville résiliente*. Repéré au https://resilient.montreal.ca/assets/doc/strategie-montreal-ville-resiliente-fr.pdf

13- Transition écologique, Ville de Montréal (2020), *Plan climat*, p 117. Repéré au https://res.cloudinary.com/villemontreal/image/upload/v1608692024/portail/paqbtuqcmyqdwxrvfb5j.pdf

Crédits photos

Couverture : Getty Images
12 : Yves Keorack
16 : Alexandre Cv
21 : Alexandre Cv
24 : Alexandre Cv
25 : Ville de Montréal
32 : Yves Keorack
37 : Yves Keorack
41 : Yves Keorack
44 : Les Amis de la montagne + Freddy Arciniegas
51 : Les Amis de la montagne + Pixup
57 : Les Amis de la montagne
58 : SGPMRS
63 : Denis Labine - Ville de Montréal
67 : Le TAZ Skatepark
71 : Denis Labine - Ville de Montréal
72 : Alexandre Cv